

EN ILE-DE-FRANCE

aden

Tout le cinéma et les sorties
Toute la Fête de la Musique

ANGOLA

Récit d'un désastre humanitaire p. 2

ISRAËL

Vivre à Jérusalem dans la terreur des attentats. Reportage p. 3 et un point de vue p. 20

MÉDICAMENTS

Un anti-inflammatoire est contesté p. 12



GEORGES BARTOLI/ANAPPPP

ANTIMONDIALISATION

José Bové en route pour la prison p. 13

PARIS

Delanoë et l'avenir de la ZAC Rive gauche p. 14



AFP

DISPARITION

Gérard Monate, syndicaliste policier p. 16

PORTRAIT

Les combats du docteur Michel Chassang p. 17

PHOTOGRAPHIE

Les femmes au festival de Madrid p. 33

International.....	2	Entreprises.....	23
Union européenne.....	5	Annonces-Immo 24-25	
France.....	8	Communication.....	26
Société.....	12	Marchés.....	27
Régions.....	14	Aujourd'hui.....	29
Carnet.....	16	Météorologie.....	32
Abonnements.....	16	Jeux.....	32
Horizons.....	17	Culture.....	33
Kiosque.....	21	Radio-Télévision.....	37

VOYAGES

Le paradis irlandais des pêcheurs



LES LACS du Connemara abritent des réserves halieutiques exceptionnelles. C'est le pays de cocagne des amateurs de cannes à mouche.

Lire pages 30-31

Les engagements de Chirac à l'épreuve de l'Europe

Immigration, élargissement, budget, TVA et PAC : le nouveau pouvoir et l'agenda européen

L'EUROPE s'invite dans l'agenda politique français. Le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin à peine installé, Jacques Chirac se rendra, vendredi 21 et samedi 22 juin, au sommet européen de Séville. Recevant, mardi à Paris, l'Espagnol José Maria Aznar, président en exercice de l'Union européenne, le président de la République s'est dit déterminé à ce que le « sommet de Séville soit un succès ».

L'un des principaux dossiers sera celui de l'immigration. Le chef du gouvernement espagnol a annoncé, à l'issue de ses entretiens avec M. Chirac, qu'un accord « pratiquement global » avait été trouvé entre les Quinze. L'harmonisation du droit d'asile, la lutte contre les filières d'immigration clandestine et un renforcement du contrôle des frontières de l'Union paraissent acquis. En revanche, des divergences subsistent sur la coopération avec les pays d'émigration. La Fran-



ce et la Suède s'opposent à tout mécanisme de sanction.

M. Chirac devra plaider plusieurs dossiers économiques qui ont, ces dernières semaines, compliqué les relations avec ses partenaires. Sa promesse électorale d'une baisse de la TVA de 19,6 % à 5,5 % dans la restauration se heurte aux règles européennes. Un compromis pourrait se dégager sur l'équilibre des finances publiques à atteindre en 2004. Rappelée à l'ordre de multiples reprises, la France pourrait obtenir que cet objectif soit conditionné à une forte croissance en Europe. Outre la réforme des institutions européennes et l'élargissement de l'Union aux pays d'Europe centrale, les Quinze devront aborder le dossier qui cristallise les oppositions, celui de la politique agricole commune (PAC), Paris s'opposant à toute réforme.

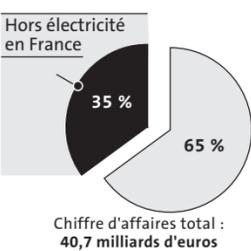
Lire pages 5 et 6 et notre éditorial page 22

EDF devient le quatrième électricien britannique

EDF a annoncé, mardi 18 juin, avoir bouclé une nouvelle acquisition importante à l'étranger. L'électricien a racheté le britannique Seeboard, pour 2,18 milliards d'euros. Grâce aux 1,9 million de clients de Seeboard, EDF, qui était déjà présent outre-Manche par le biais de London Electricity, fournira plus de 5 millions de consommateurs britanniques, ce qui était son objectif. Cette acquisition pourrait relancer le débat sur le statut public de l'électricien français. Déjà en 2001, EDF avait acquis l'italien Edison à la

UN GROUPE MONDIAL

Chiffre d'affaires d'EDF



hussarde, provoquant la colère du gouvernement Berlusconi, qui avait publié un décret-loi limitant à 2 % les droits de vote du français dans sa filiale italienne, quel que soit son poids dans le capital. En Grande-Bretagne, les critiques sont plus modérées mais ne sont pas inexistantes. Là encore, certains reprochent à EDF de profiter de son statut public pour acquérir des entreprises à l'étranger. EDF, qui ambitionne de réaliser 50 % de son chiffre d'affaires « hors électricité en France » (hors de l'électricité et hors de France) en 2005,

juge cette stratégie internationale indispensable pour accompagner ses clients mais aussi pour anticiper l'ouverture du marché de l'électricité en France. Mais, pour le moment, cette stratégie internationale grève sa rentabilité. En France, ces multiples acquisitions pourraient donner des arguments à François Roussely, président d'EDF, qui souhaite une ouverture du capital de l'entreprise. Un dossier urgent mais épineux pour le nouveau gouvernement.

Lire page 23

Tony Blair a-t-il voulu kidnapper les obsèques de la reine mère ?

LONDRES

de notre correspondant

« Verge noire contre Tony le Fripon », titrait une caricature du Times. C'était bien résumer la plus récente querelle du royaume. L'un est premier ministre de Grande-Bretagne depuis cinq ans, l'autre occupe l'une de ces multiples fonctions aussi désuètes – elle existe depuis 1361 – qu'indispensables à la bonne tenue de la Maison royale. La « verge noire » (black rod), qui lui donne son nom, est celle dont il frappe, une fois l'an, la porte des Communes pour inviter les députés à venir écouter, dans la Chambre des Lords voisine, le discours de la Reine. Black Rod, autrement dit le lieutenant-général Sir Michael Willcocks, est aussi le maître de cérémonie des funérailles royales. Il a donc ordonné, le 9 avril dernier, celles de la reine mère, ce qui lui vaut sa soudaine notoriété. Et ses démêlés avec Tony Blair.

L'affaire a éclaté, comme souvent ici, par des insinuations de la presse, en l'occurrence du Spectator, relayé par le Mail on Sunday et l'Evening

Standard, trois journaux bien ancrés à droite. Selon eux, Tony Blair a tenté de se mettre en vedette lors des obsèques, voire de « kidnapper la cérémonie », en envisageant notamment de rejoindre à pied, depuis Downing Street, le grand hall de Westminster où allait reposer le cercueil de la défunte. Ces accusations, qui peuvent sembler triviales, méritaient sans doute d'être traitées en haut lieu par l'indifférence.

C'était compter sans la colère d'un premier ministre fort soucieux de son image. Ces informations, a-t-il déclaré en personne, sont « choquantes » et « complètement fausses ». Et ses services ont menacé de traîner les trois journaux devant la commission déontologique de la presse, avant finalement d'y renoncer. Entre-temps, les mêmes journaux renchérisaient, visiblement « nourris » en informations par Black Rod lui-même. Le royal huissier aurait été soumis, pendant les jours ayant précédé les funérailles, à une « pression soutenue et constante » de Downing Street – dont une douzaine d'appels téléphoniques – pour donner un

meilleur rôle à Tony Blair au cours de la cérémonie. Le premier ministre a répliqué par un mémorandum de 29 pages où il explique les démarches de Downing Street par la nécessité, en pareille circonstance, de « clarifier » les exigences du protocole. Plusieurs ministres, dûment mobilisés, évoquent un « malentendu » et Black Rod tient l'affaire pour « close ».

Que le premier ministre ait fauté ou non, cette polémique confirme que la presse conservatrice est plus que jamais résolue à lui mener la vie dure. Au point de jouer le rôle d'une véritable opposition politique en une période où les tories sont loin d'avoir retrouvé leur punch. Tony Blair récolte aussi largement ce qu'il a semé, en essayant de neutraliser les médias, voire de manipuler l'opinion, à l'aide d'une armée de conseillers en communication. Comme le souligne l'Observer, sa plus grande erreur consiste à croire qu'il peut battre les journaux de droite à leur propre jeu.

Jean-Pierre Langellier

Lendemain d'élections

► Les députés élisent les présidents des groupes

► Jacques Barrot seul candidat pour l'UMP, Jean-Marc Ayrault favori pour le PS

► Les Verts tentent de constituer un cinquième groupe

► A droite, la bataille du « perchoir » entre Balladur et Debré

► Gouvernement : la gauche condamne la « trahison » de Noëlle Lenoir

Lire pages 8 à 11

MONDIAL 2002

Le feu d'artifice coréen



LA VICTOIRE de la Corée du Sud (2-1) – grâce à un but en or de Ahn Jung-hwan (photo) –, mardi 18 juin, devant l'Italie a provoqué une liesse sans précédent. Plus de 4 millions de personnes ont fêté, dans les rues, l'accession de leur équipe en quarts de finale du Mondial 2002. Les manifestations célébrant le départ de « l'ennemi » japonais en 1919 et celles organisées contre la dictature, en 1987, n'avaient pas rassemblé autant de monde. En Corée du Nord, on a discrètement célébré ce succès.

Supplément « Le Mondial »

YUN JAHYOUNG/AP

POINT DE VUE

Mieux légiférer, mieux contrôler par Edouard Balladur

AVEC la législature qui s'ouvre commence une période nouvelle de la vie politique française. La constitution et le succès de l'Union pour la majorité présidentielle sont de nature à organiser le débat public sur le modèle en vigueur dans la plupart des grandes démocraties où l'alternance s'effectue entre deux pôles politiques, l'un à droite, l'autre à gauche. Voilà une quinzaine d'années que j'appelle de mes vœux la mise en place d'une telle organisation des familles politiques de la droite et du centre. Je me réjouis d'avoir été entendu. Je ferai tout pour que ce

mouvement nouveau réussisse. Si le succès n'était pas au rendez-vous, si ce mouvement ne devenait pas rapidement un grand parti moderne et efficace, souple et décentralisé, porteur d'un projet réformateur répondant aux préoccupations de nos concitoyens, nous ferions un bond de plusieurs années en arrière.

Lire la suite page 20

ÉDOUARD BALLADUR, ancien premier ministre, est député (UMP-RPR) de Paris (12^e circonscription).

Prix France Télévisions ESSAIS

Patrick Declerck
Les naufragés
Avec les clochards de Paris

Une bouleversante enquête au pays des SDF

Co-édition Terre Humaine
Édité par Jean-Marie Plon

438 pages - 23 €

Plon

INTERNATIONAL

AFRIQUE

Les agences des **NATIONS UNIES** estiment que la situation humanitaire de l'Angola est « l'une des pires au monde ». Dans les mois qui viennent, 3 millions de personnes, menacées par la **FAMINE** et les

maladies, auront besoin d'une aide d'urgence. Une **POLÉMIQUE** a éclaté entre les organisations humanitaires. MSF accuse les agences onusiennes d'avoir sous-estimé l'ampleur de la **CRISE** et de tarder à

intervenir. Le **CESSEZ-LE-FEU** intervenu début avril avec la guérilla de l'Unita a permis d'accéder à des territoires où des centaines de milliers de personnes demeurent sans moyens de **SURVIE**. La réconcilia-

tion entre les partisans de l'**UNITA** et le régime du président **DOS SANTOS** ne progresse guère. Si les combattants rebelles ont été désarmés, la démocratisation du régime est en panne.

Un désastre humanitaire menace plusieurs millions d'Angolais

Selon les Nations unies, la situation du pays « est l'une des pires au monde ». Jusqu'à 3 millions de personnes auraient besoin d'une aide d'urgence. L'organisation Médecins sans frontières accuse l'ONU et le gouvernement de Luanda d'une « inertie inacceptable » face à la crise

BIMBE (Angola)

de notre envoyé spécial

Il y a des privilèges sinistres. Celui de Bimbe est d'avoir deux cimetières. Non pas que le village, sur les hauts plateaux du centre de l'Angola, soit bien important : il ne compte guère plus de 5 000 à 6 000 âmes. Mais la vie n'y vaut pas cher, comme en témoigne le nombre de tombes à la terre fraîchement remuée. Des tombes aussi démunies que les habitants du village. Avec pour tout ornement une bouteille de plastique piquée d'une herbe ou d'une fleur, et pour tout souvenir une croix minuscule marquée d'un nom et d'une date.

Ce que les cimetières de Bimbe racontent à leur façon, on le retrouve dans les documents des Nations unies. « La situation humanitaire en Angola est l'une des pires dans le monde. (...) Quatre millions de personnes au moins sont dans une situation très précaire. La survie de près de deux millions d'entre elles dépend de l'assistance internationale. Même si la fin de la guerre a conduit à une baisse des déplacements de populations, la situation reste globalement critique [et] le nombre de personnes qui auront besoin d'une assistance d'urgence au cours des prochains mois va grimper jusqu'à 3 millions », estime un rapport adressé, il y a quelques jours, par les Nations unies aux pays riches, invités à

financer l'effort humanitaire des agences de l'ONU et de la centaine d'organisations non gouvernementales (ONG) présentes en Angola.

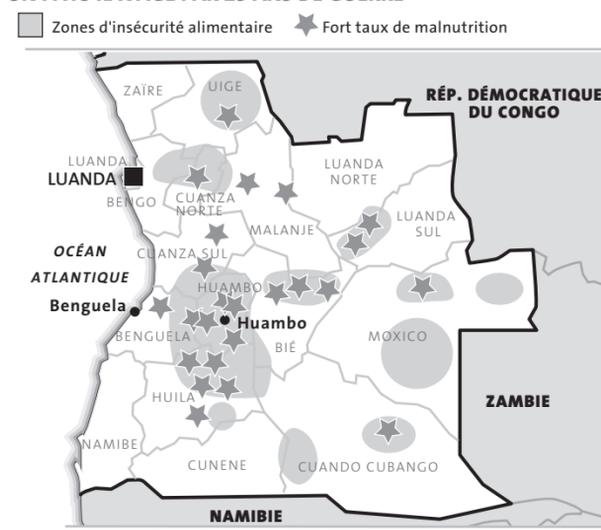
Selon le document, la conduite des opérations humanitaires d'ici à la fin de l'année suppose de mobiliser 141 millions de dollars (150 millions d'euros), dont près de la moitié pour répondre aux seuls problèmes alimentaires. Jusqu'à présent, note le document, la communauté internationale n'a fourni que le tiers des besoins pour l'année 2002.

CALCUL COMPLEXE

Le chiffre de 3 millions de personnes qui ont besoin d'une « assistance d'urgence » résulte d'un calcul complexe. Il inclut 1,9 million d'Angolais qui étaient plus ou moins pris en charge par le système des Nations unies avant même la signature, le 4 avril, du cessez-le-feu. S'y ajoutent : 250 000 personnes installées dans des centres à proximité des camps de cantonnement de l'Unita ; 80 000 réfugiés retournés d'eux-mêmes en Angola ; enfin, 800 000 personnes disséminées dans des « zones grises » auxquelles nulle organisation internationale n'avait eu accès jusqu'à présent du fait de la guerre.

Ces centaines de milliers de déplacés, en quelque sorte, n'existaient pas auparavant. C'est leur découverte, rendue possible par le cessez-le-

UN PAYS RAVAGÉ PAR 25 ANS DE GUERRE



Source : ONU

feu, qui a révélé la situation humanitaire en Angola. Il n'en reste pas moins que le chiffre de 800 000 est une estimation très grossière. Il a été avancé, début juin, lors d'une réunion, à Luanda, entre les organisations de l'ONU et les ONG présentes en Angola, selon un participant qui le juge peut-être surévalué. En

fait, il est probable que le drame humanitaire, pour l'essentiel, a déjà eu lieu. Il se serait joué au cours des derniers mois, avant la conclusion du cessez-le-feu. Les populations que l'on découvre actuellement seraient les rescapées d'une catastrophe que les instances internationales ont ignorée ou feint d'igno-

rer. Le fait que la tranche d'âge de 0 à 5 ans soit statistiquement sous-représentée au sein des populations prises en charge par les ONG confirme que les enfants en bas âge ont été les principales victimes.

C'est dans ce contexte que Médecins sans frontières (MSF), une ONG présente en Angola depuis près de dix ans, a accusé, il y a quelques jours, le gouvernement angolais et les agences des Nations unies d'avoir fait preuve d'une « inertie inacceptable » pour répondre aux besoins de la crise.

ACCUSATION REJETÉE

« Le gouvernement angolais porte une responsabilité essentielle dans l'émergence de cette crise nutritionnelle majeure. La stratégie de guerre poursuivie à la fois par l'Unita et le gouvernement angolais, faite de déplacements forcés de populations, de violence aveugle, d'incendie des maisons et des récoltes, a laissé des centaines de milliers de personnes dans une détresse inédite. Privées de toute assistance humanitaire pendant des années, ces populations sont aujourd'hui livrées à elles-mêmes, sans récoltes, ni maisons ni moyens de survie. (...) La réponse du gouvernement est proche de zéro », indique MSF. Les agences des Nations unies ne sont pas mieux traitées par l'organisation caritative, qui les accuse de « n'avoir pas

pris la mesure de la gravité de la crise ». Est particulièrement visé le Programme alimentaire mondial (PAM). MSF lui reproche d'avoir réduit les rations alimentaires dans certaines zones, de se hâter lentement dans d'autres provinces et d'être absent ailleurs. « Si les autorités angolaises, les agences des Nations unies, et spécialement le PAM, les pays bailleurs de fonds et les instances diplomatiques ne se rassemblent pas pour accroître les programmes d'aide, des centaines de milliers de personnes courent le risque de mourir de faim ou de maladie », a prévenu le président de MSF International, Morten Rostrup.

Venant d'une organisation caritative dotée d'une image très positive (elle a reçu en 2000 le prix Nobel de la paix), cette prise de position a suscité des remous à Luanda. Le régime aurait songé, selon certaines sources, à utiliser une loi récente pour mettre un terme aux activités de MSF en Angola. Quant aux Nations unies, elles ont rejeté l'accusation d'« indifférence ». Elle est « incorrecte », a répliqué un responsable de l'ONU. En privé, ces derniers ne se gênent pas - à l'unisson de certaines ONG - pour critiquer « l'arrogance » de MSF. L'Angola est aussi devenu l'objet de querelles entre humanitaires.

Jean-Pierre Tuquoi

« Roque-Santeiro », une cour des miracles africaine

LUANDA

de notre envoyé spécial

Les Luandais l'appellent « Roque-Santeiro », du nom du héros d'un feuilleton brésilien naguère très populaire dans la capitale. Avec quelque 16 000 commerçants officiellement recensés (mais tous ne le sont pas), c'est le plus grand marché du continent africain, jurent les Angolais, qui en sont très fiers.

« Roque-Santeiro », c'est une mer de toiles de tente qui s'étire sur des kilomètres, au nord de la capitale, le long de la baie de Luanda. Le marché est ouvert douze heures par jour, six jours sur sept. Lorsque le pays était plongé dans la guerre civile, que les habitants de la capitale manquaient de tout, « Roque-Santeiro » était approvisionné en produits venus de Zambie, de l'ex-Zaïre ou de plus loin. Les ruptures de stocks sont inconnues à « Roque-Santeiro ».

A l'abri derrière des murs de détritrus qui n'en finissent pas de se consumer, le marché, créé au début des années 1980, traîne une réputation sulfureuse... Les bourgeoises de Luanda frissonnent lorsqu'on évoque son nom et évitent d'y aller seules. Et à l'étranger de passage, on conseille de s'y rendre sans emporter d'argent, ni d'objet de valeur.

A « Roque-Santeiro », on trouve tout et n'importe quoi : des parfums français, des téléviseurs japonais, de la vaisselle italienne, des vélos chinois, des confiseries espagnoles, des paraboles américaines... Dans une ambiance de fête foraine qu'accentue la musique tonitruante des marchands de hi-fi, tout s'achète et tout se vend : les médicaments modernes, les médicaments traditionnels, les quartiers de poisson fumé, frais ou - presque - congelé, le whisky, les meubles, les livres d'école, le charbon de bois. A « Roque-Santeiro », on peut manger, boire de l'alcool frelaté à base de maïs, le *kaporoto*, se faire coiffer, apprendre à conduire, suivre des cours d'anglais, changer des dollars à un taux un peu plus avantageux qu'en ville, regarder un film de karaté sur un écran de télévision dans une baraque de toile, écouter le prédicateur d'une Eglise protestante, se fournir

en drogue ou fréquenter des prostituées. Les trafiquants de diamants auraient également leur quartier à « Roque-Santeiro ».

Les prix sont bas, dans cette cour des miracles africaine : l'équivalent de 4 euros pour une bouteille de gin, 2 de plus pour une bonne bouteille de vin du Portugal, 5 euros pour une paire de jeans « authentique » mais usée ; 12 centimes pour une partie de baby-foot ou un seau d'eau. « Un temps, le champagne français était au prix du vin mousseux. On en buvait tous les jours », raconte Antonia Monteiro, une Luandaïse.

La modicité des prix des produits importés s'explique : des containers entiers disparaissent régulièrement du port de Luanda, dont on retrouve plus tard le contenu à « Roque-Santeiro ». Parfois, dit la rumeur publique, les bateaux déchargent une partie de leur cargaison avant même d'accoster à Luanda.

DÉRISOIRES TRÉSORS

Le marché fait vivre une foule de gens, outre ceux qui ont un étal. Ce sont d'abord les habitants des bidonvilles qui jouxtent le marché. Le lundi, jour de fermeture pour cause de réapprovisionnement, ils louent leurs bras et leurs brouettes de bois aux commerçants, et montent la garde à l'entrée des entrepôts. La survie des revendeurs, qui pullulent dans les rues de la capitale, dépend également du marché. C'est ici qu'ils se fournissent avant d'aller proposer des étuis de téléphone portable, des piles électriques, des stylos et des montres.

« On a beaucoup de problèmes. Les ordures s'accumulent ; il n'y a pas d'égoûts ni d'électricité ; l'eau manque... » Lorsqu'il parle de « Roque-Santeiro », c'est un long lamento que fait entendre un fonctionnaire de la mairie responsable du marché, Vittorino Sabaloo Kitokolo. Il attend et espère que le gouvernement va enfin tenir ses promesses d'investissements. Mais « Roque-Santeiro » n'a cure de ces engagements et continue d'exhiber ses dérisoires trésors.

J.-P. T.

Réconciliation en trompe-l'œil à Luanda

Malgré la fin de la guerre, la démocratisation du régime tarde à venir

LUANDA

de notre envoyé spécial

Une atmosphère étrange règne à Luanda. Après s'être combattus pendant plus d'un quart de siècle, les Angolais ne parlent plus que de réconciliation et d'unité nationale. Mais ils le font sur la base d'un mensonge collectif. Officiellement, la guerre s'est achevée sur une « paix des braves ». Et la signature d'un cessez-le-feu, le 4 avril, entre l'armée et les rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) ne doit rien à la mort de Jonas Savimbi, fondateur et chef du mouvement, tué quelques semaines auparavant dans la brousse.

Avec la bénédiction du pouvoir, la presse officielle se garde bien d'insister sur le délabrement de l'Unita, contrainte de déposer les armes, sur l'état famélique de ses chefs lorsqu'ils sont sortis de la brousse pour négocier et aller se refaire une santé, à l'invitation du gouvernement, dans le plus bel hôtel de la capitale.

Les responsables du mouvement rebelle en rajoutent dans cette réécriture de l'histoire. « On n'a pas été battu, jure un dirigeant de l'Unita, Daniel Maluka. Savimbi et l'Unita ont toujours recherché le dialogue et la réconciliation. C'est le pouvoir qui n'en voulait pas. Il a fallu la pression de la société civile et de la communauté internationale pour le contrain-

dre à changer. » Derrière ce maquillage des événements érigé en raison d'Etat, on devine la marque du chef de l'Etat. Au pouvoir depuis un quart de siècle, le président José Eduardo dos Santos est un pragmatique. Marxiste convaincu, il est devenu le partenaire des Etats-Unis. Il s'est converti à l'économie de marché et privatisé à tout va, souvent au profit de ses proches. Il avait hérité d'un parti unique, le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) : la fin de la guerre froide l'a convaincu d'entrouvrir le système politique. Il voulait tuer la religion, dans un pays où les églises font le plein de fidèles : il a fini par accueillir le pape Jean Paul II en grande pompe à Luanda, avant de restituer ses biens à la communauté catholique.

STRATÉGIE OBSTINÉE

Ce n'est pas la première fois que l'on parle de la fin de la guerre en Angola. Deux « processus de paix » ont été menés au cours des dix dernières années sous l'égide des Nations unies. Ils ont capoté. Cette fois devrait être la bonne. « Parce que quelque chose a changé : l'Unita ne contrôle plus de portion de territoire », observe un intellectuel, Ruy Duarte de Carvalho.

Jusqu'à présent, le volet militaire des négociations a dominé. Il prévoit le regroupement des forces de l'Unita (près de 80 000 hommes, plus leurs familles) dans une trentaine de centres de cantonnement, leur désarmement, l'intégration d'une poignée d'entre eux dans l'armée (5 000), le retour à la vie civile des autres, et enfin la transformation de l'Unita en un parti politique purement civil.

Par culture autant que par opportunisme, le pouvoir n'est pas pressé de remettre en selle les anciens rebelles, dont l'assise électorale est réelle dans le centre du pays. Il joue le temps et manœuvre en coulisse. Alors que l'Unita dispose, depuis les élections de 1992 (les seules qu'a connues l'Angola indépendant) de 70 sièges de députés au Parlement - sur 220 -, le pouvoir s'est ingénié à cajoler une branche dissidente du parti de Jonas Savimbi, l'Unita « renouvelée ». Décrédibilisée pour sa trop grande proximité avec le pouvoir, elle ne pèse guère, mais c'est elle qui bénéficie des subventions et des voitures de fonction... Aux autres, la débrouillardise et les bud-

gets misérables. Des méthodes identiques ont été utilisées pour affaiblir le Front national de libération de l'Angola (FNLA), l'autre parti issu de la guerre d'indépendance.

Cette stratégie, poursuivie avec obstination, fait que personne ne croit à une démocratisation poussée à la faveur de la paix et de la reconstruction. « Le pays a besoin d'une transformation radicale. Mais le régime est réticent à s'ouvrir », regrette le Révérend Daniel Ntoni-Nzinga, secrétaire exécutif du Coi-

« Angolagate » : dossier refermé ?

A Luanda, certains milieux diplomatiques espèrent que la réélection de Jacques Chirac et le retour de la droite aux affaires vont permettre de refermer le dossier de l'« Angolagate ». Dans un discours prononcé le 10 juin, à Luanda, devant les ambassadeurs de l'Angola, le chef de l'Etat a certes dénoncé la « campagne contre l'Etat angolais développée par certains cercles politiques et économiques extérieurs au pays », mais il s'est abstenu de citer la France. Pour l'heure, les relations diplomatiques entre les deux pays sont distantes. Hubert Védrine, l'ancien ministre des affaires étrangères, n'a jamais fait le déplacement à Luanda. Seul le chef du département Afrique au Quai d'Orsay s'y est rendu pour quelques heures en début d'année.

pa, un comité qui regroupe les Eglises chrétiennes. « Nous vivons sous le règne de la dictature et du parti unique. Tant que le MPLA sera au pouvoir, le pays n'avancera pas. Le président dos Santos est nuisible », lance le fondateur du FNLA, le vieux Holden Roberto.

L'annonce, il y a plusieurs mois, par le chef de l'Etat, qu'il entendait quitter le pouvoir (ce pourrait être à l'occasion des élections législatives et présidentielle annoncées pour 2004) aurait pu amorcer une transition politique. Mais personne ne fait crédit au président dos Santos. Les plus accommodants pensent qu'il installera un homme à sa dévotion ; les plus critiques sont convaincus qu'il s'arrangera pour que le parti le persuade de demeurer à la tête du pays.

J.-P. T.

Il est temps de se mettre au vert

Paris Dublin

> A partir de 68 €* par trajet

Nice Dublin

> A partir de 45 €* par trajet

Voyagez avec Aer Lingus entre Paris et Dublin ou Cork, et entre Nice et Dublin. Offres valables jusqu'au 17/07/02 sur la base d'un aller-retour.

Pour plus de renseignements sur ces offres, connectez-vous sur www.aerlingus.com ou contactez Aer Lingus au 01 55 38 38 55.

* Taxes d'aéroport non incluses

Aer Lingus
La compagnie nationale irlandaise.

Ireland
Des instants pour toujours.

Les attaques-suicides provoquent un changement du mode de vie israélien

Les achats par téléphone, le commerce par Internet, les livraisons à domicile ont progressé depuis le début de l'année

JÉRUSALEM

de notre correspondante

Au plus fort des attentats des mois de mars et avril, les bars et restaurants de Jérusalem s'étaient lancés dans « la vente à emporter » pour éviter à leurs clients un séjour prolongé et potentiellement risqué dans leur établissement. Puis la quasi-totalité d'entre eux ont posté un vigile armé à l'entrée. Aujourd'hui, alors que les attaques de kamikazes palestiniens se succèdent de nouveau à un rythme soutenu, les affichettes « *sagour* » (fermé) fleurissent aux devantures des cafés de certaines rues piétonnes du centre-ville. Les Israéliens évitent autant que possible les endroits peuplés, cible privilégiée des attaques palestiniennes. Et le commerce s'en ressent.

Si l'on en croit une étude menée fin mai par un institut de recherches pour le quotidien *Yediot Aharonot*, la psychose semble affecter en profondeur les habitudes de consommation et de loisir des citoyens. Première bénéficiaire de ce repli sur soi : la vente par correspondance. Au cours de l'année écoulée, les achats par téléphone ont fait un bond de 17 %, le commerce par Internet de 15 %, les livraisons de repas à domicile de 13 %. L'une des principales chaînes de supermarchés du pays annonce même une augmentation de 25 % des commandes passées sur son site Internet, notamment à Haïfa, Tel-Aviv et Jérusalem.

La baisse de fréquentation des cinémas et des restaurants (44 %) s'accompagne, elle, d'une augmentation du nombre de locations de cassettes vidéo (13 %), avec des pics observés après chaque attentat. Les bus, considérés comme les endroits les plus exposés, connaissent une désaffection notable. A Jérusalem, le nombre de trajets en bus a chuté de 39 %, et de 29 % à Tel-Aviv, selon l'étude publiée par le quotidien. 10 % des Israéliens reconnaissent, en outre, avoir annulé une réunion de famille à

cause des risques encourus lors du déplacement ou sur le lieu de la rencontre. Les salles des fêtes isolées et éloignées des centres-villes sont d'ailleurs de plus en plus privilégiées pour les mariages, les anniversaires ou les bar-mitsva.

Pour accompagner ces nouveaux modes de vie, certaines entreprises n'ont pas hésité à inventer de nouveaux services. Ainsi, une grande chaîne de vêtements a décidé d'organiser des ventes dans les administrations, les sociétés ou tout lieu susceptible de lui procurer cinq-

De manière moins glorieuse, des joueurs lancent des paris sur le nom du prochain lieu ciblé

te clients potentiels. Des chaînes de restauration rapide tentent de mettre sur pied, avant l'été, un réseau de distribution à domicile. Elles s'attendent à de fortes demandes durant les vacances scolaires, alors qu'un tiers des parents reconnaissent réduire au minimum les autorisations de sortie pour leurs enfants.

Les mesures de sécurité ont pourtant été renforcées à peu près partout. Dans les centres-villes, les contrôles d'identité se multiplient. Sur le littoral, l'accès à certaines plages payantes s'accompagne désormais d'une fouille de la voiture, tandis qu'à l'entrée des magasins ou des lieux publics la taille des hommes est systématiquement passée au détecteur, en quête d'une ceinture d'explosifs. En quelques mois, 20 000 gardes de sécurité ont été embauchés à travers le pays. L'un d'entre eux, en faction à l'entrée d'un supermarché de Jérusalem, a payé de sa vie sa vigilance : il a été victime d'une

jeune kamikaze. Un autre est devenu un héros national en déjouant un attentat à la voiture piégée à l'entrée d'une boîte de nuit à Tel-Aviv. Depuis plusieurs semaines, le quotidien *Haaretz* leur rend hommage en publiant régulièrement la photo de l'un d'entre eux.

De manière moins glorieuse, d'autres tentent d'exploiter l'étrange atmosphère qui règne en Israël. Des joueurs au goût douteux lancent des paris sur le lieu du prochain attentat. Les inventeurs de ce jeu macabre, originaire de Kiryat Malakhi, une petite ville du sud d'Israël, ont divisé le pays en régions plus ou moins exposées. Le parieur qui mise sur un attentat à Ashdod, ville portuaire jusqu'à maintenant épargnée par les attaques, peut, en cas de « victoire », gagner dix fois plus que s'il avait banalement prévu un attentat à Jérusalem. Mardi matin, 19 personnes, outre le kamikaze, sont mortes dans un bus qui les menait à leur travail ou à l'école, et 70 autres ont été blessées. Il s'agit de l'attentat le plus meurtrier survenu dans la ville depuis 1996.

Stéphanie Le Bars

Après l'attentat de Jérusalem, Tsahal réoccupe plusieurs zones autonomes

Les Palestiniens dénoncent une politique visant à saboter le plan Bush

A LA SUITE de l'attentat de Jérusalem, mardi 18 juin, au cours duquel un kamikaze s'est fait exploser dans un autobus causant la mort de dix-neuf passagers, le gouvernement israélien a réuni un mini-cabinet pour étudier la riposte à apporter à cette nouvelle attaque-suicide revendiquée par le Hamas. Dans un communiqué publié mercredi matin, il est indiqué qu'« Israël va changer sa manière de réagir aux actes de meurtriers de terrorisme (...) en s'emparant d'autres territoires de l'Autorité palestinienne ». Jusqu'à présent, à chaque fois qu'une incursion était menée dans les territoires autonomes, l'armée israélienne soulignait qu'il s'agissait d'une opération ponctuelle et que les militaires se retireraient après avoir accompli leur mission. Il s'agit donc d'une nouvelle politique d'occupation des zones autonomes « aussi longtemps que durera la politique terroriste de l'Autorité palestinienne ».

L'armée israélienne a réoccupé la ville et le camp de réfugiés de Jénine, et Kalkilya dans le nord de la Cisjordanie où le couvre-feu a été imposé. Les militaires qui avaient mené une incursion à Naplouse

ont en revanche commencé à se retirer de cette ville après que trois Palestiniens eurent été arrêtés. A Jénine, Tsahal a installé des caravanes, démontrant ainsi sa volonté de demeurer sur place. Quatre Palestiniens ont été appréhendés.

« Sharon tente de faire échouer tous les efforts internationaux visant à raviver le processus de paix avant même que ces efforts soient engagés [même s'ils] proviennent du président américain George W. Bush », a déclaré Saëb Erekat, ministre palestinien des collectivités locales.

DÉCLARATIONS ET REGRETS

En outre, l'épouse du premier ministre britannique, Cherie Blair, a provoqué, mardi, un incident diplomatique en déclarant : « Tant que les jeunes (Palestiniens) auront l'impression de n'avoir plus d'autre espoir que de se faire sauter, aucun progrès ne sera possible. » L'ambassade israélienne a « regretté toute déclaration publique qui pourrait être interprétée comme exprimant de la compréhension pour le terrorisme palestinien ». M^{me} Blair a présenté ses excuses, se déclarant « désolée si l'interprétation faite de ses propos a pu offenser », son por-

te-parole ajoutant : « Il va sans dire qu'elle condamne dans les termes les plus forts l'atrocité de l'attentat de mardi. »

Le ministre britannique des affaires étrangères, Jack Straw, a pour sa part déclaré au *Times*, daté de mercredi : « Quand des jeunes gens sacrifient leur vie, nous pouvons éprouver une certaine compassion. »

Ted Turner, fondateur de CNN, a lui aussi déclaré « regretter que l'on ait pu imaginer » qu'il mettait dos à dos « le terrorisme et les actions menées par Israël afin de se protéger », après la levée de boucliers provoquée par la publication d'un entretien qu'il avait accordé au quotidien britannique *The Guardian* dans lequel il avait notamment déclaré : « Les Israéliens (...) ont une des plus puissantes machines de guerre au monde. Les Palestiniens n'ont rien. Alors qui sont les terroristes ? Je dirais que chaque partie est impliquée dans le terrorisme. » Ted Turner a précisé : « Je pense que le gouvernement israélien a utilisé une force excessive pour se défendre, mais cela ne peut pas être comparé aux actions qui tuent intentionnellement des civils par le biais d'attaques-suicides. » - (AFP, Reuters.)

Arin Oud Hasin Ahmed, kamikaze palestinienne « repentie »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Arin Oud Hasin Ahmed assure avoir « éprouvé de la tristesse » à la

■ PORTRAIT

Une jeune étudiante de 20 ans qui a jugé qu'elle n'avait « pas le droit »

nouvelle de l'attentat de l'avenue Dov Yosef, mardi 18 juin. « Il faut lutter par d'autres moyens, d'une manière pacifique, car aujourd'hui tout le monde meurt des deux côtés pour rien », a-t-elle estimé.

Cette jeune Palestinienne « repentie », qui vivait chez sa tante et sa grand-mère près de Bethléem, a été arrêtée par les services de sécurité israéliens moins d'une semaine après l'attentat qui avait tué deux Israéliens à Rishon Letzion, le 22 mai. Arin Oud Hasin Ahmed accompagnait ce jour-là le jeune Palestinien de 16 ans et demi, qui avait fait détoner son engin au beau milieu d'une foule paisible. « Je devais faire exploser la bombe que je portais dans un sac à dos au même endroit quelques minutes après », raconte-t-elle.

Pourtant, la jeune étudiante de 20 ans a choisi, en cours de chemin, de ne pas aller au bout de son projet meurtrier. « Je me suis dit que je n'avais pas le droit de prendre la vie d'innocents. J'ai pensé que je mériterais l'enfer si je le faisais. »

Quelques jours auparavant, le 17 mai, elle avait pris contact avec des membres présumés des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, un groupuscule militaire non officiel du Fatah, pour leur proposer ses services. Deux mois plus tôt, le 8 mars, son fiancé, un activiste, avait trouvé la mort dans une explosion suspecte attribuée à Israël. « Il confectionnait une bom-

be qui a explosé prématurément », assurent de leur côté les Israéliens.

Elle avait alors décidé de le venger et de sacrifier une vie qu'elle juge elle-même « paisible et heureuse », au cours de laquelle elle avait notamment noué le contact avec de jeunes Israéliens rencontrés dans un kibboutz, il y a deux ans. S'exprimant en anglais, elle raconte qu'elle entretenait toujours avec eux une correspondance électronique.

Le 21 mai, quatre jours seulement après son premier contact, elle apprenait que sa candidature était acceptée et le lendemain un homme l'attendait à la porte de l'université de Bethléem. L'attentat était prévu pour le jour même.

RAPIDE DÉMONSTRATION

Après une rapide démonstration de la mise à feu et une prière, la jeune femme partait vers une direction inconnue. Elle laissait derrière elle l'enregistrement d'une cassette vidéo pour laquelle elle avait revêtu des habits traditionnels palestiniens et où elle s'adressait aux responsables arabes pour les inciter à se mobiliser et aux Israéliens, pour leur témoigner sa détermination.

« Je sais qu'aujourd'hui certains pensent à Bethléem que je ne suis qu'une poule mouillée et que je ne suis pas attachée à ma terre, mais je suis convaincue que j'ai pris la bonne décision », assure-t-elle. Elle a donné suite à la proposition du Shin Beth, le service de sécurité intérieur israélien, de répondre aux questions de cinq journalistes occidentaux, mardi 18 juin, « à la fois pour faire passer un message et parce que cela pourra jouer en ma faveur », estime-t-elle. Un intérêt sans doute partagé par les responsables du Shin Beth, qui ont choisi désormais de médiatiser ces cas particuliers, tout en avouant la difficulté d'une lutte contre un phénomène qui touche toutes les couches de la société palestinienne.

Gilles Paris



Votre enfant a-t-il son permis ?



Venez le retirer chez votre pharmacien-conseil.

Près de 10.000 Pharmaciens de France ont décidé de se mobiliser. Comment ? En faisant de leur officine une véritable Ecole du Soleil pour adultes et enfants : 1 000 000 de Permis de bien se conduire au soleil sont distribués en officine. Demandez-le à votre pharmacien-conseil qui vous établira votre bilan personnel de protection solaire.



VICHY
LABORATOIRES



Le combat de Chen Rongjie, vieux justicier solitaire, contre les « ripoux » d'une province chinoise

Dans le Hunan (centre), un petit fonctionnaire à la retraite fait trembler les autorités locales dans sa chasse aux malversations. Sa dangereuse obsession : imposer le règne de la loi

CHANGSHA
(province du Hunan)
de notre envoyé spécial

Des piles de dossiers jaunies, écorchés, frangés d'étiquettes, engor-

■ **PORTRAIT**

Fragile silhouette courbée sur des archives dans un office surveillé

gent les étagères. Le bureau est un véritable atelier d'archiviste, inondé de coupures de journaux, de courriers adressés aux plus hautes instances de l'Etat, de lettres reçues de citoyens reconnaissants. Collée sur une armoire, une affiche encadrée de rouge reproduit l'article 41 de la Constitution chinoise : « Les citoyens de la République populaire ont le droit d'adresser des plaintes ou des accusations contre des organes d'Etat ou des fonctionnaires pour violation de la loi ou négligence dans le devoir (...). Personne ne peut exercer de représailles contre les plaignants. » Chen Rongjie a quand même pris ses précautions : il a verrouillé son repaire d'une lourde porte métallique.

ULTIME RECOURS

Exceptionnelle figure que cet homme de 85 ans dévouant sa retraite à la cause de la lutte anticorruption. A voir sa fragile silhouette courbée sur ses trésors d'archives, on a du mal à imaginer qu'il fait trembler l'état-major de la province du Hunan. Et pourtant ! Armé de son article 41, d'une inépuisable ténacité, ce redresseur de torts a démasqué plus d'un officiel corrompu. Les preuves qu'il a

patiemment accumulées sur tel ou tel mandarin dévoyé devenaient si accablantes que le gouvernement central de Pékin a sacrifié quelques boucs émissaires pour apaiser le courroux du peuple.

Sa victime la plus connue est Jiang Yanping, une courtisane de haut vol devenue un poids lourd de l'élite locale. La petite employée d'un magasin d'Etat était parvenue à se hisser au poste de vice-directrice de la compagnie immobilière provinciale à force de distribuer faveurs sexuelles et cadeaux. Elle était surnommée la « dame de fer » en raison de l'autorité brutale qu'elle exerçait sur ses subordonnés, lesquels se sont tournés très tôt vers Chen Rongjie pour divulguer les ressorts peu honorables de sa spectaculaire ascension. Car

Intimidations et coups de gourdin

Si les barons inquiétés par Chen Rongjie échouèrent à le réduire au silence, ce n'est pas faute d'avoir essayé. Alors qu'il avait débuté son enquête sur la « Dame de fer » Jiang Yanping en 1992, une moto tenta de le renverser puis, un autre jour, « des gens de la mafia » lui frappèrent les jambes à coups de gourdin piqués de clous. Le vieil homme, remontant son pantalon, exhibe les cicatrices striant sa peau blafarde. Avec la condamnation l'été 2001 de la « Dame de fer », Chen Rongjie pensait avoir enfin accédé à la reconnaissance publique. Son combat fut narré avec respect dans les médias chinois, y compris dans le *Quotidien du peuple* qui qualifia de « légendaire » son dévouement au service de la lutte anticorruption. Deux livres récemment parus sur les turpitudes de M^{me} Jiang Yanping exaltent également son rôle. — (Corresp.)

Chen Rongjie est l'ultime recours de bien des habitants de Changsha éconduits par des tribunaux aux ordres. Son réduit fait quasiment office de cabinet d'avocat officieux. Sa maigre retraite (128 euros) est engloutie dans les frais de timbres, de photocopies et déplacements aux fins d'enquête.

Quelle obsession anime Chen Rongjie ? « Le sens de la justice », répond-il. Une certaine idée de la

morale publique qui lui valut naguère de recevoir plusieurs récompenses du département de la propagande : la brochette de médailles ornant sa veste bleu nuit.

L'ardente conviction puise loin dans sa biographie. Déjà sous l'occupation japonaise, il n'hésitait pas à se dresser contre les humiliations infligées à ses compatriotes. Il était un petit fonctionnaire de la voirie affilié au Kuomintang, mais militant sur son aile gauche, ce qui l'épargna après la révolution communiste de 1949, jusqu'à la révolution culturelle en tout cas. Classé « contre-révolutionnaire », il fut alors rudoyé – mains et pieds cisaillés par des cordes – comme les millions de ses compatriotes livrés aux gardes rouges. Il tira de la tragédie une leçon, simple :

« J'ai compris qu'il fallait que le pays soit gouverné par la loi et non par la personne d'un dirigeant. »

Mais Chen Rongjie ne franchit jamais certaines limites. Il borne sa croisade à la traque des « ripoux », ce qui est déjà énorme. Les féodaux du cru le haïssent. Passés les clameurs autour de sa victoire judiciaire contre la « dame de fer », le gouvernement provincial du Hunan a resserré l'étau autour de

ses activités. « Ils restreignent ma liberté. Ils ont peur de moi. L'affaire Jiang Yanping est close, mais ils ont peur que je révèle d'autres scandales. » Deux équipes de télévision de Pékin sont venues l'interroger. Mais les émissions sont restées dans les cartons. Les officiels du Hunan sont intervenus auprès de Pékin pour en bloquer la diffusion.

PEUR PANIQUE

A voir la manière dont l'envoyé spécial du *Monde* a été délogé de l'appartement de M. Chen, on comprend mieux la peur panique qu'il inspire au gouvernement local. Une petite heure après le début de l'entretien, des sommations ont retenti dans la cage d'escalier et des coups ont tambouriné contre la porte. Une escouade d'agents du *waiban* (bureau des affaires étrangères) provincial, flanqués de policiers en civil, venait de faire irruption. « M. Chen, ouvrez, nous savons qu'il y a un journaliste français chez vous », hurlait un fonctionnaire. Apparemment, un mouchard avait alerté les autorités, une « balance » qui en dit long sur la surveillance qui continue de régner dans la Chine de la « réforme ».

« Vous voyez ! » : M. Chen a souri, un peu triste mais digne, noble. Il a parlé avec les bureaucrates, armé d'une lettre signée du secrétaire du premier ministre Zhu Rongji lui-même accusant réception d'un courrier et le remerciant de son « esprit anticorruption ». Cette missive de Pékin, il la brandit comme un bouclier. Elle est son ultime protection. Mais elle ne suffit pas à éviter notre expulsion du repaire du vieux justicier. Quand nous nous sommes séparés, il y avait de la malice dans son regard.

Frédéric Bobin

M. Stoiber recherche les voix des défavorisés allemands

BERLIN. Plus de mille délégués ont fait un triomphe, mardi 18 juin, à Edmund Stoiber, candidat de la droite à la chancellerie, à l'issue de son discours devant le congrès de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) réuni à Francfort. M. Stoiber a très vivement attaqué le gouvernement du chancelier Gerhard Schröder, axant son discours sur le thème de la défense des



ANDREAS ALTWEIN / AFP

« petits » et des valeurs traditionnelles, et se présentant en fédérateur de tous les groupes et intérêts sociaux. Il a annoncé que, s'il était élu, le nouveau gouvernement réformerait aussitôt le système des aides sociales de façon à ce que « celui qui travaille ait dans sa poche plus que celui qui ne travaille pas ». Le candidat chancelier a aussi promis que le nouveau gouvernement interviendrait massivement dans l'est du pays, où le chômage est plus élevé que partout ailleurs en Allemagne. Pour assurer sa victoire, M. Stoiber a besoin de faire une percée parmi les électeurs de l'ancienne Allemagne de l'Est. — (Corresp.)

Sept membres d'Al-Qaida arrêtés en Arabie saoudite

RIYAD. Le ministère saoudien de l'intérieur a annoncé, mardi 18 juin, l'arrestation de personnes « liées au réseau Al-Qaida (...) qui planifiaient des actes de terrorisme à l'explosif et aux missiles contre certaines installations vitales dans le royaume ». Il s'agit d'un « groupe de six Saoudiens et d'un Soudanais », récemment extradé en Arabie par Khar-toum. Les sept ont été arrêtés « il y a plusieurs mois », a indiqué le ministère. Selon Riyad, « le Soudanais a lancé, avec l'aide d'un complice membre du groupe, un missile (sol-air portable) de type SAM-7 près de la base militaire de Prince-Sultan, à Kharj », à 80 kilomètres au sud de la capitale. « Le tir de missile a échoué et des pièces de l'engin ont été découvertes sur le lieu où il avait été tiré ». Par ailleurs, selon la chaîne de télévision américaine ABC, un haut responsable d'Al-Qaida, Abou Zoubair el-Haili, Saoudien de naissance, a été arrêté au Maroc il y a moins de deux semaines. Il saurait où se trouvent de nouvelles cellules de l'organisation, qui en fait partie et quelles sont leurs cibles, selon des responsables américains qui ont indiqué que les autorités marocaines l'interrogent. — (AFP.)

Afghanistan : l'annonce du gouvernement provisoire différée

KABOUL. L'envoyé spécial du président américain, George W. Bush, Zalmay Khalilzad, est intervenu, mardi 18 juin, dans le processus de paix afghan pour rappeler au président Hamid Karzaï qu'il devait non seulement présenter son cabinet à la Loya Jirga (Grand Conseil) mais qu'il devait le faire approuver par les quelque 1650 délégués réunis depuis maintenant dix jours à Kaboul. Des conseillers et des ministres de l'administration intérimaire affirmaient qu'il était libre de choisir son cabinet sans l'approbation de la Loya Jirga, suscitant les critiques de nombreux délégués. Suite à ce rappel, M. Karzaï est venu, mardi 18 juin, devant la Loya Jirga, demander un délai supplémentaire de vingt-quatre heures pour annoncer la composition de son gouvernement. Par ailleurs, pour la première fois, des opposants au processus de paix se sont manifestés, dans la soirée de mardi, par le tir de deux roquettes qui, apparemment, visaient l'ambassade des Etats-Unis. Celles-ci ont explosé à proximité sans faire de victimes. — (Corresp.)



BEAUMARTIN / REUTERS

DÉPÊCHES

■ **CUBA : 8 millions de Cubains**, sur une population de 11 millions d'habitants, ont approuvé, en le signant, un amendement constitutionnel ratifiant le caractère « immuable » du socialisme cubain, selon le quotidien *Granma*, l'organe officiel du Parti communiste de Cuba. La campagne de recueil de signatures, lancée samedi à 10 heures, s'est achevée mardi à 12 heures, tandis que la dissidence a mis en garde contre « les graves conséquences de perpétuer le régime politique » de l'île.

■ **RUSSIE : la marine russe a achevé la récupération** des fragments du sous-marin nucléaire *Koursk* qui a sombré, le 12 août 2000, en mer de Barents, avec 118 hommes à bord. La majeure partie de l'épave avait été renflouée en octobre 2001. Les Russes ont notamment ramené un fragment d'un tube de lancement de torpilles. Ce qui doit leur permettre de vérifier l'hypothèse selon laquelle l'explosion du combustible d'une torpille serait à l'origine du naufrage. — (AFP.)

Nouvelle prise d'otages aux Philippines

BANGKOK. Quatre Indonésiens ont été kidnappés au large de la côte de Basilan, l'île-repaire du groupe extrémiste Abu Sayyaf, ont annoncé les autorités philippines, mardi 18 juin. Huit bandits armés, à bord d'une vedette rapide, ont enlevé le capitaine et ses trois principaux assistants à bord d'un remorqueur qui remontait une barge chargée de charbon. Ces enlèvements n'avaient pas été revendiqués, mercredi en milieu de journée. D'autre part, un accrochage a eu lieu, mardi, à Basilan entre des partisans présumés d'Abu Sayyaf et des militaires américains qui protégeaient un chantier. Aucune victime n'a été signalée parmi les Américains, qui sont censés entraîner l'armée philippine. Le président Bush serait favorable à une extension de cette mission dans le Sud des Philippines – qui implique plus de mille soldats – au-delà de son terme prévu en juillet. — (Corresp.)

Le « Charles-de-Gaulle », 36 bombes larguées en six mois de mission

APRÈS SIX MOIS de mission, l'une des plus longues jamais accomplies par un porte-avions français, le *Charles-de-Gaulle* devrait rentrer à Toulon, son port d'attache, le 2 juillet. Il quittera sa zone de patrouille, au large du Pakistan, le 20 juin, avec un ravitailleur, un bâtiment-atelier, une frégate et un sous-marin d'attaque nucléaire qui l'ont accompagné depuis le début des opérations antiterroristes en Afghanistan. Ce retour marquera un changement notable du dispositif militaire français déployé dans la région. En effet, Jacques Chirac vient de décider de ne laisser sur place que des forces terrestres à Kaboul même et des formations aériennes au Kirghizstan et en Ouzbékistan.

Le porte-avions nucléaire *Charles-de-Gaulle*, sur zone depuis le 18 décembre 2001, aura parcouru 60 000 milles nautiques (l'équivalent de deux fois et demie le tour du monde) et assuré près de 2 870 heures de vol pour ses avions embarqués, tous modèles confondus, et 1 980 heures de vol pour ses hélicoptères. La mission du bâtiment était, entre autres, la surveillance du trafic maritime – quelque 2 530 bateaux contrôlés – et, à la demande

des Etats-Unis, qui centralisent le haut commandement, le bombardement de certains objectifs à terre : selon des évaluations qui restent secrètes, un total de 36 bombes ou missiles ont été largués.

Durant son séjour devant les côtes pakistanaïses, le porte-avions a été amené à faire des escales, soit pour le repos de ses 1 980 hommes et femmes d'équipage, soit pour des exercices conjoints à Djibouti, à Abou Dhabi, à Singapour et en Arabie saoudite. La plus longue de ses missions en mer a été de 68 jours et nuits d'affilée, ce qui est l'équivalent d'une patrouille d'un sous-marin nucléaire lance-missiles stratégiques.

NOUVELLES HÉLICES

Sur décision de M. Chirac, la participation militaire française dans la région devrait se limiter à une frégate et un aviso-escorteur en mer d'Arabie, aux 550 hommes de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) à Kaboul, qui seront désormais sous commandement turc, aux 60 instructeurs auprès de l'armée régulière afghane en formation, à six appareils de combat Mirage 2000 et deux

ravitailleurs au Kirghizstan, et à des avions de transport Transall ou Hercules, basés en Ouzbékistan, qui assurent le ravitaillement logistique de tout le dispositif français.

Le retour au bercail du *Charles-de-Gaulle* intervient alors que les états-majors ont été invités par l'Elysée et le gouvernement Raffarin à proposer, à l'automne, une nouvelle loi de programmation militaire pour 2003-2008. A cette occasion est posé le problème de la mise en service d'un second porte-avions, le *Charles-de-Gaulle* étant, pour des raisons de maintien en état technico-opérationnel, indisponible huit mois tous les quatre ans. A sa façon, l'engagement de la France en Afghanistan en est la preuve. Du reste, le *Charles-de-Gaulle* sera immobilisé pour recevoir, durant le second semestre 2002, ses deux hélices définitives puisqu'il navigue avec de vieilles hélices. Les partisans d'un second porte-avions suggèrent aux politiques d'arrêter en échange le chantier, commencé en 2001, du *Terrible*, dernier sous-marin stratégique d'une série de quatre.

Jacques Isnard

Un gouvernement de femmes pour la Colombie

Marta Lucia Ramirez, 47 ans, prend le ministère de la défense dans le cabinet d'Alvaro Uribe

BOGOTA

de notre correspondante

Les Colombiens, qui, le 26 mai, ont élu un homme à poigne, viennent d'apprendre qu'ils seront gouvernés par des femmes. Vainqueur au premier tour de l'élection présidentielle, Alvaro Uribe a annoncé la composition de son cabinet : sur treize ministres, six sont des femmes. C'est dire si cet outsider présidentiel au discours sécuritaire musclé, qui prendra ses fonctions le 7 août, a d'ores et déjà créé la surprise.

Marta Lucia Ramirez a 47 ans, un enfant, de l'ambition et du courage – et il en faut pour accepter de devenir ministre de la défense en Colombie. Première femme à occuper ce poste, Marta Lucia Ramirez a, de l'avis général, la trempe d'un vrai général. Elle a acquis ses galons au ministère du commerce intérieur, qu'elle a dirigé avec fermeté et brio pendant trois ans. Après un bref passage à Paris – où elle était ambassadeur depuis février –, la voilà chargée d'apporter

ter la preuve que l'armée colombienne peut en finir avec la guérilla sans l'aide des paramilitaires. Devant les caméras, le haut commandement a accueilli avec satisfaction la nomination de M^{me} la ministre, mais, en privé, « la Ramirez » fait grincer des dents.

UN PIED DE NEZ

Urbaniste réputée et discrète, fille d'un ancien président de la République, Carolina Barco, 52 ans, n'a guère fréquenté les allées du pouvoir. Elle n'avait, dit-elle, jamais rencontré de sa vie le nouveau chef de l'Etat avant qu'il ne lui propose de diriger le ministère des relations extérieures. Sa nomination est un pied de nez de plus à tous les politiciens qui ont adhéré à la candidature d'Alvaro Uribe à mesure qu'il grimpeait dans les sondages.

Une jeune femme de 32 ans, brillante, enjouée et enceinte de six mois, prendra les rênes du ministère de la culture. Passeront également sous contrôle féminin les com-

munications, l'éducation et l'environnement, pour lequel le nouveau président a choisi de désigner une ancienne collaboratrice de la candidate à la présidence Ingrid Betancourt, toujours otage de la guérilla.

La nomination de ces femmes confirme une évidence : en matière d'égalité des chances, les diplômées universitaires sont largement mieux servies en Colombie que dans nombre de pays européens. Dans les salons de la capitale, Bogota, les commentaires vont bon train. Pour les uns, Alvaro Uribe devance tous les espoirs en matière de rénovation des pratiques politiques. Il a d'ailleurs annoncé que ses collaborateurs et collaboratrices resteraient en fonctions pendant quatre ans : une révolution dans ce pays où ministres et haut fonctionnaires valsent facilement.

Les détracteurs du président élu ne voient dans tous ces jupons qu'un coup médiatique. En choisissant des femmes aux compétences techniques limitées pour les portefeuilles assignés, Alvaro Uribe

entendrait garder la main sur les dossiers essentiels. Et les nominations féminines ne peuvent faire oublier celle de Fernando Londoño à la tête d'un superministère de l'intérieur et de la justice. Avocat, très conservateur, Fernando Londoño a mis toute son intelligence (« et sa fourberie », ajoute un de ses anciens collaborateurs) au service de causes discutables. Il s'est fait connaître en acceptant notamment de défendre les intérêts de multinationales en conflit avec l'Etat colombien. « Alvaro Uribe a mis un pyromane à la tête des pompiers », ironisait publiquement Ramiro Bejarano, ancien directeur de la sécurité du territoire.

Perplexe, une féministe qui, il y a encore quinze jours, n'avait pas de mots assez durs pour dénoncer le « machisme réactionnaire et les sympathies paramilitaires » du futur chef de l'Etat s'interroge : « Et si Uribe était l'homme dont la Colombie a besoin ? »

Marie Delcas

Le sommet de Séville veut émettre un signal fort sur l'immigration

La présidence espagnole a déployé beaucoup d'efforts pour proposer un accord sur les moyens de lutte contre les filières qui organisent l'entrée de clandestins dans les pays de l'Union, mais des divergences persistent sur la définition de politiques communes

BRUXELLES

de notre bureau européen

Jacques Chirac a reçu, mardi 18 juin, José María Aznar, chef du gouvernement espagnol et président en exercice de l'UE, pour évoquer avec lui les thèmes du sommet qui réunira, les 21 et 22 juin, à Séville, les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze. Au premier rang des sujets évoqués : le dossier de l'immigration, devenu l'un des principaux enjeux pour les Quinze depuis le succès de l'extrême droite au premier tour de l'élection présidentielle française et la montée des mouvements populistes en Europe. A Paris, M. Aznar (qui s'est également rendu à Copenhague et à Londres au cours de la même journée) s'est dit persuadé que Séville permettrait un large accord sur ce dossier.

L'Espagne a fait des propositions qui reposent sur « quatre piliers » : droit d'asile et statut des réfugiés, lutte contre l'immigration clandestine et les filières qui l'organisent, renforcement du con-

trôle aux frontières extérieures de l'UE et « coopération » avec les pays d'où proviennent les immigrants. C'est sur ce dernier point que les divergences au sein des Quinze ont été les plus marquées lors des dernières discussions. A Luxembourg, les ministres de l'intérieur, puis leurs collègues des affaires étrangères, ont étalé leurs désaccords.

RÉTICENCES FRANÇAISES

L'Espagne, l'Italie, le Danemark et, dans une moindre mesure, la Grande-Bretagne ont évoqué la possibilité de réduire l'aide européenne au développement, voire de suspendre les accords de coopération avec les pays qui feraient preuve de mauvaise volonté pour contrôler les réseaux d'immigration ou réadmettre leurs nationaux expulsés. La Suède, la Finlande, le Portugal, le Luxembourg et la Belgique ont indiqué leurs réticences. La France également, surpris par l'appareil certains de ses partenaires qui pensaient que le change-

ment de majorité à Paris se traduirait par une ligne plus dure dans ce domaine. Or, après Nicolas Sarkozy, Dominique de Villepin, ministre des affaires étrangères, a défendu l'idée qu'établir « une conditionnalité » entre la lutte contre l'immigration clandestine et l'aide au développement « pénalisera d'abord les populations, aggravera la situation économique du pays sanctionné et aboutira paradoxalement à accroître les flux migratoires ».

Constatant ces divergences, la présidence espagnole avait décidé de renvoyer le dossier à Séville. Entre-temps, M. Aznar a-t-il vaincu toutes les réserves de ses collègues, et notamment celles de M. Chirac ? C'est peu probable même si, mardi soir, le chef de l'Etat a indiqué que la France était « d'accord sur la quasi-totalité des

Jean-Pierre Raffarin absent

Le Sommet de Séville devait faire l'objet, à l'issue du conseil des ministres, mercredi 19 juin, d'une réunion de travail à l'Élysée en présence du président de la République, Jacques Chirac, du premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, et des ministres concernés. Contrairement à Lionel Jospin – cohabitation obligeait – le chef du gouvernement ne sera cependant pas lui-même présent à la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement européens, où Jacques Chirac sera seulement accompagné du ministre des affaires étrangères, Dominique de Villepin.

Jean-Pierre Raffarin se rendra, en revanche, jeudi soir, à Madrid, pour le traditionnel dîner qui réunit, avant les sommets des Quinze, les dirigeants des partis membres du Parti populaire européen (PPE), qui regroupe les formations de droite représentées au Parlement de Strasbourg. Un dîner identique rassemble également les dirigeants du Parti des socialistes européens (PSE).

propositions de la présidence ». M. Chirac a ajouté : « Pour le détail, nous trouverons les solutions nécessaires afin que le sommet de Séville soit un succès ».

UN TEXTE « ADOUCI »

Des sources diplomatiques indiquent, à Bruxelles, que l'Espagne présentera sans doute un texte « adouci » à la fin de la semaine, insistant sur la volonté européenne de collaborer avec les pays du tiers-monde et pas uniquement de les sanctionner. « La carotte et le bâton, et plus uniquement le bâton », résume un expert qui juge que, comme l'ont évoqué les ministres des affaires étrangères, lundi, on incitera ces pays à « coopérer » avec l'UE dans la lutte contre les clandestins en échange d'une aide financière et technique. Les capitaux les plus durs se sont vues opposer l'argument que la voie des sanctions n'était pas forcément la plus efficace, parce qu'elle risquait de mener à des problèmes politiques et juridiques insurmontables. A

Séville, les Quinze devraient également dégager un accord minimal sur le renforcement du contrôle des frontières extérieures, qui a fait l'objet, fin mai, d'une réunion à Rome des ministres de l'intérieur. A ce stade, l'idée d'un « corps intégré », un moment évoquée, est abordée avec une extrême prudence. On devrait plutôt parler d'une amélioration de la coordination entre les services des différents Etats et la création d'un réseau d'officiers de liaison.

Reste l'essentiel, rappelé mardi par Romano Prodi, le président de la Commission de Bruxelles : la définition de politiques communes des entrées et de l'intégration, incluant la dimension économique de l'immigration. Ces sujets figurent au menu du sommet mais personne n'oserait parier qu'ils feront l'objet de décisions concrètes, même si la Commission attend depuis près de deux ans un avis sur ses propositions.

Jean-Pierre Stroobants

En Aragon, un programme de recrutement d'immigrés vient au secours des villages dépeuplés

BERGE, AGUAVIVA (Aragon)

de notre envoyée spéciale

Difficile de ne pas la remarquer. Avec ses odeurs de cuisine piquantes, ses rires d'enfants et l'explo-

REPORTAGE

« Nous étions à deux doigts de fermer l'école : elle a été sauvée »

sion de couleurs du linge qui sèche à la fenêtre, la maison de Jorge et Mabel, les Argentins, ne peut se loucher. Au milieu de rues désertes et de bâtisses souvent abandonnées, elle est comme un laboratoire où se construit l'avenir de Berge.

Berge est l'un de ces villages dépeuplés du Bas-Aragon, dans le centre austère de l'Espagne, adouci par des collines d'amandiers et quelques retenues d'eau. La vie se passe ici entre l'église San-Pedro-Martyr, qui conserve des élégances du XVII^e siècle, et le grand café qui

offre le Mondial à la télévision mais que les vieux (40 % des 250 habitants ont plus de 60 ans) regardent d'un oeil, en continuant leurs parties de cartes.

Baisse de la natalité, départ des jeunes vers les villes : l'histoire est toujours la même. A Berge, il ne manque pas de maisons à restaurer, ni de travail dans la construction, l'élevage de porcs, l'agriculture, ou même la mine de charbon à ciel ouvert, toute proche. C'est pourquoi Daniel Martin, le maire, un homme dynamique de 40 ans, a pris le problème à bras-le-corps. Il a inscrit sa commune au programme de repeuplement qui fait appel aux immigrants, inventé il y a deux ans par des élus locaux, et qui concerne 90 villages d'Aragon.

« J'Y ARRIVERAI »

C'est comme cela que sont arrivés Carlos, le Portugais qui entretient la petite piscine municipale ; Manuel, l'Argentin discret, ainsi que Jorge, Mabel et leurs six enfants. « En tout, huit enfants en âge scolaire sont venus. Nous étions à deux doigts de fermer l'école : elle a été sauvée », raconte le maire.



« Grâce à eux, nous pouvons maintenant la boucherie, deux bars et même le médecin. »

Dans leur petite maison, Jorge explique, devant un indispensable pot de maté amer, le pourquoi d'une pareille aventure. « A Buenos Aires, dit-il, j'étais chauffeur ; Mabel tenait une petite boutique de comestibles. Elle s'est fait attaquer trois fois. Il y avait trop d'insécurité, trop de crise économique. Nous avons entendu parler de ce programme

dans un journal : un contrat de cinq ans pour venir dans le Bas-Aragon. Ils voulaient de préférence des Argentins fils d'immigrés espagnols en Argentine avec des enfants. On te paye le billet à 80 %, on te loge pour un petit loyer et l'éducation est gratuite sauf les livres. Alors nous avons écrit. »

Il y a eu le choc de quitter leur pays pour ce coin perdu de l'Espagne. Mabel admet que ce fut « très dur », même si elle ajoute que le village « les a si bien adoptés qu'ils se sentent partie prenante d'une seule grande famille ». Et puis Berge ne s'est pas révélé tout à fait l'eldorado escompté. Mabel ne travaille plus. Jorge s'est retrouvé maçon. Avec les aides sociales, ils disposent de moins de 1 000 euros de revenu mensuel. Il en faudrait 3 000 à Jorge pour obtenir une licence de chauffeur de camion, un métier mieux payé. « J'y arriverai, dit-il, pas pour nous mais pour les enfants. Ce voyage est un investissement pour leur futur. Ici, ils ont une vraie chance d'étudier. »

Pourtant, en Aragon, la greffe n'a pas toujours pris. A Aguaviva, deux familles d'immigrés, sur les

vingt-trois venues s'installer, sont parties. Deux autres « posent problème », assure le maire, Luis Bricio, un médecin de 50 ans, créateur de ce programme d'accueil en Aragon. Mais Adriana l'Uruguayenne gère avec maestria le bar de la place. Son mari, Sergio, est déjà actionnaire d'un élevage de lapins. Marcelo, le camionneur roumain aux yeux bleus, a acheté une maison. Ce « mal-être » de certains nouveaux habitants d'Aguaviva, qui ont porté la population à un record de 720 résidents, dont 80 enfants, n'est souvent que le fossé culturel entre des citadins et un milieu rural particulièrement rude.

QUATRE DRAPEAUX

« Il n'y a pas que le travail ! Parfois j'aurais envie de lire un bon livre, d'aller au cinéma. Il n'y a qu'un autobus par jour pour la ville », soupire Daniel, l'agent d'assurances de Montevideo reconverti en ouvrier. Pour Salvador, curé promu « psychologue », comme il le dit en riant, ce n'est souvent qu'une question d'attitude : « Les gens ici ont vécu à la dure. Ils voient certains Argentins acheter des antennes para-

boliques, s'abonner à Internet. C'est vécu comme une débauche d'argent ostentatoire. »

Cristina, Argentine et mère de neuf enfants, rétorque avec des larmes d'humiliation : « Les promesses n'ont pas été tenues ; il n'y a même pas de crèche. On nous dit vaniteux parce que nous avons une voiture d'occasion, mais mon mari, pour vivre, nettoie la merde des porcs et mes enfants font du bois près de la rivière pour chauffer la maison. Où est la vanité ? »

Le maire d'Aguaviva hausse les épaules. « L'expérience est réussie malgré quelques ratés et des déceptions envers le gouvernement qui ne nous a aidés en rien, souligne-t-il. Certains s'adaptent bien, comme les Roumains de Transylvanie. Forcément, là-bas, c'est l'Espagne des années 1960. » Indifférents à ces querelles, les écoliers ont peint dans la cour de récréation les quatre drapeaux d'Aguaviva : espagnol, argentin, uruguayen, roumain. Dans quelques jours, ils partiront ensemble en excursion à la mer. Beaucoup ne l'ont jamais vue.

Marie-Claude Decamps

A Bruxelles, les étrangers pourront devenir fonctionnaires

BRUXELLES

de notre correspondant

Un fonctionnaire marocain, un pompier turc, un statisticien péruvien ? Dans l'administration de Bruxelles la cosmopolite, où un tiers des habitants sont d'origine étrangère (soit 150 000 ressortissants de l'Union européenne, et le même nombre provenant de « pays tiers »), cette fiction sera bientôt une réalité. La région-capitale s'apprête en effet à adopter une disposition législative qui prévoit que la plupart des emplois publics seront accessibles à tous les étrangers.

Cette mesure « se justifie pleinement au regard de la composition de la population bruxelloise et, nous qui habitons les institutions européennes, nous démontrons ainsi que nous voulons faire une Europe ouverte et populaire », souligne Robert Delathouwer, secrétaire d'Etat régional à la fonction publique. Ce socialiste flamand justifie son initiative par d'autres arguments. « Il faut se demander si un service public doit être rendu par des nationaux ou par des personnes compétentes, par un « bon Belge » ou par un bon fonctionnaire », souligne-t-il. Il pense que le secteur public doit montrer l'exemple et lutter pratiquement contre les discriminations. Il juge également que, faute d'un droit de vote accordé aux étrangers hors UE (une majorité des partis flamands s'y opposent), le gouvernement bruxellois devait adresser un signe « au moins aussi important, sinon plus » à une population qui s'interroge sur sa place dans la société belge. « L'accès à la fonction publique doit être considéré comme un attribut de

la citoyenneté », relève le projet de Robert Delathouwer.

Soutenu par le Parlement bruxellois, le ministre doit toutefois encore franchir l'obstacle constitutionnel : l'article 10 de la Constitution belge énonce, depuis 1831, que l'accès à des postes de fonctionnaires est réservé aux Belges. Depuis le début des années 1980, en vertu du droit européen, qui autorise notamment la libre circulation des travailleurs, les citoyens de l'Union ont déjà accès à la fonction publique. Ils représentent aujourd'hui 3 % des fonctionnaires régionaux.

AVANT L'ÉTÉ

Les autres étrangers ne disposeront du même droit que si une région les y autorise, en prévoyant, il faut le souligner, certaines exceptions : les postes qu'ils se verront confier ne devront pas avoir pour objet « la sauvegarde des intérêts généraux de l'Etat ».

Selon la Cour de justice européenne, un Etat peut réserver à ses nationaux des fonctions dans la police, la magistrature, l'armée, la diplomatie et l'administration fiscale. En revanche, l'accès des étrangers à des fonctions publiques ne doit pas concerner uniquement les emplois subalternes, fixe la jurisprudence européenne. Après être parvenu à convaincre ses collègues des quatre autres partis qui composent le gouvernement régional, le secrétaire d'Etat doit faire approuver son texte avant l'été. Seuls les extrémistes de droite du Vlaams Blok s'y opposeront sans doute.

J.-P. S.

Allemagne : après l'espoir, la désillusion des foyers d'urgence

« On ne s'attendait pas à cela », avoue une famille russe hébergée à Hambourg

HAMBURG

de notre envoyée spéciale

Leurs cinq ou six sacs sont encore emballés dans des films de protection en plastique : Mariana et Ser-

REPORTAGE

« Tout est fait pour nous dégoûter de rester », dit Jetmir, 22 ans

guei viennent d'arriver par avion de Moscou pour tenter leur chance en Allemagne. Depuis des mois, ce couple russe rêvait de faire le grand saut. Leur fils de 25 ans est aussi du voyage. Il espère poursuivre ses études d'informatique.

Malgré la chaleur, les premières heures à Hambourg font l'effet d'une douche froide. « On ne s'attendait pas à cela », murmure Sergueï. Mal rasé, les dents déchaussées, cet ingénieur au chômage a trouvé un vieux chariot de supermarché pour acheminer son paquetage vers le centre d'accueil. C'est là que lui et sa famille vont passer leurs premières nuits, leurs premiers mois d'immigrants.

Sergueï n'en revient pas : situé sur une rive de l'Elbe, leur foyer est installé sur deux barges géantes, où sont empilées sur quatre étages des baraques de chantier. A l'entrée de Bibby-Altona et de Bibby-Challenge, le nom des deux « bateaux d'habitation », des vigiles en maillot noir surveillent les allées et venues, his-

toire de déjouer d'éventuelles agressions. Bien que situé à 20 minutes du centre-ville, le site est perdu au milieu des sociétés de négoce de poisson. Une petite chambre de 12,5 m², deux lits, WC et douches sur le palier : les couloirs du centre ressemblent à des coursives de navire. Mariana et Sergueï reçoivent un « kit de survie », des draps, des serviettes, et le minimum sanitaire. Et vogue la galère.

« L'établissement est prévu pour 1 200 personnes ; nous en hébergeons actuellement 750, issus de 77 pays ; nos effectifs varient en fonction des événements qui surviennent dans le monde », dit Peter Krause, le directeur du foyer : « L'Allemagne demeure très attirante, du fait de sa force économique et de sa situation frontalière avec l'Europe de l'Est. » Depuis quelques mois, les réfugiés afghans forment le plus fort contingent de locataires, suivis des ressortissants des pays de l'ex-URSS et des Africains. Les immigrants de souche allemande, venus d'Europe centrale et orientale et qui bénéficient d'un statut privilégié, font aussi partie des habitués du centre.

FRAGILE ÉQUILIBRE

Tout le monde se côtoie dans une certaine promiscuité : « Enceinte de sept mois, je partage ma chambre avec une mère célibataire dont le bébé est né voici quatre semaines », dit une femme. Après un premier séjour en France, où l'homme qui l'avait fait venir lui demandait de se prostituer, cette Ghanéenne de 30 ans a fui Paris pour échouer à Hambourg. Là où vivrait le père de son enfant. Aux périodes les plus



tendues, à la fin des années 1990, cinq barges étaient à quai dans le port de Hambourg : « On entassait les gens à six par chambre, dans des lits superposés », se souvient Peter Krause. « La situation est sans doute moins chaude maintenant, mais la vie à bord reste un fragile équilibre : les tensions sont fréquentes. Les femmes seules se plaignent des propositions insistantes de certains hommes », observe Christel Bräu, une des assistantes sociales dépêchées par la ville de Hambourg.

Pour les formalités administratives, une quinzaine d'interprètes sont disponibles. Deux fois par semaine, les locataires du foyer peuvent suivre des cours d'allemand. Une aire de jeu – panier de basket, balançoires – a été aménagée pour les enfants sur le quai. Lorsqu'il fait beau, les occupants de Bibby-Altona et de Bibby-Challenge vont y

tuer le temps. Le séjour est censé être de courte durée. Un locataire sur cinq demande l'asile politique, avec peu de chances de l'obtenir, à en croire les statistiques officielles : sur 88 000 demandes formulées en 2001, 5,3 % seulement ont reçu une réponse favorable. La plupart vont rester quelques mois dans le foyer, avant de faire l'objet d'une mesure d'expulsion, ou d'être transférés vers un autre établissement. A force de recours, beaucoup restent en Allemagne pendant des années, simplement « tolérés » par les autorités. Mais dans une grande précarité.

QUATRE ANS DE PATIENCE

C'est le cas de Jetmir, qui prend son repas de midi à la cantine. Cet Albanais du Kosovo attend depuis quatre ans d'être fixé sur son sort. Il a échappé de justesse à une procédure d'expulsion. Comme tous ses compagnons d'infortune, il touche une allocation de 210 euros par mois. En principe, il peut travailler deux heures par jour, pas plus. « J'ai essayé à deux reprises de m'occuper davantage, au noir, sur des chantiers, mais je me suis fait prendre à chaque fois », dit Jetmir.

A 22 ans, ce dernier n'apprécie pas de devoir partager sa chambre avec d'autres jeunes. Il devra prendre son mal en patience, car il lui est interdit de trouver un autre logement. « Tout est fait pour nous dégoûter de rester, estime-t-il, fataliste. Je n'ai plus de contact avec ma famille. Je rentrerai au pays dès que j'aurai des nouvelles de mes parents. »

Philippe Ricard

Romano Prodi veut renforcer la Commission de Bruxelles

L'élargissement de l'Union – dix nouveaux pays membres dès 2004 – oblige à réformer l'exécutif européen. Son président plaide pour des compétences regroupées en évitant de parler de super-commissaires ou d'une Commission à deux vitesses

Paris face aux promesses électorales de M. Chirac

BRUXELLES

de notre bureau européen

L'un des thèmes du Conseil européen de Séville des vendredi 21 et samedi 22 juin concerne l'avenir des institutions européennes. Les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze entendront un rapport de Valéry Giscard d'Estaing, président de la Convention sur l'avenir de l'Europe, ainsi qu'un rapport de Javier Solana, haut représentant pour la politique extérieure et de sécurité, sur la réforme du Conseil des ministres. Parallèlement, Romano Prodi, président de la Commission européenne, a tracé, mardi 18 juin, les grandes lignes d'une réforme du fonctionnement de l'exécutif bruxellois.

En 2004, l'Union européenne comptera dix nouveaux Etats membres. Comment gérer cette grande Europe de vingt-cinq pays avec des institutions qui avaient été prévues pour une Europe des Six, puis des Quinze ? Romano Prodi a souhaité que la Commission s'engage dans une réforme rapide.

► La Commission européenne.

M. Prodi estime qu'il est vain de vouloir lutter contre le principe d'« un commissaire par Etat membre », parce qu'il y a « un désir très fort de chaque Etat d'avoir un commissaire ». Avec 25 ou 30 commissaires, la Commission risque d'être de moins en moins collégiale. La parade de Romano Prodi est la suivante : « La réorganisation des compétences à l'intérieur du collège

autour d'un nombre limité de fonctions essentielles. » Traduction : créer des « blocs de compétences » parmi les divers sujets dont traite la Commission. Ainsi, un premier « bloc » pourrait regrouper les relations extérieures, le commerce international, l'aide au développement et l'assistance humanitaire. Un second bloc comprendrait les politiques économiques, fiscales et douanières, etc.

Le président de la Commission désignerait un nombre correspondant de vice-présidents, chacun se voyant confier la supervision d'un bloc de compétences, « dont il partagerait la responsabilité avec deux ou trois commissaires ». L'ensemble du collège se réunirait une ou deux fois par mois, alors que le président et les vice-présidents se réuniraient une fois par semaine. S'agit-il pour autant de créer une Commission « à deux vitesses », voire un « cabinet restreint » ? Une telle tentative, vu combien chaque Etat membre insiste pour obtenir une représentation égalitaire, serait vouée à l'échec.

Romano Prodi a mis les points sur les « i » : « Il n'y aura pas de directoires des grands Etats au sein de la Commission. Je ferai mes choix sur la base des qualités personnelles et non du passeport », a-t-il indiqué, tout en soulignant qu'une rotation des vice-présidents sera organisée, afin « de garantir la position des petits Etats membres ». Quelle est la logique d'une telle réforme, adop-



Romano Prodi, président mardi 18 juin, ses propositions de réforme de la Commission. L'exécutif bruxellois devra s'adapter à une Union accueillant dès 2004 dix nouveaux pays. M. Prodi s'est défendu de vouloir installer un « directoire des Grands » face aux petits Etats membres. Il souhaite regrouper des fonctions aujourd'hui attribuées à différents commissaires.

FRANÇOIS LENOIR/REUTERS

tée « à l'unanimité », selon M. Prodi ? Celle-ci est pratique et politique : lorsque, courant 2004, dix nouveaux commissaires viendront frapper à la porte de la Commission, que fera-t-on d'eux ?

Si la réponse entraîne un cafouillage administratif et politique, la Commission risque de creuser sa propre tombe : dans

l'entourage du président Prodi, on a conscience que la Commission est confrontée à une offensive de la part de gouvernements qui souhaitent que, dans la « grande Europe », le leadership politique soit de plus en plus « intergouvernemental ». Pour éviter d'être marginalisée, la Commission, déjà sévèrement critiquée

par plusieurs capitales, doit apporter une réponse rapide à ce premier défi de l'élargissement mode d'emploi ».

► **Le Conseil des ministres et le Conseil européen.** La réforme proposée par Javier Solana part du constat que le conseil « affaires générales », composé des ministres des affaires étrangères, est largement inefficace. En le scindant en une entité « relations extérieures » et une autre « affaires générales » (questions institutionnelles et administratives, dossiers horizontaux affectant les politiques de l'Union, etc.), le haut représentant espère obtenir un gain d'efficacité et une clarification des tâches. Il propose également de réduire, de seize à dix, les diverses formations du Conseil.

Lundi, les ministres des affaires étrangères n'ont pu aboutir à un accord, nombre d'entre eux étant peu enclins à se laisser déposséder d'une partie de leurs attributions.

S'agissant du mode de fonctionnement du Conseil européen, la « réforme Solana » propose que ce cénacle des chefs d'Etat et de gouvernement puisse à l'avenir se prononcer à la majorité qualifiée, et non plus seulement par consensus. La France y est hostile, estimant que cette évolution porterait atteinte à la crédibilité du Conseil européen, alors que le Royaume-Uni y est favorable.

Laurent Zecchini

Les Quinze poursuivent leur rapprochement avec l'Iran en dépit des pressions américaines

BRUXELLES

de notre bureau européen

Les Européens persistent à suivre une démarche contraire à celle des Etats-Unis s'agissant des relations avec l'Iran. Ils l'ont affirmé nettement, lundi 17 juin, lorsque leurs ministres des affaires étrangères ont abouti à un accord politique pour lancer des négociations en vue d'aboutir – sous certaines conditions – à un accord de commerce et de coopération avec Téhéran. Chris Patten, commissaire européen chargé des relations extérieures, l'a confirmé, mardi à Bruxelles, à Javad Zarif, ministre adjoint iranien des affaires étrangères.

En dépit d'une certaine coopération de l'Iran à la guerre menée par l'Afghanistan, ce pays fait partie de l'« axe du Mal » (avec l'Irak et la Corée du Nord) dénoncé par le président George W. Bush. Les Etats-Unis ont repris une politique dite d'« endigüe-

ment » vis-à-vis de l'Iran, alors que les Européens poursuivent depuis 1995 une politique de « dialogue constructif », qui a évolué vers un « dialogue global » en 1998, lequel porte à la fois sur une coopération bilatérale (drogue, réfugiés, énergie, commerce et investissements), des questions régionales (Proche-Orient, Irak) et générales (terrorisme, droit de l'homme, prolifération).

CONFORTER LES RÉFORMATEURS

Les Quinze restent persuadés qu'une coopération exigeante avec Téhéran est le meilleur moyen de conforter le camp des réformateurs en Iran, incarné par le président Khatami. Les Etats-Unis et Israël se sont livrés à des pressions insistantes pour que l'Union – premier partenaire commercial de l'Iran – renonce à franchir cette étape menant à un accord de commerce et de coopération.

La spécificité de ce mandat de négociation est qu'il établit un lien très clair entre son volet « commerce et coopération » et, d'une part, une déclaration sur le dialogue politique, d'autre part, un échange de lettres sur la lutte contre le terrorisme. Ces trois éléments sont « interdépendants, indissociables et ils se renforcent mutuellement », selon le texte. Cela signifie que des

progrès dans ces trois domaines doivent aller au même rythme pour que les négociations avancent. Pourquoi ne forment-ils pas un tout ? Il s'agirait alors d'un « accord mixte », lequel suppose une ratification par tous les Parlements nationaux.

« ACCORD COMMUNAUTAIRE »

Un tel processus aurait pris de

M. Perle et « les fesses des mollahs »

Richard Perle, l'un des principaux conseillers du secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, préconise que les Etats-Unis, une fois débarrassés du régime de Saddam Hussein en Irak, déstabilisent ensuite celui de l'Iran. Dans un entretien accordé le 16 février dernier au quotidien britannique *The Sun* (groupe Murdoch), M. Perle s'en prenait vivement à M. Patten, le commissaire européen chargé des relations extérieures, et au secrétaire au Foreign Office, Jack Straw, qui défendaient les mérites d'un dialogue entre l'Union européenne et l'Iran. Ils veulent aller à Téhéran « embrasser les fesses des mollahs », disait élégamment M. Perle, qui accusait M. Patten d'être « un mou », « qui n'a pas été élu à une fonction publique depuis 1987, n'est responsable devant personne » et dont « les vues inquiétantes [sur l'Iran, notamment] témoignent que le baromètre moral des Européens suit la même courbe que l'euro, celle de la baisse » [la devise européenne n'avait pas encore amorcé sa remontée vis-à-vis du dollar].

trois à cinq ans. Avec le système choisi – un simple « accord communautaire » –, les choses devraient aller beaucoup plus vite. Le lobbying américain et israélien s'est fait pressant auprès des Etats membres en faveur d'un « accord mixte », dans l'espoir qu'un ou plusieurs Parlements nationaux refuseraient d'avaliser cette accélération de la coopération UE-Iran. Le Conseil (qui devra confirmer sa décision), demande à Téhéran d'encourager et de promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales, de signer, ratifier et respecter les textes et conventions relatifs à la non-prolifération des armes de destruction massive, et à la lutte contre le terrorisme.

En outre, les Quinze demandent à Téhéran d'exercer son influence en faveur du processus de paix au Proche-Orient, et de contribuer à la stabilité en Afghanistan.

L. Z.

Le procès de la catastrophe du funiculaire de Kaprun a débuté à Salzbourg

L'enquête sur l'un des plus graves accidents en Europe révèle de lourdes négligences

VIENNE

de notre correspondante

Sur le glacier du Kitzsteinhorn, le business touristique continue : une nouvelle télécabine est en service depuis décembre, et la saison de ski a battu tous les records, à Kaprun comme dans le reste de l'Autriche. Mais, dans le tunnel aux parois noircies, ou sur le parking proche de la gare du funiculaire, des photos, des croix, des bougies rougeoyantes rappellent le souvenir des 155 victimes de l'une des plus grandes catastrophes qu'a connues l'Europe ces dernières années.

Dans la grande salle d'une école de Salzbourg, où le procès s'est ouvert mardi 18 juin, les familles demandent justice. Comment un tel accident a-t-il pu se produire ? Le

funiculaire souterrain de Kaprun fonctionnait depuis des années, sans problème apparent. Mais, le 11 novembre 2000, un peu après 9 heures du matin, le train où venait de prendre place 161 personnes, dont des dizaines de jeunes attirés par un concours de snowboard, s'est arrêté à 530 mètres du départ, en plein tunnel. Très vite, une fumée toxique envahit les cabines, et les flammes, alimentées par les matériaux synthétiques des tenues de ski et des wagons, montent comme dans une gigantesque cheminée : seul un groupe de douze rescapés, qui avaient eu la présence d'esprit de fuir vers le bas, s'est sorti de cet enfer.

Les deux conducteurs du wagon qui descendait la pente et trois

employés de la station supérieure mourront eux aussi, asphyxiés. Au total, 92 Autrichiens, 37 Allemands, 10 Japonais, 8 Américains, 4 Slovénes, 2 Néerlandais, 1 Britannique et 1 Tchèque trouveront la mort dans l'accident.

PORTES BLOQUÉES

L'enquête, un dossier de 25 000 pages, fait apparaître de graves lacunes. Le « Chamois du Kitzstein » – nom du train accidenté – avait beau être carrossé par Porsche, son allure aérodynamique camouflait des défauts de conception qui se sont avérés fatals, conjugués à d'autres négligences. C'est un petit chauffage électrique défectueux, totalement inadéquat pour ce type de transport collectif, qui a provoqué l'incendie dans la cabine de pilotage inoccupée à l'arrière du train. Une fuite de liquide hydraulique, qui aurait dû être détectée lors de contrôles de routine, a fait le reste.

Les portes sont restées bloquées, il n'y avait ni extincteurs ni marteaux pour briser les vitres (les passagers ont dû utiliser leurs skis), aucun moyen de communication n'était prévu entre eux et le conducteur. Quant aux escaliers de secours, non protégés, ils ne faisaient que 60 centimètres de large. Enfin, la porte de sécurité, censée obturer le haut du tunnel en cas d'incendie afin d'empêcher l'appel d'air,

n'a pas fonctionné. La question se pose même de savoir si le funiculaire pouvait légalement circuler ce jour-là, la gare supérieure, encore en travaux, n'ayant pas encore reçu d'agrément des autorités de tutelle.

A l'origine de la catastrophe, il y a « une mosaïque d'erreurs », a affirmé mardi le procureur, Eva Danningger-Soriat, pour qui « l'incendie était prévisible ». Les 16 accusés – des techniciens, des experts, des fonctionnaires et des cadres de la société du funiculaire, qui risquent jusqu'à cinq ans de prison pour « négligence ayant entraîné un incendie » – se retranchent derrière l'absence de règles précises.

TROP CONSCIENCIEUX

Mais, pour l'accusation, il n'est pas admissible que toutes les précautions n'aient pas été prises, « simplement parce que ce n'est pas prescrit dans les textes ». La veille de l'ouverture du procès, une chaîne de télévision allemande a diffusé le témoignage anonyme d'une femme, qui affirme que les responsables du funiculaire se sont séparés en 1994 d'un ingénieur trop consciencieux, et que les contrôles techniques avaient dès lors diminué des deux tiers. Le procès au pénal, qui durera jusqu'à l'automne, n'est que le prélude aux demandes d'indemnisation financières, une partie des familles espérant porter l'affaire

Joëlle Stolz

Ar. Le.

L'accident le plus meurtrier depuis trente ans

● **Le 24 mars 1999**, dans le tunnel du Mont-Blanc, un camion belge a pris feu, provoquant un gigantesque incendie et causant la mort de 39 personnes.

● **Le 16 juin 1972**, un grave accident s'est produit, sous le tunnel de Vierzy, près de Soissons, lorsque l'autorail Paris-Laon et l'autorail Laon-Paris sont entrés en collision à la suite de l'effondrement d'une partie de la voûte du tunnel. La catastrophe a provoqué la mort

de 108 passagers. Ailleurs en Europe, les accidents les plus importants se sont produits dans le métro de Londres.

● **Le 28 février 1975**, un déraillement, dû à une erreur de conduite, a provoqué la mort de 43 personnes à la station de Morgate.

● **Toujours dans le métro** de la capitale britannique, 31 usagers avaient péri dans un incendie, le 18 novembre 1987, à la station King's Cross.

		RHAPSODY ÉTÉ 2002	
VENISE - SILLAGE GREC - TURQUIE		Cabines Int. Cat. 345 Cabines Ext. Cat. 479	
8 jours/7 nuits du 22 juin au 27 juillet et du 7 au 28 septembre 2002		1060 € 1260 €	
De Paris en avion ou train de Nice en train T6 OFFERTS !		3 ^e lit adulte : 550 € Supplément single : 65% 3 ^e lit Enfant +18 ans : GRATUIT (participation aux frais de transports : 290 €)	
Le style italien des croisières			

FRANCE

LE PARLEMENT

L'Assemblée nationale élue le dimanche 16 juin ne commencera ses **TRAVAUX** qu'après la déclaration de politique générale du premier ministre, prévue le 2 ou le 3 juillet. Matignon a annoncé que le projet de

loi amnistiant certains PV de stationnement serait le premier texte soumis aux députés. En attendant, le centriste et chiraquien **JACQUES BARROT**, seul candidat à ce poste, a été élu président du groupe

UMP. Mercredi matin, les socialistes tentaient de trouver un **COMPROMIS** entre Jean-Marc Ayrault, qui brigue sa propre succession à la tête du groupe PS, et son rival Laurent Fabius. D'autre part, la ten-

sion monte entre Edouard Balladur et Jean-Louis Debré pour la présidence de l'Assemblée, relançant la vieille querelle entre **BALLADURIENS ET CHIRAQUIENS**. Le vote aura lieu la semaine prochaine.

A l'Assemblée, les députés repartent en campagnes

Les élus socialistes, centristes et UMP ont élu, mercredi 19 juin, leurs chefs de file au Palais-Bourbon. Dans une semaine, ils devront choisir un successeur à Raymond Forni. En coulisse, la bataille fait rage entre Jean-Louis Debré, soutenu par Jacques Chirac, et Edouard Balladur

C'EST LA DERNIÈRE « campagne » avant l'ouverture des travaux parlementaires. Mercredi 19 juin, à l'Assemblée nationale, le groupe de l'Union pour la majorité présidentielle (355 députés), le groupe UDF (31 élus jusqu'à présent) et le groupe socialiste (141 élus) devait élire leur président respectif, avant l'élection, le 25 juin, du président de l'Assemblée nationale – qui siègera au « perchoir ». Pour la droite, qui vient de remporter une large victoire, ce partage du « butin » est l'occasion de remercier les ténors, en tenant compte des différentes sensibilités au sein de l'UMP. Le choix du président du groupe UDF est aussi stratégique pour « faire entendre une autre musique » à droite.

Côté gauche, l'heure est au rassemblement des forces restantes, en général, et aux premiers tirailllements au sein du PS, en particulier. Après la défaite, le groupe socialiste, désormais dans l'opposition, doit désigner le chef qui sera le plus apte à défendre ses couleurs et à faire entendre sa voix. Sans oublier de faire une place aux autres « poids lourds », anciens ministres rescapés et autres porte-parole de la campagne présidentielle. C'est aussi l'heure des premiers règlements de comptes. Dans les faits, ces élections ressemblent davantage à une distribution des clés du Palais-Bourbon, souvent connue à l'avance, dont l'intérêt réside dans les campagnes menées en sous-main.

Mardi soir, 18 juin, la présidence du groupe UMP était acquise au chiraquien Jacques Barrot (UDF). Lundi soir, le député de Haute-Loi-



Jacques Barrot, pour l'UMP (en haut à gauche), Anne-Marie Idrac, pour l'UDF (ci-dessus), Alain Bocquet, pour le PCF (ci-dessus), et Jean-Marc Ayrault, pour le PS (ci-contre), étaient, mercredi matin, les favoris de l'élection au poste de président de leur groupe à l'Assemblée nationale.

Photos AFP et GAMMA

re savait déjà qu'il serait le seul candidat : officiellement adoubé par le président « intérimaire » de l'UMP, Alain Juppé, il a ensuite reçu le soutien de son numéro deux, le sénateur et maire (DL) de Marseille Jean-Claude Gaudin. De l'avis général, l'ancien ministre des affaires sociales fait figure de « vieux sage ».

A l'UDF, le tableau est plus impressionniste. Quatre candidats

étaient en lice, jusqu'à mercredi matin : outre les deux favoris, Anne-Marie Idrac (Yvelines) et Hervé Morin (Eure), François Sauvadet et Pierre Albertini (Seine-Maritime) sont sur les rangs – Maurice Leroy (Loir-et-Cher) s'étant retiré de la course, mardi matin. François Bayrou pencherait en faveur de M^{me} Idrac, les députés du côté de M. Morin. Le soir, les quatre prétendants ont défilé dans le

bureau du président de l'UDF, au siège du parti centriste. Quatre candidats pour une trentaine de députés, ça fait beaucoup, dit-on dans l'entourage de M. Bayrou... Mercredi matin, sur RTL, M. Leroy a indiqué qu'il soutiendrait M. Morin : « Quand on est 31, il faut quelqu'un qui connaisse bien les arcanes parlementaires », a-t-il expliqué, avant d'ajouter que les centristes soutiendraient « évidem-

ment » la candidature de M. Balladur au perchoir. L'idée étant d'obtenir, en retour du soutien à l'ancien premier ministre, une vice-présidence.

L'élection des présidents de commission donne lieu à de belles tractations. Un pour toi, un pour moi : les élus de l'UDF pourraient obtenir la présidence des commissions des finances et des lois, tandis que le RPR « prendrait » les affaires sociales et la production, et que Démocratie libérale récupérerait la défense et les affaires étrangères. Quand on est député de l'UMP, qu'on a fait ses preuves, et qu'on n'a pas été nommé au gouvernement, un poste de responsabilité au sein d'une commission est le dernier train à prendre. Mardi, dans les couloirs de l'Assemblée, Pierre Lellouche (Paris), furieux de la nomination de Renaud Muselier au Quai d'Orsay, exprimait son amertume : « Je me sens puni. »

SE DONNER DES FRISSONS

Pendant ce temps, les socialistes jouent à se donner des frissons. Jean-Marc Ayrault, le président sortant du groupe, réélu dès le premier tour à Nantes (Loire-Atlantique), est candidat à sa propre succession. Il mise sur ses cinq années de bons et loyaux services à animer, parfois dans des conditions difficiles, un groupe de 250 députés. L'ancien ministre de l'économie et des finances, Laurent Fabius, se verrait bien, lui aussi, chef de file de l'opposition. Mais l'ancien ministre de l'économie et des finances n'a pas fait officiellement acte de candidature. Mardi après-midi, le fabiusien Claude Bar-

tolone a demandé à François Hollande, via l'AFP, de « savoir comment il veut positionner ses troupes et utiliser tous les talents ». Le premier secrétaire du PS a soigneusement évité d'aborder le sujet, mardi soir, lors du bureau national. « C'est aux députés qu'il appartient de choisir leur président », a répondu l'élu de Tulle à l'Agence France-Presse, avant la réunion du BN. Mercredi matin, vers 10 heures, M. Hollande se réunissait avec M. Ayrault et M. Fabius pour délimiter le terrain avant la réunion du groupe PS, en fin de matinée. L'une des pistes consisterait à laisser la présidence du groupe au maire de Nantes, M. Fabius devenant, en contrepartie, un porte-parole et un orateur privilégié dans les grands moments de la législature, comme lorsqu'il s'agit de répondre à la déclaration de politique générale du premier ministre. Les socialistes, qui espèrent obtenir au moins une vice-présidence, pourraient aussi la confier à un fabiusien.

Dans ce scénario, la candidature à la présidence du groupe PS d'Arnaud Montebourg relève plutôt du témoignage. « Même si je fais quatre voix, il faut marquer le coup après la claque qu'on a reçue ! », a expliqué le député de Saône-et-Loire à M. Ayrault, au téléphone, dimanche 16 juin, après les résultats du second tour.

L'élection du président du groupe communiste, quant à elle, aura lieu lundi 24 mai, le président sortant Alain Bocquet, réélu à Saint-Amand-les-Eaux, étant à ce jour le seul candidat. Suspense.

Yves Bordenave et Clarisse Fabre

Elu président du groupe UMP, le centriste Jacques Barrot veut en faire « un lieu de cohérence et d'action au service du gouvernement »

PUISQUE ALAIN JUPPÉ l'a dit... En affirmant mardi 18 juin, sur Europe 1, que Jacques Barrot avait « un bon profil » pour devenir le président du groupe UMP de l'Assemblée nationale, le patron « provisoire » de la nouvelle formation de la droite avait ouvert une voie royale à l'élection de l'ancien ministre UDF. M. Barrot étant le seul candidat, l'affaire a été rondement menée, mercredi matin, au cours de la réunion à huis clos, dans la salle Victor-Hugo du Palais-Bourbon, des quelque 355 députés de l'UMP. Qui pouvait contester trop bruyamment le choix de Jacques Chirac, de Jean-Pierre Raffarin et d'Alain Juppé ?

La configuration politique de l'heure plaçait en faveur du député de la Haute-Loire. Alain Juppé porté à la tête du parti du président et Edouard Balladur (ou Jean-Louis Debré) élu au « perchoir », le mouvement gaulliste ne pouvait décem-

ment pas préempter ce poste stratégique sans réveiller, à droite, les traditionnelles accusations sur son « hégémonisme ».

Le « bon profil », cet homme de 65 ans l'a sans aucun doute. Ces dernières années, il a fait preuve d'une loyauté sans faille à l'égard du chef de l'Etat. Ministre des affaires sociales entre 1995 et 1997, il avait mis en œuvre une difficile réforme de la Sécurité sociale sans adhérer pleinement à la philosophie du plan Juppé.

BLANCHI SOUS LE HARNOIS

Après l'échec de la dissolution de 1997, il était l'un des quatre membres – avec Hervé Gaymard, Dominique Perben et Jean-Pierre Raffarin – du club Dialogue et initiative, créé à l'automne 1999 pour conseiller M. Chirac et défendre l'idée d'un parti unique, dont il souhaitait seulement qu'il respecte « le mélange des cultures » de droite et du centre.

M. Barrot est aussi un politique blanchi sous le harnois gouvernemental – il était déjà secrétaire d'Etat au logement de M. Chirac en 1974 – et parlementaire. Elu député pour la première fois en 1967, il a présidé le groupe centriste, puis la commission des finances de l'Assemblée nationale entre 1993 et 1995. « C'est bien parce que je suis aguerri que j'ai expliqué au président et au premier ministre la difficulté de la tâche, explique-t-il. Elle nécessitera à la fois tact et fermeté. » Il souhaite, notamment, « intégrer la jeune génération » arrivée au Palais-Bourbon à la faveur des élections du 16 juin.

Il ne cache pas que « le nombre de députés est une difficulté » et prévient, d'emblée, qu'il préfère voir les courants s'exprimer dans le parti plutôt qu'au sein du groupe parlementaire. Il devra être « un lieu de cohérence et d'action au service du gouvernement », souligne-t-il. Le groupe ne

doit surtout pas se cloisonner, ce serait une grossière erreur ».

M. Barrot souhaite plutôt que les parlementaires se regroupent en fonction de leurs compétences (économie, social, justice, sécurité, communication, etc.) et qu'il y ait un « vrai brassage d'opinions » dans le groupe. Ses modèles ? La CDU allemande et l'Alliance populaire espagnole, qui a su, dit-il, « mettre en place une configuration centriste, pas droitiste ». Le patron des députés UMP leur rappellerait très vite que, à l'exception des projets de loi appelant un vote « de conscience ou d'éthique » (type IVG ou « arrêt Perruche »), les statuts provisoires du groupe précisent qu'ils « se doivent de manifester leur solidarité avec les décisions de la majorité du groupe ». En clair, avec la politique qui sera définie par l'Elysée et Matignon.

Jean-Michel Bezat

Le benjamin de l'Assemblée a « Chirac comme modèle »

À LA PERMANENCE d'Edouard Courtial, le plus jeune élu au Palais-Bourbon, c'est son épouse qui répond au téléphone. « Tout le monde appelle depuis dimanche. Ça va de Gala à Laurent Ruquier », indique-t-elle. Le nouveau député de la 7^e circonscription de l'Oise (Clermont-Creil) fête ses 29 ans le 28 juin. « Je ne me suis pas présenté aux législatives pour être le benjamin de l'Assemblée nationale », insiste-t-il. Au contraire.

M. Courtial s'intéresse à la politique depuis l'adolescence. « J'ai regardé "L'heure de vérité" très jeune et j'ai lu Le Monde très tôt, au collège », se souvient-il. Son père, maire d'Agnetz (Oise), a également une part de responsabilité dans cette vocation. « Il m'a transmis le goût de l'intérêt général », ajoute-t-il. En 1994, Edouard Courtial devient le directeur de campagne de Dominique Antoine, candidat aux cantonales à Clermont. La même année, il adhère au CDS « car Dominique Antoine y était, et par engagement pro-européen ». En 1995, il entre au conseil national de l'UDF et, en 2001, il devient vice-président de l'UDF de l'Oise.

Une ascension au sein du Parti centriste qui ne l'empêche pas de rejoindre l'UMP et de faire campagne sous cette étiquette. « J'ai toujours été un partisan de l'union. Ça répond aux attentes des Français », précise-t-il. Ce n'est pas la seule réponse

qu'Edouard Courtial souhaite apporter à ses administrés. « Les projets qui me tiennent à cœur sont le rétablissement de l'autorité de l'Etat et la lutte contre la délinquance. C'est un peu bateau de dire cela, mais c'est ce qui ressort sur le terrain », affirme-t-il.

Auditeur financier, puis consultant en stratégie, le benjamin de l'Assemblée nationale a travaillé dans une entreprise avant de se consacrer entièrement à la politique. « Il est important que, dans la vie politique, il y ait des représentants du privé, assure-t-il. Pour avoir une politique sociale efficace, il faut avoir préalablement une politique économique efficace. Il faut gagner de l'argent pour pouvoir le répartir. » Un raisonnement implacable qui n'exclut pas des préoccupations plus futiles. « Je suis passionné d'histoire de France. J'admire le général de Gaulle dans son rapport à la politique. C'est vraiment quelqu'un qui s'est battu pour ses idées. Sinon, je me suis relu Les Rois maudits avec intérêt il y a quelques mois », avoue-t-il.

La gastronomie est son autre passion. « Je suis un mange-tout. On peut dire que je suis heureux face au pot-au-feu. Et j'aime la tête de veau ! », plaisante-t-il. Une illustration de son credo : « J'ai grandi avec Jacques Chirac comme modèle... »

Sébastien Demaret

Les Verts et le PRG sont toujours à la recherche d'un groupe

YVES COCHET est fort en maths. Il a soutenu une thèse sur les aspects combinatoires et algébriques des grammaires formelles. Elle ne lui était manifestement d'aucun secours, mardi 18 juin, lorsque le nouveau député de Paris, à l'issue du conseil national des Verts, comptait et recomptait le nombre de collègues qui pourraient aider les Verts et les radicaux de gauche à constituer un groupe à l'Assemblée nationale (Le Monde du 18 juin).

L'important dans cette affaire est d'ailleurs moins de savoir compter que d'avoir un bon carnet d'adresses et de l'entregent. Muni des deux, l'ancien ministre de la recherche, Roger-Gérard Schwartzberg, s'emploie depuis plusieurs jours à rassembler le quota de vingt députés nécessaires.

Pour l'instant, le compte n'y est pas. Huit députés PRG (comprenant Christiane Taubira, élue en Guyane sous l'étiquette Walwari) et trois députés Verts, forment le noyau dur de l'ancien groupe RCV (radical, citoyen, vert), soit onze personnes.

CHIFFRE FATIDIQUE

Huguette Bello (PC réunionnais), Alfred Marie-Jeanne (Mouvement indépendantiste martiniquais), Guy Lengagne, ex-PS, naguère en délicatesse avec son parti, appartenaient déjà au groupe RCV et pourraient, éventuellement, s'agréger au nouveau groupe. Avec l'ancien chevronné Jacques Desallangre, le chiffre monterait à quinze. Mais ce dernier a été élu avec le soutien du PC. Restent quatre députés d'outre-mer, divers gauche ou élus sous l'étiquette PS, qui ont été ou vont être contactés. Le PS a cependant fait savoir qu'il n'était disposé à lâcher aucun socialiste dûment encarté.

Avec Simon Renucci, nouveau député de Corse-du-Sud, le chiffre fatidique de vingt députés nécessaires pour constituer un groupe serait atteint. « S'il y en a un qui fait défec-

tion, on est mal », commentait, mardi, M. Cochet.

Si le remake du groupe RCV, imaginé en 1997 par Jean-Michel Baylet, président du PRG, avec ses partenaires de la gauche plurielle échoue, les radicaux de gauche rejoindront sans trop d'états d'âme le groupe PS. Pour les Verts, attachés à leur autonomie sans en avoir les moyens, la situation est plus difficile. Les discussions se poursuivent avec les communistes, en position de force avec 21 députés. Alain Bocquet, candidat à sa propre succession à la tête du groupe PCF, a déclaré que les communistes étaient « ouverts à toute possibilité ». Il a aussitôt ajouté qu'il était exclu de « reconstituer un groupe qui devienne une auberge espagnole », à l'image du groupe RCV. Et pour être tout à fait clair, M. Bocquet a précisé que les 21 élus du PCF formaient « un groupe communiste avec une ligne politique, avec une volonté, avec des propositions ».

Il ne resterait alors plus aux Verts qu'à aller mendier auprès de la droite, un abaissement du seuil à quinze députés pour la constitution d'un groupe, proposition votée en conseil national, mardi. Ou à rejoindre les non-inscrits, comme Patrick Balkany et Philippe de Villiers, puisqu'ils ne veulent pas être phagocytés par le groupe PS. Entre deux cauchemars...

Béatrice Gurrey

la santé Publique

Infektions virales aiguës, importées, hautement contagieuses et leur prise en charge

APUD SODIS 132 p., 19 €

Rapport du Haut Comité de la santé publique

Disponible en librairie ou auprès des Editions ENSP

Éditions ENSP

École nationale de la santé publique
Av. du Pr Léon-Bernard - 35043 Rennes cedex
Tél. 02 99 54 90 98 - Fax 02 99 54 22 84
éditions@ensp.fr - www.editions.ensp.fr

3^{ème} cycle

MARKETING/COMMERCE

Vous invitent à une séance d'information sur les enseignements et les métiers préparés et à une conférence d'E. Briones, ancien élève co-auteur du «BUZZ MARKETING» E.O. le 27 juin de 19h à 20h30 suivies d'un cocktail

Etudiants bac+4/5 réservez vos places au 01 41 16 73 12

laurence.guichard@devinci.fr
DER VM Pôle Universitaire Léonard de Vinci
92916 Paris La Défense Cedex
ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR TECHNIQUE PRIVÉ



Dans la bataille du perchoir, la tension s'accroît entre M. Balladur et M. Debré

L'UMP prévoit des primaires pour les départager

PLUS DÉTERMINÉ que jamais, Edouard Balladur prépare minutieusement sa campagne pour le « perchoir ». Réfugié dans un petit bureau de l'une des annexes de l'Assemblée nationale, l'ancien premier ministre téléphone beaucoup à ses collègues députés de l'UMP. « Je ne suis pas le plus mal élu. Je ne suis pas totalement inapte pour faire campagne », plaisante le député de Paris, réélu dès le premier tour des élections législatives.

Mercredi 19 juin, pour la seconde fois en trois jours, il devait adresser une lettre aux députés de droite pour leur exposer à nouveau les raisons de sa candidature à la présidence de l'Assemblée nationale. « A organisation nouvelle, état d'esprit nouveau », affirme-t-il.

M. Balladur se considère comme l'un des pères de l'UMP. Ne plaiderait-il pas, il y a déjà près de quinze ans, dans une tribune publiée dans *Le Monde* (18 mars 1988), en faveur de « l'ardente nécessité d'une confédération RPR-UDF » ? « Je suis un peu à l'origine de tout ça. Je veux que l'UMP réussisse », rappelle-t-il. Aux côtés d'Alain Juppé, dans le rôle de chef de parti, et de Jacques Barrot, dans celui de président du groupe majoritaire de l'Assemblée, M. Balladur veut veiller à ce « mélange de cohésion et de diversité » qui devrait, selon lui, aider au succès de l'entreprise. « Actuellement, les gens se ressentent d'abord du RPR, de l'UDF ou de DL. Il faut que cela change progressivement », propose-t-il.

TOUR DES TABLES

Le problème est qu'un autre candidat s'active au sein de l'UMP, son ancien ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée sortante. Lundi 17 juin, lors du dîner qui a réuni les députés de l'UMP autour du premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, les deux hommes ont fait chacun le tour des tables. « A l'approche de Balladur, les députés se levaient, respectueusement », rapporte l'un d'eux. « Debré, lui, était en bras de chemise, comme à son habitude, pour serrer des mains », raconte un partisan du député de l'Eure. Les deux candidats évitent scrupuleusement de s'agresser, mais, inévita-

Jean-Louis Saux

Le calendrier du Palais-Bourbon

● **Le président de l'Assemblée.** Après l'élection des présidents de groupe de l'Assemblée nationale, mercredi 19 juin – le 24 juin pour le groupe communiste –, les députés éliront le président de l'Assemblée, mardi 25 juin, en séance publique, avant la nomination, le lendemain, des six vice-présidents, issus de différents groupes en fonction de leur poids politique. Les socialistes misent sur la nomination d'au moins un vice-président.

● **Les présidents de commissions.** Jeudi 27 juin, les six commissions permanentes de l'Assemblée (lois, finances, affaires sociales et culturelles, affaires étrangères, défense, production et échanges) se retrouveront pour élire

leur président avant la réunion, à 12 h 30, de la conférence des présidents, composée du ministre des relations avec le Parlement, du président de l'Assemblée et de ses six vice-présidents, des présidents des groupes parlementaires, des six commissions, de la délégation pour l'Union européenne et du rapporteur général du budget.

● **Déclaration de politique générale.** Jean-Pierre Raffarin devrait faire sa déclaration de politique générale « le 2 ou le 3 juillet », selon Matignon. Il sera suivi d'un vote des députés – dit « vote de confiance ». Les travaux parlementaires pourront alors démarrer, probablement, toujours selon Matignon, avec la discussion d'un projet de loi relatif à l'amnistie.

Plusieurs dirigeants socialistes lancent une polémique à propos de la nomination de Noëlle Lenoir

La ministre déléguée aux affaires européennes est soupçonnée d'être « remerciée » par M. Chirac pour avoir été à l'origine de la décision du Conseil constitutionnel sur l'immunité du chef de l'Etat

LA NOMINATION de Noëlle Lenoir au poste de ministre déléguée aux affaires européennes, lundi 16 juin, a suscité, au lendemain de la formation du deuxième gouvernement Raffarin, une polémique alimentée par les responsables socialistes. Mardi matin, le député de Saône-et-Loire Arnaud Montebourg avait ouvert le feu, en s'interrogeant, sur RTL, sur les raisons de cette promotion. « Est-ce bien normal, demandait-il, qu'un ancien membre du Conseil constitutionnel puisse voir, quelques années après son départ de cette haute juridiction, une sorte de récompense dans une nomination ministérielle ? » Le député avait aussitôt souhaité que M^{me} Lenoir « donne tout de suite des réponses » à cette question.

Mercredi 18 juin, le porte-parole du PS, Vincent Peillon, a considéré que la nomination de M^{me} Lenoir avait « un caractère un peu indécent » ; « Ça donne un peu le sentiment d'être remercié pour un service rendu », a-t-il ajouté. Ancienne secrétaire d'Etat chargée du budget dans le gouvernement Jospin, Florence Parly a renchéri : « Quand on a des convictions comme moi, on est choqué. Peut-être M^{me} Lenoir a-t-elle changé de convictions. »

Plus sévère encore, le président sortant de l'Assemblée nationale, Raymond Forni, a jugé « cette nomi-

nation pitoyable », rappelant que M^{me} Lenoir avait été « nommée par François Mitterrand au Conseil d'Etat » et « qu'Henri Emmanuelli [avait] assuré sa promotion au Conseil constitutionnel ». Il a ajouté que l'intéressée avait « quémandé » auprès de lui « une nomination au Conseil supérieur de l'audiovi-

qui avait dirigé le cabinet de Pierre Arpaillange au ministère de la justice (1988-1990) sous le gouvernement Rocard, un détail particulier dans son cursus nourrit l'accusation des socialistes. Au début de l'année 1999, alors qu'elle siégeait au Conseil constitutionnel, M^{me} Lenoir avait été désignée par son prési-

d'une « immunité » du président de la République durant ses fonctions, derrière lequel Jacques Chirac s'est retranché face aux enquêtes judiciaires qui le mettaient en cause.

Préjudant à la décision, toujours rendue en collégialité par les neuf membres du Conseil, le rapport de M^{me} Lenoir comportait le passage disposant la compétence exclusive de la Haute Cour de justice pour poursuivre le chef de l'Etat en matière pénale – et qui a, depuis lors, divisé les juristes. Les témoignages recueillis – notamment par *Le Monde* – sur cet épisode attestent que cette incise ne fit l'objet d'aucun débat ni d'aucun vote spécifique des « sages ». M. Dumas n'invita les membres du Conseil à se prononcer que sur l'ensemble de la décision. Les affaires judiciaires dans lesquelles le président du Conseil constitutionnel se débattait à l'époque, et à propos desquelles il semblait avoir obtenu la neutralité de M. Chirac et de ses partisans, avaient alors suscité le soupçon d'un arrangement politique. Les révélations s'accumulant, M. Dumas avait finalement été contraint à la démission, en février 2000, après que plusieurs membres du Conseil – dont M^{me} Lenoir – l'eurent poussé vers la sortie.

Hervé Gattegno

La chancellerie exclut une amnistie politico-financière

Le président du groupe PS de l'Assemblée nationale – candidat à sa reconduction –, Jean-Marc Ayrault, a affirmé, mercredi 19 juin sur la radio BFM, qu'une amnistie des délits politiques et financiers était « en préparation ». « Nous nous opposerons fermement à toute forme d'amnistie politico-financière d'où qu'elle vienne, si elle vient du gouvernement ou d'un parlementaire » par le biais d'un amendement, a-t-il déclaré. Interrogé par *Le Monde*, le ministre de la justice a indiqué qu'un projet de loi d'amnistie excédant la traditionnelle amnistie des infractions au code de la route était « hors de question ». L'hypothèse d'un amendement déposé par un député de la majorité présidentielle se heurterait à la même opposition du gouvernement : « Si un député, quel que soit son camp, déposait un amendement en ce sens, le ministre serait contre », a assuré la chancellerie. Au soir du deuxième tour des élections législatives, dimanche 16 juin, le garde des sceaux, Dominique Perben, avait affirmé que la question de l'amnistie « n'était pas à l'ordre du jour du gouvernement ».

suel », dénonçant une « trahison » et concluant : « Je m'interroge sur le lien entre les décisions du Conseil constitutionnel et sa nomination actuelle. Ça ne sent pas très bon. »

Au-delà des sympathies politiques longtemps affichées à gauche par la nouvelle ministre déléguée,

dent, Roland Dumas, comme rapporteur d'une décision portant sur la conformité à la Constitution de la création, par le Traité de Rome, de la Cour pénale internationale. Or, c'est à la faveur de cette décision, rendue le 22 janvier 1999, que le Conseil avait affirmé le principe

Alain Juppé ne veut pas « caporaliser qui que soit » à l'UMP

NICOLE GUEDJ, porte-parole de l'UMP, tente de se glisser dans le petit groupe qui se presse, dans les salons de la présidence du Sénat, autour d'Alain Juppé. « Laissez-moi aller saluer mon nouveau patron », implore l'ancienne candidate (UMP-UDF) de la 7^e circonscription de Paris, qui a perdu face au socialiste Patrick Bloche. Un instant plus tard, le « nouveau patron » se tourne vers un proche collaborateur de Philippe Douste-Blazy – « bon, je crois qu'on va travailler ensemble » – et, sans attendre la réponse, lui fixe déjà un premier rendez-vous.

Mardi 18 juin, M. Juppé vient tout juste d'être désigné, « à l'unanimité et par acclamations », président de la nouvelle direction collégiale de l'Union pour la majorité présidentielle, par la cinquantaine de membres que compte le conseil des fondateurs de l'UMP.

A la tête du nouveau parti du président, le maire de Bordeaux est assisté de deux autres maires de grandes villes, celui de Marseille, Jean-Claude Gaudin, vice-président délégué de l'UMP, et celui de Toulouse, M. Douste-Blazy, promu secrétaire général.

Le triumvirat précédent, composé de

Renaud Dutreil, Hervé Gaymard et Dominique Bussereau, qui avait accompagné la formation de l'Union en mouvement, puis de l'UMP, a démissionné quelques heures plus tôt pour laisser la place.

D'ici aux prochaines assises constitutives de l'UMP, prévues en octobre, le nouveau mouvement sera contrôlé par un comité exécutif d'une trentaine de membres, qui se réunira, précise M. Juppé, « une fois par semaine ».

CAMPAGNE D'ADHÉSIONS

Le plan de travail est déjà arrêté. Une commission, animée par M. Dutreil, est chargée de mettre la dernière main aux statuts. Une campagne d'adhésions sera lancée dès l'été, afin que l'UMP ne soit pas que la seule addition des formations politiques actuelles (RPR, UDF, DL). Eric Woerth, député de l'Oise et ancien président de l'association de financement pour la campagne de Jacques Chirac, est nommé responsable administratif et financier. Il doit notamment définir les clefs de répartition du financement public entre l'appareil national et les futurs courants. Ceux-ci pourraient dispo-

ser au total de 30 % à 50 % des recettes de l'UMP. « Le travail qui nous attend est à la fois passionnant et très difficile puisqu'il s'agit d'inventer quelque chose de nouveau : une grande formation de la droite et du centre qui soit respectueuse de ses différentes sensibilités, parce que chacun d'entre nous a une histoire politique », a affirmé M. Juppé. « Contrairement à ce que je lis ici ou là, il n'est pas question de caporaliser qui que ce soit », a-t-il ajouté. M. Juppé s'est ainsi interdit de choisir publiquement entre Edouard Balladur et Jean-Louis Debré, les deux candidats de l'UMP à la présidence de l'Assemblée nationale. « J'ai une préférence personnelle mais, précisément, elle est personnelle », a-t-il seulement indiqué.

En octobre, le nouveau patron de la droite sera vraisemblablement candidat à la présidence de l'UMP, dont le sigle devrait à nouveau changer. Auparavant, la nouvelle direction aura dû trouver le moyen d'assurer la cohésion du parti tout en assurant la liberté d'expression des différentes sensibilités.

J.-L. S.



Maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre

Concoutez pour les Prix d'Architecture du Moniteur 2002

Le Groupe Moniteur organise depuis vingt ans cet événement destiné à stimuler, promouvoir et primer la création architecturale en France. Les Prix d'Architecture du Moniteur sont attribués chaque année par un jury composé de personnalités françaises et étrangères. L'équipe d'Agence dirige le meilleur bâtiment de France pour ses qualités de conception et de réalisation. Le prix de la Première œuvre révèle la réalisation d'un jeune architecte et assure l'apport des générations montantes de l'architecture.

Vos dossiers doivent parvenir à l'adresse ci-dessous avant le 16 septembre 2002 et comporteront pour chaque réalisation :

- Une fiche de présentation (sur demande).
- Une note d'intention (programme, contraintes liées au site, système constructif et matériaux sur feuillelet A4 max. 100x100).
- Des documents graphiques dont : plan de masse, plan du RDC, plan d'étage courant, coupes significatives (3 max. 100x100).
- Une diapositive à 35 mm couleur ou tirage papier blanc (légendés et crédités du nom du photographe) dont l'une vue générale de la réalisation dans le site. Les façades principales et au moins une vue intérieure caractéristique du programme. Tout document numérique devra être accompagné d'une éprouvette papier.

Les réalisations les plus marquantes seront publiées dans le numéro spécial d'AMC « Une année d'Architecture » qui présentera un large panorama de l'architecture en France.

Renseignements et inscriptions 01 40 13 32 64 ou amc@groupe-moniteur.fr

GRUPE MONITEUR

Prix d'Architecture - 17, rue d'Uzès - 75108 Paris Cedex 02

En Rhône-Alpes, la droite se réorganise sans Charles Millon

Facteur de désunion depuis quatre ans, l'ancien ministre de la défense est rejeté par les élus tant RPR que centristes. Victorieuse dans la 1^{re} circonscription, la présidente de région, Anne-Marie Comparini (UDF), voit sa légitimité renforcée

LYON

de notre correspondante

En Rhône-Alpes, la déclinaison locale de l'UMP n'attendra pas le congrès constitutif prévu en octobre. Les élus des assemblées territoriales sont bien décidés à profiter de cette nouvelle étiquette pour accélérer la recomposition du paysage politique rhônalpin. Avant même l'issue du 2^e tour des législatives, le groupe RPR de la région avait pris l'initiative de se transformer en UMP, pour éviter que d'éventuels concurrents, notamment millonistes, ne le fassent avant eux.

Le groupe est encore informel et sans président, mais ses membres espèrent, d'ici quinze jours, finaliser sa composition. L'enjeu est clair : marginaliser définitivement Charles Millon, mettre un terme à l'émiettement des différentes composantes de la droite, sortie en lambeaux de la crise de 1998, et préparer l'échéance de 2004.

Remplacé par Anne-Marie Comparini en 1999 après avoir géré pendant huit mois la région avec le Front national, Charles Millon dispose encore du groupe le plus important de la droite avec 28 élus, devant le RPR (14 élus) et l'UDF (13 élus). Le nouveau groupe UMP espère attirer une partie des amis de Charles Millon, en laissant soigneusement à l'écart ce dernier et ceux qui se sont présentés contre des candidats UMP aux législatives. « Nous accepterons tous ceux qui voudraient venir, à condition qu'ils soient honorables. Nous refuserons tous ceux qui ont voulu contribuer à la défaite de l'UMP », annonce un conseiller RPR.

Lundi 17 juin, au lendemain de sa défaite dans la 7^e circonscription du Rhône face au socialiste Jean-Jack Queyranne, Charles Millon a immédiatement réuni ses troupes pour tenter de sauver ses dernières cartouches. Dans un communiqué, son groupe a expliqué qu'il appelait « à l'unanimité à la constitution d'un groupe UMP », précisant vouloir « être l'acteur majeur de cette union ». Son entourage a fait savoir que Charles Millon se serait entretenu par téléphone avec Alain Juppé.



Anne-Marie Comparini (UDF), au soir du second tour des législatives, à Lyon. Victorieuse dans la 1^{re} circonscription face au socialiste Jean-Louis Touraine, cette fidèle de François Bayrou, avait remplacé, en 1999, Charles Millon à la tête de la région Rhône-Alpes.

Mais, à la région comme à Lyon, plus personne à droite ne veut de l'ancien ministre de la défense de Jacques Chirac, principal facteur de désunion depuis quatre ans. « Il est cramé », disent les uns. « Il est mort », clament les autres. « Attention à son pouvoir de nuisance. Mieux vaut être prudent. Comme à la chasse, c'est quand la bête est blessée qu'elle est dangereuse », préviennent les connaisseurs.

L'échéance des élections régionales de 2004 est désormais dans toutes les têtes. Le RPR, qui compte deux prétendants, Hervé Gaymard et Michel Barnier, espère bien faire de l'UMP la machine à gagner les élections sur le modèle des législatives. Si le nouveau groupe peut permettre de ramener dans le giron gaulliste quelques élus égarés, il a peu de chances de faire recette au niveau de l'UDF. Les conseillers

centristes doivent se réunir, jeudi 20 juin, pour définir leur stratégie. Mais, d'ores et déjà, Anne-Marie Comparini a indiqué qu'elle suivrait la logique de François Bayrou.

ÉVITER UNE NOUVELLE GUERRE

Affaibli pendant quatre ans par une majorité trop courte, obligée de s'appuyer sur la gauche, la présidente UDF de la région sort légitimée des élections législatives. Elle

a réussi à s'imposer dans la 1^{re} circonscription du Rhône face à une candidate milloniste et un candidat socialiste. Une adhésion à l'UMP ne lui apporterait rien, sinon peut-être l'obligation d'ouvrir son exécutif à des membres de la majorité présidentielle. « L'UDF n'a pas vocation à se fondre dans l'UMP », rappelle le député européen Thierry Cornillet, qui admet tout juste l'hypothèse d'une « structure de coordination ».

Pour éviter une nouvelle guerre meurtrière des chefs en son sein, la droite régionale compte sur le premier ministre et ancien président de la région Poitou-Charentes, Jean-Pierre Raffarin, qui pourrait entreprendre une réforme du mode du scrutin régional et décider de revenir à des listes départementales.

En face, la gauche craint de perdre le principal artisan de la défaite de Charles Millon à la région, en 1999 et aux dernières législatives. Jean-Jack Queyranne, touché par le cumul des mandats, et qui était annoncé comme l'un des prétendants possibles à la succession d'Anne-Marie Comparini, pourrait abandonner son mandat de conseiller régional.

Sophie Landrin

Comment le maire (PS) de Lyon explique la défaite de la gauche locale

LYON

de notre correspondante

Trop optimiste, la gauche lyonnaise, qui avait conquis la ville en mars 2001, a reçu une douloureuse piqûre de rappel. Sa défaite dans les quatre circonscriptions de la ville sonne comme un avertissement. « Lyon n'est pas encore une ville de gauche », reconnaît le maire socialiste de Lyon, Gérard Collomb. Le résultat n'est pas calamiteux : la gauche lyonnaise a plutôt mieux résisté que la moyenne nationale. Sur l'ensemble de la ville, elle a perdu seulement 1,54 point par rapport à 1997. Mais la comparaison avec Paris, autre grande ville conquis par la gauche, est peu flatteuse.

Gérard Collomb, contrairement à Bertrand Delanoë, n'a pas réussi à transformer l'essai des municipales et à tirer avantage des divisions de la droite qui avaient contribué à son succès aux municipales. Le maire de Lyon se refuse d'ailleurs à lier les deux scrutins : « Ce sont deux élections

complètement différentes. Les Lyonnais, les 9 et 16 juin, n'ont pas voté pour une équipe municipale, ni pour son bilan, ils se sont prononcés en faveur du gouvernement et du président de la République », estime-t-il.

« COMPOSANTE CONSERVATRICE »

Pour expliquer sa défaite, la majorité lyonnaise invoque un découpage toujours pénalisant, un contexte national difficile et une sociologie peu favorable. « A Lyon, au mieux, le rapport naturel entre la droite et la gauche est de 55-45. Même lorsque le contexte national était porteur, comme en 1997, la gauche n'est pas parvenue pas à conquérir les circonscriptions lyonnaises. Le dernier député lyonnais, c'est moi, en 1981, c'est-à-dire avant le découpage Pasqua, qui a morcelé le territoire afin de scinder les quartiers populaires favorables à la gauche », plaide M. Collomb.

« Lyon a conservé une composante conservatrice

majoritaire, alors qu'à Paris elle reste concentrée dans quelques arrondissements », note Bernard Soulaiges, le président du groupe socialiste à la région Rhône-Alpes.

Mais la sociologie n'explique pas tout. Le positionnement des deux édiles a peut-être compté dans la mobilisation de leur électeur. Alors que M. Delanoë fut l'un des piliers de la campagne de M. Jospin. M. Collomb a tenu à ne pas apparaître « comme le plus militant des socialistes ». « Bertrand Delanoë gère Paris et Paris seulement. Moi, j'assume en plus la présidence de la communauté urbaine, qui regroupe les 55 communes de l'agglomération. (...) Les maires de sensibilités différentes auraient mal perçu que je sois à l'avant-garde du combat socialiste. » Si le maire de Lyon ne s'avoue pas inquiet pour 2007, il reconnaît qu'il devra présenter « un bilan d'enfer ».

S. La.

Après une vive polémique, Jacques Nikonoff prendra la tête d'Attac en fin d'année

A COMPTER du 1^{er} décembre, Attac aura l'économiste Jacques Nikonoff pour président. Trois vice-présidents – contre deux auparavant –, l'assisteront : il s'agit de Susan George, de François Dufour, de la Confédération paysanne, et de Gus Massiah, animateur du CRID, le centre de recherche international sur le développement. Le collège des fondateurs d'Attac, réuni lundi 17 juin, a adopté ces propositions, qui devront être ratifiées par l'assemblée générale de l'association fin novembre.

Pour permettre sa désignation à la présidence, M. Nikonoff a été élu, lundi soir, membre du collège des fondateurs au titre des personnalités qualifiées. Le vote a eu lieu à l'unanimité moins une abstention, celle du Groupe des dix solidaires.

La désignation de trois vice-présidents est une sorte de compromis qui ne dit pas son nom, « une tentative de sortie de crise par le haut », dit-on à Attac, visant à calmer l'émotion provoquée par la méthode employée par Bernard Cassen pour régler sa succession et à apaiser certaines inquiétudes quant au profil de M. Nikonoff, ex-membre du conseil national du PCF dont il a démissionné en octobre 2001.

Alors qu'un comité des sages planchait sur des propositions, M. Cassen avait pris tout le monde de court, en mai, en lançant M. Nikonoff au nom du Monde diplomatique. Depuis, chacun des trois vice-présidents a été sondé pour mener une candidature alternative à celle de M. Nikonoff. « Aucun n'a souhaité mener ce qui

aurait été perçu par le "Diplo" comme une bataille frontale contre lui », commente un participant.

Outre M. Nikonoff, José Bové fait son entrée au collège des fondateurs au titre des personnalités qualifiées, tout comme Pierre Tartakowsky, l'actuel secrétaire général, qui doit être remplacé à ce poste par Michèle Dessenne, ancienne membre du cabinet de Guy Hascoët. M. Tartakowsky ne représente plus l'UGICT (les cadres CGT) au conseil d'administration d'Attac.

ATMOSPHÈRE HOULEUSE

A la demande de Bernard Thibault lui-même, ce sont les deux secrétaires généraux de l'UGICT qui siègeront alternativement au conseil d'administration d'Attac. Les sortants devraient cependant

continuer à jouer un rôle. En attendant, un nouveau mini-psychodrame agite les esprits.

Après la diffusion au sein d'Attac d'une déclaration dans laquelle plusieurs membres du conseil scientifique de l'association – les économistes Pierre Concialdi, Thomas Coutrot, Michel Husson, le politologue Jacques Capdevielle et Dominique Plihon, entre autres – exprimaient leur « inquiétude face à l'actuelle dérive présidentielle », M. Cassen a fait circuler une réponse, raide. « Les femmes et les hommes d'Attac ne sont pas meilleurs que les autres et le syndrome du Loft fait des ravages chez certains d'entre eux », écrit-il. Pour M. Cassen, « l'association (...) saura remettre à leur juste place ces menées immatures ».

Le conseil scientifique, poursuit-

il, « n'est investi d'aucun rôle d'expert es démocratie ». Il ajoute : « Les membres du conseil scientifique ne se seraient jamais préoccupés d'une question qui ne les concerne pas si le candidat à la présidence proposé par "Le Monde diplomatique" n'était pas lui-même membre du conseil scientifique. » Et d'assurer : « L'éventualité que l'un de leurs pairs sorte du rang et devienne président d'Attac passe très mal chez ses collègues. Observateur de longue date des mesquineries et des jalousies de la vie universitaire et de la dilatation des ego qu'elle engendre, je ne suis pas surpris de cette réaction. » Mardi soir, M. Cassen a renoncé au conseil scientifique. L'atmosphère fut assez houleuse...

Caroline Monnot

Christine Garin

Les nouveaux élus à l'Assemblée nationale (suite et fin)

Alfred Almont

UMP-RPR (Martinique, 2^e)

Né le 15 septembre 1944 à Fort-de-France, Alfred Almont est chargé de mission auprès du président de la chambre de commerce et d'industrie. Il est conseiller général de Schoelcher depuis 1991 et maire de cette ville depuis 1995. Il était le suppléant du député (RPR) Pierre Petit depuis 1993.

Joël Beaugendre

UMP-div. d. (Guadeloupe, 3^e)

Né le 19 janvier 1950, Joël Beaugendre est médecin. Il a commencé sa carrière politique par une candidature malheureuse aux municipales de 1985 dans sa commune de Capesterre-Belle-Eau, dont il est le maire depuis 1995. D'abord adhérent du CDS, il s'est vite rapproché de Lucette Michaux-Chevry, qui le parraine en politique. Elu conseiller général et régional en 1992, il a été le suppléant du député déchu Edouard Chamougon (div. d.).

Maryvonne Briot

UMP (Haute-Saône, 2^e)

Née le 4 février 1959 à Bussang (Vosges), Maryvonne Briot, cadre-infirmière à l'hôpital

de Lure (Haute-Saône), a connu son premier mandat politique en étant élue conseillère municipale sur la liste d'opposition aux élections de mars 2001.

Paul-Henri Cugnenc

UMP-RPR (Hérault, 6^e)

Né le 1^{er} juin 1946 à Thézan-lès-Béziers (Hérault), Paul-Henri Cugnenc est chef de service à l'hôpital Georges-Pompidou, à Paris, et exploitant viticole sur ses terres de Thézan. Adjoint au maire de Béziers depuis 1995, il est également président de la fédération départementale du RPR.

Franck Gilard

UMP-RPR (Eure, 5^e)

Né le 1^{er} novembre 1950 à Riaillé (Loire-Atlantique), Franck Gilard est, depuis 1995, maire des Andelys, et est devenu conseiller général en 1998. Il a été assistant parlementaire de l'ancien député et ministre (RPR) René Tomassini, de 1977 à 1983, puis du sénateur (RPR) Alain Pluchet, de 1983 à 1998.

Eric Jalton

div. d. (Guadeloupe, 1^{re})

Né en 1961, Eric Jalton, élu sous l'étiquette

divers droite, n'a officiellement démissionné du PS qu'à la veille des législatives, même s'il a toujours cultivé une grande proximité, au conseil régional comme au conseil général, dont il est membre avec Lucette Michaux-Chevry. C'est cette dernière qui l'a doté d'un suppléant UMP. Fils de l'ancien maire des Abymes et député de la circonscription Frédéric Jalton (PS), sur la liste duquel il avait été élu conseiller municipal en 1988, M. Jalton siège à présent au conseil municipal dans l'opposition à l'actuel maire et député sortant, Daniel Marsin (div. g., app. PS), face auquel il se présentait.

Gabrielle Louis-Carabin

UMP-RPR (Guadeloupe, 2^e)

Née le 20 janvier 1946, Gabrielle Louis-Carabin (UMP) a connu son premier mandat en 1978, en devenant adjointe au maire du Moule. Conseillère générale depuis 1985, maire du Moule depuis 1989, conseillère régionale depuis 1992, elle a d'abord été proche de la droite, puis s'est inscrite à gauche en 1989 avant de rejoindre les rangs de la droite à partir de 1993 : elle a ainsi été candidate aux régionales, en 1992, sur une liste de gauche et, lors de la régionale partielle de 1993, sur la

liste de droite conduite par M^{me} Michaux-Chevry. Investie par le RPR, elle avait essuyé deux échecs aux législatives de 1993 et de 1997.

Victorin Lurel

PS (Guadeloupe, 4^e)

Né en 1951, Victorin Lurel, ancien directeur de la chambre d'agriculture de Guadeloupe, a

toujours appartenu au PS depuis sa première candidature à une élection, lors des cantonales de 1988. Elu conseiller régional en 1992, il est devenu conseiller général en 1994, mais n'est parvenu à se faire élire maire de sa commune natale, Vieux-Habitants, qu'en 2001.

Louis-Joseph Manscour

PS (Martinique, 1^{re})

Né le 20 mars 1945, Louis-Joseph Manscour, professeur de collège, est conseiller général depuis 1985 et maire de Trinité depuis 1988. Elu conseiller régional en 1998, il a dû abandonner ce mandat pour cause de cumul.

Marie-Renée Oget

PS (Côtes-d'Armor, 4^e)

Née le 26 janvier 1945 à Rostrenen (Côtes-d'Armor), Marie-Renée Oget, présidente de la mission locale du Centre-Ouest Bretagne, est conseillère régionale depuis 1997 et maire de la commune de Treffin depuis 2001.

Christian Paul

PS (Nièvre, 3^e)

Né le 23 mars 1960 à Clermont-Ferrand, Christian Paul, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA, a

rejoint la préfecture avant de devenir conseiller technique au cabinet de Pierre Joxe puis de Philippe Marchand au ministère de l'Intérieur (1991), puis directeur adjoint du cabinet de Frédéric Bredin à la jeunesse et aux sports (1992). Elu député de la Nièvre en 1997, il est nommé secrétaire d'Etat à l'outre-mer en 2000.

Pierre Samot

div. g. (Martinique, 3^e)

Né en 1934, artisan maçon de profession, Pierre Samot est maire du Lamentin et conseiller général depuis 1987, élu sous l'étiquette communiste avant de créer son propre mouvement « Bâtir le pays Martinique ». Conseiller régional, il a contribué, avec les 4 voix de son groupe, à l'élection à la présidence, en 1998, de l'indépendantiste Alfred Marie-Jeanne.

Yves Simon

UMP-div. d. (Allier, 3^e)

Né le 10 septembre 1941 à Moulins (Allier), Yves Simon, chef technicien à la direction départementale de l'agriculture, est maire de Meillard depuis 1989 et conseiller général depuis 1992. En 2001, il a été nommé vice-président du conseil général chargé des finances.



L'avenir du PARE est compromis par la dégradation des comptes de l'Unedic

L'assurance-chômage perd 200 millions d'euros par mois. La baisse des cotisations devrait être suspendue

UN AN. Ce délai à peine écoulé, depuis la mise en œuvre concrète du Plan d'aide au retour à l'emploi – ce fameux PARE objet de polémique entre le Medef, la CFDT et le gouvernement Jospin –, l'Unedic renoue avec la crise. Le régime d'assurance-chômage, qui perd aujourd'hui quelque 200 millions d'euros par mois, devrait accusé un déficit supérieur à 3 milliards d'euros en 2002 et rester tout autant dans le rouge en 2003. Réunis au siège du Medef, mercredi 20 juin, syndicats et patronat devaient donc tenter de se mettre d'accord pour trouver des économies et sauver la réforme signée par le patronat, la CFDT, la CFTC et la CGC.

Mission délicate : la CGT et FO n'ont jamais accepté le PARE, pas plus que les associations de chômeurs AC !, MNCP, Apeis et les collectifs CGT qui ont appelé à un rassemblement, mercredi, devant le siège du patronat. Le gouvernement va se trouver lui aussi en première ligne sur ce dossier : à nouveau, la question des liens financiers Etat-Unedic devrait être posée. Pour la direction du Medef, il s'agit là ni plus ni moins que du « premier test » des relations entre Jean-Pierre Raffarin et les partenaires sociaux.

Pour le ministre de l'emploi, François Fillon, l'affaire se complique avec la polémique lancée par le patronat sur le rôle de l'ANPE, qui avait obtenu d'être le maître d'œuvre du nouveau dispositif qui prévoit un suivi personnalisé des chômeurs. Sans attendre le bilan de l'application du PARE, prévu en septembre, le Medef porte, en effet, une appréciation « très mitigée » sur l'efficacité de l'Agence et des directions départementales du travail, accusées de ne pas « jouer

le jeu ». Denis Kessler, numéro deux de l'organisation patronale, qui interrompra la réunion mercredi pour se rendre au ministère de l'emploi à 18 h 30, dans le cadre des rencontres bilatérales menées par M. Fillon, attend du ministre qu'il envoie à ce sujet des « instructions fermes », arguant du fait que l'Unedic a financé la création de 3 650 postes à l'ANPE. « C'est d'une simplicité enfantine », soupire Jean-Claude Quentin, le négociateur de Force Ouvrière, « tout le but du Pare est de dire : que fait l'ANPE ? Profitant du changement de gouvernement, Denis Kessler veut revenir à la charge sur la première convention. » Celle-ci, alors rejetée par Martine Aubry, faisait de l'Unedic le véritable opérateur de la réforme. « Ce serait fort de café de dire que l'ANPE n'a pas fait son boulot alors que les principaux responsables de l'augmentation du chômage et de la précarité sont les entreprises », s'insurge la représentante de la CGT, Jacqueline Lazarre.

Pour prévenir un méchant procès, l'ANPE a transmis au gouvernement et à l'Unedic un premier

document sur sa « contribution » au PARE dans lequel elle rappelle qu'au 1^{er} juillet 2002, 4,4 millions de programmes personnalisés auront été initiés, soit, à 10 % près, l'objectif qui lui avait été assigné. L'Agence a signé 750 conventions avec ses partenaires et conclu

« C'est d'une simplicité enfantine.

Tout le but du Pare est de dire : que fait l'ANPE ? »

JEAN-CLAUDE QUENTIN (FO)

3 500 accords avec des sous-traitants. Le niveau élevé des radiations (25 000 à 30 000 par mois) constitue, à ses yeux, une preuve supplémentaire de sa mobilisation.

Il reste que le chômage augmentant, le coût financier du PARE pèse de plus en plus lourd alors

Le rôle de la société civile en débat

Mardi 18 juin, le Conseil économique et social (CES), troisième assemblée constitutionnelle créée en 1958 et que Force ouvrière aimerait transformer en « parlement social », a appelé les représentants de ses 18 groupes (syndicats, patronat, personnalités qualifiées...) à prendre position sur le rôle de la société civile. Pour le représentant de la mutualité, Alain Chauvet, s'il est illusoire de « considérer » que la « grave crise » révélée par l'élection présidentielle « n'atteint pas aussi nos organisations », « ce n'est pas en spéculant sur un affaiblissement du rôle de l'Etat que les corps intermédiaires obtiendront une augmentation de leur influence ». La CGT, tout en dénonçant « une idéalisation de la société civile (...) dans un débat politique biaisé qui conduit plus à l'auberge espagnole qu'à la clarification », estime qu'il ne saurait y avoir « de concurrence ni d'opposition » avec le politique. A contrario, Arnaud Leenhardt, qui s'exprimait au nom du Medef, a souligné que « l'opposition entre société civile et Etat se retrouve naturellement dans celle du contrat et de la loi ».

même que l'Unedic doit toujours assumer ses dettes. Le régime d'assurance-chômage doit, en effet, verser en 2002 1,8 milliard d'euros aux banques et 1,2 milliard à l'Etat au titre de la contribution due à l'Etat. La dernière tranche de baisse des cotisations, voulue par le Medef et prévue au 1^{er} juillet, devrait donc être suspendue. Cette économie d'un milliard d'euros au total en 2002 et 2003 sera insuffisante. Les signataires de la convention Unedic avaient inclus une clause de sauvegarde : « dans l'hypothèse où l'équilibre [financier] ne pourrait être respecté, des mesures (...) porteront sur un réajustement des contributions et sur le rétablissement d'une dégressivité des allocations ou sur toute autre disposition ». Or, pour les syndicats unanimes, il n'est pas question de revenir sur la suppression de la dégressivité des allocations.

Pour le président CFDT de l'Unedic, Michel Jalmain, dont l'organisation avait été le principal instigateur du PARE, ce n'est qu'un mauvais moment à passer. « Ce dispositif s'inscrit dans la durée. Dès 2003, il devrait y avoir un retour de croissance, un retour à l'équilibre et même des excédents en 2004, du fait aussi du retournement démographique. Nous sommes à deux doigts de cette période », souligne-t-il. La CFDT, qui souhaite éviter la réouverture de négociations sur le PARE, normalement prévues en décembre 2003, estime que le régime d'assurance-chômage doit tout simplement procéder à un emprunt de trésorerie. Pour l'heure, le gouvernement, confronté à ses propres déficits, n'a pas signifié s'il comptait renoncer à sa quote-part.

Isabelle Mandraud

Forte croissance des dépenses maladie en mai

LES DÉPENSES D'ASSURANCE-MALADIE du régime général (salariés) ont progressé sur un an de 7,4 % à fin mai (chiffres provisoires), a annoncé, mardi 18 juin, la CNAM, qui fait état de 38,778 milliards d'euros de dépenses cumulées. Le mois d'avril avait déjà connu une évolution annuelle de 6,7 % dans une « tendance à une nouvelle et forte hausse des dépenses », selon la Caisse nationale d'assurance-maladie, qui impute cette croissance, « pour l'essentiel », à la hausse de la consommation médicale.

Premier poste de dépenses (18,812 Mds d'euros cumulés), les soins de ville ont augmenté de 9,5 % en glissement annuel. A noter, de nouveau, la progression du poste des honoraires des médecins spécialistes (6,4 %) – contre 3,4 % aux généralistes –, des auxiliaires médicaux (9,4 %) et des actes de biologie (plus de 10 %).

Les trois autres postes de dépenses croissent diversement : l'hôpital public (+4,6 %), les établissements médico-sociaux (+5,9 %) et les cliniques privées (+9,8 %).

Le PS pourrait avancer son congrès à mars 2003

LE BUREAU NATIONAL DU PARTI SOCIALISTE a prévu, mardi 18 juin, d'avancer son congrès, initialement programmé pour novembre 2003, au printemps de l'année prochaine, a indiqué Vincent Peillon, porte-parole du PS. Le congrès pourrait avoir lieu en mars. François Rebsamen a proposé qu'il se tienne à Dijon, ville dont il est le maire. Ce congrès, qui devra tirer les leçons des défaites à l'élection présidentielle et des élections législatives et permettre de « reconstruire » le PS, sera précédé de « discussions décentralisées » qui débiteront à l'université d'été de La Rochelle, du 30 août au 1^{er} septembre (Le Monde du 19 juin).

Henri Emmanuelli et ses amis de Démocratie-Egalité ont estimé que « c'est sur notre gauche que nous avons perdu » ; « c'est une certaine dérive social-libérale qui a été sanctionnée et qui continue à ne pas être comprise par une large partie de notre électorat et par nos militants », ont-ils souligné, après avoir souhaité « un congrès au plus tard à la fin de l'année ».

DÉPÊCHES

■ **CANTONALE PARTIELLE : à la faveur d'une triangulaire sans représentant de l'extrême droite, Guy Larmanjat (PS) apporte à la gauche sa seule satisfaction du week-end dans l'Ain en privant l'actuel maire de Bellegarde-sur-Valserine, Roger Petit (UMP), du fauteuil de conseiller général que son prédécesseur à la mairie, Gérard Armand (RPR), récemment décédé, avait occupé sans discontinuer depuis 1979.**

L'opposition au conseil général de l'Ain compte désormais 16 sièges sur 43. Bellegarde-sur-Valserine, Ain (second tour). *L.*, 9 846 ; *V.*, 5 475 ; *A.*, 44,39 % ; *E.*, 5 335. Guy Larmanjat, PS, 2 043 (38,29 %)... **ÉLU** Patrick Perréard, div., m. de Châtillon-en-Michaille, 1 777 (33,31 %) ; Roger Petit, UMP, m. de Bellegarde-sur-Valserine, 1 515 (28,40 %).

Aventis, premier groupe pharmaceutique en France, met en danger ses Centres de Recherche et de Production

Sauvons un site essentiel dans la recherche du médicament

Depuis la fusion en 1999, entre Rhône-Poulenc et Hoechst (dont ex-Roussel Uclaf), les salariés d'Aventis Pharma France vivent dans l'angoisse de nouvelles restructurations, en particulier celle du centre de recherche de Paris, constitué de cinq sites (Evry, Alfortville, Antony, Vitry et Romainville).

La situation de l'établissement de Romainville (Seine-Saint-Denis) est particulièrement alarmante. Premier centre de recherche pharmaceutique en France en 1994, ce site se voit progressivement amputé de ses domaines thérapeutiques d'excellence, et parallèlement voit ses effectifs réduits de manière drastique, passant de 2662 salariés en 1996, à moins de 1200 de nos jours.

La communauté scientifique ainsi que le corps médical reconnaissent les performances scientifiques de ce centre de recherche. Elles sont le résultat de la conjugaison d'efforts humains et d'importants investissements dans des technologies de pointe durant de très nombreuses années, qui ont permis la découverte de médicaments innovants. Ce centre représente un patrimoine, une richesse majeure pour des thérapies d'avenir. L'Organisation Mondiale de la Santé précise qu'en ce début de siècle, 75% des maladies dans le monde n'ont pas de thérapies adaptées.

Face à cet enjeu décisif pour la santé, pour la recherche pharmaceutique européenne, les représentants du personnel, des centaines de salariés du groupe Aventis, plus de deux cents scientifiques issus de l'ensemble des organismes de recherche publique (INSERM, CNRS, INRA, CEA, Universités de Science, de Pharmacie, de Médecine, ...), et des centaines de médecins continuent d'exprimer leurs vives inquiétudes quant au devenir des activités de Recherche et de Développement du médicament d'Aventis Pharma France.

Nous demandons le maintien et le développement des activités de recherche d'Aventis en France et l'arrêt du démantèlement du site de Romainville.

Aventis doit maintenir ses laboratoires, ses activités, développer les cohérences et les complémentarités entre ses différents sites de la région parisienne et renforcer son efficacité en favorisant les collaborations avec la recherche publique. Seule une telle dynamique permettrait à Aventis de développer sa capacité d'innovation, visant à la découverte des nouveaux médicaments que les patients attendent.

Les 1.6 milliards d'euros de profits d'Aventis en 2001 montrent que les moyens existent.

La lutte contre les cancers, les maladies neurodégénératives (Parkinson, Alzheimer), les maladies infectieuses, les maladies de l'os et la thérapie génique, domaines de compétences des chercheurs d'Aventis Pharma France, mérite la mobilisation de tous les acteurs, dont les pouvoirs publics qui ne peuvent rester silencieux.

Origine des soutiens :

Laboratoires INSERM : U 478-Paris ; U 494-Paris ; U 418-Lyon ; U 421-Créteil ; U 533-Nantes ; U 419-Nantes ; U 339-Paris ; U 482-Paris ; U 397-Toulouse ; U 469-Montpellier ; U 439-Montpellier ; U 449-Lyon ; U 319-Tours ; U 309-Grenoble ; U 395-Toulouse ; U 471-Bordeaux ; U 395-Toulouse ; U 464-Marseille ; U 515-Paris ; U 540-Montpellier ; U 384-Clermont-Ferrand ; U 129-Paris ; U 318-Grenoble ; U 494-Paris ; U 473-Le Kremlin-Bicêtre ; U 555-Marseille ; U 432-Montpellier ; U 288-Paris ; U 486-Châtenay-Malabry ; U 338-Strasbourg ; U 524-Lille ; U 403-Lyon ; U 332-Paris ; U 119-Marseille ; U 554-Montpellier ; U 329-Lyon ; U 342-Paris ; U 364-Nice ; U 365-Paris ; UPR 411-Nice ; UPR 9023-Montpellier ; UPR 108 Montpellier ; EMI 0105-Grenoble ; EMI 9903-Nantes ; EMI 9901-Saint-Etienne ; EPI 17-Saint Cloud ; EPI 9909-Créteil ; EPI 9941-Villejuif ; EPI105-Grenoble ;

Laboratoires CNRS : UMR 7081-Strasbourg ; UMR 7592-Paris ; UMR 5534-Villeurbanne ; UPR 9023-Montpellier ; EPI 1105-Saint-Cloud ; UMR 8619-Orsay ; UMR 6551-Caen ; INRA CNRS-INSA Toulouse ; UMR 8576-Villeneuve d'Ascq ; UMR 5020-Lyon 1 ; UMR 6097-Valbonne ; UMR 5017-Bordeaux ; UMR 5665 ENS-Lyon ; UMR 7521-Strasbourg ; UMR 7514 ; UMR 9920-Rouen ; UMR 7034-Ilkirsch ; UMR 8612-Châtenay-Malabry ; UMR 5538-Grenoble ; UMR 5539-Montpellier ; UMR 7568-Nancy ; UMR 5088-Toulouse ; UMR 7034 Strasbourg ; LSO-Université de Nantes ; URA 2096-Saclay ; UMR 2197-Gif sur Yvette ; UPRES-A 6068-Le Havre.

Universités – Ecoles – Institutions – Hôpitaux : Centre René Huguenin de Lutte contre le Cancer, Saint-Cloud ; Institut de recherche Signalisation, Biologie du Développement et Cancer, Nice ; Université de la Rochelle ; Cis Bio International ; Laboratoire de Microbiologie et Génétique Moléculaire, Toulouse ; Institut Jacques Monod, Paris ; Université Paris 13 ; Institut de Biologie Physico-Chimique, Paris ; Université Pierre & Marie Curie, Paris ; CEA Saclay ; Institut de Pharmacologie Moléculaire et Cellulaire, Valbonne ; Faculté de Pharmacie, Hôpital Trousseau, Paris ; Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Paris ; Ecole Nationale Supérieure des Industries Chimiques, Nancy ; Université Paul Sabatier, Toulouse ; Faculté de Pharmacie de Bordeaux ; Université Paris 6 ; Faculté de Pharmacie, Strasbourg ; Institut de Biologie de Lille ; Centre de Recherche en Biochimie Macromoléculaire, Montpellier ; Institut Pasteur, Paris ; Ecole Centrale de Lyon ; Massachusetts General Hospital, Boston, USA ; Institut National des Sciences Appliquées de Toulouse ; Université de Technologie de Compiègne ; Laboratoire de Biologie Moléculaire et Cellulaire, Dijon ; Institut Cochin de Génétique Moléculaire, Paris ; Faculté de Pharmacie d'Ilkirsch-Strasbourg ; Institut de Recherche pour le Développement, Montpellier ; CEA, Grenoble ; Institut des Sciences de l'Homme, Lyon ; Université de la Méditerranée, Marseille ; Faculté de Pharmacie, Grenoble ; Faculté de Pharmacie, Montpellier ; Chimio-métrie & Modélisation, Université de Nice ; Institut National de la Recherche Agronomique, Dijon ; MCF, Université de Nice ; Institut de Protection et de Sûreté Nucléaire ; Division de neuropsychiatrie, Hôpital Universitaire de Genève ; Centre de primatologie, Strasbourg ; Université Bordeaux 2 ; Centre anti-poison - Hôpitaux de Marseille ; Fondation Pablo Casara, Argentine ; Faculté de Médecine, Hôpital Necker, Paris ; Université Louis Pasteur, Strasbourg ; Académie de Médecine, Paris ; Institut de Biochimie-Biophysique, Orsay ; Faculté Médecine - Pharmacie, Rouen ; Faculté de Pharmacie, Marseille ; Centre d'Immunologie de Marseille ; Université Lumière, Lyon 2 ; Centre de Neurochimie, Strasbourg ; Hôpital Cochin, Paris

Médecins : Arcueil, Argenteuil, Arles, Aubenas, Aubervilliers, Aulnay s/s Bois ; Bagnolet, Belley, Bobigny, Bondy, Bordeaux, Bourg-la-Reine ; Champigny sur Marne, Châtillon, Cholet, Clamart, Clermont-Ferrand, Clichy s/s Bois, Colombes, Compiègne ; Dijon ; Entre Deux Guiers, Evry ; Gennevilliers, Gournay sur Marne, Grenoble ; Hauteville ; Ivry sur Seine ; Joinville le Pont ; La Courneuve, Laval, Le Havre, Lens, Lille, Limoges, Livry-Gargan, Lorient, Luçon, Lyon ; Marseille, Meaux, Montreuil s/s Bois, Montrouge, Mourenx ; Nantes, Neuilly sur Marne, Nîmes, Noisy le Grand, Noisy le Sec ; Orly ; Pamiers, Pantin, Paris, Parthenay, Pau, Pierrefitte ; Rennes, Romainville, Rosny sous Bois, Roubaix ; Saumur, Sète, Sevran, Saint-Denis, Saint-Etienne, Saint-Etienne, Saint-Nazaire ; Toulouse, Tremblay en France ; Vannes, Villejuif, Vitry sur Seine... (Liste non exhaustive).

[U = Unité ; UMR = Unité Mixte de Recherche ; UPR = Unité Propre de Recherche]

Contact : Secrétariat du Comité d'Etablissement Aventis Pharma Romainville, 102-111 route de Noisy 93230 Romainville – secretairece.rmv@aventis.com

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Les autorités sanitaires françaises ont décidé, mercredi 19 juin, de saisir la **COMMISSION DE TRANSPARENCE** pour réévaluer l'intérêt médical du Celebrex, un anti-inflammatoire qui connaît depuis mai 2000

un spectaculaire réussite commerciale. Ce médicament de nouvelle génération doit son succès à une **INTENSE CAMPAGNE DE PROMOTION** vantant sa moindre nocivité sur le système digestif par rapport

aux produits classiques. Mais l'étude démontrant cet avantage, publiée par la revue scientifique **JAMA**, était biaisée. Aux Etats-Unis, le groupe pharmaceutique n'a plus le droit de prétendre que son médica-

ment présente moins d'effets secondaires. Dans un contexte de **RUDE CONCURRENCE**, les laboratoires pharmaceutiques consacrent de plus en plus d'argent au marketing.

Controverse sur les atouts d'un anti-inflammatoire à grand succès

La Commission de transparence doit réévaluer l'intérêt médical du Celebrex, un médicament lancé en 2000 qui représente le troisième poste de dépenses de la Sécurité sociale pour les médicaments. L'étude qui faisait état d'effets secondaires digestifs moins nombreux avait été tronquée

L'ÉTUDE financée par le laboratoire Pharmacia, qui a commercialisé en mai 2000 un anti-inflammatoire nouvelle génération qui connaît depuis son lancement un énorme succès, a-t-elle été sciemment biaisée ? C'est ce que souhaitait savoir la direction générale de la santé, la direction de la Sécurité sociale et l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé, qui ont saisi, mercredi 19 juin, la Commission de transparence pour demander le réexamen du dossier du Celebrex. Depuis un mois, la presse anglo-saxonne remet en effet en cause les résultats d'une étude publiée en septembre 2000 par la revue américaine *JAMA* (*Journal of the American Medical Association*), qui tendait à prouver que le Celebrex entraînait moins d'ulcères gastro-intestinaux que les anti-inflammatoires classiques.

Révélee en novembre 2001 par des lettres adressées au *JAMA*, l'affaire a été relancée le 1^{er} juin par le *British Medical Journal* et reprise en France par *Le Figaro*. Selon la revue britannique, les auteurs de l'étude ont uniquement communiqué les résultats obtenus au bout de six mois, qui sont favorables au Celebrex, mais ont omis de rendre publics ceux obtenus après un an de traitement, qui ne démontrent aucun avantage pour les patients. L'éditorial de la revue dénonçait avec vigueur un comportement « trompeur » et réclamait le réexamen de l'ensemble des données selon des méthodes « indépendantes » de l'industrie pharmaceutique.

L'affaire fait d'autant plus de bruit qu'elle concerne une molécule



qui connaît, aux Etats-Unis comme en Europe, un succès considérable : en France, en 2001, le Celebrex arrivait au troisième rang des médicaments remboursés en montant, avec 125 millions d'euros versés par l'assurance-maladie. Les anti-inflammatoires non stéroïdiens sont utilisés, depuis longtemps et à grande échelle, pour soulager les douleurs des personnes souffrant d'arthrose ou de maladies comme la polyarthrite rhumatoïde. Leur efficacité est cependant grevée par des effets indésirables : ils peuvent être responsables d'ulcères et d'hémorra-

gies digestives. D'où l'idée de mettre au point des anti-inflammatoires non stéroïdiens agissant le plus spécifiquement possible sur l'inflammation articulaire afin d'éviter les effets néfastes sur la partie haute du tube digestif.

Le Celebrex a obtenu son autorisation de mise sur le marché aux Etats-Unis en décembre 1998 et en France en mai 2000. L'étude Class destinée à démontrer son efficacité, qui a été financée par le laboratoire Pharmacia, concernait plus de 8 000 participants atteints d'arthrose ou de polyarthrite rhumatoïde

dans 386 centres des Etats-Unis et du Canada. Les résultats intégraux de cette étude ont été communiqués aux autorités sanitaires américaines et européennes mais les auteurs ont reconnu publiquement avoir tronqué les chiffres transmis au *JAMA*, qui a publié le 13 septembre 2000, ce travail aujourd'hui controversé : ils ne donnaient pas les résultats en matière d'ulcères pour le suivi à un an, qui ne montraient aucun avantage pour le Celebrex. Ils avaient également modifié le critère principal de jugement de l'étude Class, ce qui favorisait le Celebrex par rapport aux autres anti-inflammatoires.

UN MÉDICAMENT CHER

Dans un avis rendu le 7 juin, l'agence gouvernementale de sécurité des aliments et des médicaments américaine, la Food and Drug Administration (FDA), a interdit au laboratoire Pharmacia de promouvoir la faiblesse des effets secondaires de son médicament. Selon elle, l'étude Class « ne montre pas d'avantages en termes de sécurité vis-à-vis des événements gastro-intestinaux hauts pour le Celebrex en comparaison avec l'Ibuprofène ou le Diclofénac », deux anti-inflammatoires non stéroïdiens traditionnels.

En France, le laboratoire Pharmacia SAS « s'indigne des accusations portées contre lui ». Il maintient, dans un communiqué du 11 juin, que « toutes les études actuellement disponibles ont démontré une supériorité du Celebrex sur les autres anti-inflammatoires non stéroïdiens en termes de sécurité gastro-intestinale ». « Dans notre communiqué, nous ne

faisons référence qu'aux études contenues dans le dossier d'autorisation de mise sur le marché [AMM] et non à l'étude Class, qui est une étude post-AMM », précise Robert Koen, directeur médical de Pharmacia SAS. Selon le directeur général de l'Afssaps, Philippe Duneton, « l'étude Class a été étudiée et n'a pas apporté d'information supplémentaire sur le

toire », commente le professeur Jean-François Bergmann, ancien vice-président de la Commission de transparence. Une attitude qui a aussi un coût, puisque le Celebrex a un prix en moyenne quatre fois élevé que les anti-inflammatoires non stéroïdiens traditionnels.

Tout en relançant le débat sur la fraude scientifique, l'affaire du Cele-

125 millions d'euros pour la Sécurité sociale

Commercialisé en mai 2000, le Celebrex a très vite représenté un poste de dépenses important pour l'assurance-maladie. En 2001, cet anti-inflammatoire figurait en troisième position dans le classement, en valeur, des médicaments prescrits sur ordonnance et remboursés par la Sécurité sociale. Selon l'enquête Medicam, conduite par la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés, ce produit du laboratoire Pharmacia a représenté, en 2001, un montant remboursé de plus de 125 millions d'euros (+ 1 125,1 % par rapport à 2000).

Cette troisième place du classement est plus liée au prix élevé du médicament qu'au nombre de prescriptions. En 2001, avec près de cinq milliards de boîtes prescrites, Celebrex n'arrive en effet qu'en 69^e position du classement en quantité des médicaments prescrits. Celebrex devance cependant son concurrent, Vioxx, mis sur le marché français à la mi-2001 : ce médicament occupait alors la 76^e place de ce classement en quantité.

rapport bénéfice-risque du Celebrex, établi en novembre 2001. Elle ne modifie pas les précautions d'emploi vis-à-vis du risque gastro-intestinal qui figurent déjà dans l'AMM ».

De fait, selon une étude que la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés devrait rendre publique dans les jours à venir, les médecins continuent d'associer au Celebrex un médicament ayant un effet protecteur sur la muqueuse digestive comme ils le font avec les anti-inflammatoires non stéroïdiens classiques. « Une attitude précautionneuse et conjura-

brex pourrait renforcer la politique de contrôle des médicaments suivie depuis quelques années par la direction générale de la santé. « Nous voulons mettre en place une demande de suivi post-autorisation de mise sur le marché afin de vérifier si l'on retrouve les résultats des études qui avaient précédé l'AMM, explique Lucien Abenhaim, le directeur général de la santé. Cela pose aussi la question de l'évaluation indépendante de l'industrie pharmaceutique, en France comme sur le plan international. »

Paul Benkimoun

Aux Etats-Unis, Pharmacia ne peut plus prétendre que le Celebrex a moins d'effets secondaires

NEW YORK

de notre correspondant

Le laboratoire américain Pharmacia a fait du Celebrex une de ses plus belles réussites commerciales et financières. Ce médicament, qui est aujourd'hui l'un des dix plus vendus aux Etats-Unis, doit son succès à une intense campagne de promotion vantant la moindre nocivité de cet anti-inflammatoire. La demande est telle que Pharmacia a pu fixer un prix de vente trente fois supérieur à celui de ses équivalents plus anciens, au grand dam des assureurs médicaux. Son concurrent Merck a fait de même avec le Vioxx, un autre anti-inflammatoire de dernière génération, dont les ventes restent toutefois inférieures à celles du Celebrex. En 2001, le chiffre d'affaires réalisé par Pharmacia avec ce seul médicament a dépassé 3,1 milliards de dollars. Les effets secondaires des médicaments utilisés dans le traitement de l'arthrite et des rhumatismes articulaires seraient responsables aux Etats-Unis de 100 000 hospitalisations et 16 500 décès par an.

Mais à trop vouloir prouver la supériorité du Celebrex, Pharmacia a flirté avec la publi-

té mensongère et sérieusement compromis son succès. Le laboratoire s'est vu interdire le 7 juin par la Food and Drug Administration (FDA) le droit de vanter les effets secondaires plus faibles de son traitement. « De nombreux médecins vont commencer à se demander pourquoi l'utiliser plutôt qu'un autre nettement moins coûteux », estime Tony Butler, un analyste de Lehman Brothers. Une boîte de 30 cachets de Celebrex coûte 96,99 dollars, alors que 24 pilules d'Ibuprofen valent seulement 3,99 dollars. A Wall Street, l'action Pharmacia a perdu près de 10 % depuis le début du mois.

MANIPULATION DES RÉSULTATS

Le groupe est soupçonné d'avoir manipulé les résultats d'une étude réalisée auprès de 8 000 malades atteints d'arthrite. Après six mois de traitement avec le Celebrex, les patients étaient moins sujets aux ulcères de l'estomac et hémorragies gastro-intestinales qu'avec les médicaments concurrents. Un article flatteur résumant l'expérience a été publié il y a deux ans dans la revue scientifi-

que de l'American Medical Association (AMA). Mais, aujourd'hui, le magazine estime avoir été trompé. Au moment de la publication, les données étaient disponibles après douze mois d'utilisation du Celebrex et ne montraient plus le moindre avantage pour les patients. Le magazine demande désormais avant chaque publication un engagement écrit de l'auteur « prenant la responsabilité de l'intégrité des données et de la pertinence de leur analyse ».

« Nous n'avions pas l'intention de tromper qui que ce soit », répond Steven Geis, vice-président et responsable des études cliniques de Pharmacia et un des auteurs de l'article. Nous pensions que six mois de tests étaient une période appropriée. » Il ajoute que les seuls six premiers mois ont été utilisés car, ensuite, un grand nombre de malades ont cessé de participer à l'expérience faussant les données. « Cette décision a été approuvée par une commission de trois spécialistes qui ne sont pas des salariés de Pharmacia », précise-t-il.

« Peu importe, l'étude ne prouve tout simplement pas que le Celebrex est meilleur que les

autres », résume Lawrence Goldkind, responsable à la FDA du département de certification des anti-inflammatoires et analgésiques. Depuis, des associations de consommateurs et des organisations médicales sont parties en guerre contre le Celebrex. « La promotion de ce médicament s'est faite exclusivement sur le fait qu'il était moins dangereux pour l'estomac. Il n'y a pas de preuve de cela. Pourquoi alors payer trente fois plus cher pour l'acheter ? » déclare Sidney Wolfe, de l'association Citizen Health Research Group.

Mince consolation pour Pharmacia, une polémique semblable a vu le jour avec le Vioxx. Certes, la FDA a autorisé en avril, à la suite d'études comparatives, le laboratoire Merck à affirmer que son médicament présentait moins de risques d'ulcères et de problèmes digestifs que les autres anti-inflammatoires. En revanche, l'agence gouvernementale l'a obligé à indiquer que les utilisateurs de Vioxx se trouvent plus exposés aux maladies cardio-vasculaires.

Eric Leser

Le marketing des laboratoires pour vendre leurs « blockbusters »

Dans un secteur très concurrentiel, les géants de la pharmacie jouent gros lors du lancement de ces médicaments ultra-rentables

POUR RASSURER les marchés financiers, le laboratoire pharmaceutique Aventis a annoncé, mardi 18 juin, que d'ici à 2006, il porterait à sept le nombre de ses médicaments appelés « blockbusters », comme les films à succès du box-office. Il s'agit de médicaments capables de générer des ventes d'au moins 1 milliard d'euros chaque année. Grâce à eux, les industriels peuvent espérer offrir les taux de rentabilité de 20 %, voire 40 %, que l'on attend d'eux. Mais cette florissante santé a un prix : le lancement coûte que coûte, chaque année, de 1,5 à 2 blockbusters. En l'absence d'une telle créativité, les géants de la pharmacie vacillent, tel l'américain Bristol Myers Squibb qui cherche, selon le *Wall Street Journal* du 13 juin, « des solutions alternatives » à son manque de nouveaux médicaments. Ces solutions comprennent la vente pure et simple du groupe.

Les laboratoires mondiaux se sont rués aujourd'hui dans une course de vitesse pour lancer leurs nouveaux médicaments simultanément aux

Etats-Unis, en Europe et au Japon, qui représentent les trois quarts du marché mondial. « Après avoir découvert un produit, ce qui a nécessité d'en tester plusieurs milliers auparavant, ils ont un trésor qui a une durée de vie limitée, d'environ dix ans, avant l'arrivée des génériques. Leur intérêt est de l'exploiter au plus vite », explique Arnaud de Bertier, directeur associé du cabinet de conseil McKinsey. Le marketing s'impose de plus en plus tôt dans le processus de mise au point des innovations. Finies les découvertes du médicament miracle au petit bonheur la chance. La recherche se focalise sur les besoins médicaux non traités qui concernent le plus grand nombre de patients dans les pays développés : diabète, maladies cardio-vasculaires, maladies du système nerveux central (Alzheimer, Parkinson, etc.) et cancers.

Les laboratoires dépensent aujourd'hui deux fois plus en marketing et ventes (environ 35 % de leur chiffre d'affaires) qu'en recherche (17 %). « Autrefois, il fallait huit ans pour qu'un médicament s'installe au pic de

ses ventes, explique le directeur marketing d'un grand laboratoire. Aujourd'hui, ce délai est de deux ans, alors que le coût de développement d'un médicament est passé de 500 à 800 millions de dollars. Si le médicament n'est pas perçu comme le meilleur de sa classe thérapeutique, il perd du terrain, ce qui est aussitôt mis à profit par des produits concurrents. » Reste à convaincre les professionnels de santé par le biais des brochures, des congrès ou des visiteurs médicaux. Les laboratoires n'ont, en théorie, pas le droit en Europe de vanter les mérites de leurs produits auprès du grand public, le médecin étant seul maître de sa prescription. Toutefois, ils tentent de sensibiliser les patients par des informations sur les maladies et par la publication de résultats d'essais prometteurs.

ACTIF LOBBYING

Depuis le 10 juin, les Français peuvent ainsi voir des publicités dans la presse représentant l'ex-footballeur brésilien Pelé dans un stade, avec le message suivant : « Pourquoi suis-je

bien placé pour vous parler des troubles de l'érection ? Parce que je suis un homme, tout simplement. » Cette campagne « d'information » est le fait de l'américain Pfizer, qui a pris soin de ne jamais citer le nom de son médicament (Viagra). Elle encourage les hommes à aborder ce problème avec leur médecin.

Le lobbying des laboratoires, qui souhaitent pouvoir informer directement les patients, comme ils le font déjà aux Etats-Unis, est particulièrement actif à Bruxelles. Mercredi 19 juin, le Parlement européen devait discuter d'une proposition de la Commission qui vise à autoriser la publicité directe des médicaments sur ordonnance, pendant cinq ans, dans le cas du diabète, du sida et de l'asthme. Cette initiative a provoqué la mobilisation de dix-huit associations de malades, de la revue *Prescrire*, de la Mutualité française et des fédérations de consommateurs, rassemblées dans un collectif baptisé Europe et médicament. Ils ont déposé des amendements afin de garantir une meilleure évaluation de la

qualité des traitements, l'indépendance des institutions chargées du médicament et une plus grande transparence du système pour tous. « Il existe un premier déséquilibre par la pression qu'exercent les laboratoires sur les prescripteurs a souligné Jean-Pierre Davant, président de la Mutualité française. Il ne faudrait pas que s'ajoute une seconde pression par le biais des patients qui orienteront les prescriptions de leurs médecins, après avoir vu des publicités. »

Véronique Lorelle

BACCALauréat

Tous les corrigés sur

3617 L'NPLUS

0,337 € la minute

Le livre d'Oriana Fallaci contre l'islam devant la justice

« OÙ EST LA COURAGEUSE, où est l'orgueilleuse Oriana Fallaci ? », lance M^e Charles Korman, représentant la LICRA, en désignant d'un geste théâtral le banc à demi-voix où ne siègent que les avocats de la défense. L'auteur de *La Rage et l'orgueil*, le brûlot contre les « fils d'Allah » publié en français par les éditions Plon, était la grande absente de l'audience de référé, qui s'est tenue mardi 18 juin devant le tribunal de grande instance de Paris. Le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), auquel s'étaient jointes la Ligue des droits de l'homme et la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme), avait assigné M^{me} Fallaci pour « provocation à la discrimination, à la haine et à la violence à l'égard d'un groupe de personnes en raison de leur religion ».

« M^{me} Fallaci, poursuit M^e Korman, se vante dans son livre de posséder un attribut viril que je ne citerai pas, par respect pour le tribunal... Eh bien, où est-elle aujourd'hui, elle qui prétend "en avoir" ? » M^e Gilles William Goldnadel, avocat de la journaliste, admet qu'il n'a pu joindre sa cliente par téléphone, depuis le dépôt de l'assignation au siège des éditions Plon : « Oriana Fallaci a la nationalité italienne, mais réside aux Etats-Unis. »

COMPARÉS À DES RATS

L'objet du délit circule de main en main, tenu du bout des doigts. Un livre décortiqué pour en extraire les passages les plus scandaleux. Page 145 : « Les fils d'Allah se multiplient comme des rats. » « M^{me} Fallaci utilise la méthode efficace et terrible de la littérature antisémite de la fin du XIX^e siècle et des années 1930, estime M^e Ahcène Taleb, avocat du MRAP. En comparant les musulmans à des rats, ou à d'autres animaux, elle leur dénie les qualités les plus élémentaires qui font d'eux des êtres humains. » Page 38 : « N'importe quel théologien de l'islam peut expliquer que pour défendre la foi le Coran autorise le mensonge, la calomnie, l'hypocrisie. » « L'auteur ne discrédite pas seulement les islamistes, mais la religion musulmane dans toutes ses dimensions », développe le conseil du MRAP. Page 41 : « Guerre vous avez voulu, guerre vous voulez ? D'accord. En ce qui me concerne, que guerre soit. Jusqu'au dernier soupir. » « C'est pratiquement un appel à l'élimination physique. Je pèse mes mots. Si un jour le régime devait changer en France, La Rage et l'orgueil serait le livre de base d'une nouvelle solution finale contre les musulmans », conclut M^e Taleb. Page 105 : « Les Oussama Ben Laden ne sont pas seulement dans les pays musulmans. Ils sont partout, et les plus aguerris sont précisément chez nous. » Pour M^e Korman, l'auteur se livre à « un délire transgressif qui rappelle la littérature antisémite ».

Page 142 : « Les palais de Gênes ont été réquisitionnés par les fils d'Allah et meurent comme de belles femmes violées par une horde de sangliers. » « La comparaison avec les sangliers doit être prise comme une figure de style », tempère Gilles William Goldnadel pour la défense. Page 188 : « Il y a quelque chose dans les hommes arabes qui dégoûte les femmes de bon goût. » Selon l'avocat de l'auteur, ce passage doit être replacé dans son contexte, qui est celui d'une réponse à l'écrivain Tahar Ben Jelloun, lequel avait fait allusion à la vie sentimentale de la journaliste italienne.

Le MRAP demande le retrait de la vente de *La Rage et l'orgueil*, les deux autres associations préconisant l'insertion d'un avertissement. M^e Jean-Claude Zylberstein, avocat de Plon, crie à la censure : « La liberté d'expression a trouvé son Sharon, c'est le MRAP, et ses talibans : la Ligue des droits de l'homme et la LICRA. » Le parquet, en la personne du substitut Pierre Dillange, estime que les écrits d'Oriana Fallaci constituent « un amalgame inadmissible », mais souhaite que l'affaire soit renvoyée devant le tribunal correctionnel pour un jugement sur le fond. Le juge des référés se prononcera vendredi 21 juin.

Xavier Ternisien

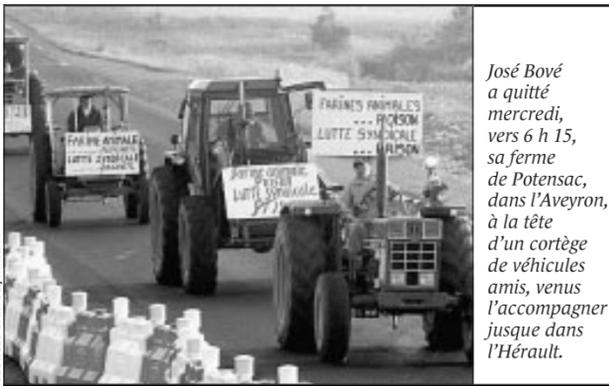
José Bové prend le chemin de la prison en tracteur pour purger sa peine de trois mois ferme

Condamné dans l'affaire du Mc Donald's de Millau, le porte-parole de la Confédération paysanne devait rejoindre dans la matinée de mercredi 19 juin la prison de Villeneuve-lès-Maguelone

MONTPELLIER (Hérault)
de notre correspondant

Une caravane étrange se dessine à travers le brouillard ce mercredi 19 juin sur le plateau du Larzac. Avançant au pas, six tracteurs ouvrent la marche, suivis d'une demi-douzaine de camions des compagnons d'Emmaüs venus en solidarité et d'une nuée de motos et de voitures de journalistes ou de militants de la Confédération paysanne. Des gendarmes encadrent le convoi. Il est 6 h 18 : José Bové vient de quitter sa ferme de Pontasac, à l'est de Millau, pour rejoindre, au terme d'un parcours de 130 kilomètres, la maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone, près de Montpellier, où il est en principe attendu à 8 heures.

Le leader paysan doit purger un reliquat d'une quarantaine de jours de prison pour le saccage en août 1999 du chantier du restaurant Mc Donald's de Millau (Aveyron). A une vitesse de 25 à 30 km/h, le trajet sera long. Dans la cour de sa ferme, il arrive portant deux sacs. Dans le premier, il a rangé des shorts et des tee-shirts, dans le second des livres. José Bové reconnaît avoir passé une mauvaise nuit.



GEORGES BARTOLI/MAXPPP

José Bové a quitté mercredi, vers 6 h 15, sa ferme de Pontasac, dans l'Aveyron, à la tête d'un cortège de véhicules amis, venus l'accompagner jusque dans l'Hérault.

« Mais cette journée va être formidable. On va traverser le plateau du Larzac. En chemin, des copains du mouvement anti-mondialisation mais aussi des jeunes des banlieues, vont nous rejoindre, puis on va descendre la vallée de l'Hérault en prenant une route magnifique puisque l'autoroute nous a été interdite. »

Casquette sur la tête, José Bové se colle sur la poitrine un autocollant « Le Monde n'est pas une marchandise », puis met en marche son tracteur rouge avec un écriteau : « Farines animales = poison. Lutte syndicale = prison ».

BRIN D'AIR ET RAYON DE SOLEIL

A partir de maintenant, malgré les amis, les militants qui le suivent, il est déjà seul et compte profiter de chaque parcelle de paysage, de chaque rayon de soleil, de chaque brin d'air. José Bové a appris qu'il devrait se rendre ce mercredi à la maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone le lundi 17 juin. Au matin, deux gendarmes

Procès de la « tournante » d'Agen : des accusés en « perte de repères »

COUR D'ASSISES
DES MINEURS
DE LOT-ET-GARONNE
2^e journée d'audience

AGEN (Lot-et-Garonne)
de notre correspondante

Sobre et digne à la barre, essayant quelques larmes d'un revers de mouchoir, Fabienne, 26 ans, parle de manière froide et clinique. « Pour moi, ce n'est pas de l'amour, ce qu'ils ont fait. Ils se sont amusés. Une femme reste un être humain et ils l'ont considérée comme un objet. Mais ce n'est pas un viol, ils en sont incapables. » Fabienne est la concubine d'Abdelkader Serradj, 30 ans, l'un des six accusés qui comparaissent depuis lundi devant la cour d'assises des mineurs de Lot-et-Garonne pour un viol en réunion commis en mai 2001 (*Le Monde* du 19 juin). Une tournante où ce même Abdelkader aurait « prêté » Sandra, sa maîtresse de 19 ans, à ses copains et où tous auraient abusé d'elle à onze reprises dans une cave, un parking et une chambre.

Fabienne était enceinte au moment des faits. « J'ai pardonné. Cela s'est passé chez moi, dans mes draps, avec mes serviettes. C'est aussi un viol de mon intimité. Mais je la connais, j'aime et le soutiendrai jusqu'au bout. Pour nous et notre fille, qu'il

ne connaît pas. » En ce deuxième jour d'audience, le président Georges Bastier cherche à en savoir davantage sur quatre des accusés. Abdelkader Serradj, Sébastien Guerfi, Nicolas Pineri et Michaël Garcia sont donc passés au crible des analyses psychiatriques et psychologiques. Et déjà des traits communs se dessinent. « Ils ne se sont pas rendu compte de ce qui se passait ce soir-là », estime Christian Gaussarès, psychiatre à Arcachon.

Tête rentrée dans les épaules et yeux rougis par les pleurs, Abdelkader Serradj écoute le portrait pour à tout flatter et peu avantageux que l'on peint de lui. Elevé par une tante, il quitte vite l'école pour travailler comme salarié agricole. « C'est un garçon qui tend la main, généreux. (...) Cet accident qui lui est arrivé, on ne comprend pas », sanglote sa tante. Les mots peinent à sortir quand Abdelkader, qui se fait appeler Franck, avoue avoir été abusé par son cousin, à l'âge de 8 ans. « La notion taboue de l'inceste a peu à peu disparu, remplacée par l'interdit de parler, de penser, pour que les éléments ne pèsent pas trop sur lui », analyse le psychiatre Christian Gaussarès. « C'est quelqu'un en perte de repères, qui renie jusqu'à son prénom. Le soir des faits, il a manqué de maîtrise mais comment pouvait-il en être autrement avec une personnalité ouverte à tout vent ? »

Sébastien Guerfi, presque 21 ans, reste, lui, impassible à l'évocation de son passé. Un père

alcoolique tué d'un coup de fusil par sa maîtresse, différents placements en institutions spécialisées, une instabilité sociale et professionnelle, une personnalité si fragile qu'elle a pu altérer son discernement au moment des faits. « Il n'a pas de boussole en lui-même. Il a besoin d'un tuteur qu'il a peut-être trouvé en Abdelkader. » « Il vit dans une stratégie de l'instant, sans négociation avec le temps. Ce soir-là, il a profité sans réfléchir », résume M. Gaussarès.

PERSONNALITÉ « NORMALE »

Sur Nicolas Pineri et Michaël Garcia, 20 et 19 ans, l'expert s'excuse presque de ne développer « qu'un tissu de banalités ». Concernant le premier, il parle de « personnalité strictement normale ». Décrit comme sympathique, l'accusé enchaîne les petits boulots. « Il reconnaît les faits, mais (...) selon lui, Sandra était consentante et tout s'est bien passé. Il y a chez les jeunes de cet âge une dilution de la notion de transgression. » Sur le second, présenté comme serviable, agréable, passionné de foot, il conclut qu'il « ne s'est pas interdit ce qu'il désirait. Mais il avoue que la prison lui a mis du plomb dans la tête. » « Pas la prison, mais le fait d'être cadré », nuance son avocate, M^e Catherine Joffroy.

Florence Moreau

Le coup de folie des apprentis footballeurs de l'AS Cannes

Les sportifs qui avaient tabassé un pompier après un match passent en commission de discipline jeu

CANNES (Alpes-Maritimes)
de notre envoyé spécial

Dans le hall d'entrée, le sourire de Zizou accueille le visiteur. La photo rappelle les riches heures du centre de

REPORTAGE

Pourquoi ces jeunes, dorlotés comme de futures stars, ont-ils « pétié les plombs » ?

formation de l'AS Cannes, quand Zinedine Zidane, Patrick Vieira ou encore Johan Micoud le fréquentaient, au début des années 1990. « Du jour au lendemain, l'image va voler en éclats, pour les gens, on va devenir un centre de voyous », se désole René Dussuyer, le directeur. L'homme est effondré, sonné, « comme quelqu'un après un accident ». Il n'arrive toujours pas à comprendre ce qui s'est passé, dimanche 9 juin, dans la tête des « enfants ». Des adolescents de 15 ou 16 ans, stagiaires depuis deux ans au club dans la perspective de devenir footballeurs professionnels, qui ont peut-être brisé à jamais leur espoir de carrière, dans un accès de violence collective encore largement inexplicable.

Cet après-midi-là, l'équipe des 15 ans de l'AS Cannes a battu Muret, mais sur un score qui ne suffit pas à la qualifier pour le championnat national des 16 ans. Pour les jeunes, c'est un coup d'arrêt dans leur progression ; pour le club, en difficulté financière, c'est fâcheux. Mais ce n'est pas

la fin du monde. Pourtant, ces sportifs qui rentrent au vestiaire, en pleurs pour certains, passablement énervés pour d'autres, vont « péter les plombs » comme ils le diront en forme d'explication.

Dans les couloirs du stade Pierre-de-Coubertin, ils croisent Jean-Marc Tarbouriech. Ce sapeur-pompier de 38 ans s'apprette à rejoindre ses deux collègues sur le terrain. De permanence dans leur caserne, ils avaient répondu à un banal « appel blessé accident sportif ». Que s'est-il alors vraiment passé ? Le pompier dit avoir voulu calmer un jeune qui passait ses nerfs sur une borne incendie. « Je sais ce qu'il pouvait éprouver, raconte M. Tarbouriech. J'ai été sportif de haut niveau, en équipe de France de football américain, alors j'ai cherché à le calmer. » Il est aussitôt cerné par le groupe, des insultes fusent, puis une grêle de coups s'abat sur lui, il se protège, puis se laisse tomber à terre, mais les coups de pied et de poing redoublent. Le déchaînement de violence dure trois à quatre minutes. Il est au bord de l'évanouissement. « Sans l'intervention de l'entraîneur de Cannes, je ne sais pas ce qui se serait passé, dit aujourd'hui le pompier, le cou enserré dans une minerve et le visage tuméfié. Le lendemain, j'ai pensé au gendarme Nivelle. »

Y a-t-il eu un « élément déclenchant », ainsi que l'a dit dans un premier temps Jean-Jacques Asso, l'entraîneur des jeunes Cannois ? « Une gifflé », selon la version initiale donnée par les quatorze joueurs aux enquêteurs ? Le pompier, qui n'a jamais varié dans ses dépositions, le nie : « Si cela m'était arrivé dans une cité difficile, j'aurais peut-être donné des coups

pour me dégager, mais ici je n'avais aucune raison de me méfier, j'ai tenté de les raisonner jusqu'au bout. » L'enquête en cours, diligentée par le parquet de Grasse, déterminera les responsabilités : cinq jeunes ont déjà été mis en examen pour « violences aggravées, en réunion, sur personne chargée du service public », avec interdiction d'évoluer dans un stade et de s'inscrire dans un autre centre de formation.

UN CLIMAT DÉLÉTÈRE

Le lendemain de l'agression, l'AS Cannes avait « exclu » joueurs et entraîneur, sur la pression de Bernard Brochant, maire de Cannes, président d'honneur du club et... candidat UMP aux législatives. Cette flambée de violence, entre deux tours d'élections, avait provoqué une réaction immédiate de Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur. Des sanctions sportives pourraient s'ajouter après le passage de tous les protagonistes devant la commission de discipline de la Fédération française de football, jeudi 20 juin, à Paris. M. Asso redoute des peines sévères pour ses protégés : « Quand un professionnel se bat à la sortie d'une discothèque, il n'est pas empêché d'exercer son métier, pourquoi priver des gamins de 15 ans de leur avenir, dit-il. Il ne faut pas se tromper de population, ce ne sont pas des délinquants, de ceux qui jettent des pierres sur les services de secours dans les banlieues. »

Justement, personne ne comprend que ces jeunes sportifs, plutôt favorisés, dorlotés comme de futures stars, aient pu à ce point « péter les plombs ». A moins que le football lui-même – et ses mœurs – n'y soit pas étranger. Cette rencontre de barrage

lui ont apporté la convocation. Dans l'affaire du Mc Donald's de Millau, il a été condamné à une peine de trois mois de prison ferme et a déjà effectué vingt jours de détention provisoire.

L'éleveur de brebis ne peut s'empêcher de poser cet acte comme le premier du gouvernement Raffarin même si son incarcération avait été annoncée bien avant les élections, le 16 avril, par le procureur général de la Cour d'appel de Montpellier, Paul-Louis Auméras. « Je ne sais pas pourquoi, ils sont assez fous pour faire quelque chose de pareil. Ils viennent d'être élus avec une large majorité, ils sont tranquilles et la première chose qu'ils font, le lundi, c'est de me mettre en prison, comme s'ils avaient envie de mobiliser le mouvement social », indique le leader syndical.

Avant d'intégrer sa cellule, José Bové aura une idée de la mobilisation que suscite son incarcération, plusieurs syndicats et associations ayant appelé à un premier rassemblement afin de l'accompagner en fin de matinée devant les grilles de la maison d'arrêt héraultaise.

Richard Benguigui

Perquisition au siège de Thales dans l'affaire des frégates

LA GENDARMERIE maritime a perquisitionné toute la journée du mardi 18 juin au siège parisien de la société Thales (ex-Thomson CSF) dans le cadre de l'enquête sur d'éventuelles rétrocommissions versées en marge de la vente de six frégates furtives par Thomson à Taïwan en 1991. Agissant sur commission rogatoire du juge Renaud Van Ruymbeke, les gendarmes ont saisi de nombreux documents. A la mi-avril, les juges Van Ruymbeke et Dominique de Talancé, en charge du dossier, avaient réitéré une demande de lever du secret défense à Laurent Fabius, alors ministre de l'économie et des finances, afin d'obtenir la déclassification de documents de Thomson, maître d'œuvre du contrat des frégates. Par ailleurs, le général René Imbot, ancien patron de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) de 1985 à 1987, a été entendu début juin par les juges sur les circonstances de la mort de son fils, Thierry, en octobre 2000 à Paris. Ce dernier, conseiller commercial à la représentation française à Taïwan au début des années 1990 et qui a également travaillé au sein de la DGSE, avait été retrouvé mort dans la cour de son immeuble à Paris. L'enquête avait conclu à une mort accidentelle.

Diffusion d'images pédophiles : 65 interpellations

LES GENDARMES ont interpellé, mardi 19 juin, 65 personnes en France dans le cadre d'une enquête sur la diffusion d'images pédophiles sur internet. Près de 300 gendarmes ont participé à cette opération baptisée « Forum 32 » et lancée sur commission rogatoire de la juge d'instruction d'Auch (Gers), Catherine Léger. Toutes les personnes interpellées ont été placées en garde à vue dans différentes villes de France pour détention et revente d'images pédophiles. « L'objectif de ces gardes à vue est notamment de déterminer l'origine de ces photographies », a déclaré une porte-parole de la direction de la gendarmerie.

DÉPÊCHES

■ **ÉCOBUAGE** : les deux auteurs d'un écobuage illégal (méthode ancestrale de régénération des sols) qui avait provoqué, le 10 février 2000, la mort de cinq randonneurs à Esterrençuby (Pyrénées-Atlantiques), ont été condamnés, mardi 18 juin, à trois ans de prison dont six mois ferme, par le tribunal correctionnel de Bayonne. La condamnation est conforme aux réquisitions de la procureure de la République qui avait exclu des peines « uniquement symboliques » (*Le Monde* du 18 mai).

■ **BRAQUAGE** : trois policiers ont été légèrement blessés après le braquage à la voiture bélier d'un bureau de change mardi 18 juin au parc d'attraction Disneyland Paris. Deux fusillades ont éclaté lors de la fuite des malfaiteurs.

■ **SECTES** : Alain Vivien a démissionné, mardi 18 juin, de la présidence de la Mission interministérielle de lutte contre les sectes (MILS). M. Vivien avait été nommé par Lionel Jospin à la tête de la MILS lors de sa création en 1998.

■ **ÉDUCATION** : la Conférence des évêques de France a renouvelé, mardi 18 juin, Paul Malartre comme secrétaire général de l'enseignement catholique pour un nouveau mandat de trois ans. Sous l'autorité épiscopale, M. Malartre, 56 ans, a la responsabilité des 10 000 établissements scolaires catholiques qui comptent environ deux millions d'élèves.

■ **MÉDECINS** : le tribunal de grande instance de Grenoble (Isère) a imposé mardi 18 juin à douze pédiatres de deux cliniques privées – poursuivis par leurs directeurs pour avoir présenté leur démission collective – de respecter un préavis les conduisant à travailler jusqu'au 31 juillet. En cas de refus, ils devront payer « une astreinte de 500 euros par demi-journée ou nuit de défaillance constatée ». Ils réclament que le prix de la consultation passe à 30 euros.

Jean-Jacques Bozonnet

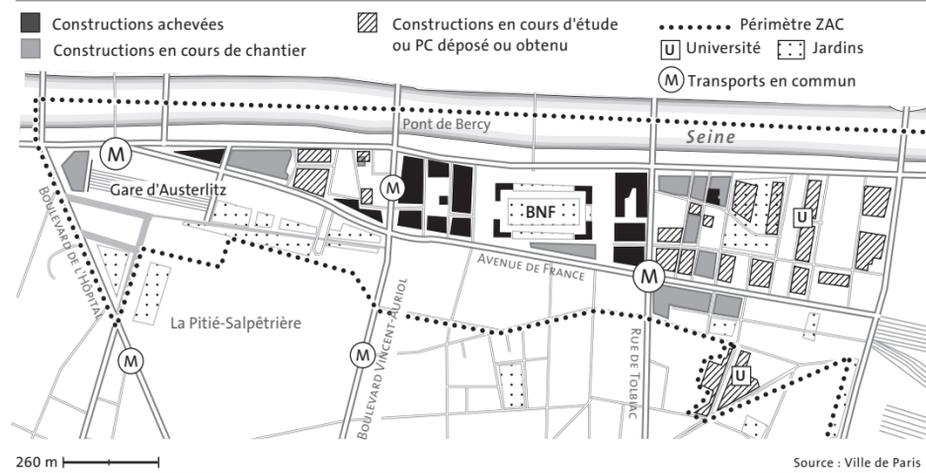
Bertrand Delanoë retouche la ZAC Paris-Rive gauche

La nouvelle municipalité parisienne a renoncé à remettre en cause ce très vaste projet d'aménagement, lancé par Jacques Chirac en 1991 et longtemps critiqué par la gauche. La mairie cherche maintenant les moyens de le rentabiliser, tout en y développant les logements sociaux

DIX ANS après son lancement par Jacques Chirac, alors maire de la capitale, la ZAC Paris-Rive gauche a-t-elle encore des chances de devenir un quartier innovant en matière d'urbanisme, d'architecture et de mixité sociale, capable de faire cohabiter harmonieusement habitants, employés et étudiants ? Transformer en réussite « exemplaire », la plus grande opération d'aménagement de la ville, très longtemps contestée et critiquée par la gauche parisienne, c'est le nouveau pari de Bertrand Delanoë, le maire socialiste de Paris. Jean-Pierre Caffet, son adjoint (PS) chargé de l'urbanisme, a présenté, mardi 18 juin, les « nouvelles orientations » de ce projet aux partenaires concernés par cet énorme chantier du 13^e arrondissement : aménageurs, entreprises, promoteurs, associations d'habitants, et aussi responsables de l'éducation nationale.

La nouvelle municipalité a dû prendre en compte la convention U3M (Université du troisième millénaire), signée en octobre 2000 entre l'Etat et la Ville de Paris. Celle-ci décidait de libérer 210 000 m² pour des locaux universitaires, au lieu des 130 000 m² prévus par Jean Tiberi en 1997. « Cette priorité, bienvenue pour donner une nouvelle dynamique à l'opération, n'est pas sans poser des problèmes, explique M. Caffet. Car les terrains libres deviennent rares et le rectorat très exigeant. »

UN CHANTIER DE 130 HECTARES



Situés en bord de Seine, ou le long de l'avenue de France, la nouvelle artère qui traversera la ZAC, une grande partie des meilleurs terrains ont déjà été vendus aux promoteurs pour y construire des immeubles de bureaux. La Semapa, la société d'économie mixte de la Ville de Paris chargée de l'aménagement, qui est présidée par le maire (PS) du 13^e arrondissement, Serge Blisko, depuis 2001, et auparavant par Jacques Toubon (RPR), avait jusqu'alors cherché à rentabiliser une opération dont l'équilibre éco-

nomique sera très difficile à réaliser, avec un budget global de plus de 3 milliards d'euros. Mais M. Caffet affirme que, « depuis un an, la Semapa n'a pas engagé une seule nouvelle opération de bureaux ».

La Mairie de Paris veut, en effet, réduire de 900 000 à 700 000 m² la surface de bureaux prévue, et privilégier également l'accueil de petites entreprises liées à la recherche universitaire. Pour rééquilibrer le partage entre bureaux et habitat, alors que la ZAC compte aujourd'hui moins de 3 000 habitants, perdus

entre travaux et rues sans issue, la Ville annonce un « effort significatif » en faveur des logements sociaux. En revanche, la part des habitations en accession à la propriété ou en loyers libres devrait baisser, puisque la surface totale de logements passe cette fois sous la barre des 400 000 m². « Les bonnes intentions ont du mal à se traduire dans les faits parce qu'il n'y a presque plus de terrains disponibles dans de bonnes conditions, en particulier pour des logements sociaux », analyse Fabrice Piault, de Tam-Tam,

une des nombreuses associations qui militent en faveur d'un rééquilibrage de cette opération.

Avec ses 130 hectares à l'est de la gare d'Austerlitz, le long de la Seine, à la limite du Quartier latin, la ZAC Paris-Rive gauche est certes le plus grand espace disponible dans la capitale. Mais elle ne s'étend pas uniquement sur des friches, comme à proximité du boulevard périphérique, mais comprend aussi des immeubles de logements ou industriels, et surtout l'ensemble des voies de la SNCF. Le recouvrement de cet immense faisceau est à l'origine du choix de construire en partie sur dalle, le parti pris urbanistique le plus contesté depuis l'origine du projet, notamment en raison de son coût.

« RÉDUIRE LA DALLE »

C'est cette dalle, dont 10 hectares sur 28 ont déjà été construits, qui pose le plus de problèmes, techniques et financiers, aux nouveaux responsables de l'aménagement. « Pour réaliser notre programme de 5 000 logements, dont 1 000 pour les résidences universitaires, en passant d'un tiers à la moitié de logements sociaux, nous voulons éviter de construire sur une dalle que nous cherchons à réduire de toute façon au maximum », reconnaît M. Caffet.

Mais la Mairie de Paris pourra difficilement éviter cette solution coûteuse, après s'être imposée par ailleurs un grand nombre d'exi-

gences destinées à donner une « âme » à ce futur quartier. Des éléments du patrimoine industriel, comme l'ancienne usine Sudac, les Grands Moulins, la Halle aux farines seront conservés. De nouveaux jardins ont été créés. Des rues ont été remplacées par des voies de « circulations douces », en même temps que l'avenue de France, prévue autant pour la desserte de tout le quartier, que comme voie de passage entre Paris et la banlieue, est transformée en « espace civilisé ».

Avant de faire l'objet d'un long processus de concertation qui se veut lui aussi « exemplaire », ces propositions seront soumises, lundi 24 juin, aux élus du conseil de Paris. Ceux-ci ont souvent été les témoins, depuis que la ZAC a été lancée, en 1991, des critiques acerbes de toute la gauche, dans l'opposition jusqu'aux élections municipales de mars 2001. « C'est vrai que nous avons toujours été très inquiets de l'issue de cette opération, surtout lorsqu'elle risquait de peser très lourd sur les finances de la ville, explique M. Caffet. Et il y a un an nous avons commencé par nous poser la question d'interrompre les travaux. Mais cela aurait été un échec pour tous les Parisiens, car la ville a besoin de logements, d'emplois, de place pour ses étudiants, que seul peut nous offrir ce nouveau quartier. »

Christophe de Chenay

Un quartier en manque de commerces et d'activités

CE SONT des pionniers, confiants dans le développement de ce quartier en devenir. « A ceux qui nous demandent notre adresse, nous répondons Paris-Rive gauche, jamais nous ne parlons de ZAC : c'est vraiment un mot trop laid », dit Elsa, récente propriétaire d'un beau quatre-pièces, rue Raymond-Aron. Elle travaille dans la communication et est « amoureuse des grandes perspectives, du parti pris architectural, moderne et novateur » qui lui fait penser à un « petit New York ».

Felicity Ortiz, Anglaise, mariée à un Français, se souvient des cinq jours et cinq nuits d'attente dans la rue, avec quelques dizaines de postulants, il y a quatre ans, pour être sûre de pouvoir acheter les premiers appartements en accession à la propriété : « Des moments partagés tellement formidables que tout le monde se connaît et se retrouve chaque mois, pour une brocante. » Ces copropriétaires ont créé l'association Odyssée-Lutèce, un clin d'œil à l'histoire de ce Paris en train de naître.

« Evidemment, nous manquons de commerces, d'animation, dit M^{me} Ortiz. Même s'il ne faut que quelques minutes pour aller dans le centre de Paris, c'est toute une histoire pour aller faire ses courses à Ivry, pourtant juste de l'autre côté de la périphérie. Nous vivons par certains côtés comme dans une banlieue éloignée. »

Sonia Couet, elle aussi, trouve le quartier « sympa ». Cette locataire des HLM de Paris n'a que le square à traverser pour aller à l'école Georges-Balanchine, la première de la ZAC, donner ses cours de claquettes.

Elle aussi se plaint du manque de commerces, mais surtout de l'absence de locaux pour organiser un semblant de vie sociale : « Avec mes amis de l'association Ener'gic, cela fait dix-huit mois que nous cherchons un endroit pour faire de la danse. Impossible ! La Semapa, l'aménageur, et la mairie du 13^e n'ont jamais répondu, alors qu'il y a de la place partout. » Et Sonia montre les rez-de-chaussée murés au pied des immeubles ultramodernes, autour de la Bibliothèque nationale de France (BNF).

VRAIE SOLIDARITÉ

Wahid Aboustait a été l'un des premiers à ouvrir un commerce dans la ZAC, Le Scarafée, un salon de thé, marchand de journaux et buraliste : « Cela n'était pas évident. Le loyer était cher. Beaucoup auraient aimé que je serve de la bière. » Alors, pour se faire adopter, il a ouvert ses salles et sa terrasse aux fêtes de quartier et il organise des expositions. Sa cuisine orientale attire les employés des bureaux voisins. Il voit la vie s'organiser : « Ici, c'est comme un petit village. Tout le monde finit par se connaître. Cela n'a pas que des avantages, mais il existe une vraie solidarité entre tous les habitants du quartier. On l'a vu, il y a deux ans, quand l'incendie d'une galerie de la dalle nous a laissés sans courant pendant deux jours. »

C. de C.

Le mode de vie des agriculteurs reste traditionnel

LES AGRICULTEURS ont la réputation de prendre leur temps. L'enquête publiée par le ministère de l'agriculture, mercredi 19 juin, le confirme. Lentement, les familles d'agriculteurs se rapprochent des autres catégories socioprofessionnelles, en gardant des particularités bien marquées. D'après le recensement de la population de 1999, les familles d'agriculteurs représentent 1,15 million de personnes, et les actifs permanents 1,3 million. Ce chiffre a baissé de 35 % en douze ans.

Pendant cette période, certaines évolutions ont rapproché la population agricole du reste de la société française. Même si le niveau général de formation reste bas, la scolarité des jeunes s'allonge. « Les exploitants agricoles sont aujourd'hui moins diplômés que les employés, mais d'avantage que les ouvriers », précisent les auteurs de l'enquête. Les femmes d'agriculteurs se sont émancipées. Elles ne choisissent plus sys-

tématiquement la profession de leur mari. En 1990, un quart des femmes d'exploitants travaillaient à l'extérieur. Dix ans plus tard, seule une conjointe sur trois est agricultrice. Les plus jeunes sont les premières concernées par cette évolution.

Quant à leurs logements, ils ressemblent de plus en plus à la moyenne : 95 % ont l'eau courante, contre 60 % en 1970. Ils sont plus vastes que ceux des autres catégories socioprofessionnelles.

DE PÈRE EN FILS

Malgré ces évolutions, les spécificités du monde agricole perdurent. Le métier continue à se transmettre quasi exclusivement de père en fils. Huit chefs d'exploitation sur dix sont aujourd'hui issus d'une famille d'agriculteurs. Les autres sont des enfants d'ouvriers agricoles. « Cette fidélité à la profession du père, qui n'a pas bougé depuis dix ans, est sans égal dans les autres catégories socioprofessionnelles », écrivent les auteurs.

Autre élément de stabilité : de 1990 à 1999, trois chefs d'exploitation sur quatre ont conservé le même logement et neuf sur dix résident dans la même commune.

Enfin, la structure familiale agricole reste traditionnelle. Moins de 12 % des foyers se limitent à une seule personne ; les familles monoparentales sont rares ; les couples sont mariés neuf fois sur dix, contre deux fois sur trois dans les autres familles d'actifs.

Dernière particularité : les ménages sont bien équipés en matériel électroménager, mais relativement peu en lave-vaisselle, micro-ondes, sèche-linge ou chaînes hi-fi. Les Caméscope, les répondeurs téléphoniques et les téléphones portables y sont plus rares que chez les employés et les ouvriers. Un ménage agricole sur cent disposait d'Internet en 2000, contre 12 % des foyers équipés en moyenne en France.

Gaëlle Dupont

Les Réfugiés. Avant qu'ils ne frappent à notre porte, d'autres ont frappé à la leur.

Accueillons-les pour les aider à continuer leur vie.

ICM - CIM UNHCR

DÉPÊCHES

■ **AGRICULTURE** : agriculteurs et distributeurs ont affirmé leur volonté de trouver une solution aux crises récurrentes du secteur des fruits et légumes, au cours d'une rencontre, mardi 18 juin, au siège de la FNSEA, notamment en réunissant chaque semaine les acteurs de la filière et en organisant des campagnes de communication. Ces derniers jours, les producteurs du sud de la France ont manifesté pour dénoncer la présence des fruits espagnols dans les grandes surfaces. Michel-Edouard Leclerc s'est déclaré favorable à l'établissement d'un éventuel prix minimum en cas de crise.

■ **POLLUTION** : la ville de Marseille a annoncé, mardi 18 juin, des journées sans voiture à compter du 23 juin et pour toute la durée de l'été afin de lutter contre les effets de la pollution automobile. Au cours de l'été 2001, la cité phocéenne avait enregistré un niveau record de pollution atmosphérique avec 21 jours de pic d'ozone. Mardi, le seuil de recommandation a été dépassé autour de l'étang de Berre, pour la deuxième journée consécutive. Un pic a également été enregistré à Colmar, Strasbourg et Dijon.

■ **CORSE** : le trafic entre le continent et la Corse au départ de Marseille a repris, mardi soir 18 juin, après une grève de 24 heures des officiers de la SNCM qui protestaient contre les conditions d'application de la réduction du temps de travail (Le Monde du 19 juin).

RENCONTRES

Identités régionales, développement, mondialisation et démocratie : des rencontres internationales pour décrypter le monde contemporain : 25 chercheurs et professionnels du monde entier. Une approche interdisciplinaire.

Identités & Démocratie

RENNES - 19, 20, 21 SEPTEMBRE 2002

Rencontres organisées à l'initiative de l'association « Identités et Démocratie - Débats internationaux » en partenariat avec Rennes Métropole, le Conseil régional de Bretagne, les Conseils généraux des Côtes-d'Armor, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan

METROPOLE RENNES, BRETAGNE, CONSEIL GENERAL FINISTÈRE Penn-ar-Bed, ILE-ET-VILAINE, MORBIHAN, COÛTES-D'ARMOR

Avec le soutien de Ouest France, Le Monde, Radio France

contact-culture@agglo-rennesmetropole.fr

LES PARIS RÉUSSISSIS DU

L'IDÉE de lancer une grève des gardes des généralistes, c'est lui. L'idée de comparer le prix de la visite d'un médecin au tarif de déplacement d'un plombier, c'est encore lui. Pour décrocher le fameux « C (consultation) à 20 euros », le docteur Michel Chassang aura fait preuve, pendant près de sept mois, d'un don certain pour la communication et les formules chocs. D'ailleurs, il le dit sans réserve : « *Même dans mes rêves, je ne m'attendais pas à une telle médiatisation du conflit des médecins de famille.* » Dans chaque studio de radio, sur chaque plateau de télévision, il rencontre une oreille attentive. « *De la standardiste à la maquilleuse, en passant par le cameraman, je n'entendais que des "On est avec vous" et les questions des journalistes n'étaient jamais méchantes* », s'étonne encore ce médecin syndicaliste à l'accent du Sud-Ouest. A la tête de la puissante Confédération des syndicats de médecins français (CSMF) depuis le 17 mars, après avoir présidé pendant neuf ans sa branche généralistes, l'Union nationale des omnipraticiens français (UNOF), Michel Chassang n'a jamais hésité à laisser son numéro de téléphone portable. Partageant sa vie entre Aurillac et Paris, il a vite compris que la proposition d'un reportage auprès d'un médecin « *qui galère sur le terrain* » valait toutes les conférences de presse.

En sept mois, il n'aura connu que des réussites : faire admettre par tout l'échiquier politique que la revalorisation des généralistes était « *légitime* » ; obtenir de l'assurance-maladie un accord basé sur la « *confiance* » ; être le premier médecin généraliste à présider la CSMF. Direct, convivial, on ne lui trouve pas d'ennemi. Daniel Lenoir, directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), le qualifie d'« *homme ouvert à la discussion* », et « *de négociateur tenace avec qui les relations sont simples et cordiales* ». Médecin « *d'en bas* », ce Provincial, qui avoue avoir « *horreur de la vie de salon* », a le profil de l'air du temps. « *On aurait envie de l'avoir comme médecin* », résume Claude Maffioli, son prédécesseur à la CSMF. « *Avec son côté médecin de famille, il ressemble d'une certaine façon à Jean-Pierre Raffarin. Il a une image rassurante* », renchérit Bernard Kouchner, ancien ministre délégué à la santé. « *Un homme honnête, déterminé, solide. Il a raison de défendre la notion de "médecin de famille" qui recouvre toutes les missions du généraliste vis-à-vis du malade et de son entourage* », témoigne le professeur Bernard Glorion, ancien président de l'ordre des médecins.

Rien ne prédisait cet enfant du Cantal à devenir médecin et dirigeant syndical. Ses parents tenaient un garage à Aurillac ; le père les mains dans le cambouis, la mère à la comptabilité. Son père lui demande de prendre sa succession, mais Michel Chassang s' imagine davantage en « *saint-bernard* », rêve de devenir « *utile* ». Sa motivation est si forte qu'il coupe les ponts avec son père et part étudier la médecine à Toulouse, où l'un de ses copains de fac s'appelle Philippe Douste-Blazy. Privé des subsides familiaux, Michel Chassang enchaîne les jobs pour payer ses études : surveillant, conseiller d'éducation, chauffeur de bus de ramassage scolaire... Pour éviter que cette situation s'éternise et parce qu'il préfère « *le relationnel au scientifique* », il choisit la médecine générale et va découvrir le métier dans son département natal. Son premier remplacement est un choc. A Mauriac, « *dans un bled perdu, pendant un hiver épouvantable* », il soigne de ferme en ferme, de jour comme de nuit. « *C'était l'horreur, mais en même temps c'était passionnant* », se souvient-il. Le médecin qu'il remplaçait était « *d'un autre temps* ». Un « *type haut en couleur* », pour qui la médecine était « *un sacerdoce* ». Médecin du village, mais aussi maire, confident et accessoirement président de la CSMF départementale. Michel Chassang le suit dans les réunions syndicales et finit par accepter de prendre sa suite au sein de la Confédération. Pendant quinze ans à Mauriac, chaque repas familial, chaque nuit seront perturbés par un coup de téléphone de patient. « *C'était une vie compliquée, mes enfants en avaient ras le bol* ». D'ailleurs, aucun des trois ne veut devenir médecin. Son fils s' imagine garagiste comme son grand-père et l'une de ses filles journaliste.

En 1997, il quitte les vicissitudes de la médecine de campagne pour s'installer en ville, à Aurillac. Sa femme, professeur d'anglais, vient d'obtenir sa mutation dans un lycée catholique. Avenue de la République, il ouvre son cabinet au rez-de-chaussée, prend un appartement juste au-dessus et reçoit sur rendez-vous. Consultations le

A la tête du syndicat des praticiens, cet Auvergnat a réhabilité le métier de généraliste.

Et lance à présent le mouvement des pédiatres



JEAN-FRANÇOIS JOUY

DOCTEUR CHASSANG

matin et visites l'après-midi. Entre-temps, il a vécu son « *plus mauvais souvenir* ». « *C'était le 15 novembre 1995* », se rappelle-t-il avec précision. Ce jour-là, Alain Juppé présentait à l'Assemblée nationale sa réforme de la Sécurité sociale, signant le début de la « *maîtrise comptable* » des dépenses de santé. Alors qu'il « *mouillait [sa] chemise* » de syndicaliste depuis 1993, il vécut très mal ce « *coup de poignard dans le dos. On nous a marché dessus* », s'emporte-t-il. Ce lourd épisode du plan Juppé va marquer profondément la profession. Il sert aussi de joker à Michel Chassang lorsqu'on lui demande si le conflit des médecins généralistes n'a pas participé à la défaite de Lionel Jospin : « *Depuis le plan Juppé, je n'ai pas de raison particulière pour dire que la droite fait ce qu'elle dit. Sans compter qu'en décembre, le résultat de l'élection présidentielle était imprévisible* », rétorque Michel Chassang, qui assure n'avoir « *aucune option politique particulière* ». La « *conception* », l'« *action* », voilà ce qui lui plaît. Il laisse la politique à sa femme, conseillère municipale UDF.

D'ailleurs, il est proche aussi bien de Claude Maffioli, candidat malheureux à la députation sous l'étiquette Démocratie libérale, que du socialiste Bernard Kouchner. « *C'est un ami personnel* », précise-t-il.

« *Nous nous entendons très bien, confirme l'ancien ministre de la santé. Je le sais sincère. C'est quelqu'un d'entier, qui ne pratique pas la langue de bois. Il n'est ni à droite ni à gauche.* » Tout au long du conflit, les deux hommes se téléphonent, dînent ensemble avec d'autres syndicalistes. L'ancien ministre rend volontiers hommage aux talents du nouveau patron de la CSMF : « *Il a organisé une manifestation exceptionnelle, le*

réjouir » de cette issue, en ajoutant « *nous n'avons pas été bons sur cette affaire* », Bernard Kouchner « *dit publiquement ce qu'il a toujours dit en privé pendant six mois* », relève le syndicaliste. « *Il doit être très jaloux de voir que son successeur a un ministère de plein exercice.* » Comme beaucoup de ses confrères, le docteur Chassang ne porte pas dans son cœur Elisabeth Guigou, l'ancienne ministre des affaires sociales qui n'a

« *Si le gouvernement Jospin avait bien voulu écouter Kouchner, on n'en serait pas là (...). La gauche a été aussi arrogante que Juppé* »

10 mars, dont le gouvernement n'a pas tiré toutes les conclusions. Il a réussi sa tâche de syndicaliste, mais il faut dire que la gauche l'y a bien aidé. » Sur ce sujet, les deux hommes font assaut d'amabilités. « *Si le gouvernement Jospin avait bien voulu écouter Kouchner, on n'en serait pas là* », assure Michel Chassang, pour qui « *la gauche a été aussi arrogante que Juppé* ». Lorsque, au lendemain de l'accord du 5 juin portant le C à 20 euros, l'ancien ministre déclare « *se*

jamais souhaité déléguer à Bernard Kouchner le dossier des médecins. « *Elle connaissait mal le sujet, cela ne l'intéressait pas et elle estimait que, de toute façon, les généralistes n'étaient pas à plaindre* », résume-t-il. Lorsque la ministre calcule que le passage de la consultation à 18,50 euros – obtenu après le premier accord du 24 janvier signé entre MG France et l'assurance-maladie – équivaldra « *au bout de trois ans à un smic de plus par mois et par médecin* », elle se

met définitivement la profession à dos. « *C'était une vraie gaffe gouvernementale. D'abord parce qu'on ne compare pas les médecins aux smicards ; ensuite parce qu'elle confondait les honoraires et les revenus* », assène le syndicaliste. Selon lui, l'erreur du gouvernement de Jospin a été de penser que « *le monde médical était comme une bonne vieille usine* ». Les médecins demandent le C à 20 euros, ils obtiennent 18,50 ; cela devrait suffire à calmer le mouvement. Michel Chassang fait le pari de ne pas y croire, pratique la surenchère au risque d'être accusé de politiser le conflit. Il dit haut et fort que ces 0,97 centime d'augmentation par consultation après sept années de blocage correspondent à un « *résultat minable* ». Pari gagné. L'accord du 24 janvier ne fait que renforcer le mécontentement des médecins et entraîne la création d'une virulente coordination nationale qui appelle les médecins à appliquer le 20 euros « *sauvage* » et à se déconventionner.

CE jusqu'au-boutisme – qu'il se garde bien de critiquer – n'étonne pas Michel Chassang. Il percevait « *depuis début 2001 un malaise très profond au sein de la profession* ». Selon lui, « *l'effort 35 heures a été dévastateur. Les médecins veulent avoir une vie de famille et des loisirs. Sans compter que cette profession s'est beaucoup féminisée* ». Les jeunes générations ne veulent pas de la vie de leurs anciens et les anciens, eux, fatiguent. En six mois de grogne, le corps médical a vécu « *un séisme, une révolution* », affirme-t-il. « *Les praticiens se sont mis à s'interroger sur leur boulot et à tout remettre en cause : le système de garde, leurs revenus, leurs relations avec les caisses d'assurance-maladie. Pour la première fois, ils se sont dit : "Je veux un certain prix. On ne me le donne pas, alors je le prends", et ils ont mené des actions dignes des métallos envers leur ennemi, les caisses. On a frôlé la fin du système conventionnel* », rappelle-t-il. « *Michel Chassang a réussi quelque chose qui n'était pas évident : renouer avec le terrain conventionnel d'où la CSMF s'était retirée* », reconnaît Daniel Lenoir. « *Cela nous change de par ses prédécesseurs, Claude Maffioli, qui parfois faisait tout pour ne pas faire aboutir la négociation. Chassang est beaucoup moins idéologique* », complète un autre cadre de la CNAM. Conscient de la force de la coordination nationale, Michel Chassang ne coupera jamais le contact avec ses porte-parole et les inclura dans sa délégation pour aller négocier à la CNAM.

L'aspiration des médecins à travailler moins, Michel Chassang dit la « *comprendre* », la trouver « *normale* », tout comme il considérerait « *naturel et normal* » de bosser comme un fou lorsqu'il exerçait à Mauriac. « *Je ne suis pas un moraliste ou un curé. Je suis là pour accompagner et comprendre. Le mouvement des médecins est un mouvement de société, le discours moraliste n'est plus audible* », explique-t-il. Si le métier de médecin reste « *particulier* », « *à cause de la mort* », la fonction s'est « *banalisée* ». Adolescent, Michel Chassang se rêvait notable ; adulte, il regrette d'être pris pour un « *technicien* ». Il trouve une autre reconnaissance dans le syndicalisme et une demi-échappée dans le cinéma, en organisant chaque année à Aurillac le festival Ciné-Santé. On ne se refait pas.

Le conflit des généralistes apaisé, Michel Chassang doit désormais gérer un « *très grand changement* » : présider la CSMF et non plus l'UNOF. Les généralistes ayant ouvert la boîte de Pandore, le nouveau patron de la confédération a dans les mains le dossier des spécialistes, qui attendent eux aussi des revalorisations. « *Ils ne sont pas contents du tout, on n'a pas pensé à eux* ». Sa nouvelle priorité, ce sont les pédiatres, qui lancent cette semaine un mouvement de grève. « *Le système a favorisé les médecins qui travaillent avec des machines au détriment de ceux qui travaillent avec leur tête, les généralistes, les pédiatres, les psychiatres, etc.* », regrette le docteur Chassang. Il craint « *une rentrée difficile* » et a « *peur d'un nouveau plan style Juppé* », parce que « *le contexte financier de septembre 2002 sera le même que celui de septembre 1995* ». Outre les médecins, les infirmières libérales ont, elles aussi, des raisons de revendiquer. Le responsable syndical leur conseille même d'imiter les généralistes et de « *pratiquer des dépassements d'honoraires* ». En attendant, il fait un nouveau pari : celui du succès de l'accord signé le 5 juin avec l'assurance-maladie : « *Dans un an, la courbe des revenus des généralistes n'aura pas changé parce qu'ils travailleront moins et, grâce à des actes mieux payés, ils prendront plus de temps avec leurs patients.* »

Paul Benkimoun et Sandrine Blanchard

Rebâtir la France administrative

par Brice Hortefeux

Un fossé croissant se creuse entre deux France : l'une prête à l'ouverture, à la mondialisation, à la maîtrise des technologies de l'information, bref à une aventure qui ne lui fait plus peur ; l'autre, soit rurale et quelque peu à l'écart des grandes tendances du moment, soit urbaine, qu'une politique de la ville mal maîtrisée a reléguée dans les quartiers.

Si l'on n'y prend garde, l'unité et la cohésion de notre pays sont menacées à court terme et, comme on vient de le craindre, la République avec. Face à cette fracture, l'Etat comme les collectivités locales restent impuissants, empêtrés qu'ils sont d'eux-mêmes.

Depuis le toilettage de la France administrative effectué en 1926 par la « Commission de la hache » instituée par Poincaré, les gouvernements ne parlent que de réformer l'Etat, alors que les structures n'ont cessé de se sédimentier et les emplois publics de se multiplier : un particularisme national qui suscite surprise – et guère d'envie ! – chez nos partenaires européens.

La décentralisation conduite à la hussarde dans les années 1980 a renforcé ces travers en offrant à l'Etat un alibi pour ne pas se réformer. Que signifie, par exemple, la permanence de cinq sous-préfectures de plus de 500 000 habitants à côté des treize qui en comptent moins de 30 000 ? Des pouvoirs souvent mal taillés ont été transférés à des collectivités territoriales dont le récent triptyque législatif – lois Voynet, Chevènement et Gaysot – brouille encore plus la lisibilité de l'action.

Il est grand temps de bâtir une nouvelle architecture, à la fois pour clarifier les responsabilités de chacun, condition indispensable à un regain d'intérêt des Français pour la chose publique, et pour permettre à chacun de bénéficier en tout point du territoire d'un égal accès au service public.

A l'évidence, la France administrative de ce début du XXI^e siècle demeure encore, à bien des égards, celle du XIX^e.

Réforme de l'Etat, politique d'accès au service public, relance de la décentralisation et aménagement du territoire constituent un seul et même chantier. La nouvelle majorité a la responsabilité de l'engager loin de toute passion, de tout parti pris et de tout corset idéologique.

Globalement, le service public ne manque pas de serviteurs ; ils sont seulement mal répartis ; trop souvent leur implantation relève plus du trompe-l'œil, les moyens ou la qualité des prestations ne répondant pas à une attente légitime sauf à augmenter encore la dépense publique et donc le coût pour le contribuable.

Il faut engager une véritable poli-

Il faut engager une véritable politique de prestation de services au citoyen

tique de prestation de services au citoyen : chacun d'entre nous souhaite pouvoir accomplir près de chez soi ou de son travail les formalités administratives usuelles (pièces d'identité, permis de chasser, carte grise) et bénéficier des services des grandes entreprises publiques (poste, SNCF, EDF, GDF...). La présence sur notre territoire de près de 36 000 mairies, loin d'être un handicap, peut constituer un intérêt majeur en termes de politique de guichet, à l'image de ce qui a déjà été engagé par plusieurs de nos partenaires européens.

Il faut aussi favoriser la polyvalence des administrations et des services publics : chacun constate hélas que bien des services publics n'ont plus les moyens, notamment humains, d'être présents partout pour effectuer quelques rares prestations pourtant indispensables à

la population rurale, souvent âgée, à faible mobilité et peu au fait des nouvelles technologies.

Simultanément, ils sont souvent cruellement absents des quartiers qui ont connu une croissance accélérée ces dernières années, alors que, dans la dernière décennie, un Français sur deux a changé de logement en zone urbaine et périurbaine avec tout ce que cela implique en formalités diverses.

Comment se refuser à admettre que les prestations effectuées par les services publics ne nécessitent pas une spécificité de formation et peuvent donc être assumées presque indifféremment par les uns ou les autres ? A l'évidence, c'est ce mouvement qu'il convient d'encourager. Ainsi, dans le Puy-de-Dôme, une gare SNCF vendra très prochainement des prestations

postales (timbres, enveloppes et colis prépayés...), démontrant crètement que des services croisés peuvent être effectués par l'une des entreprises publiques au profit de l'autre.

Il faut recourir davantage aux technologies de l'information : aujourd'hui, réserver un billet de train, ouvrir un compte EDF, une ligne téléphonique... sont des opérations informatisées qui peuvent être réalisées en n'importe quel point du territoire par des agents habilités à cet effet.

Que l'on imagine à la fois les économies réalisées par la puissance publique, le degré de proximité que l'on assurerait au citoyen et la revalorisation du rôle des petites mairies si, demain, on leur permettait d'avoir un agent permanent ou vacataire, accrédité par tous les grands services publics, qui effectuerait toutes les opérations liées à

la vie quotidienne des Français. Pourquoi, dans ces conditions, ne pas confier également à ces maires la délivrance des cartes d'identité, passeports, permis de chasser... alors qu'ils sont officiers d'état civil et que ces titres sont déjà conçus, ou pourraient l'être rapidement, dans des centres de fabrica-

BRICE HORTEFEUX est préfet (hors cadre), député européen (groupe du Parti populaire européen – démocrates chrétiens – et démocrates européens), conseiller régional d'Auvergne.

tion nationaux ? Quelle meilleure révolution que de faire de la maison commune le guichet unique du citoyen ?

Dans cet esprit, des points polyvalents de service public pourraient être ouverts à moindre coût dans bien des quartiers trop refermés sur eux-mêmes.

Les marges de manœuvre ainsi dégagées permettraient de rebâtir une France qui, grâce aux collectivités territoriales, s'appuierait sur des intercommunalités fortes, structurant les pays et les agglomérations, autorisant des politiques ambitieuses afin d'affronter la concurrence européenne. L'Etat, délesté de ses fonctions de guichet, sauf pour les titres d'étrangers, pour lesquels un enjeu politique fort demeure, pourrait alors restructurer son réseau de sous-préfectures, les transformant en agences locales de l'Etat au service des politiques interministérielles, les grandes entreprises publiques calquant leur réorganisation sur ces nouveaux ensembles.

Ce chantier, nous avons désormais les moyens pour le conduire à bien. L'enjeu est simple et clair : réconcilier les Français avec leur vie publique et rendre l'administration proche du citoyen comme elle ne l'a jamais été. Il faudra certes du courage pour mener à bien les réformes nécessaires, mais ne rien faire serait plus dangereux encore à terme.

Force du faible, faiblesse du fort

par Georges Bensoussan

Israël a contre lui la force de l'évidence. L'impressionnant étalage de sa force militaire fait paraître indécente l'évocation d'une faiblesse du fort de la même façon qu'une population démunie et assiégée empêche de comprendre la force du faible. C'est pourquoi le souci historien est aux sociétés ce que l'analyse est au sujet, il permet de parler au lieu d'être parlé et dupé par l'écume des choses.

C'est dans la durée seule que se lit un conflit. Il faut entendre dans celui-ci l'arrière-fond du refus arabe : l'Etat d'Israël ne figure pas sur les cartes des manuels de géographie en usage en Palestine, pas plus qu'il n'est mentionné sur le planisphère exposé à l'Institut du monde arabe à Paris. C'est à partir de ces détails (« où le diable se niche », comme le dit le proverbe allemand) que se lit l'essence d'un conflit. La « force d'Israël » comme les « attentats-suicides de désespérés » illustrent combien la culture de l'instant aveugle les contemporains, combien l'évidence (Paul Veyne a dit de l'historien qu'il est « celui qui se méfie de ce qui va de soi ») est antinomique de la réflexion, combien la compassion tient lieu de pensée politique dès lors qu'une victime ne saurait avoir tort et que toute victoire militaire est a priori suspecte.

« Vous aimez la vie autant que nous aimons la mort. » C'est à partir de cette profession de foi de l'un des dirigeants palestiniens que peut s'entendre le gouffre culturel qui sépare le culte du martyre (*shahid*) de la raison occidentale. Lire en termes occidentaux les « bombes humaines » qui se font exploser en Israël dans des lieux peuplés de civils, c'est, avec la meilleure intention du monde, montrer combien perdure l'ethnocentrisme culturel. Si la motivation première du suicidé est de se

supprimer, ici, elle est de tuer le maximum d'Israéliens, voire de juifs, comme le précise le Hamas, pour lequel « tout juif est une cible ».

Le terrorisme des uns, entend-on à raison, est la résistance des autres. A ceci près : la Résistance française, érigée en modèle par les

GEORGES BENSOUSSAN est professeur d'histoire, en détachement au Centre de documentation juive contemporaine.

uns et les autres, n'a jamais assassiné de femmes et d'enfants allemands dans des lieux dépourvus du moindre intérêt stratégique (un café-restaurant, par exemple). A ceci près encore : la mise à mort de ces civils israéliens, à l'intérieur des frontières de 1967, murmure autre chose, le refus de la légitimité d'une présence juive où que ce soit sur le territoire de l'ancien mandat britannique.

Des « actes de désespoir », dit-on. Qui nierait, en effet, la situation tragique d'un peuple qui, depuis le plan Peel de 1937 jusqu'aux compromis de Camp David (2000) et de Tabah (2001), a, de refus en refus, manqué les occasions historiques et fait de la sorte son malheur (à commencer par les réfugiés de 1948) comme celui de la région tout entière ? Le « désespoir » ne fabrique pas les « bombes humaines », elles feraient sinon le quotidien de cette planète : du Tibet au Kurdistan, *quid* de tant de situations désespérées, où l'on n'entend guère parler de « bombes humaines » ?

Si la motivation première du suicidé est de se supprimer, ici, elle est de tuer le maximum d'Israéliens, voire de juifs

C'est la culture du sacrifice et du martyre, y compris dans les « milieux laïques » du Fatah, qui y pourvoit. Quand, pour protester contre les persécutions infligées aux bouddhistes, les bonzes sud-vietnamiens s'immolaient jadis par le feu, c'est leur vie seule qu'ils mettaient en jeu, sans chercher à entraîner dans la mort des victimes alentour. Ici, au contraire, la priorité est l'assassinat et non le suicide. Mue non tant par le désespoir que par un refus rémanent d'ordre social et culturel (on a oublié le statut du juif dhimmi en terre d'islam), d'ordre politique, voire quasi métaphysique (« Reconnaître Israël, ce serait reconnaître le non-être arabe », déclarait jadis Ahmed Ben Bella), qui se traduit par une incapacité à accepter la légitimité d'une présence juive sur une portion de cette terre.

Il n'y aurait pas là de quoi s'étendre beaucoup si le processus de délégitimation du sionisme n'était aujourd'hui bien avancé. Ainsi, doucement, le pogrom sec de Durban (septembre 2001) parvient-t-il, demain peut-être, à ses fins : faire prévaloir l'idée de l'Etat « en trop sur la terre ». Aidé par cette « bien-pensance » qui confirmera le mot de George Orwell selon lequel la gauche, pour être antifasciste, n'est pas pour autant antitotalitaire.

Les textes proposés à la page Débats du Monde peuvent être transmis : - par voie postale : Le Monde, page Débats, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242, Paris - par télécopie : 01-42-17-21-22 - par courriel : opinions@lemonde.fr Dans tous les cas, nom, adresse et numéro de téléphone des auteurs doivent accompagner ces envois.

Mieux légiférer, mieux contrôler

Suite de la première page

C'est l'équilibre même de notre démocratie qui s'en trouverait compromis.

Or, malgré l'ampleur de la victoire électorale, nul ne peut tenir le succès pour automatiquement acquis. Ni la difficulté de mettre en œuvre des réformes trop longtemps différées ni les conséquences de l'ébranlement du 21 avril dernier ne doivent être oubliées.

Mais nous avons des atouts. Cette majorité qui permet à nos institutions de sortir de l'ornière d'une longue cohabitation a pour elle la durée, une durée identique à celle du mandat présidentiel. Jamais, depuis 1958, le temps présidentiel n'aura aussi exactement coïncidé avec le temps parlementaire. C'est l'un des effets heureux de l'adoption du quinquennat. C'est aussi une chance historique, à la mesure de l'ambition que la nouvelle majorité doit s'assigner.

Dans ces conditions nouvelles, il n'est que temps de réfléchir au rôle que l'Assemblée nationale doit jouer.

Naturellement, la majorité y aura pour devoir de soutenir le gouvernement chargé de mettre en œuvre le projet que le président de la République a fait approuver par les Français, de lui donner les moyens législatifs et financiers de sa politique et d'enrichir celle-ci de ses propres propositions. Comme il est de règle dans toute démocratie, l'opposition devra être en mesure d'y exercer son droit de critique et de participer au contrôle de l'activité gouvernementale.

Mais j'ai la conviction que nos concitoyens ne pourront se sentir à nouveau concernés par la vie politique que si, au-delà, l'Assemblée concourt à la modernisation de notre vie publique, si elle se révèle capable de revaloriser le travail législatif et de mieux exercer sa mission de contrôle.

Comment mieux légiférer ?

Certes, l'affaiblissement de la loi

a des causes extérieures au Parlement : l'emprise croissante du droit communautaire et des conventions internationales ; l'extension et l'approfondissement du contrôle de constitutionnalité.

Mais y concourent aussi certaines pratiques auxquelles il est à la fois urgent et possible de remédier : le trop grand nombre de textes législatifs, leur complexité, leur instabilité, leur faible consistance. Ces dérives ont des conséquences sociales graves : le droit, première responsabilité du Parlement, n'est plus sûr ; il n'est plus accessible à tous ; il est, par suite, moins respecté.

Mieux légiférer, c'est d'abord légiférer moins et y consacrer plus de temps.

Cela suppose un effort d'autodiscipline du gouvernement, mais des parlementaires aussi, afin que ne soient examinés que les projets de loi, les propositions et les amendements nécessaires et qu'un temps suffisant y soit consacré. Cette exigence vaut d'abord pour la discussion budgétaire, qui se déroule aujourd'hui dans des conditions peu efficaces. La mise en œuvre de la réforme de la procédure budgétaire – fruit d'une initiative conjointe de l'Assemblée nationale et du Sénat qui doit être saluée – offrira l'occasion d'inaugurer une pratique nouvelle, laissant une plus large place aux débats de fond et s'affranchissant du jeu stérile des amendements d'obstruction.

Mieux légiférer, c'est aussi simplifier le droit existant.

Il est indispensable que le Parlement ne se borne pas à voter des lois nouvelles mais s'assure de la cohérence d'ensemble du droit existant et en simplifie les termes.

Grâce au travail minutieux de la commission supérieure de codification placée auprès du premier ministre, une œuvre considérable a été accomplie. L'existence d'un grand nombre de codes est un progrès vers l'égalité d'accès au droit. Mais la commission, organe admi-

nistratif, rassemble les textes à droit constant, y compris dans leurs dispositions inutiles, inadaptees ou dépassées. Elle n'a et ne saurait avoir compétence pour modifier le droit applicable. Aussi est-il souhaitable que les commissions parlementaires compétentes se saisissent des codes déjà publiés et s'attachent à les simplifier, c'est-à-dire à en chasser les répétitions et les incohérences. C'est une tâche considérable, à la mesure de celle qui fut accomplie sous le Consulat.

Mieux légiférer, c'est enfin se doter des moyens d'expérimenter la loi.

Dans une société où tout est plus complexe, où les conséquences des interventions publiques deviennent toujours plus difficiles à

L'expérimentation législative se heurte à la jurisprudence du Conseil constitutionnel. Pour mettre en œuvre une interprétation plus souple du principe d'égalité, il faudra sans doute réviser la Constitution

mesurer, l'expérimentation est un préalable nécessaire à l'innovation. Or l'expérimentation législative se heurte à la jurisprudence du Conseil constitutionnel qui n'a jusqu'ici admis de dérogations expérimentales à la loi que dans des cas très particuliers.

Pour mettre en œuvre une interprétation plus souple du principe d'égalité, il faudra sans doute réviser la Constitution. Je me réjouis que le premier ministre ait d'ores et déjà fait savoir qu'à la faveur d'un nouvel effort de décentralisation il souhaite permettre au Parlement d'expérimenter des mesures législatives, dans des domaines et pour une période bien délimités, avant, le cas échéant, de les généraliser. Un droit à l'expérimentation de-

vrait aussi être reconnu par la loi aux collectivités locales.

Autrement dit, le législateur devra, dans les cinq ans qui viennent, ne manquer ni d'audace, ni de sagesse.

La fonction de contrôle du Parlement n'est pas moins essentielle à l'équilibre des pouvoirs. Pour ce faire, une meilleure information est nécessaire. Des améliorations ont été réalisées grâce aux travaux des commissions parlementaires, notamment par la création de missions d'information, ou encore de délégations conjointes avec le Sénat dans les domaines les plus divers. Ces pratiques devront être étendues.

S'agissant des sujets d'actualité les plus importants, le souhait unanime des parlementaires est de

redonner toute leur place aux déclarations et communications du gouvernement, suivies ou non d'un débat. Des progrès appréciables ont été également accomplis en ce qui concerne la mission, la durée et les conditions de fonctionnement des commissions d'enquête. Un vaste champ s'ouvre désormais à l'information et au contrôle du Parlement.

Surtout, le contrôle parlementaire doit s'adapter à l'une des évolutions majeures de l'organisation de l'Etat depuis vingt ans : la création d'autorités administratives indépendantes. Celles-ci existent dans les domaines les plus variés : audiovisuel, cinéma, assurances, banques, marché financier, électricité, con-

currence, libertés publiques, fiscalité, financement de la vie politique, sondages, équipement commercial.

Ce phénomène, observé dans bien d'autres pays, repose sur une conception nouvelle de l'organisation de l'Etat et se traduit par le rôle croissant des autorités administratives indépendantes, le domaine étendu de leurs compétences, la reconnaissance à ces autorités de pouvoirs importants en matière de réglementation, d'autorisations, de sanctions administratives, et plus généralement de régulation de nombreux secteurs de la vie nationale. Ce sont des pans entiers de pouvoirs et de compétences relevant autrefois de l'autorité du gouvernement qui ont été transférés à ces autorités. Or, si le gouvernement est responsable devant le Parlement, ces autorités ne le sont pas.

Une réflexion approfondie devra être impérativement conduite afin que des règles précises de contrôle soient adoptées pour que ces autorités dont les membres sont, pour partie, désignés par le Parlement, soient amenées, dans le cadre de procédures appropriées et ne remettant pas en cause leur indépendance, à rendre compte devant la représentation nationale de la mise en œuvre des pouvoirs que la loi leur a confiés.

Les cinq années qui viennent sont décisives pour l'avenir de notre pays. De profondes réformes doivent être mises en œuvre, faute de quoi la France resterait au bord du chemin. C'est l'engagement qu'ont pris le chef de l'Etat et le premier ministre.

On fait souvent à nos institutions le reproche de ne pas conférer au Parlement tout le rôle souhaitable pour l'équilibre des pouvoirs. Les réformes proposées, et notamment celles prévoyant un effort ambitieux de simplification du droit et celles consistant à mieux contrôler les autorités administratives indépendantes, concourront à ce meilleur équilibre, sans remettre en cause si peu que ce soit l'efficacité de l'action gouvernementale.

Edouard Balladur

Les « 100 » qui font bouger l'Algérie

Loin d'être figée, la société algérienne s'organise pour pallier les défaillances de l'Etat. Une nouvelle génération qui récuse l'ordre établi est en train d'émerger, souligne « L'Express » dans son édition internationale

VUE DE L'EXTÉRIEUR, l'Algérie est un pays monolithique, tenu d'une main de fer dans les coulisses par une poignée de généraux. La réalité est plus nuancée, même s'il est vrai que les décisions stratégiques sont prises par un collège de hauts gradés que les Algériens appellent « les décideurs », souligne d'entrée de jeu *L'Express* en introduction de son dossier « Les 100 qui font bouger l'Algérie ».

En sélectionnant de façon évidemment subjective 100 figures pour son édition internationale, *L'Express* a pris le risque de faire grincer bien des dents, mais a aussi lancé un défi : montrer une Algérie qui change, avec des visages d'hommes et de femmes étonnamment vivants, à l'opposé des images de mort qui nous arrivent en permanence. « Loin des feux de la rampe, les Algériens sont de plus en plus nombreux à s'organiser, dans les secteurs où l'Etat s'est montré défaillant, explique la journaliste Baya Gacemi, à l'origine du dossier.



sier. Les associations foisonnent. Une nouvelle génération est en train d'émerger, qui entend être partie prenante et récuse l'ordre établi. Des formes d'expression naissent, ressemblant de plus en plus à des contre-pouvoirs. »

Parmi les « 100 », Louisa Hanou-

ne, seule femme à diriger une formation politique (le Parti des travailleurs, trotskiste), a quintuplé le nombre de ses sièges au Parlement aux législatives du 30 mai. Il y a aussi le journaliste H'Mida Layachi, à qui on doit la première grande enquête sur les islamistes algériens, polémiste très respecté pour son indépendance d'esprit. Youcef Benadoua (alias « Madame Dou-doune »), le plus « déjanté » des amateurs de radio, plus androgyne que jamais. Hakim Addad, secrétaire général de RAJ (Rassemblement actions jeunesse), qui oriente toutes ses activités vers la promotion de la démocratie et des libertés. L'avocat et militant des droits de l'homme, ex-commissaire de police, Mahmoud Khelili. Dalila Lamarène, qui gère les cas de femmes désespérées. Louïsette Ighilahriz, qui a relancé, il y a deux ans, le débat sur les exactions de l'armée française durant la guerre d'Algérie. Témî Tifadi, qui recueille les enfants abandonnés et a réussi à

faire lever des tabous juridiques et sociaux de taille.

Souhila Terki, quant à elle, dirige le service de gynécologie-obstétrique d'un grand hôpital d'Alger. Longtemps, son service a été le seul à procéder à des fécondations in vitro. Mohamed Salah Mentouri, pour sa part, a donné ses lettres de noblesse au Conseil national économique et social (CNES), dont les rapports sont très attendus – et redoutés – par les acteurs de la vie publique. Abdelmoumen Khalifa, 37 ans, est le fondateur de Khalifa Airways. Les Algériens ne cessent de se poser une question à son sujet : « D'où vient la fortune colossale dont il dispose ? »

ARTISTE « SUBLIME »

En bonne place dans le domaine de la peinture et des arts plastiques : Rachid Koraïchi. Un artiste « sublime, au plein sens du terme », et mystique, précise *L'Express*. Amine Kouider, lui, est tombé dans la musique à l'âge de 7 ans. Aujourd-

d'hui, il en a 35, il est à la tête de l'Orchestre symphonique national et, depuis un an, donne un concert le dernier mercredi de chaque mois. Pour *Rigoletto*, de Verdi, il n'y avait plus un strapontin de libre. Ni pour *Le Barbier de Séville*...

Dans le domaine des sports, à signaler Faïza Moubasti, 24 ans, à la frimousse si juvénile, à la silhouette si élancée qu'on ne peut imaginer qu'elle soit championne de karaté. Ou encore Nouria Benida-Merrah, menue elle aussi, et qui a pourtant remporté la médaille d'or du 1 500 mètres aux JO de Sydney. On apprend qu'elle ne s'est mise à la compétition qu'à l'âge de 18 ans, car, auparavant, elle habitait une ville « où les filles ne font pas de sport ». C'est son mari, lui-même sprinter, qui a décelé ses capacités, l'a encouragée et entraînée... en lui servant de lièvre !

Florence Beaugé

★ www.lexpress.fr

SUR LE NET

Les documents cités sont accessibles à l'adresse www.lemonde.fr/surlenet

Fête de la musique

■ Le site de la Fête de la musique répertorie les concerts qui seront donnés en France et dans le monde. www.fetedelamusique.culture.fr/fr/programme/

■ Le département des études et de la prospective du ministère de la culture a mené en juin 2000 une étude sur la participation des Français à la manifestation.

www.fetedelamusique.culture.fr/fr/presse/enquete.pdf

■ Le dossier de presse complet est disponible en ligne.

www.fetedelamusique.culture.fr/fr/presse/dossier02.pdf

■ La Fédération internationale des industries phonographiques (IFPI) attribue « à la copie de masse et au piratage par Internet » la baisse de 5 % des ventes mesurée en 2001.

www.ifpi.org/site-content/statistics/worldsales.html

■ Le bureau d'études Jupiter note que, si 14 % des utilisateurs de programmes de type Napster réduisent leur budget musique (contre 10 % pour les non-utilisateurs), 34 % l'augmentent (contre 19 %).

www.wired.com/news/business/0,1367,52305,00.html

■ Dans son rapport 2001, l'IFPI brosse un tableau mondial de la « piraterie » musicale.

www.ifpi.org/site-content/library/piracy2001.pdf

■ Le *Journal du Net* retrace « la saga Napster » depuis la mise au point de ce logiciel d'échange de fichiers musicaux en 1998 jusqu'aux récentes menaces de faillite.

www.journaldunet.com/dossiers/musique/napster.shtml

■ Depuis lors, de nombreux logiciels d'échange gratuit (P2P) ont pris la relève de Napster : Gnutella, Scour, Kazaa, Morpheus, etc.

www.afternapster.com/

vincent.truffay@lemonde.fr

AU COURRIER DES LECTEURS

PENSER PROVINCIAL

A vous lire, les candidats auraient fait preuve de « provincialisme » pendant la campagne, délaissant, le 11 septembre, l'Europe et les grands débats de société au profit des simples intérêts individuels et corporatistes de chaque micro-contexte électoral (*Le Monde* du 17 juin). Mais le principal défi de la politique contemporaine n'est-il pas précisément de connecter ces attentes très terre à terre avec les politiques publiques et avec les grands idéaux démocratiques ?... Et ne doit-on pas aussi se demander si les scènes nationales ne traversent pas une crise sans précédent dans leur histoire, justement en raison de leur incapacité à proposer une régulation consentie des grands désordres sociaux ? Les autorités publiques ne parviennent plus à orchestrer des controverses qui sonnent juste, c'est-à-dire qui catalysent les tensions de la société sur des bases collectives à la fois significatives et

convaincantes pour les individus pris un à un. Or ce déficit ne provient pas vraiment d'une carence en expertise et en matière grise : l'appareil d'Etat possède en France un degré élevé d'expérience et de compétence en management public. La question est plutôt de savoir sur quels enjeux collectifs les individus sont prêts à adhérer, à se positionner, à s'émouvoir ensemble.

Dans ce cadre, le « retour du local » fait certes écho à des aspirations nostalgiques teintées de conservatisme et d'individualisme. Mais c'est peut-être aussi l'expression d'une vision du monde et de la vie dans la cité où les décisions collectives sont beaucoup plus négociées et évolutives que par le passé. Les « déçus de la politique » ont le sentiment que le « bien commun » ne se jauge pas seulement à l'aune des droits et des principes édictés dans les grandes assemblées et promus dans les actions du gouvernement et de l'Union européenne. Le bien commun se conquiert et se délimite aussi, sur le plan symbolique, au gré des

Yorkais réserve un peu de place pour un résultat de football est un événement. *Sports Illustrated* ne s'y est pas trompé, qui remarque que « même George Bush s'est rendu compte » des exploits de l'équipe nationale. Le président américain s'est fendu d'un coup de fil d'encou-

ragements, tout en avouant aux joueurs médusés « qu'il ne connaissait pas grand-chose à ce sport ». Pour le magazine sportif, c'est sûr, « en battant le Mexique 2 à 0, les Etats-Unis ont su défer tous les pronostics et rejoindre les meilleures équipes du monde ».

« NORRA VASTERBOTTEN » (Suède)



La mort, la peur. Un nouvel attentat, perpétré mardi 18 juin à Jérusalem dans un bus bondé, a fait une vingtaine de morts (dont le kamikaze). **Dessin d'Olle.**

(« Courrier international » pour « Le Monde »)

Le *Washington Post* a même osé un titre que ne renierait pas un quotidien brésilien : « Le monde est aux pieds » de l'équipe américaine. Le *New York Times* préfère se concentrer sur le capitaine de l'équipe nationale, Claudio Reyna : « *Captain America* » s'est « donné corps et âme » pour son équipe. Il ressemble à l'avenir du foot américain, puisqu'il est « de père argentin et de mère portugaise ». Une façon de rappeler que ce sport y est porté par un public latino-américain.

Cela dit, ajoute le *Los Angeles Times*, au petit jeu des parts d'audience et des sponsors, le foot est loin d'être ridicule. « Les chiffres d'audience pour Mexique - Etats-Unis dépasseront de beaucoup le million de téléspectateurs qui, en moyenne, regardent les matches. » « Certaines chaînes de télé ne s'y sont pas trompées », poursuit le *LA Times*, et les sponsors commencent timidement à s'intéresser à ce marché où l'on compte 35,3 millions d'hispaniques.

Restons modestes, répond le *Dallas Morning News*. Ce sport que « les Américains s'obstinent à appeler soccer » est loin d'avoir trouvé sa place. Malgré un million de licenciés, « les Américains le considèrent au mieux comme un bon exercice pour les enfants trop jeunes pour des sports plus sérieux, comme le baseball, le basket ou le hockey. Il faudra des décennies pour qu'ils se prennent vraiment de passion pour cet "autre" football ». Un signe ne trompe pas : sur les rayonnages du seul magasin spécialisé de Dallas, l'unique maillot disponible est celui du Mexique. « 70 % de nos clients sont mexicains », précise, dépit, le propriétaire.

courrierinternational.com pour Le Monde

AU COURRIER DES LECTEURS

PENSER PROVINCIAL

A vous lire, les candidats auraient fait preuve de « provincialisme » pendant la campagne, délaissant, le 11 septembre, l'Europe et les grands débats de société au profit des simples intérêts individuels et corporatistes de chaque micro-contexte électoral (*Le Monde* du 17 juin). Mais le principal défi de la politique contemporaine n'est-il pas précisément de connecter ces attentes très terre à terre avec les politiques publiques et avec les grands idéaux démocratiques ?... Et ne doit-on pas aussi se demander si les scènes nationales ne traversent pas une crise sans précédent dans leur histoire, justement en raison de leur incapacité à proposer une régulation consentie des grands désordres sociaux ? Les autorités publiques ne parviennent plus à orchestrer des controverses qui sonnent juste, c'est-à-dire qui catalysent les tensions de la société sur des bases collectives à la fois significatives et

convaincantes pour les individus pris un à un. Or ce déficit ne provient pas vraiment d'une carence en expertise et en matière grise : l'appareil d'Etat possède en France un degré élevé d'expérience et de compétence en management public. La question est plutôt de savoir sur quels enjeux collectifs les individus sont prêts à adhérer, à se positionner, à s'émouvoir ensemble.

arrangements collectifs en permanence retravaillés sur le terrain du quotidien, dans chaque agglomération, dans chaque entreprise, dans chaque école, dans chaque association d'usagers. (...)

Si les attentes de l'électeur conservent des bases universelles (l'éducation, le travail, le logement, la sécurité, l'identité), leur déclinaison implique dorénavant un travail d'argumentation davantage centré sur les règles concrètes du vivre ensemble. (...)

Dorénavant, pour incarner une vision politique, les élus doivent démontrer qu'ils sont capables d'articuler leurs programmes sur une multitude de sphères de pouvoir, mais ils doivent prouver, en premier lieu, qu'ils parviennent à construire une représentation localisée des enchevêtrements d'intérêts. (...) A l'opposé de la formule militante du « penser global pour agir local », les élections législatives confirment que pour intervenir globalement en politique, il faut savoir – aussi – penser provincial.

Alain Faure
Grenoble

LA FRANCE D'EN HAUT

Que signifie cette sinistre expression : la France d'en bas ? De quel droit le premier ministre se permet-il d'opérer une partition à consonance élitiste de notre pays, d'assigner à chacun la position que le pouvoir lui assigne. S'il existe une France d'en bas, il existe donc une France du haut. Qu'il la désigne, nous verrons alors quelle est la hiérarchie selon l'Etat UMP. (...) On peut ne pas croire aux symboles, mais on sait maintenant qu'en dépit de toutes les gestuclations présidentielles la France qui gagne était celle de Lionel Jospin.

Pierre Guillaume
Fontaine-Heudebourg (Eure)

UN BAC OUBLIÉ

L'enseignement agricole souffre aujourd'hui d'un problème d'image. En effet, son objectif n'est plus seulement de former des agriculteurs producteurs mais de futurs aménageurs et paysagistes de notre environnement, de nos paysages ruraux et urbains. Il

s'agit d'un enseignement qui forme actuellement 175 000 élèves par diverses formations, sa particularité étant d'être géré par le ministère de l'agriculture et non celui de l'éducation nationale. (...)

Je conclus actuellement trois années passées dans cette formation par le passage d'un bac technologique. Pourquoi ne peut-on jamais rien lire sur cet examen qui est tout de même équivalent à un autre bac technologique de l'éducation nationale ? (...) Merci de ne pas oublier 15 000 élèves, soit 3 % des bacheliers qui suivent cette filière.

Nicolas Klein
Liocourt (Moselle)

LE BAC « PRO »

Professeur de français dans un collège en zone sensible, j'ai souvent fait étudier, en tant que professeur principal, à mes élèves de 3^e par exemple des articles parus dans vos colonnes tels que « La rapide insertion des bacheliers professionnels » (*Le Monde* du 24 octobre 1991) ou celui,

DANS LA PRESSE FRANÇAISE

■ LE FIGARO

Charles Lambroschini

Au Proche-Orient, rien ne change malheureusement ! L'attentat-suicide qui a fait dix-sept morts est évidemment une riposte au mur de protection dont les israéliens ont entrepris la construction : les kamikazes signalent qu'ils ne renonceraient jamais. Ce mur est, en effet, un aveu de désespoir. Ariel Sharon reconnaît que son armée est impuissante à neutraliser les terroristes et que la société israélienne ne supporte plus le carnage. Pis encore, du point de vue de Sharon, son gouvernement se résigne implicitement à l'idée que le futur partage entre les territoires israélien et palestinien reprendra le tracé de la « ligne verte » que la victoire de 1967 avait effacé. La résolution 242 de l'ONU, qui ne semblait qu'un chiffon de papier puisque, depuis trente-cinq ans, elle réclame vainement à Israël de restituer ses conquêtes, se retrouve soudain inscrite dans le béton.

■ LA CROIX

Bruno Frappat

Aux élections, « ils » s'abstiennent encore plus massivement que les autres. Au rayon faits divers, « ils » occupent le devant de la scène. Ils sont les suspects inlassables du feuilleton de l'insécurité. Il est des jours, en général sur le coup de 20 heures, où l'actualité dominante transforme les jeunes en bêtes noires des braves gens. On parle d'eux quand ils vont mal ou quand ils font du mal. Il y a en ce moment, en France, un principe explicatif de tout ce qui ne va pas, de tout ce qui dérape, dérange et désarçonne : « les jeunes ». C'est un lieu commun. C'est, surtout, une facilité : elle nous dispense, nous, adultes, de nous interroger sur ce monde diversifié, multiforme, contradictoire, prometteur qu'est la jeunesse. « Les » jeunes, ça n'existe pas. Il existe des jeunes. Il en est, comme pour les non-jeunes, des bons et des méchants, de sages et de violents, de bien lunés et de mal lunés. Ils voudraient bien être considérés au singulier et non pas traités au pluriel.

■ LES ÉCHOS

Favilla

Jamais la France n'avait connu une bipolarisation aussi spectaculaire, l'UMP et le PS écrasant de leur masse tous les autres partis. La plupart des commentateurs voient là un retour à la logique initiale de la V^e République et un alignement sur la pratique des grandes démocraties anglo-saxonnes. Il faudrait pourtant prendre garde à ne pas se rassurer trop vite. Une première inquiétude tient précisément au fait que les deux grands partis dominants n'ont aucune expérience de cette configuration. Le second motif de prudente réserve est que cette bipolarisation ne concerne que la moitié de l'électorat : il n'y a eu que 47 % des électeurs lors du premier tour de la présidentielle et 53 % lors de celui des législatives à voter pour les partis de gouvernement. La bipolarisation structure, certes, cette moitié des citoyens « inclus ». Par contre, elle laisse de côté cette autre moitié qui appartient à une France mécontente qui oscille entre les coups de gueule protestataires et le silence résigné.

Gérard Chevalier
Nice (Alpes-Maritimes)

Le Monde
ÉDITORIAL

Une Europe élargie

L'UNION européenne s'apprête à franchir un pas historique en accueillant dix nouveaux membres. Plus que d'un élargissement de ce qu'on appelait jadis « la petite Europe », il s'agit d'une véritable réunification de la famille européenne. Des peuples exclus pendant des décennies de la prospérité occidentale par les conséquences de la seconde guerre mondiale vont enfin se retrouver avec leurs voisins qui ont su surmonter leurs rivalités ancestrales pour créer une aire de démocratie, de paix et de développement.

Il aura fallu attendre plus de dix ans après l'effondrement du communisme pour que l'utopie d'une Europe unie puisse devenir réalité. Les pays candidats ont été patients. Il est vrai qu'ils avaient beaucoup à faire pour répondre aux exigences de Bruxelles, accepter le fameux « acquis communautaire » dont l'énoncé compte plusieurs dizaines de milliers de pages, réformer leurs systèmes juridico-administratifs et leurs économies hérités du soviétisme.

Ils y sont pour la plupart parvenus, à l'exception de deux d'entre eux – la Roumanie et la Bulgarie ne feront pas partie de la prochaine vague d'adhésion –, souvent au prix d'efforts douloureux. La longue négociation a parfois fait douter les impétrants des bonnes intentions des membres actuels de l'UE et elle a nourri chez eux une forme d'euroscpticisme, encouragé par les nationalistes et les populistes. La majorité reste pourtant favorable à l'entrée dans l'Union. Les récentes élections en Répu-

blique tchèque, qui ont donné la victoire aux sociaux-démocrates, venant après celles de Hongrie, en ont apporté la démonstration.

Il revient maintenant aux quinze de tenir leurs engagements. Le calendrier est serré. Pour que les peuples actuellement candidats puissent participer à l'élection du Parlement européen en 2004, il faut que le processus de ratification des adhésions soit terminé fin 2003, donc que les négociations soient conclues au Conseil européen de Copenhague, en décembre prochain.

Or, s'il ne reste que trois chapitres à boucler avec les principaux candidats, ce sont les plus délicats. Ils touchent à des sujets très controversés, ne serait-ce qu'à cause de leurs conséquences financières (agriculture, aides régionales, budget communautaire). Les quinze ont pris d'autant plus de retard dans la définition d'une position commune que les élections françaises, et maintenant allemandes, les incitent à l'attentisme.

Les responsables européens, le président de la Commission en tête, répètent que le calendrier sera tenu. Le Conseil européen de Séville est l'occasion d'esquisser les derniers compromis sur les réformes indispensables pour que l'Union soit en ordre de marche avant de passer de quinze à vingt-cinq membres. L'UE ne peut s'élargir sans se réformer mais elle ne peut plus ajourner la réunification du continent, sous peine de manquer à sa parole et de provoquer à l'Est un séisme politique aux conséquences désastreuses.

Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferençzi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin

Directeur artistique : François Lichon

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Housard
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :

Alain Debove, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :

François Bonnet (International) ; Anne-Line Roccati (France) ; Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ; Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

PRÉCISIONS

BACCALAURÉAT. A la suite de notre article sur la réforme de l'épreuve anticipée de français (Le Monde du 7 juin), l'Association française des enseignants de français (AFEF) tient à rappeler son « accord sur l'essentiel des orientations et dispositions de cette réforme, particulièrement en ce qui concerne l'écrit ». S'agissant de l'oral, elle « regrette qu'on ait renoncé à interroger sur un texte non travaillé en classe par l'élève, comme le prévoyait le projet ministériel d'avril 2000. C'est en référence à ce mode d'interrogation, simple et probant, qu'elle conteste la formule beaucoup plus complexe qui lui a été substituée ».

RADIO J. A la suite de notre article sur l'ouverture d'un nouveau volet dans l'affaire de la Société générale (Le Monde du 14 juin), le président de Radio J, Serge Hajdenberg, nous a fait parvenir cette précision : « La personne, présentée dans l'article comme un ancien dirigeant de Radio J, mise en cause dans cette affaire, n'est pas poursuivie en ses anciennes qualités de bénévole ou d'animateur de notre station. Il a été mis en examen en tant que gérant de la régie publicitaire des quatre radios de la fréquence juive, à laquelle nous appartenons. Radio J est totalement étrangère à l'escroquerie découverte par la justice. Nous estimons avoir été instrumentalisés pour des fins dont nous ignorions tout. »

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437 ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunschbourg
94852 Ivry cedex



Le Monde
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Core
21 bis, rue Claude-Bernard - BP218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

Hollywood et l'héritage de Lew Wasserman

BEAUCOUP de morts emportent avec eux le secret de leur succès. Son succès, et sa méthode, fut paradoxalement la seule chose que Lew Wasserman sut rendre transparente de son vivant. De l'ancien patron de MCA Universal, mort le lundi 3 juin à l'âge de 89 ans (Le Monde du 6 juin), on peut dire beaucoup de choses. Il était la figure la plus importante de l'industrie cinématographique américaine entre 1960 et 1990. On disait que des hommes pouvaient trembler devant lui. On disait aussi qu'un simple coup de téléphone de sa part, aux hommes politiques dont il savait cultiver la compagnie et s'assurer le soutien, ou aux parrains de la mafia avec lesquels il était soupçonné d'avoir des accointances, suffisait à déplacer des montagnes.

La légende rejoignait souvent la réalité dans le cas de Lew Wasserman. Il n'y aura plus personne aujourd'hui pour la contredire, ou même l'embellir. Cette légende ressemble un peu à cette grande tour noire monolithique d'Universal City, symbole de son pouvoir, où il avait installé ses bureaux. C'est dans cette même tour que Pierre Lescure a commencé, avec une émotion avouée, son bref règne à la tête d'Universal après le rachat du studio par Vivendi en 2000.

Lew Wasserman est le seul patron de ces quarante dernières années que l'on puisse comparer aux grands fondateurs des studios, les Adolph Zukor, William Fox, Louis B. Mayer, les frères Warner. Le problème est qu'il pourrait également être le dernier, à une époque où il est bien difficile d'identifier un groupe de médias à un seul patron. Seuls Sumner Redstone, le patron de Viacom, qui a transformé une petite entreprise de drive-in en un empire des médias, ou le triumvirat Spielberg-Katzenberg-Geffen à la tête de DreamWorks pourraient éventuellement lui être comparés aujourd'hui. Lew Wasserman n'était pas seulement un producteur, un agent, un propriétaire de studio, un patron de télévision et le président d'une maison de disques. Il était peut-être d'abord, de sa jeunesse, lorsqu'il vendait enfant des bonbons dans un cinéma, à son grand âge, un futuriste qui est resté futuriste.

LA MAÎTRISE DES TALENTS

Les fondateurs des studios, en grande majorité des juifs originaires d'Europe de l'Est, avaient suivi le chemin qui menait de l'exploitation à la production en s'appuyant sur la seule chose qu'ils maîtrisaient à merveille : le public. C'est la thèse de l'historien Neal Gabler, dans un livre capital, *An Empire of Their Own : How the Jews Invented Hollywood*, qui mettait en valeur le caractère utopique et empirique d'une poignée d'immigrés d'Europe de l'Est qui bâtirent l'empire hollywoodien. Le savoir de Lew Wasserman était, selon Neal Gabler, encore plus complet. Il incluait non seulement la connaissance du public, mais la maîtrise des talents, comédiens, auteurs, réalisateurs. Après avoir débuté au sein de Music Corp. of America (MCA), une agence de musiciens et de comédiens dirigée par Jules Stein, il fit preuve d'un instinct infailible pour gérer et comprendre le talent. Ce génie pour l'utiliser, l'optimiser et le rentabiliser l'a amené plus loin qu'aucun autre homme dans l'industrie des médias.

Pour y parvenir, Lew Wasserman a su être un homme de son temps. Lorsqu'il devient président de MCA, en 1946, il comprend que le système des studios est sur le point de disparaître. Le pouvoir est sur le point d'échapper à leurs pro-

priétaires pour se concentrer, de manière définitive semble-t-il, dans les mains des comédiens. Wasserman est le premier à négocier pour ses clients une participation aux bénéfices dans les films où ils tiennent la vedette, et à faciliter la naissance de maisons de production dirigées par les stars. Lew Wasserman est encore le premier à saisir l'importance cruciale des catalogues de films en rachetant en 1958 tous les films Paramount produits avant 1948. MCA paya 10 millions de dollars cette librairie. Quelques semaines après, Lew Wasserman vendait les droits de diffusion de ces films à plusieurs chaînes de télévision et empocha 30 millions de dollars.

Dans les années 1910, Adolph Zukor, le fondateur et patron de la Paramount, avait intégré dans une seule entité production, distribution et exploitation de films. Lew Wasserman a poursuivi cette logique en créant au sein d'Universal un département télévision destiné à diversifier les activités de son studio, et à élargir les débouchés des clients. Il a su intégrer le cinéma et la télévision, puis la musique et les parcs d'attraction dans une stratégie globale de convergence des médias qui fait toujours loi.

A une époque où les agents de talent sont, aux Etats-Unis, parfois plus célèbres que les stars dont ils gèrent la carrière, la méthode de Lew

Wasserman, mélange d'omniscience et d'effacement – il n'accordait jamais le moindre entretien à la presse –, apparaîtrait aujourd'hui comme une grossière erreur. Elle consistait à susciter le talent, à fréquenter les artistes, à les connaître, puis à leur offrir un cadre industriel susceptible d'utiliser et de rentabiliser au mieux leurs compétences.

Cette hiérarchie – les actionnaires et les financiers au service des talents – ne s'est jamais démentie durant le règne de Wasserman, même au moment où ce dernier inventait en 1975, avec le succès planétaire des *Dents de la mer* de Steven Spielberg, le *blockbuster*, nom donné à ces productions qui rapportent des sommes énormes en quelques semaines d'exploitation. Il y a eu un style Lew Wasserman, qui ne se reconnaît pas uniquement aux costumes noirs et aux lunettes aux verres surdimensionnés qu'arborait le patron d'Universal. Son style s'incarnait dans la manière dont il exerçait son pouvoir, dans les limites qu'il se fixait, et dans cette croyance, somme toute très réaliste tant elle a assuré la prospérité de MCA Universal, que le cinéma doit toujours rester le centre de l'activité d'un groupe de communication.

Samuel Blumenfeld

« Après-demain » PAR PANCHO



Les transformations du wahhabisme saoudien

LES STRUCTURES politico-religieuses saoudiennes, dominées par le wahhabisme, et leurs influences dans le monde arabo-musulman demeurent encore peu connues en France. Le Centre d'études interdisciplinaires des faits religieux (CEIFR) et la Maison des sciences de l'homme y ont consacré, lundi 10 juin, une journée d'études, à l'initiative de l'anthropologue Hosham Dawod.

Le wahhabisme prend naissance en 1744, par la conclusion d'une alliance entre le réformateur religieux Mohammed Ibn Abdelwahhab et l'émir tribal Mohammed Ibn Saoud : « Un pacte entre un savant (ouléma) et un chef politique sur des bases d'égalité », commente Guido Stienberg, historien et conseiller à la chancellerie fédérale allemande. Ce pacte donnait à la famille des Saoud « une dynamique d'expansion et une légitimité religieuse ». A l'origine, le wahhabisme est donc un mouvement militaro-culturel fondé sur l'alliance de la classe des guerriers nobles (la maison d'Ibn Saoud), de la classe des religieux (la famille des Al-Cheikh, descendants d'Ibn Abdelwahhab) et de l'armée des bédouins du Najd, la région centrale de la péninsule arabique.

Conclu sur une base égalitaire, le pacte initial connaît une double évolution à partir du moment où Abdelaziz Ibn Saoud sort du Najd, étend son autorité sur le Hijaz (la région de La Mecque) et fonde le royaume saoudien, en 1932. « Le pouvoir politique s'est émancipé du religieux, constate M. Stienberg ; en contrepartie, le religieux a pu profiter de la manne pétrolière et répandre

son message à travers le monde, par des institutions comme la Ligue islamique mondiale. »

Le concept de wahhabisme pose d'emblée un problème de terminologie, puisque les wahhabites refusent de se désigner comme tels. Ils préfèrent les termes de *al-muwahhidun* (« les unitaires »), *ahl at-Tawhid* (« les gens de l'unicité divine ») ou *as-salafiyun* (« les salafites »). Comme les penseurs du réformisme musulman, qui a vu le jour à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, ils se réclament de l'islam des premières communautés de La Mecque et de Médine, des *salaf as-salih*, c'est-à-dire des compagnons du prophète Mahomet et des deux générations qui leur ont succédé. Ils prétendent dépasser les quatre écoles traditionnelles de jurisprudence de l'islam sunnite, même si leur filiation idéologique, à travers la pensée d'Ibn Taymiyya (1263 à 1328), les situe nettement dans la plus rigoriste, celle du hanbalisme.

CONTRE LES MUSULMANS

Le wahhabisme repose sur l'idée de l'unicité absolue de Dieu (*tawhid*). Il rejette le soufisme, les pratiques d'intercession et le culte des saints. Il condamne toute innovation (*bid'a*) qui s'écarte du Coran et de la Sunna. Le wahhabisme est donc dirigé essentiellement contre les musulmans eux-mêmes et contre leur supposé laxisme en matière religieuse.

Des auteurs allemands, comme Reinhard Schulze, opèrent une distinction entre le wahhabisme originel et un « néo-wahhabisme » qui se développe à partir du moment où le clan des Ibn Saoud quitte le Najd

et s'emparent du Hijaz. « La différence entre oulémas najdis et oulémas hijazis est essentielle pour comprendre le wahhabisme, juge Guido Stienberg. Les oulémas originaires du Hijaz, qui ne sont pas des littéralistes et ne prônent pas le takfir (l'excommunication), ne doivent pas être considérés comme des wahhabites, mais plutôt comme des salafites. » Personnalité centrale du wahhabisme saoudien pendant près de cinquante ans, le grand mufti Abdelaziz Ibn Baz s'est éteint en 1999. Son successeur, Abdelzaziz al-Cheikh, appartient pour sa part à la famille du fondateur de l'école wahhabite.

Le livre de référence de l'islam wahhabite reste le *Kitab at-Tawhid*, rédigé par Mohammed Ibn Abdelwahhab. « La thèse centrale est celle de l'unicité divine, commente Constant Hamès, chercheur au CEIFR. Le livre a pour but de lutter contre le shirk ou "associationnisme", la déviance par excellence qui consiste à associer d'autres divinités à Allah. » L'ouvrage se présente comme un inventaire des actes et des paroles qui constituent des formes de shirk. « Le tawhid religieux légitime un tawhid politique et donc un régime autoritaire, conclut M. Hamès. Il promeut une vision du monde dualiste et conflictuelle, qui oppose le monde du tawhid et celui du shirk. »

Oliver Roy, chercheur au CNRS, définit les contours d'une « matrice néofondamentaliste » qui n'est pas exclusivement wahhabite, mais dont le wahhabisme fait partie. L'influence des universités saoudiennes, et en particulier de celle de Médine, est ici déterminante : les conditions d'études y sont plus inté-

ressantes qu'à Al-Azhar, grâce à un système de bourses, et les étudiants étrangers s'y pressent. « L'islam fondamentaliste qu'on y enseigne a pour caractéristique d'être déculturé et adaptable à toute situation. Un islam en kit, en quelque sorte, facilement transportable et accordé à la globalisation », commente Olivier Roy.

Malika Zeghal, du CEIFR, repère à travers l'itinéraire de quelques oulémas, comme la famille des Ketanis, au Maroc, l'influence « oblique » d'un wahhabisme diffus dans tout le monde musulman. Cette exportation de la doctrine d'Ibn Abdelwahhab n'a pu se faire que grâce à son intégration dans le concept plus large de salafisme. En définitive, le wahhabisme s'est réapproprié cette notion, forgée par les réformistes musulmans tels qu'Al-Afghani (1838-1898) et Mohammed Abduh (1849-1905) en référence aux *salaf as-Salih*, et lui a donné une coloration plus stricte. « Grâce à l'appui du financement en pétrodollars, le wahhabisme national saoudien s'est transformé en un wahhabisme transnational ou dénationalisé, qui a pris le nom de salafisme et a gardé certains traits du wahhabisme, en abandonnant d'autres pour pouvoir survivre dans un monde d'idées "islamiques" très concurrentiel », conclut Malika Zeghal.

Cette mouvance salafite au sens large mériterait maintenant d'être étudiée sérieusement, dans son influence à l'intérieur du monde musulman, mais aussi en Europe, dans les communautés issues de l'immigration.

Xavier Ternisien

ENTREPRISES

ÉNERGIE

EDF a annoncé, mardi 18 juin, une nouvelle acquisition importante à l'étranger. L'électricien a acquis le britannique **SEEBOARD**, pour 2,18 milliards d'euros. Grâce aux 1,9 million de clients de Seeboard,

EDF, qui était déjà présent outre-Manche, fournira plus de 5 millions de consommateurs, ce qui était son objectif. Cette acquisition pourrait relancer le **DÉBAT SUR LE STATUT** public de l'électricien. En

ITALIE, les critiques restent vives contre cette entreprise publique qui, en 2001, a acquis Edison à la hussarde. En **GRANDE-BRETAGNE**, les critiques sont plus modérées, mais pas inexistantes. EDF, qui ambi-

tionne de réaliser 50 % de son chiffre d'affaires « hors électricité en France », juge cette stratégie internationale indispensable. Mais pour le moment, celle-ci grève sa rentabilité.

EDF impose sa privatisation en poursuivant ses acquisitions

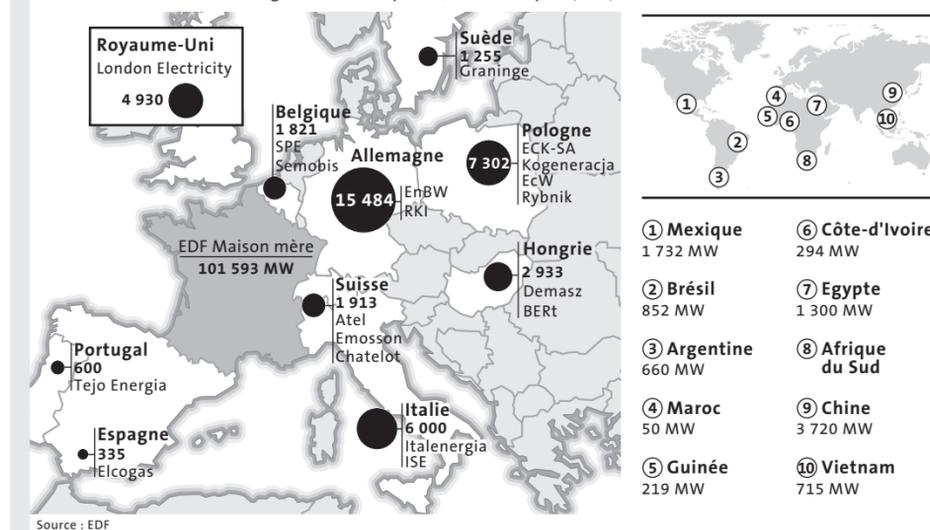
Le groupe public français a pris le contrôle, mardi, de l'électricien britannique Seeboard pour 2,18 milliards d'euros. Depuis 2000, il a dépensé plus de 10 milliards d'euros à l'international, ce qui plaide, selon lui, en faveur d'une ouverture du capital pour renforcer ses fonds propres

QUELQUES JOURS après avoir « consolidé », selon ses propres termes, ses positions en Italie, EDF a remporté, mardi 18 juin, l'appel d'offres pour l'acquisition de l'électricien britannique Seeboard, un réseau situé dans le sud de l'Angleterre mis en vente par l'américain American Electricity Power. London Electricity (LE Group), la filiale britannique à 100 % d'EDF qui a mené l'opération, va déboursier 1,39 milliard de livres (2,17 milliards d'euros), dont 1,05 milliard d'euros en numéraire et 1,12 milliard pour la dette de Seeboard. EDF a remporté l'affaire face à deux concurrents de poids : Powergen, filiale du géant allemand E.ON, et Scottish & Southern. Mois de quatre ans après sa spectaculaire entrée sur le marché britannique, en décembre 1998, avec l'acquisition pour 2 milliards d'euros de London Electricity, le groupe public français se hisse au quatrième rang, en nombre de clients, outre-Manche.

« Nous avons désormais la taille critique de 5 millions de clients, indispensable pour amortir nos coûts fixes », se félicite Vincent de Rivaz, directeur général de LE Group. En trois opérations, EDF a complété son réseau, au départ très régional, sur la capitale et le sud de l'Angleterre, « une région riche, où les clients sont solvables », souligne M. de Rivaz. Le 19 novembre 2001, LE Group avait acquis East Anglian Network, le principal réseau de distribution électrique britannique (90 000 kilomètres de lignes) à un

UNE FORTE PRÉSENCE INTERNATIONALE

Investissements d'EDF, en mégawatts électriques et/ou thermiques (MW)



autre américain, TXU, pour 2,1 milliard d'euros. LE Group « vaut aujourd'hui 6,5 milliards de livres [10,15 milliards d'euros] dont la moitié en dettes », dit son directeur général.

POLÉMIQUE EN EUROPE

Plus que jamais, le marché britannique est le laboratoire et la vitrine de la stratégie de conquête internationale du groupe français, dont le nouveau patron de LE Group fut, dans ses précédentes fonctions au

siège d'EDF, l'une des têtes pensantes. L'objectif est d'être à la fois un producteur et un distributeur pour être capable de « servir les clients régulés et dérégulés ». LE Group dispose ainsi d'une branche de négoce (trading) et d'achat d'énergie qui lui permet de bâtir des contrats sur mesure pour les grands clients industriels, mais il s'est doté, au fil des ans, d'une base de production de 5 000 mégawatts, en rachetant des centrales électriques.

Cette nouvelle opération de crois-

sance externe, qui doit encore être examinée par la Commission européenne, risque-t-elle d'alimenter à nouveau la polémique, en Europe, sur la montée en puissance d'EDF, groupe public français, dans le marché européen libéralisé ? Les critiques furent certes virulentes en Allemagne, en Espagne et surtout en Italie, lors de l'OPA menée sur Montedison en 2001. Mais en Grande-Bretagne, où la libéralisation du marché est une histoire déjà ancienne, on s'intéresse davantage aux

ratios financiers de LE Group qu'à la nature de son actionnaire. « Nous avons emprunté récemment 350 millions de livres sur vingt-cinq et trente ans pour le seul réseau londonien, sans aucun problème », argumente M. de Rivaz.

Paradoxalement, c'est peut-être en France que la polémique pourrait rebondir. La boulimie d'acquisition de François Roussely, le président d'EDF, inquiète certains observateurs qui font, à tort ou à raison, le rapprochement avec un France Télécom. « Seeboard est inclus dans l'enveloppe d'investissement fixé par notre contrat de groupe 2001-2003. A la fin de 2002, nous aurons dépensé 11 milliards d'euros sur les 19 milliards prévus », souligne Jacques Chauvin, le directeur financier d'EDF, qui affirme que les ratios financiers fixés par le contrat de groupe, notamment le retour de 10 % sur les capitaux empruntés, ne subiront « aucune dégradation, et au contraire s'amélioreront dès 2004 ». Quant à la dette, qui atteint dorénavant plus de 22 milliards d'euros, il estime que « le rapport capitaux propres capitaux empruntés reste bon ».

AVEC DETTES ET PARFOIS PERTES

Il reste que des questions commencent à se poser sur la pertinence d'une stratégie de conquête coûteuse et dont les synergies ne se traduisent pas encore très clairement en réduction de coûts. Pour l'heure, le groupe français empile les filiales, avec leurs dettes et parfois leurs pertes. L'allemand ENBW a eu

un impact négatif de 173 millions d'euros sur le résultat consolidé en 2001 ; London Electricity a vu son bénéfice net fondre à 37 millions d'euros. Quant à l'Arengine et le Brésil, ils ont coûté, en 2001, 545 millions d'euros de provision pour risque. En Italie, l'ancien Montedison, devenu Edison, a enregistré une perte nette de 315 millions d'euros en 2001. Certes, EDF ne possède que 18 % d'Italenergia, la

La tension monte à Gaz de France

Une semaine après l'annonce de la réorganisation de la direction de Gaz de France, la tension monte au sein de l'entreprise gazière. Mercredi matin 19 juin, cinq des six administrateurs salariés, dont ceux de la CGT et de FO, avaient décidé de quitter la séance du conseil d'administration convoquée pour 15 heures. Ils entendent protester contre « l'absence de concertation » sur la réorganisation, dans laquelle ils voient une première étape de « préparation à la privatisation » et de « remise en cause de l'alliance historique avec EDF ».

Joint par Le Monde, Olivier Barrot, administrateur CGT à GDF, estime que « la solution industrielle pour préserver le service public est une fusion de Gaz de France et d'EDF ».

holding d'Edison, mais par le jeu des droits de préemption multiples souscrits lors de la sortie de Fiat, le 14 juin, le groupe français a porté ses engagements italiens potentiels hors bilan à 5 milliards d'euros.

D'une certaine façon, l'acquisition de Seeboard tombe à pic pour hâter l'ouverture du capital réclamée par M. Roussely, qui répète depuis des mois que « la question des fonds propres d'EDF devra être posée d'ici à la fin 2003 ». La nouvelle majorité parlementaire est favorable à la privatisation partielle d'EDF et de GDF. « J'ai planché deux fois à Bercy, devant le Trésor, en avril et en mai, et nous avons le soutien sans réserve de notre maison mère et de son actionnaire. Le nouveau ministre de l'économie a donné lui-même son feu vert », affirme M. de Rivaz à propos de Seeboard. Mais certains chiraquiens sont tentés aujourd'hui de soutenir un schéma alternatif : celui d'une fusion avec Gaz de France, réclamé par un nombre croissant de syndicats, y compris au sein de la CGT, avec laquelle M. Roussely a pourtant fait alliance.

Martine Orange

Pascal Galinier

Une coûteuse expansion pour des synergies incertaines

DES PRISES de participation en Espagne, en Allemagne, en Italie, en Grande-Bretagne, en Argentine ou au Brésil ; des centrales en Guinée, au Vietnam, au Maroc, en Chine, en Égypte, en Hongrie, au Mexique : EDF a de moins en moins à voir avec l'entreprise publique familière des Français. Avant même l'acquisition du britannique Seeboard, le groupe a investi, en deux ans, plus de 11 milliards d'euros dans son expansion internationale. Son endettement, qui avait diminué jusqu'en 1999 pour atteindre 19,9 milliards d'euros, est remonté à 22,2 milliards d'euros, soit 1,62 fois ses fonds propres. La rentabilité n'est pas encore au rendez-vous de ces investissements. En 2001, le résultat net d'EDF a diminué de 26 % pour tomber à 841 millions d'euros.

Pour la direction d'EDF, il ne s'agit que d'une contre-performance passagère. Le groupe, selon elle, n'a de toute façon pas le choix. Pour faire face à la fin de son monopole en France et à l'inévitable perte de clientèle, EDF est condamné à croître et à aller au-delà des

frontières, s'il ne veut pas périr. Cette expansion est d'autant plus nécessaire que les clients la demandent, insiste le groupe. A l'image de ce qui s'est passé dans des secteurs comme les équipements automobiles, les grands clients industriels recherchent des groupes d'énergie capables de les accompagner partout dans le monde, ou au moins en Europe, et de prendre en charge la fourniture et la gestion de l'ensemble de leurs besoins en énergie. EDF cite en exemple son concurrent allemand RWE, qui a obtenu la gestion de tous les sites européens du chimiste BASF.

OBSTACLES PHYSIQUES ET RÉGLEMENTAIRES

Cette demande de grands clients suffit-elle à justifier la politique du groupe ? EDF peut-il parvenir à rentabiliser des investissements, qui pourraient aller jusqu'à 19 milliards d'euros, selon l'enveloppe budgétaire qui lui a été allouée jusqu'en 2003 ? Pour l'instant, la question reste entière.

En Europe, la libéralisation des marchés de l'énergie, en dépit des déclarations des uns et

des autres, est loin d'être achevée. L'interconnexion des réseaux de haute tension, condition première d'une libéralisation du marché, fonctionne mal. L'Espagne n'est reliée que par deux lignes au reste du continent, l'Italie et la Grande-Bretagne font figure de péninsules électriques. Même au centre de l'Europe, il existe des lieux mal reliés où le distributeur local a un monopole de fait. Éliminer ces barrières naturelles risque de demander du temps.

De plus, la gestion des réseaux n'est pas harmonisée. En France, elle a été confiée à un organisme indépendant, le Réseau de transport électrique (RTE), qui, bien qu'issu d'EDF, commence à prendre ses distances et permet à d'autres fournisseurs de circuler librement. En Allemagne, en revanche, la gestion du réseau est encore aux mains de producteurs régionaux qui veillent jalousement à ne pas trop ouvrir le marché à la concurrence.

Ces obstacles à la fois physiques et réglementaires laissent penser qu'il faudra du temps à EDF pour pouvoir tirer tout le parti

de sa taille, notamment dégager les synergies industrielles liées à une optimisation de la gestion de son parc en Europe.

Peut-il espérer, en attendant, bénéficier de synergies commerciales ? La situation, là encore, paraît nuancée. Grâce à sa participation dans l'allemand ENBW, EDF peut plus facilement accéder aux réseaux allemand et suisse et à ainsi acquis sa place au cœur de cette Europe industrielle, qui va des Pays-Bas à Milan. Sa participation dans Hydrocantaabrico, par le biais de sa filiale allemande, en revanche, semble moins positive. Non seulement le groupe a vu ses droits de vote limités temporairement à 2 %, mais encore, il ne peut s'appuyer sur cette filiale pour poursuivre son développement commercial. EDF n'a pas remporté l'appel d'offre de Renault sur l'approvisionnement de tous ses sites en Espagne, faute d'une couverture suffisante. Le contrat de fourniture a été gagné par le numéro un espagnol Endesa.

Les étrangers alimentent 55 % des ménages britanniques

LONDRES

de notre correspondant

Seeboard était l'un des derniers actifs encore disponibles sur le marché britannique, hautement concurrentiel, de l'électricité. Depuis 1995, les acheteurs américains et européens y ont dépensé plus de 65 milliards de livres. Aujourd'hui, plus de 55 % des ménages britanniques sont pourvus en électricité par des compagnies étrangères. Le britannique Scottish and Southern Energy, qui était en lice face à EDF pour l'achat de Seeboard, est l'une des deux dernières compagnies électriques encore entre les mains des Britanniques parmi les 14 distributeurs régionaux d'électricité privatisés en 1990.

« L'ARGENT DU CONTRIBUABLE »

Le rachat de Seeboard par EDF attire une nouvelle fois l'attention sur le statut du groupe public français, considéré ici comme privilégié. Le gouvernement, les acteurs économiques et la presse britannique accusent souvent l'entreprise française de jouer les « prédateurs » en Europe, en multipliant les acquisitions tout en bénéficiant

d'un marché intérieur largement protégé et d'un statut nationalisé qui le met à l'abri de tout prédateur en retour.

Les rivaux d'EDF outre-Manche soulignent que le prix payé pour Seeboard – 309 livres par client pour la partie distribution – est l'un des plus élevés jamais consentis par une compagnie d'électricité en Grande-Bretagne. « S'ils ont pu payer autant, c'est parce qu'ils utilisent l'argent du contribuable français », affirme le représentant d'un des concurrents malheureux, cité par l'agence Reuters.

Ce que réfute Vincent de Rivaz, directeur général de London Electricity, qui souligne que d'autres acquisitions ont été menées par des concurrents ces dernières années jusqu'à 400 livres par client. Quoi qu'il en soit, « nous n'envisageons plus de faire de grande acquisition en Grande-Bretagne », a déclaré, mardi 18 juin, M. de Rivaz. Avec désormais 5,2 millions de clients, EDF se hisse parmi les cinq premiers distributeurs d'électricité et de gaz au Royaume-Uni.

Jean-Pierre Langellier

Le français paye chèrement sa « campagne d'Italie »

Les hommes politiques de la Péninsule n'ont toujours pas accepté l'arrivée du groupe public

MILAN

correspondance

Un an après la prise de contrôle du groupe d'énergie italien Edison par EDF, Fiat et des investisseurs financiers, la présence du groupe français en Italie continue de susciter des polémiques. Voici quelques jours, les actionnaires de Italenergia (qui contrôle Edison et dont EDF détient 18 % du capital, mais 2 % seulement des droits de vote) se sont mis d'accord sur la recomposition du capital de cette holding. Grâce à un complexe jeu d'options de vente et d'achat d'actions (put and call), les investisseurs financiers (les banques Banca di Roma, Intesa BCI et Sanpaolo IMI, et la société Tassara de Romain Zaleski) pourront se désengager complètement de Italenergia dans trois ans.

EDF pourrait ainsi devenir l'actionnaire majoritaire du groupe si Fiat décide de passer la main. Mais la classe politique a déjà commencé à poser ses conditions : le ministre de l'Industrie Antonio Marzano a déclaré que « la position du gouvernement n'a pas changé. Nous n'avons pas l'intention de modifier

la loi [qui prévoit la limitation des droits de vote]. Si, d'ici à 2005, EDF n'est plus un monopole public, il pourra entrer dans le marché électrique italien », fait savoir le ministre. Sous-entendu : sans l'ouverture du capital du groupe français et celle du marché hexagonal, EDF pourra difficilement tirer parti de sa mise dans la Péninsule. Le président de la commission des affaires productives à la Chambre des députés, le centriste Buno Tabacci, avait exprimé fin mai le courant de pensée dominant : « Je ne pense pas que le gouvernement et le Parlement puissent éliminer, sans réciprocité, cette règle [la limitation des droits de vote]. Et je me demande si le président d'EDF peut continuer à investir à l'aveugle. »

CONTRÔLE D'ITALENERGIA

Même Fiat relativise les possibilités pour EDF de se retrouver maître à bord dans Edison. Le groupe italien, aux prises avec un endettement considérable, a dû réduire sa participation dans Italenergia : il a cédé aux banques 14 % d'Italenergia, réduisant sa participation à 24,6 %. Mais si Fiat a résolu ses dif-

ficultés financières en 2005 – ou s'il a vendu sa branche automobile – il pourra, au moyen du jeu d'options, devenir lui-même l'actionnaire majoritaire de Italenergia, avec EDF comme actionnaire minoritaire fort. Le président de Fiat, Paolo Fresco, a pris soin vendredi 14 juin de désamorcer toute polémique : « L'objectif, partagé par tous les actionnaires, est que le contrôle d'Italenergia reste en mains italiennes. EDF a confirmé son intention de continuer à être pour Italenergia un important partenaire stratégique et technologique, mais a dit explicitement qu'il n'entend pas atteindre une position de contrôle », a déclaré le président de Fiat.

EDF, qui a investi ces jours derniers de fortes sommes sur Italenergia – notamment un prêt de 950 millions d'euros –, paye donc également le prix politique de son entrée en force sur le marché italien voici un an. Au printemps 2001, deux camps s'affrontent pour le contrôle de Montedison (une holding diversifiée contrôlant entre autres Edison) : d'un côté, la banque d'affaires Medio-

banca et ses alliés, de l'autre, des actionnaires frondeurs menés par le financier Romain Zaleski. EDF s'invite alors au capital de Montedison, montant en puissance progressivement, puis, avec l'aide de Fiat, lançant une offre publique d'achat hostile sur Montedison.

Les déclarations des hommes politiques ces derniers jours prouvent bien que les Italiens n'ont toujours pas digéré le comportement à la hussarde du groupe public.

Marie-Noëlle Terrisse



LDCom s'apprête à racheter 9Télécom à l'opérateur Telecom Italia

Le groupe dirigé par Robert Louis-Dreyfus reprendrait l'opérateur de téléphonie fixe français en échange de l'entrée à hauteur de 6 % à 7 % de l'italien dans son propre capital

TELECOM Italia a enfin trouvé un repreneur pour sa filiale française de téléphonie fixe et de services Internet 9Télécom (9Télécom, Mageos, Jet Multimedia, Europe Explorer). Un accord de principe aurait été trouvé vendredi dernier avec l'opérateur alternatif français LDCom.

Le conseil d'administration de la filiale de télécommunications du groupe de négoce Louis-Dreyfus doit donner son feu vert officiel,

Le schéma prévoit que Telecom Italia cède la totalité de sa participation dans 9Télécom (94 % du capital) contre une part de 6 % à 7 % du capital de LDCom, valorisant ainsi cette dernière société à près de 2,6 milliards d'euros. De plus, l'opérateur historique italien injecterait 200 millions d'euros dans sa filiale française pour nettoyer son bilan et abandonnerait une créance de près de 500 millions.

Pour Telecom Italia, - en quête

française (après la revente fin mars à Bouygues de ses 19,6 % dans la filiale de téléphonie mobile Bouygues Télécom).

Du côté de LDCom, le rachat de 9Télécom, qui revendique 1 million de clients, s'inscrit dans sa stratégie audacieuse de consolidation des petits opérateurs alternatifs. L'idée est de former un groupe qui aurait la taille critique pour atteindre la rentabilité. Cette acquisition serait ainsi la sixième en quelques mois après Fortel, le réseau de Kertel, Belgacom France, Kaptech et Ventelo. LDCom est aussi en négociation avec Suez pour le rachat de sa filiale de boucle locale radio FirstMark ; l'opération pourrait être finalisée mi-juillet avec, à la clé, une entrée de Suez dans le capital de LDCom.

LDCom est en effet bien décidé à s'imposer dans la téléphonie locale et dans l'accès Internet à haut débit. Il vient d'ailleurs de gagner dans un différend l'opposé à France Télécom sur l'accès à la « boucle locale » (les derniers mètres qui permettent de relier le client final aux réseaux de télécommunications).

La question est de savoir si LDCom, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 181 millions d'euros l'an dernier pour un résultat à l'équilibre, a les moyens de ses ambitions. Concernant 9Télécom, LDCom convoite ainsi les clients entreprises mais ne devrait pas être intéressé par le réseau, redonnant du sien. Il pourrait revendre l'activité d'accès à Internet et de portail grand public, domaine où il

est absent. L'avenir des effectifs de 9Télécom (1 072 salariés au total) est donc en suspens.

Le groupe rachète certes aujourd'hui sur des valorisations très basses. De plus, il parvient souvent à ne pas décaisser de cash en proposant ses propres actions aux vendeurs. LDCom a su aussi construire habilement un réseau longue distance à moindres frais, en empruntant le réseau des voies navigables.

Reste que racheter des petits opérateurs de télécommunications dans un contexte aussi mauvais pour le secteur est un véritable

La question est de savoir si LDCom a les moyens de ses ambitions

ble pari. Quand Robert Louis-Dreyfus a pris la présidence de la filiale du groupe familial il y a deux ans, il déclarait à l'hebdomadaire *L'Express* : « Pour une fois, je prends le train du succès en marche. Alors, en tant que PDG, je ne sais pas vraiment à quoi je vais servir. » Finalement, la situation exige de lui rien de moins qu'une vision claire et une gestion rigoureuse s'il veut réitérer la « success story » d'Adidas.

Gaëlle Macke

Les aiguilleurs européens se mobilisent inégalement contre le « ciel unique »

La France est la plus touchée par la grève

COMME prévu, le mouvement de grève européen lancé à l'initiative de 13 syndicats européens de contrôleurs aériens (Atceuc) contre le projet de « ciel unique » proposé par la Commission européenne va entraîner de nombreuses perturbations, surtout en France (*Le Monde* du 19 juin). Cet arrêt de travail, dont la durée est variable selon les pays - de 6 heures du matin à 23 heures en France, quelques heures ailleurs - intervient au lendemain des discussions entre les ministres des transports lundi 17 et mardi 18 juin à Luxembourg. Le projet, proposé par la Commission en octobre 2001, pourrait entrer en vigueur en 2004.

Les compagnies aériennes nationales devaient assurer un service minimum : Air Lib ne devait maintenir que 10 % de ses vols sur la France et 50 % des vols sur l'Algérie alors que la compagnie assurera normalement ses vols longs courriers. Air France n'effectuera que 10 % de ses vols en métropole et en Europe, mais 90 % des long-courriers voleront.

Si la grève est plus importante en France que dans le reste de l'Europe, c'est une conséquence de la législation : « Nous avions proposé de faire une grève de 4 heures, comme les autres syndicats européens, mais en France c'est légalement impossible. C'est pourquoi ce mouvement pourrait donner l'impression d'être national », explique Alain Serres, secrétaire national du Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien (SNCTA). A l'inverse, la grève ne devait durer que 4 heu-

res en Grèce et au Portugal, 1 heure en Italie et se résumer à des actions de solidarité ailleurs.

« Il est de notre devoir de dénoncer les dérives idéologiques visant à appliquer à la gestion de l'espace aérien les règles classiques de la concurrence », expliquent les syndicats français. « A travers une notion imprécise de bloc d'espace aérien, le projet enlève aux Etats la souveraineté de leur espace en donnant à un Comité de ciel unique les pleins pouvoirs pour redécouper cet espace aérien et attribuer ces blocs à des prestataires, selon des critères économiques », précise la CFDT.

« MONOPOLE NATUREL »

La proposition de la Commission vise à simplifier le patchwork actuel de normes nationales en matière de contrôle aérien. La proposition prévoit d'encadrer les redevances payées par les compagnies et d'ouvrir à la concurrence certains « services connexes » au contrôle aérien, comme les services météorologiques.

La Commission, qui estime que la division actuelle freine la croissance du transport dans les airs, a précisé mardi avoir « incorporé des suggestions » des syndicats dans le projet et a démenti toute privatisation, parlant du contrôle aérien comme d'« un monopole naturel » des autorités publiques. Les projets de règlement de « ciel unique européen » devraient être votés au Parlement européen à Strasbourg début juillet.

François Bostnavaron

MobilCom : France Télécom proche d'un accord

France Télécom a franchi une étape dans la résolution du problème MobilCom, l'opérateur allemand dont il détient 28,5 % du capital. Depuis plusieurs semaines, le groupe français tente de renégocier auprès des banques la dette de 4,7 milliards d'euros de l'entreprise allemande, qui arrive à échéance fin juillet. A priori, France Télécom aurait trouvé un accord auprès des quatre banques chefs de file. Celles-ci devaient à leur tour, mercredi 19 juin, tenter de convaincre les autres partenaires bancaires du bien-fondé du montage : la dette est transformée en une obligation quasi-perpétuelle.

L'opérateur français doit encore négocier le refinancement des crédits fournisseurs octroyés à MobilCom par le finlandais Nokia et le suédois Ericsson. Enfin, vendredi 21 juin, un nouveau conseil de surveillance de l'entreprise allemande se réunit. A l'ordre du jour, l'éviction du PDG et fondateur de MobilCom, Gerhard Schmid. France Télécom espère que, cette fois, le vote lui sera favorable. L'opérateur français pourrait alors reprendre les 50 % du capital encore détenu par le PDG fondateur.

mercredi 19 juin, et le comité d'entreprise de 9Télécom est convoqué jeudi 20 juin pour être averti du « projet de cession » à LDCom. Conseillé par la banque Lazard, Telecom Italia a préféré LDCom à l'offre du fonds britannique Apax ou d'Iliad (propriétaire de Free). Cegetel, l'allemand Deutsche Telekom et le suédois Tele2 auraient étudié le dossier.

de recentrage et de désendettement comme tous les grands opérateurs de télécommunications en ces temps moroses - cette vente permet de se débarrasser d'un actif lourdement déficitaire (9Télécom a accusé une perte d'exploitation de 296 millions d'euros en 2001 pour un chiffre d'affaires de 277 millions) et de solder définitivement sa malheureuse aventure

Le Nasdaq veut concurrencer la Bourse de Francfort

FRANCFORT

de notre correspondant

Bousculé aux Etats-Unis depuis l'éclatement de la bulle Internet, le Nasdaq n'en continue pas moins de lorgner avec envie vers l'Europe. Le marché des valeurs de croissance américain a dévoilé, mardi 18 juin à Francfort, son projet de plate-forme d'échanges électronique en Allemagne. A terme, c'est-à-dire dès 2003 selon les prévisions, celle-ci devrait concurrencer la Bourse de Francfort, qui domine de la tête et des épaules le marché allemand.

PARTENAIRES ALLEMANDS

L'idée est simple, du moins sur le papier. Dans un premier temps, la nouvelle plate-forme proposera à sa clientèle d'accéder à quelque 300 valeurs : celles du Dax, l'indice vedette de la Bourse de Francfort, et celles du Nemax 50, la référence du Neuer Markt, le nouveau marché allemand, mais aussi celles du Nasdaq 100, du Dow 30 et de l'Eurostoxx 50. Le nouvel opérateur entend séduire les investisseurs privés grâce à des commis-

sions réduites par rapport à celles prélevées par la Deutsche Börse, l'exploitant de la Bourse de Francfort. Et il espère attirer plus de 15 % des transactions d'ici à 2005.

Particularité de l'opération : le Nasdaq Allemagne sera codétenu à 50 % par le Nasdaq et par une série de partenaires allemands. On trouve à son tour de table deux actionnaires et clients historiques de la Deutsche Börse, la Dresdner Bank (filiale à 10 % de l'assureur Allianz), et la Commerzbank, accompagnée de sa société de courtage en ligne Comdirect (15 %). Les deux établissements privés n'abandonnent pas pour autant la Deutsche Börse, mais entendent disposer de plusieurs fers au feu afin d'être associés à une éventuelle réussite du Nasdaq. Au contraire, les Bourses régionales allemandes de Berlin et de Brême (10 % du capital chacune) voient à l'occasion d'ouvrir une brèche dans le quasi-monopole de la Deutsche Börse. D'autres partenaires pourraient se joindre à l'initiative, à l'instar de l'HypoVereinsbank.

« A moyen terme, il est envisagé de négocier jusqu'à 3 000 valeurs sur la plate-forme et de réaliser des introductions en Bourse de sociétés », a indiqué mercredi 19 juin l'un des promoteurs du projet. Dans cette hypothèse, le Nasdaq Allemagne pourrait alors se positionner en rival direct du Neuer Markt, au moment où ce dernier traverse une crise de confiance sans précédent.

LA DEUTSCHE BÖRSE CONFIANTE

Introductions rarissimes, effondrement des cours, scandales financiers, délits d'initié, le Neuer Markt accuse le coup après avoir connu une ascension fulgurante à la fin des années 1990. Néanmoins, l'éventuelle intrusion du Nasdaq sur le territoire allemand sera semée d'embûches. La Deutsche Börse se dit confiante : « L'offre alternative devra convaincre qu'elle peut surmonter les règles administratives et atteindre nos standards de qualité », dit un de ses porte-parole.

Philippe Ricard

Sur Internet, le marketing viral prolifère

EN CRÉANT l'opération « Vol à gratter », la SNCF a réussi à inscrire 143 000 participants, en quinze jours, à un jeu destiné à faire découvrir l'offre de vols, longs et moyens courriers, proposée via Internet par la SNCF. La technique porte un nom, celui de marketing viral. Simple héritier du bouche à oreille dans sa forme électronique, le procédé consiste à envoyer un message promotionnel à un noyau de personnes, lesquelles utilisent leur pouvoir de recommandation pour diffuser à leur tour le message. Les entreprises y voient un moyen de promouvoir à moindre coût un produit ou un service. Les exemples se multiplient : un bon plan envoyé par un ami sur la sortie d'un livre, un jeu ludique transmis par un collègue à l'effigie d'une marque, l'inscription sur un forum de discussion ciblant un certain public... L'intérêt n'a pas échappé aux marques, qui tentent avec plus ou moins de bonheur de surfer sur cette nouvelle vague en intégrant les mécanismes viraux du Web dans leur stratégie de communication. « Le marketing viral n'est pas une technique mais un outil », explique Yseulys Costes, de l'agence de marketing en ligne Mille Mercis, prestataire de la campagne SNCF.

La paternité du concept reviendrait à Seth Godin, un gourou de l'Internet aux Etats-Unis qui traite de la question dans *Idea Virus* (éd. ENI, février 2001). En France, les succès les plus retentissants ont concerné, dans les années 1990, des messageries gratuites telles Hotmail et Caramail. En envoyant un e-mail par leur biais, l'internaute assure lui-même la visibilité autant que la promotion du service. « Hotmail est pas-

sé en deux ans de 0 à 100 millions d'utilisateurs par le simple effet viral, allié au culte de la nouveauté », analyse Raphaël Richard, auteur du *Papillon digital* (éd. Hyperion, octobre 2001).

CHASSE AUX FAUSSES INFORMATIONS

Le marketing viral des entreprises vise en tout premier lieu les leaders d'opinion qui se chargent ensuite de la diffusion exponentielle du message. Mais, contrairement à ce qui se passait il y a dix ans, avec le Web, « tout le monde peut devenir leader d'opinion extrêmement facilement », témoigne un internaute averti. Internet, média désinhibant, favoriserait une nouvelle forme de dialogue organisé autour de forums et de « chats » (« bavardage » en anglais), apportant un espace d'expression ouvert et démocratique. Un forum de futures mamans intéresse les industriels du secteur...

Quant aux limites du marketing viral, elles concernent surtout le détournement du message. « Que vous vous appelez Nokia, Adidas ou Ericsson, vous n'avez pas l'assurance que votre message ne sera pas dévié », remarque Sohrab Heshmati, président d'Impact Net, agence de marketing sur le Net. Pour pallier l'effet « info ou intox », des sites gendarmes du Net sont apparus à l'instar de Hoaxbuster.com, qui surveille les rumeurs en ligne et fait la chasse aux fausses informations. Une médecine préventive indispensable pour enrayer la désinformation virale...

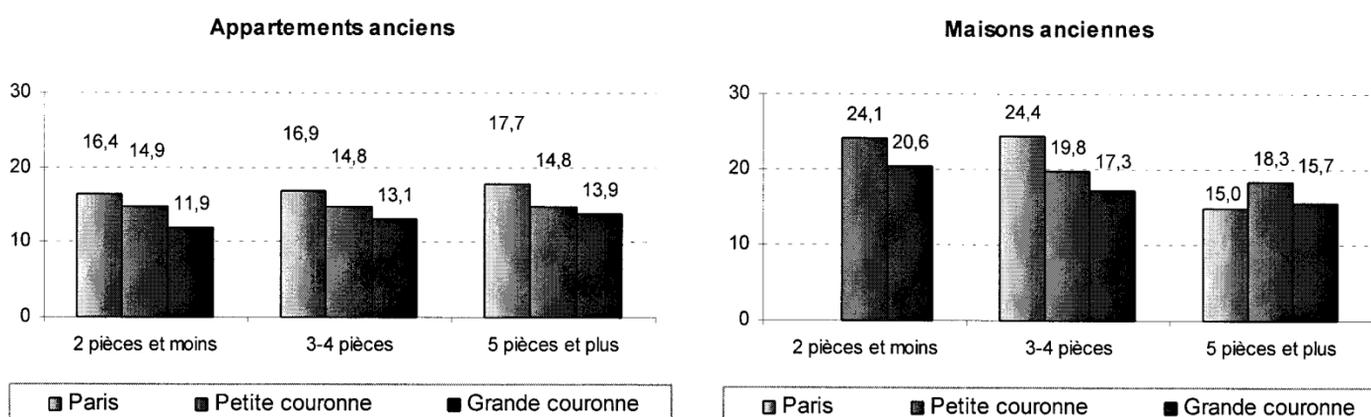
Martine Fuxa

REPRODUCTONTERDTE



LE BAROMETRE DE L'IMMOBILIER PAR LES NOTAIRES

Durées de détention moyennes pour les logements anciens vendus libres en Ile-de-France en 2001



Plus on s'éloigne de Paris, plus la durée de détention d'un logement est réduite. Seule exception à cette règle, les grandes maisons ou hôtels particuliers à Paris changent de propriétaires plus rapidement qu'en couronne.

Autre tendance constatée, la durée de détention augmente avec la taille des appartements. Cette tendance est toutefois inversée pour l'habitat individuel, où les grandes maisons sont conservées moins longtemps que les plus petites.

Malgré la crise, Renault poursuit ses investissements au Brésil et en Argentine

Le constructeur automobile a pris des mesures d'économie, notamment en réduisant l'emploi dans son unité de Cordoba, mais développe avec Nissan une autre unité, celle de Curitiba

CURITIBA (Brésil)

de notre envoyé spécial

A 28 ans, Renato Costa fait partie de la nouvelle génération d'ingénieurs sur laquelle Renault fon-

REPORTAGE

Renato Costa, Fomita Murase, Luis Koada prennent la relève des cadres expatriés

de une bonne partie de ses espoirs pour assurer son développement et sa pérennité au Brésil. Diplômé de l'université de Rio de Janeiro après un an passé à l'université technologique de Compiègne, il a effectué différents stages dans les usines du groupe, à Douai, Flins, Valladolid (Espagne) et Nove Mesto (Slovaquie) avant d'intégrer en 1998 - « juste après la défaite du Brésil en Coupe du monde de football », se souvient-il - le complexe Ayrton-Senna de Curitiba, à 600 km de Sao Paulo. Là, dans l'usine de montage de Clio et de Scénic que le groupe a installée en 1998, il est responsable de l'atelier de tôlerie où ont été adaptés « poste pour poste » les systèmes de production du constructeur automobile.

Dans cette cité montagnaise d'un million huit cent mille habitants, la province à vocation agricole de Parana, dans le sud du pays, a aidé l'entreprise française, alliée à Nissan, à susciter une culture industrielle pour rayonner sur l'ensemble du Mercosur (Brésil, Argentine, Chili, mais aussi l'Uruguay, le Paraguay et le Pérou), un marché commun en voie de difficile constitution.

Depuis la décision prise en 1995 par Louis Schweitzer, PDG du groupe, de réinvestir au Brésil, trois unités de production y ont été progressivement installées, qui emploient au total un peu plus de 3 000 salariés. Outre l'unité d'emboutissage et de montage d'une capacité de 200 000 véhicules par an - essentiellement des petites

cylindrées -, une usine « pilote » de moteurs entièrement automatisée sur des lignes flexibles (450 emplois) devrait, à terme, produire 400 000 unités, pour partie destinées au Mercosur, mais aussi à la nouvelle usine Peugeot, près de Rio et même à la Slovaquie.

Depuis quelques jours sortent d'un troisième atelier, ouvert en décembre 2001, les premiers véhicules utilitaires : des Masters Renault et des pick-up Frontier de Nissan, assemblés sur une plateforme expérimentale issue des méthodes communes de l'alliance constituée entre les deux constructeurs français et japonais. Là, sous la direction de Marc Nassif, s'y mélangent les cultures et les nationalités.

Directeur de projet chez Nissan, depuis deux ans au Brésil, Fomita Murase s'est très vite imprégné des méthodes françaises fondées sur « la qualité et des relations humaines très fortes », précise-t-il. Il fait partie de ces responsables qui ont introduit de nouveaux systèmes, comme ces « écoles de dextérité », un atelier de formation où les ouvriers découvrent les gestes les plus efficaces tant pour l'ergonomie que pour la productivité.

« RÉDUIRE LA VOILURE »

Brésilien aux « yeux bridés », d'origine japonaise dans une communauté présente depuis plusieurs générations, Luis Koada s'est facilement adapté à cette organisation, après des passages dans les filiales de Panasonic et Saint-Gobain. D'autres comme lui, ingénieurs, techniciens et même ouvriers, ont effectué des missions temporaires en France pour prendre la relève de la centaine de cadres expatriés dont le nombre ne cesse de diminuer.

D'une moyenne d'âge de 28 ans à la production et de 32 ans pour l'encadrement, avec un niveau de formation plutôt supérieur à la moyenne des autres usines, le personnel de Renault do Brasil devrait prendre progressivement la relève. Dès son implantation, le groupe a d'ailleurs suscité la création de formations technologiques et com-



OLIVIER BLAISE/RENAULT

Dans le nouvel atelier de l'usine de montage des véhicules utilitaires de Curitiba (Brésil), un opérateur Renault intervient indifféremment sur deux véhicules en production. Le Nissan Frontier et le Renault Master sont assemblés sur cette plate-forme expérimentale issue des méthodes communes de l'alliance constituée entre le constructeur français et le japonais.

merciales spécialisées avec des centres d'Etat et des universités.

A Curitiba, l'outil de production est en place pour conquérir des parts de marché au Brésil, où, avec 1 517 véhicules en 2001, le constructeur français ne représente que 5,2 % des ventes, loin derrière ses principaux concurrents implantés de longue date, Volkswagen, Fiat, Général Motors et Ford, qui en totalisent plus de 80 %.

La crise argentine - « un pays en unité de soins intensifs », souligne Luc-Alexandre Menard, ex-directeur du Mercosur - et la récession au Brésil contraignent toutefois le groupe à réviser ses prévisions. En Argentine, un récent plan social a conduit au licenciement provisoire de 800 des 1 600 salariés de l'unité de Cordoba, qui ne fabrique plus que 10 000 des 80 000 Clio, Mégane, Kangoo et autres Trafic initialement prévues. Après une phase de forte croissance en 1997, le marché brésilien a, lui, chuté de 20 % à 30 %, et le complexe de Curitiba s'est adapté à un rythme ralenti de

290 voitures/jour au lieu de 450. « Compte tenu des investissements réalisés, Renault n'est pas prêt à repartir au moindre repli. Mais nous devons réduire la voilure, sans trop de dégâts sociaux. Nous avons pris des mesures qui matérialisent notre volonté de rester pour être prêts à redémarrer aussitôt que la situation le permettra », affirme Michel de Virville, secrétaire général du groupe. Selon lui, « l'apprentissage de la stratégie internationale nécessite beaucoup d'argent, d'humilité et de patience », surtout dans des pays prometteurs dans leur expansion, mais soumis à des brusques retournements de tendance. « D'autant, ajoute-t-il, qu'il faut aussi prendre en compte la gestion financière des taux de change », qui représentent autant de facteurs de risques et d'incertitudes.

C'est surtout le cas en Argentine, où, pour cause d'inflation galopante, le prix des Renault a augmenté de 128 % en un an.

Michel Delberghe

BBVA : M. Ybarra reconnaît des mouvements de fonds

EMILIO YBARRA, l'ancien président de l'un des plus gros groupes bancaires espagnols, le Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (BBVA), a comparu, mardi 18 juin, en qualité d'inculpé, devant le juge madrilène Baltasar Garçon, dans le cadre du scandale des « fonds secrets », dont il s'est attribué la responsabilité, tout en expliquant que ces fonds n'étaient pas « secrets », puisqu'ils avaient été comptabilisés et audités.

Ce scandale financier concernant l'existence de fonds occultés pendant treize ans par les dirigeants de la banque a été révélé par la presse le 22 mars. Les fonds, destinés à l'origine à se défendre d'une prise de participation hostile, lorsque le Banco Bilbao Vizcaya n'avait pas encore fusionné avec Argentaria, ce qui se produisit en 1999, avaient notamment servi à créer des fonds de pension pour des cadres de la banque. - (Corresp.)



CaixaBank doit renoncer à rémunérer les dépôts

LA CAIXABANK FRANCE doit momentanément renoncer à la rémunération des comptes de dépôts, après une décision du Conseil d'Etat, qui a rejeté sa demande de sursis à exécution. Le Conseil a suivi la décision du 17 avril de la Commission bancaire, d'interdire cette pratique à la filiale de la banque espagnole. Cette dernière, persuadée que le droit européen est de son côté, s'était introduite le 14 février dans la brèche du passage à l'euro pour contourner l'interdiction de rémunération de comptes en francs. La juridiction doit se prononcer sur le fond en octobre.

C'est le même commissaire du gouvernement, Francis Lamy, dont le Conseil a suivi l'avis, qui exposera le dossier à la rentrée. Or, en plaçant pour un rejet du sursis, mardi, ce dernier a déjà avancé plusieurs arguments de fond : CaixaBank France est une filiale de la banque espagnole et non une succursale, elle est donc soumise au droit français.

INDUSTRIE

■ **TRW : le groupe industriel américain a annoncé**, mardi, la conclusion d'un accord aux termes duquel il cède sa division aéronautique (ex-Lucas Aerospace) à Goodrich (équipements aérospatiaux et de défense) pour 1,5 milliard de dollars (1,57 milliard d'euros).

SERVICES

■ **ARTÉMIS : la société propriétaire d'Yves Saint Laurent Haute Couture**, holding personnelle de François Pinault, a été déboutée mardi de son action en référé contre le comité d'entreprise d'YSL HC pour « blocage abusif » de la vente de la maison de haute couture. Elle va faire appel de cette décision.

FINANCE

■ **DEUTSCHE BANK : la première banque privée allemande a indiqué**, mardi, avoir vendu sa part restante dans le premier réassureur mondial Munich Ré, soit quelque 4,2 % ou 7,6 millions de titres pour environ 1,6 milliard d'euros.

REPRODUCTION INTERDITE

IMMOBILIER

VENTES

FONDS DE COMMERCE

BELLE AFFAIRE
Pont/Yonne
"cause retraite"
vend hôtel-restaurant
thé dansant, piscine.
Tél. : 03-86-96-32-39.

ACHATS

FONDS DE COMMERCE

Part. cherche à acquérir
murs de magasins, livres
ou loués (imm. bien situés).
Villes indifférentes.
Tél. : 06-03-03-56-50.
Fax : 03-27-78-04-40.

VENTES

APPARTEMENTS

Paris 5e

Un bijou, dans un écrin de
verdure, r-de-jardin, tr. clair,
calme, 2 P., 35 m². Ref. neuf,
Feuillantines, Val-de-Grâce,
imm. XVIIIe, 205 000 €. -
06-60-43-28-83.

Panhéon, Val-de-Grâce,
luxueux 4/5 P., imm. récent,
plein sud, 5e ét., asc., s/jard.,
t. calme, gd stand., c. neuf,
pos. parking. Px. :
1 220 000 €
Tél. : 06-81-00-20-17.

Paris 6e

agence Littré
L'Immobilier
des 5e, 6e, 7e arrts de Paris
41, rue Madame
75006 Paris.

RUE DAUPHINE, soleil, 2 P.,
24 m², 3e/cour, 4 fenêtres.

Ave OBSERVATOIRE
RARE, maisonnette
plein sud

ARENES DE LUTECE
superbe imm., 3 P.,
65 m², 6e asc.

BAC/GRENELLE, 3/4 P.,
charmant 89 m²,
s/cour fleurie.

LITTRÉ/RENNES, 4 P.,
116 m², 6e asc.

EDGAR-QUINET, duplex, 6P.,
123 m², 655 555 €

PLACE PANTHEON, 6P.,
150 m², s/jard., travaux.

DANS ALLEE PRIVEE,
maison 170 m² + dépend., 35
m², entourées de jard.
220m².

01-45-44-44-45.

Paris 15e

• **ENCHERE** •

NOTAIRE 01-42-66-39-09
90, RUE CAMBRONNE
4 P., 106,33 m², 3e ét., asc.
M.A.P. : 259 000 €, -
1 698 928,63 F.

Renseignements de 9 h 30 à
10 h 30 et de 16 h 30
à 17 h 30.
Visites 19 et 24/6 de 11 h
à 13 h, 29/6 de 14 h à 16 h.

Paris 16e

PASSY TROCADERO

4 P., 90 m², 495 000 €
MTPI : 01-40-95-07-76

TROCADERO
4 appts d'exception
170 et 300 m²

QUANTUS : 01-40-46-05-06;

Paris 19e

FACE PARC BUTTES-CHAUMONT

GERER VEND
DANS IMM. DE STAND.
Studio 28 à 33 m²,
à partir de 96 000 €.
2 P., 51 à 60 m²,
à partir de 160 000 €.
Duplex 146 m² + terrasse,
90 m², 450 000 €.
Parking 13 720 €.

BUREAUX DE VENTE :
84, rue de Crimée
M° Laumière ou Botzaris.
Jeudi, vendredi 14 h 30/
18 h 30. Samedi 10 h 30/
12 h 30, 14 h/18 h.
Tél. : 01-42-40-08-81.

RARE

lisière parc de La Villette

MAISON NEUVE

beau séjour, gde hauteur
4 chbres, sous-sol, garage
terrasse, jardin.
Visite sur rendez-vous.
06-80-08-18-29
0800-524-524

92 Hauts-de-Seine

• ENCHERE •

NOTAIRE 01-42-61-50-94
VAUCRESSON (92)
28, rue Victor-Duret,
pav., 165 m², terrain 793 m²,
(lot de copropriété).
M.A.P. : 200 000 €
1 311 914 F.

Visites 20 et 22/6 de 11 h à
13 h, 28/6 de 14 h à 16 h.

94 Val-de-Marne

5 mn RER Nogent
Bois de Vincennes

LOFTS
à aménager de 50 à 170 m²,
à partir de 106 715 €
01-42-65-11-66.

MAISONS

Rég. parisienne

Nesles-la-Vallée (95), propr.
ancien., 35 mn. N.O. de Paris,
140 m² sur 2 350 m²
parc arboré, pt rivière, gd
séj., chems., s-à-manger,
véranda, 3 chbres, 2 s-d-b.,
ter. + dépendances : 3 P.,
72 m² + préau rustique.
1 900 000 F., 289 650 €. -
Tél. : 06-76-44-68-13.

SCEAUX(92). Marie-Curie,
mais. architecte atypique
130 m² hab., sur 3 niv. Gar.,
cave, terr. arbor 260 m²
580 000 €. 06-10-51-55-15.

PROPRIÉTÉS

Province

33 - POMPIGNAC, prox.
Bordeaux, maison Ile-de-
France, bon état, P.P., 180 m²
avec garage, 6 pièces, chauff.
gaz, 1 200 m² arboré, piscine,
résid. 240 000 €. -
05-56-51-32-49, part.

ACHATS

APPARTEMENTS

ACH. 100 à 120 m², Paris,
préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e.
01-48-73-23-55, même soir.

INTER PROJETS rech. tous
volumes atypiques ciaux ou
habitation à vendre ou à louer
I.P. : 01-47-97-55-50.

VIAGERS

LEGASSE VIAGER
47, av. Bosquet, estimation
gratuite. 01-45-55-86-18.
Liste de nos viagers sur :
WWW.VIAGER.FR

LOCATIONS

OFFRES VIDES

Paris

Paris 10e, rue Martel, loue
local professionnel, 90 m²,
3,10 m HSP. Idéal artiste,
architecte ou graphiste. Libre
fin juillet. 1 610 €/mois, C.C.
dont chauffage et eau.
Tél. : 01-45-85-05-23.

Province

ROYAN, appt stand. nf, 2 ch.,
2 sdb, gd séj., cuis. amén.,
cellier, 2 gdes terr., 2e ét.
asc., c. ville. Préf. retraités.
795 € cc
Tél. : 06-11-86-41-07.

DEMANDES VIDES

Paris

43, avenue Marceau,
75116 PARIS

CONSEIL IMMOBILIER
Locations-ventes,
gérance,
spécialisé depuis plus
de 20 ans dans les quartiers
RÉSIDENTIELS
Recherche pour
CLIENTS ÉTRANGERS
hôtels particuliers,
appts et villas
VIDES et MEUBLÉS
01-47-20-40-03
www.embassy-service.fr

AGENDA

AUTOMOBILES

Porsche Boxster 2,5 l., 1999,
sièges cuir, clim., auto wart
top, saute-vent, vide-poche
central supp., alarme cent.
38 113 €. 06-74-88-79-79.

VILLÉGIATURES

Marrakech, magnifique Riad
loue chbres ou maison
complète, site except.
Px : 328 €/sem., gardien,
cuisinière, f de cham.
Port. pers. : 06-22-64-31-92.

VENISE, 5 min. de Rialto,
80 m², vue canal, jard. privé,
4-6 pers., 900 €/sem.,
du 23-6 au 15-9.
Tél. : 01-47-34-82-97.

VENISE
Standing, 150 m², vue
except.

Séj., 3 chbres, 2 sdb, balc.,
15-6 au 1er-10. 1 500 €/sem.
Tél. : 06-23-05-13-64.

Juill. dans parc des Caussees
du Quercy, maison rurale,
proche Rocamadour, piscine.
550 €/sem.
Tél. : 06-60-75-27-00.

Ile Toscane, 4 plages, vue
except. s/mer, maison
panoramique, village
médiéval fortifié, 4/6 pers.,
2 chbres + 1 pt., s-d-b +
douche, tt. confort,
commerces, médecins,
pharmaciens.
Août : 1 200 €/sem., 2 000 €
2 sem., 3 500 € au mois.
Part. : 06-60-43-28-83.

VENISE

100 m. de la place St-Marc,
80 m², claire, standing,
calme, vue, charme,
602 à 1 136 €/sem.
Tél. : 04-93-84-84-72.

GARDE D'ENFANTS

Famille, 2 enfants, 7 et 10
ans. Recher. à partir de la
rentrée scolaire (3/9/02), J.F.
pour sorties écoles de
16 h 30 à 19 h 30, ainsi que
le matin entre 7 h 45 et 8 h 30.
Références exigées. Tous les
jours sauf week-end et
mercredi. Règlement par
chèque emploi-service.
Déclarée. Pos. log. stud.
 indép. ds Marais.
Tél. : 01-43-59-21-21
ou 06-61-10-73-11.

Fille collaborateur du Monde,
17 ans, 1er Vafa, sérieuse,
aimant et ayant l'habitude des
enfants, cherche baby-sitting
pour juillet. A Paris ou sur lieu
de vacances (après le 10/07)
Tél. : 01-45-85-17-84.

BABY SITTER

Le 28 juin 2002, la SPA de
Loire-Atlantique met en
ventes par enchères
publiques l'île de Radenac,
dans le golfe du Morbihan,
suite à un legs.
Mise à prix : 610 000 €.
Le produit de la vente
permettra la rénovation du
refuge SPA de Carquefou,
près de Nantes.
Enchères par ministère
d'avocats.
Rens. au greffe du TGI :
02-51-17-95-00.

DIVERS

Le 28 juin 2002, la SPA de
Loire-Atlantique met en
ventes par enchères
publiques l'île de Radenac,
dans le golfe du Morbihan,
suite à un legs.
Mise à prix : 610 000 €.
Le produit de la vente
permettra la rénovation du
refuge SPA de Carquefou,
près de Nantes.
Enchères par ministère
d'avocats.
Rens. au greffe du TGI :
02-51-17-95-00.

Quand la publicité renoue avec un certain classicisme

Le 49^e Festival international de la publicité, du 17 au 22 juin à Cannes, présente le meilleur de la création mondiale. En presse et en affichage, les idées les plus simples, au graphisme épuré, sont jugées les plus intéressantes

CANNES (Alpes-Maritimes)
de notre envoyée spéciale

Les Français ne reviendront pas bredouille de la chasse aux Lions cannois. Sur la Croisette, où se déroule du 16 au 22 juin le Festival international de la publicité, deux agences françaises sont reparties avec un Lion d'or, lors de la première soirée de remise des prix, mardi 18 juin, consacrée aux meilleures campagnes de presse et d'affichage. Pour l'agence Jean & Montmarin, ce trophée est une première. Il couronne une campagne de presse conçue pour Tectona, une marque de mobilier de jardin : dans une forêt, un homme est assis sur un banc en bois circulaire qui entoure un arbre. Le banc a résisté au temps, il se situe sur le tronc, à mi-hauteur, son occupant perché, comme soulevé au gré de la croissance de l'arbre.

« Je remarque qu'il y a un retour à un certain classicisme, et que des campagnes qui auraient pu être primées il y a dix ans, suscitent à nouveau l'intérêt », affirme Gérard Jean, de l'agence Jean & Montmarin. A l'exemple de la campagne de l'agence espagnole Bassat Ogilvy, pour le vin blanc Cabomar. Sur un fond blanc, la silhouette d'une bouteille de vin se dessine discrètement en bas de l'image, occupée par un seul autre élément visuel : une grappe formée de coquillages.

Remarquée également, la publicité imaginée par les Brésiliens d'Almap BBDO (Sao Paolo) pour les chaussures de sport Mizuno. Une colonne vertébrale blanche se détache sur un fond noir. Entre chaque vertèbre, se glisse une chaussure de sport comme autant de petits amortisseurs des chocs



Première récompense accordée à l'agence parisienne Jean & Montmarin. L'annonce réalisée pour le mobilier Tectona a été plébiscitée en raison de sa simplicité.

que les sportifs vont subir. Cette campagne d'un beau graphisme se décline selon les différentes zones sensibles du corps : le genou, le bassin, le pied et bien sûr la colonne vertébrale.

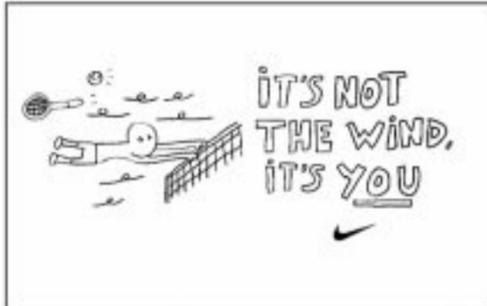
Ce goût pour un certain classicisme se prête au jeu des références historiques. Pour la campagne d'image de Harley Davidson au Brésil, l'équipe de création de Giovanni FCB a décidé de reprendre in-

extenso et en fac-similé la déclaration d'indépendance des Etats-Unis, symbole de liberté, accompagnée simplement en bas de page du sigle de la célèbre marque de motos. De même, l'équipe de l'agence Leo Burnett à Lisbonne a choisi de conjuguer au passé sa campagne de promotion du café Heredia. Sur la première affiche, des pages quelque peu jaunies sont couvertes d'équations mathémati-

ques tracées à l'encre. Sur une des feuilles, une trace de café ronde, laissée par une tasse, encercle une équation : $E = MC2$. Sur la seconde affiche, les pages sont recouvertes de croquis de souris et de listes de noms ; dans la tache de café, on peut lire cette fois : Mickey Mouse. Dans ces exemples, le texte écrit reprend tous ses droits dans l'affiche, comme un contre-pied à la recherche du seul effet d'image.



Pour le club de vacances 18-30, l'agence Saatchi & Saatchi (Londres) a créé une annonce très suggestive.



Publicis Casadevall (Barcelone) utilise pour Nike des dessins d'enfants afin de rappeler l'esprit du sport.

Pour autant, l'humour voire la provocation gardent tous leurs pouvoirs. « Il n'y a pas eu de grandes inventions cette année, et paradoxalement ce sont les secteurs réputés difficiles, comme l'alimentation, les produits d'hygiène-beauté ou d'entretien, qui ont suscités le plus de bons travaux », souligne Olivier Altmann, directeur de création de BDDP & Fils et juré à Cannes.

HUMOUR NOIR

Le mot d'ordre donné cette année par le président du jury, le Californien Jeffrey Goodby, était « de se faire plaisir ». Le jury a donc décidé de décerner son « grand prix » de la presse magazine à la campagne pour le club de vacances britannique 18-30 (Saatchi & Saatchi Londres). Le lecteur qui s'attarde un peu sur l'image y découvre des conjonctions graphiques sexuellement explicites créées par le double effet de montages photos et de jeux de perspective. « La créativité de l'annonce nous est apparue intéressante. A priori, une campagne dans la presse magazine veut nous toucher rapidement, or là elle veut jouer avec le lecteur. Même si elle est politiquement incorrecte, elle est assez honnête, car c'est un club de rencontres plus qu'un club de vacances », selon M. Altmann.

Une autre campagne britannique était en lice pour ce grand prix : celle des mini-cigares Hamlet. Depuis deux décennies, cette société décline un même thème publicitaire empreint d'humour noir : les mini-cigares restent la compensation à vos maux. L'agence CDP Londres l'illustre avec les mésaventures de nains, qui se retrouvent confrontés au verdict de la toise dans un parc d'attractions, ou à des urinoirs hors de portée. Le « grand prix » pour l'affichage a, lui, distingué l'agence Leo Burnett d'Oslo (Norvège) pour une campagne d'affichage sur le piercing qui joue avec le média lui-même. L'humour est également au rendez-vous du second Lion d'or décroché par une équipe française, en l'occurrence TBWA Paris. La campagne presse porte sur les véhicules Nissan de type pick-up. Elle met en scène un homme qui descend de son véhicule et lance un bout de bois, non à un chien mais à un hippopotame. La seconde annonce présente le véhicule garé devant la maison, à côté de la niche d'où sort la trompe d'un éléphant. « Think Big », pensez grand, dit le slogan.

NRJ rêve de télévision numérique terrestre

A LA FAVEUR d'un tirage au sort malicieux, les auditions des candidats à la télévision numérique terrestre (TNT) devant le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) prennent des allures de journées à thème. Après un premier lundi marqué par un Patrick Le Lay, PDG de TF1, contant son désamour de la TNT, l'après-midi du mardi 18 juin a été rythmée par le grand oral de Jean-Paul Baudecroux, président du conseil de surveillance du groupe NRJ, et de Marc Pallain, directeur délégué à la direction générale de NRJ, venus présenter NRJ TV, une chaîne pour les moins de 50 ans, et My NRJ, une chaîne musicale.

Le groupe radiophonique NRJ, fort de quatre radios et de 23 millions d'auditeurs par semaine, se passionne pour la TNT. Il pense y trouver son compte et un juste retour des choses. Il y a seize ans, NRJ avait été bouté hors de la sixième chaîne, aujourd'hui M6, appartenant au groupe Bertelsmann. Dans le discours de MM. Baudecroux et Pallain, il y a un air de revanche et de déjà-vu. Selon M. Baudecroux, les poids moyens sont empêchés de pouvoir se développer au risque de perturber l'essor des grands groupes.

« UNE RÉVOLUTION »

Sur le câble et le satellite, NRJ Music est « maintenue à un stade embryonnaire car les câbl-opérateurs privilégient leurs partenaires », explique M. Baudecroux. NRJ, qui est « 100 % français, vit au milieu de groupes qui essaient de la marginaliser ». A ceux qui luttent contre la TNT et en particulier à son adversaire M6, il rappelle que NRJ a connu une résistance et en est sorti vainqueur il y a une vingtaine d'années, lors de l'ouverture de la bande FM. M. Baudecroux a d'ailleurs rappelé la réaction de RTL à l'époque : « Lorsque l'on détient les Galeries Lafayette, on n'ouvre pas d'épicerie en banlieue. » Pour NRJ encore, « la TNT est à la télévision ce que le transistor a été à la hi-fi : une révolution ».

Mercredi 19 juin, le tirage au sort réservait une journée sur le thème « Revenants et nouveaux entrants » : Dorothee, ancienne animatrice d'émissions pour la jeunesse, devait défendre le projet Do TV au côté de Jean-Luc Azoulay. En fin de journée, le CSA devait entendre l'exposé de Vincent Bolloré, représentant Direct 8, une pièce éventuelle de plus dans son Meccano audiovisuel en construction.

TBWA Paris plébiscitée

L'impact de la crise qui secoue le secteur de la publicité depuis près d'un an n'a pas manqué de faire sentir ses effets : pour la première fois, le nombre de travaux en compétition (9 077 annonces) est en baisse. Dans la catégorie presse et affichage, 105 annonces ont été primées dont 6 françaises, contre 2 en 2001. La Grande-Bretagne a obtenu 8 Lions d'or, l'Espagne et le Brésil 4 Lions d'or chacun, les Etats-Unis 3, la France et l'Afrique du Sud, 2 chacun.

Grand vainqueur pour la France dans cette catégorie, l'agence TBWA Paris, saluée pour sa créativité, obtient 5 récompenses de bronze et d'argent pour les annonces Nissan Pick up, Bic, Eurostar et celle de l'association Aides.

La beauté des paysages n'attire plus les producteurs

MASSIMO MAMBERTI, directeur de l'institut italien pour le commerce extérieur, est venu promouvoir auprès des producteurs publicitaires, mercredi 12 juin à Paris, les atouts des paysages transalpins. A travers ses douze structures régionales installées de la Sicile jusqu'à Turin, la Films Commission italienne fait valoir ses avantages en matière de fiscalité et de logistique.

Mais les professionnels français restent sceptiques. Le climat, la beauté des sites et la qualité des techniciens locaux ne suffisent plus à déterminer le choix des producteurs. « Même si l'Italie propose un large panel de paysages et bénéficie d'une expérience technique exemplaire, les coûts et les contraintes administratives sont du même ordre que ceux que l'on trouve en France », explique Jacques Arnaud, PDG de la Franco American Films.

ADMINISTRATION TROP LOURDE

Avec des budgets de plus en plus restreints, les producteurs délocalisent leur activité vers des pays moins contraignants. Aujourd'hui, l'Afrique du Sud, le Mexi-

que et l'Europe de l'Est captent plus de 50 % de la production publicitaire française. « Une aubaine pour l'économie locale, une catastrophe pour les techniciens français », commente Sophie de la Motte, membre de l'Association des producteurs de films publicitaires (APFP). « En France, le dispositif administratif est trop lourd lorsque l'on doit embaucher une centaine de figurants et il est impossible de bénéficier d'exonérations », explique Guy Péchard, producteur chez Radical Média.

L'argument budgétaire est de poids. Même si « tourner en France est une question d'éthique et en plus, lorsque l'on connaît la qualité des techniciens français, il est normal de tourner sur le territoire national », estime Georges Bermann, président de l'APFP. Reste à obtenir les autorisations : le dernier spot de la Peugeot 406 a été produit à Séville faute d'avoir obtenu l'autorisation de la Mairie de Paris pour tourner place de la Bastille.

Sofiane Boukhari

Laurence Girard

Bénédicte Mathieu

La presse appelle à l'aide dans un Liberia en guerre

MONROVIA (Liberia)

de notre envoyé spécial

« Les informations non équilibrées sont aussi des violations des droits de l'homme. » La phrase est écrite sur un immense panneau planté sur le bas-côté d'un grand boulevard de Monrovia, la capitale libérienne. Elle résume ce qui tient lieu de théorie de la liberté de la presse dans ce pays ouest-africain ruiné par une sanglante guerre civile de sept ans et dirigé d'une main de fer par l'ancien chef rebelle, grand patron de l'audiovisuel national, devenu chef d'Etat démocratiquement élu, Charles Taylor.

Les autorités de Monrovia sont,

depuis le 7 mai 2001, sous le coup de sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU portant notamment sur le commerce de diamants. Ces sanctions sont présentées, par la propagande officielle, comme la principale raison de la détérioration de la situation économique du pays. Enquêter sur l'implication des plus hautes autorités dans ce trafic devient donc une manière d'empêcher la levée des sanctions, et par extension, d'affamer le peuple.

Révéler, comme le quotidien indépendant *The News*, que le gouvernement a dépensé 55 000 dollars alors que les salaires dans la fonction publique n'ont pas été payés depuis

plusieurs mois, s'apparente à de l'espionnage et vaut d'être inculpé pour avoir communiqué des informations à « des puissances étrangères, dans le but de porter préjudice au Liberia ». Prendre en photo des forces gouvernementales se livrant à des pillages, écouter les états d'âme de soldats malades sont des activités « antipatriotiques ».

ÉTRANGLEMENT ÉCONOMIQUE

En vigueur depuis le 8 février, l'état d'urgence décrété par le chef de l'Etat n'a pas arrangé les choses. « Nous devons faire de l'autocensure en permanence », explique un patron de presse. « On ne sait pas

quel article va nous causer des problèmes », se plaint un autre. Le gouvernement manie l'étranglement économique avec efficacité en augmentant le prix du gasoil qui alimente les générateurs. Les journalistes demandent à la communauté internationale qu'elle les aide à créer une imprimerie, entièrement gérée par la profession, et à briser ainsi le monopole de l'imprimeur national. L'enjeu de la maîtrise de l'information est capital dans ce pays où les affrontements entre forces gouvernementales et rebelles se déroulent à huis clos.

Théophile Kouamouo

DÉPÊCHES

■ **TÉLÉVISION** : la France comptait 3,48 millions de foyers abonnés au câble au 31 mars, selon les chiffres de l'Association française des opérateurs de réseaux multiservices (Aform). En un an, le nombre des abonnés a augmenté de 12 %. Noos, contrôlé par Suez, est le premier câblo-opérateur de France, avec 960 533 abonnés. Il devance France Télécom Câble (835 584) et NC Numéricable, filiale de Groupe Canal+ (752 700).

■ **PUBLICITÉ** : Pascal Nègre, président du conseil d'administration d'Universal Music, a été condamné par le tribunal correctionnel de Paris pour « publicité de nature à induire en erreur », a signalé, mardi, le tribunal. En 1999, Universal Music a édité, à plus de 40 000 exemplaires, le disque « Flûte de pan », joué en fait au synthétiseur. M. Nègre a été condamné à 5 000 euros d'amende.

■ **Le géant américain de la publicité Omnicom fait l'objet d'une plainte déposée, jeudi 13 juin, par Wolf Popper**, une société d'actionnaires de New York. Les plaignants reprochent à Omnicom d'avoir travesti ses résultats financiers et trompé les investisseurs sur ses revenus et le paiement de ses acquisitions. Ils lui reprochent également ses relations avec la filiale Seneca spécialisée dans l'Internet. En deux jours, la capitalisation boursière d'Omnicom a chuté de 30 %.

On a plus besoin d'idées nouvelles que de nouveaux bureaux.

nouvelle formule

Prix exceptionnel

2€

Newbiz
Votre audace est la première des richesses

LA TENDANCE FINANCIÈRE

Les opérateurs prennent rapidement leur bénéfice

LA PLUPART des grands indices boursiers se sont inscrits en repli modéré, mardi 18 juin, sur des prises de bénéfice au lendemain d'une séance de forte hausse. A Wall Street, le marché a terminé sur une note mitigée. L'indice Dow Jones, principal indicateur du marché, s'est apprécié de 0,19 %, à 9 706,12 points. Les investisseurs ont apprécié la stabilité de l'indice des prix à la consommation en mai, qui repousse la menace d'un relèvement des taux d'intérêt par la Fed, la banque centrale américaine. Autre bonne nouvelle : un bond de 11,6 % des mises en chantier aux Etats-Unis, leur plus forte hausse depuis juillet 1995.

Riche en valeurs de technologie, l'indice Nasdaq a reculé de son côté de 0,67 %, à 1 542,96 points. Les valeurs technologiques ont

INDICE DOW JONES

En points à New York



notamment pâti de la révision en baisse des prévisions de résultats d'IBM en 2002 et 2003 par les analystes de la banque Morgan Stanley. Le titre du groupe informatique a perdu 1,56 %, à 75,94 dollars.

Sur le Vieux Continent, l'indice Euro Stoxx des cinquante premières capitalisations boursières a perdu 0,15 %, à 3 188,26 points. A Paris, l'indice CAC 40 a cédé 0,14 %, à 4 004,93 points. Le titre Vivendi Universal a gagné 1,68 %, à 30,20 euros, après l'annonce officielle de la cession de 15 % de sa filiale Vivendi Environnement. Le titre du groupe pharmaceutique Aventis a reculé de 5,16 %, à 69,80 euros, après un rebond de 6,98 % la veille, alors qu'il tenait une réunion d'analystes à Londres. Mercredi, les analystes de Morgan Stanley ont abaissé leur objectif de cours pour Aventis de 100 à 76 euros. Ils intègrent la possibilité d'un scénario du pire pour Allegra, l'antiallergique d'Aventis, potentiellement menacé par une concurrence générique, et certaines molécules en cours de développement.

Mercredi matin, le CAC 40 tombait sous les 4 000 points à l'ouverture, se repliant de 1,79 %, à 3 933,23 points.

A Tokyo, l'indice Nikkei des 225 premières valeurs a chuté de 3,36 %, mercredi 19 juin. Les valeurs technologiques ont reculé sous l'influence du Nasdaq.

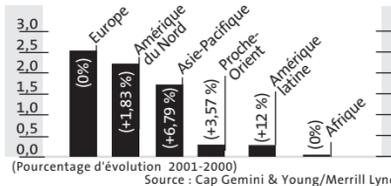
Adrien de Tricornot

Malgré le 11 septembre, les très riches ont continué de... s'enrichir

CHRONIQUE DES MARCHÉS

TOUJOURS PLUS DE MILLIONNAIRES

Nombre de personnes possédant plus de 1 million de dollars d'actifs financiers en 2001



actifs des *hedge funds* ont augmenté de 34 % en 2001, selon la société Van Hedge, avec une performance positive de 6,1 %.

DES DIRIGEANTS SUR LA SELLETTE

Certains membres du club des millionnaires sont restés très exposés à la volatilité de la Bourse. Ainsi les dirigeants de groupes occidentaux dont la fortune se compose pour l'essentiel de stock-options. Outre ce revers financier, les dirigeants d'entreprise, tous secteurs et pays confondus, sont victimes d'une crise de confiance. Une étude réalisée en Europe pour le *Wall Street Journal*, publiée le 17 juin, montre que seul un Européen sur cinq estime que les PDG sont honnêtes. 70 % des Européens jugent qu'ils sont trop payés, 59 % que les gouvernements devraient limiter leurs salaires. Enfin plus d'un Européen sur cinq estime que les PDG font passer leurs intérêts personnels avant ceux des salariés, des actionnaires ou des clients. Aux Etats-Unis, dans la foulée de l'affaire Enron, dont les dirigeants ont continué à s'enrichir en ruinant leurs salariés et actionnaires, la critique est encore plus vive. Mais que les riches se rassurent : « *Nous tablons sur une légère reprise en 2003 puis sur une croissance des richesses des particuliers fortunés de 8 % par an en moyenne d'ici à la fin de 2006* », indiquent Merrill Lynch et Cap Gemini, soit un total de 38 500 milliards de dollars d'actifs à cet horizon.

Comment entre-t-on dans le club ? C'est l'héritage qui explique la fortune de 37 % des millionnaires européens et 21 % des Américains. Sinon, mieux vaut s'être lancé dans la grande distribution en Europe et dans la finance et les logiciels aux Etats-Unis.

Sophie Fay

LES BOURSES DANS LE MONDE 19/6, 9h48

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER			
UNION EUROPÉENNE									
ALLEMAGNE	DAX Index	4332,61	19/6	-2,28	5467,31	19/3	4252,85	14/6	20,70
	Euro Neu Markt Price IX	704,94	19/6	-2,50	1212,43	4/1	677,89	14/6	
AUTRICHE	Austria traded	1246,16	19/6	0,32	1368,18	2/5	1109,88	9/1	13,90
BELGIQUE	Bel 20	2502,00	19/6	-1,73	2906,75	24/4	2428,32	14/6	12,60
DANEMARK	Horsens Bnex	245,48	19/6	-0,91	280,92	26/3	241,44	14/6	
ESPAGNE	Ibex 35	7223,10	19/6	-1,74	8608,50	4/1	7014,20	14/6	17,30
FINLANDE	Hex General	5882,62	19/6	-2,23	9224,38	4/1	5599,31	14/6	14,90
FRANCE	CAC 40	3929,92	19/6	-1,87	4720,04	4/1	3785,40	14/6	18,40
	Mid CAC	1936,82	19/6	0,75	2176,89	2/4	1897,04	17/6	14,50
	SBF 120	2755,64	19/6	-1,73	3263,90	28/3	2659,62	14/6	7,60
	SBF 250	2668,46	19/6	0,02	3081,89	28/3	2573,21	14/6	17,90
	Indice second marché	2383,06	19/6	-0,18	2567,01	15/5	2287,72	2/1	16,60
	Indice nouveau marché	757,04	19/6	-1,87	1175,41	7/1	733,44	14/6	
GRÈCE	ASE General	2214,94	19/6	0,00	2655,07	3/1	2160,28	16/4	16,80
IRLANDE	Irish Overall	4958,04	19/6	-0,13	6085,02	18/1	4611,79	20/3	12,40
ITALIE	Milan Mib 30	28186,00	19/6	-1,66	33548,00	17/4	27252,00	14/6	18,80
LUXEMBOURG	Lux Index	1048,67	18/6	-0,24	1169,47	14/1	821,61	30/4	
PAYS BAS	Amster. Exc. Index	437,26	19/6	-2,19	531,45	18/4	421,94	14/6	15,50
PORTUGAL	PSI 20	6929,07	19/6	-0,88	7998,50	4/1	6811,54	14/6	15,70

EUROPE Mercredi 19 juin 9h48

INDICES	Indice	% var.
SECTEURS EURO STOXX		
AUTO STOX 50	3118,77	-2,18
AUTOMOBILE	216,88	-2,43
BANQUES	265,66	-1,80
PRODUIT DE BASE	203,52	-0,22
CHEMIE	337,90	-1,45
TÉLÉCOMMUNICATIONS	301,63	-2,23
CONSTRUCTION	226,55	-0,77
CONSOMMATION CYCLIQUE	115,85	-2,45
PHARMACIE	399,38	-2,39
ÉNERGIE	325,52	-1,13
SERVICES FINANCIERS	202,90	-2,02
ALIMENTATION ET BOISSON	234,17	-1,41
BIENS D'ÉQUIPEMENT	328,36	-1,35
ASSURANCES	257,03	-1,57
MÉDIAS	220,49	-2,17
BIENS DE CONSOMMATION	282,36	-1,68
COMMERCE ET DISTRIBUTION	304,93	-1,17
HAUTE TECHNOLOGIE	373,74	-3,82
SERVICES COLLECTIFS	273,74	-1,39

LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX

Code pays	Cours	% var.
ABN AMRO HOLDING	18,86	-2,28
AEGON NV	19,60	-2,54
AIR LIQUIDE	151,10	-1,05
ALCATEL A	9,73	-3,66
ALLIANZ N	202,20	-2,24
AVENTIS	67,35	-3,51
AXA	18,60	-2,62
BASF AG	45,31	-1,50
BAYER	31,99	-2,26
BAYR.HYP.V.VERBK	31,48	-3,88
BVVA	12,01	-2,67
BNP PARIBAS	55,25	-1,69
BSCH	8,47	-2,31
CARREFOUR	55,25	-1,16
DAIMLERCHRYSLER N	47,16	-3,06
DANONE	139,10	-1,35
DEUTSCHE BANK AG	69,01	-1,92
DEUTSCHE TELEKOM	10,10	-2,88
E.ON	56,06	-2,10
ENDESA	16,20	-1,70
ENEL	6,18	-1,12
ENI SPA	16,29	-0,97
FORTIS	21,31	-2,29
FRANCE TELECOM	15,85	-2,76
GENERALI ASS.	24,17	-1,02
ING GROEP CVA	24,90	-2,35
KONINKLIJKE AHOLD	21,41	-3,21
L'OREAL	77,30	-1,02
LVMH	49,78	-3,71
MUENCHENER RUECKV	220,20	-0,55
NOKIA OYJ	13,40	-4,69
PINAULT PRINTEMPS	123,80	-1,75
REPSOL YPF	12,35	-1,52
ROY.PHILIPS ELECTR	28,23	-3,62
ROYAL DUTCH PETROL	55,20	-1,52
RWE	38,28	-1,09
SAINT GOBAIN	182,00	-0,98
SANOFI-SYNTHELABO	57,55	-2,29
SANPAOLO IMI	9,84	-1,80
SIEMENS	59,05	-3,43
SOCIETE GENERALE A	67,50	-2,74
SUEZ	27,65	-1,95
TELECOM ITALIA	8,07	-1,94
TELEFONICA	9,17	-2,65
TIM	4,11	-2,14
TOTAL FINA ELF	157,90	-0,88
UNICREDITO ITALIAN	4,58	-1,08
UNILEVER CVA	65,55	-1,58
VIVENDI UNIVERSAL	29,05	-3,81
VOLKSWAGEN	51,25	-3,30

ZONE EURO : FR (France), AL (Allemagne), ES (Espagne), IT (Italie), PT (Portugal), IR (Irlande), LU (Luxembourg), NL (Pays-Bas), AT (Autriche), FI (Finlande), BE (Belgique), GR (Grèce).
HORS ZONE EURO : CH (Suisse), NO (Norvège), SE (Suède), RU (Royaume-Uni), DK (Danemark).

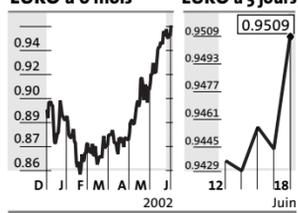
MARCHÉ DES CHANGES 19/6, 9h48

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
NEW YORK (\$)		0,80490	0,95430	1,49330	0,64645
TOKYO (¥)	124,24000		118,56000	185,52760	80,31545
PARIS (€)	1,04790	0,84340		1,56480	0,67740
LONDRES (£)	0,66965	0,53900	0,63905		0,43290
ZURICH (FR. S.)	1,54660	1,24515	1,47595	2,30970	

COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
COURONNE DANOISE	7,4314	7,4358
COURONNE NOROIS	7,4048	7,4092
COURONNE SUÉDOISE	9,0784	9,0861
COURONNE TCHÉQUE	30,2338	30,7174
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6886	1,6904
DOLLAR CANADIEN	1,4722	1,4731
DOLLAR HONGKONG	7,4418	7,4453
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	1,9589	1,9634
FORINT HONGROIS	243,5118	244,2787
LEU ROUMAIN	31711,0000	31775,0000
ROUBLE	30,0096	30,0254

EURO à 6 mois



AUJOURD'HUI

TECHNOLOGIES

Depuis l'an dernier, des **TECHNOLOGIES SANS FIL**, d'abord conçues pour le déploiement de réseaux informatiques locaux et baptisées WLAN, font leur apparition dans les « hot spots », ces zones stratégiques en

raison de leur fort potentiel de trafic. Objectif : offrir au public équipé d'ordinateurs portables, d'assistants numériques personnels (PDA) ou de téléphones mobiles compatibles **UN ACCÈS HAUT DÉBIT** sans fil à un

réseau privé ou à Internet. Cette technologie, apparue en Grande-Bretagne et aux États-Unis fin 2000, s'est développée à l'échelle mondiale courant 2001. **EN FRANCE**, l'Autorité de régulation des télécommunica-

tions (ART) désire assouplir la réglementation actuelle, qui interdit l'usage public des WLAN. **LES OPÉRATEURS** qui investissent dans le GPRS et l'UMTS craignent la concurrence de tels réseaux locaux.

Les réseaux locaux sans fil offrent un accès nomade à Internet

Les opérateurs lorgnent sur les « hot spots », ces lieux favorables à l'installation des réseaux locaux sans fil à haut débit (WLAN). L'Autorité de régulation veut assouplir la réglementation française qui favorise, aujourd'hui, les déploiements sauvages

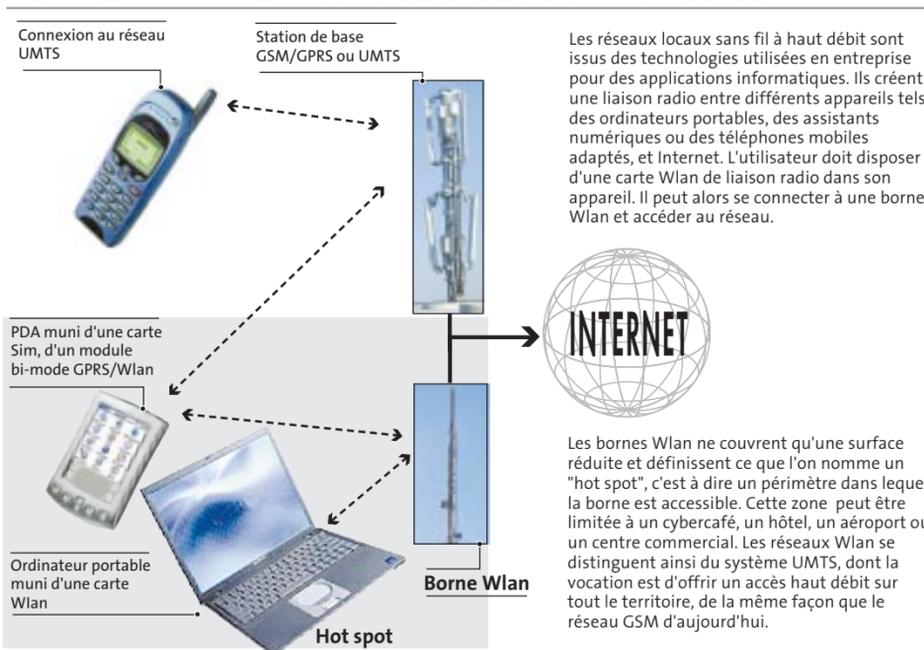
UN AÉROPORT, un hôtel, une gare, une galerie commerciale, un campus universitaire, un centre de conférences ou un quartier d'affaires présentent un point commun pour les professionnels des télécommunications. Ce sont tous ce qu'ils nomment des « hot spots ». Dans leur jargon, ce terme désigne les zones stratégiques à fort potentiel de trafic. De fait, ces dernières sont classées au premier rang des lieux dans lesquels il est impérieux de développer des réseaux de télécommunications performants.

Depuis l'an dernier, des technologies radioélectriques (sans fil), d'abord conçues pour le déploiement de réseaux informatiques locaux (baptisés RLAN ou WLAN) limités à un usage privé en entreprise ou à domicile, font leur apparition dans ces hot spots. Objectif : offrir au public équipé d'ordina-

ports et hôtels de points d'accès Wi-Fi fournis par Aironet, filiale de Cisco. D'autres sociétés (Surf and Sip, Airwaves, Boingo...) proposent le même type de services dans les restaurants, universités, centres d'affaires...

En Grande-Bretagne, British Telecom, Red-M et British Rail ont choisi Bluetooth et Wi-Fi pour équiper plusieurs sites. Au Japon les opérateurs de téléphonies mobiles NTT Docomo ou KDDI complètent leurs réseaux par des points d'accès WLAN alors que quelque 3 900 restaurants Mac Donald's implantés sur l'archipel devraient, eux aussi, être équipés dans les mois qui viennent grâce à un partenariat avec Softbank et NTT. En Norvège, l'opérateur mobile Telemor exploite une cinquantaine de sites équipés. Son homologue finlandais Sonera, associé à Nokia,

UNE CONNEXION À HAUT DÉBIT DANS UN PÉRIMÈTRE LIMITÉ AUTOUR D'UNE BORNE



Les réseaux locaux sans fil à haut débit sont issus des technologies utilisées en entreprise pour des applications informatiques. Ils créent une liaison radio entre différents appareils tels que des ordinateurs portables, des assistants numériques ou des téléphones mobiles adaptés, et Internet. L'utilisateur doit disposer d'une carte Wlan de liaison radio dans son appareil. Il peut alors se connecter à une borne Wlan et accéder au réseau.



Les bornes Wlan ne couvrent qu'une surface réduite et définissent ce que l'on nomme un « hot spot », c'est à dire un périmètre dans lequel la borne est accessible. Cette zone peut être limitée à un cybercafé, un hôtel, un aéroport ou un centre commercial. Les réseaux Wlan se distinguent ainsi du système UMTS, dont la vocation est d'offrir un accès haut débit sur tout le territoire, de la même façon que le réseau GSM d'aujourd'hui.

Un usage public encore interdit

En dépit de la volonté de l'Autorité de régulation des télécommunications (ART) d'assouplir le cadre réglementaire actuel, le déploiement de réseaux sans fil ouverts au public demeure aujourd'hui illégal. La loi stipule, en effet, que ces techniques sont réservées à un usage strictement privé moyennant des limites spectrales et fréquentielles (2 400 à 2 446,5 MHz, puissance inférieure à 10 mW en intérieur et 2,5 mW en extérieur). Pour les fréquences comprises entre 2 446,5 et 2 483,5 MHz, la puissance doit être inférieure à 100 mW en intérieur. Sur un domaine privé, à l'extérieur, l'utilisation de ces fréquences est soumise à une procédure d'autorisation préalable avec avis du ministère de la défense. Enfin, l'utilisation à l'extérieur des bâtiments sur le domaine public n'est en aucun cas autorisée. En cas d'ouverture de réseaux WLAN au public, l'opérateur s'expose à une peine maximale de six mois d'emprisonnement assortie d'une amende de 76 525 euros, en application de l'article L. 39 de la loi n° 96-659 du 26 juillet 1996 de réglementation des télécommunications.

teurs portables, d'assistants numériques personnels (PDA) ou de téléphones mobiles compatibles un accès haut débit sans fil à un réseau privé ou à Internet via un réseau de bornes disséminées dans ces lieux.

Ce phénomène est apparu en Grande-Bretagne et aux États-Unis fin 2000 avant de s'étendre à l'échelle mondiale courant 2001. Les technologies radioélectriques haut débit aujourd'hui employées, Wi-Fi [norme IEEE 802.11b à 11 mégabits par seconde (Mbit/s)], Bluetooth (720 Kbit/s) ou HomeRF (5 à 10 Mbit/s), utilisent la plage de fréquence 2,400 GHz à 2,4835 GHz, dont l'usage est différemment réglementé d'un pays à l'autre.

Aux États-Unis, chacun est libre de développer des réseaux radioélectriques utilisant ce spectre fréquentiel. On compte ainsi aujourd'hui en Amérique du Nord près de 4 000 de points d'accès (bornes Wi-Fi en grande majorité). La chaîne de cafés Starbucks, associée à l'opérateur Mobilestar (racheté en octobre 2001 par Voicestream), totalise déjà plus de 700 établissements équipés aux États-Unis et espère atteindre un taux de 70 % (soit environ 3 000 sites) fin 2003.

Le fournisseur d'accès à Internet Wayport équipe quelque 450 aéro-

poursuit la mise en place de réseaux Wi-Fi dans 25 aéroports dont celui d'Helsinki. Telia en Suède ou Nanjing Telecom en Chine font de même.

Selon une récente étude du cabinet Analysys, 90 000 hot spots seront équipés en Europe en 2006 et 41 000 aux États-Unis en 2007.

Les pionniers restent condamnés à se mettre hors la loi

« **ACCÈS à Internet ? Haut débit ? Sans fil ?** » « *Oui, monsieur !* » Si Roderick Levejac, assistant chef concierge Clefs d'or de l'hôtel Four Seasons George-V, se réjouit de pouvoir répondre « *oui* » à ces questions. Le palace parisien est l'un des premiers en France à avoir installé un réseau public d'accès à Internet sans fil haut débit basé sur la norme Wi-Fi.

Provisoirement suspendu, ce service permet aux clients équipés de PC portables ou d'assistants numériques personnels compatibles avec cette technologie d'échanger des courriers électroniques, de se connecter au réseau de leur entreprise ou de surfer sur la Toile depuis le bar, le hall d'accueil, la galerie ou les salles de séminaires. « *L'accès sans fil n'est pas encore un critère commercial discriminant, mais il pourrait bien le devenir* », estime Hervé Philippoteaux, directeur des technologies de l'Information du George-V. « *Quelques clients, américains notamment, posent d'emblée la question* », confirme Roderick Levejac. L'accès sans fil dans les espaces publics du palace (hall, galerie, bar...) s'inscrit dans le prolon-

gement du déploiement d'un réseau filaire (Ethernet) haut débit dans toutes les chambres. Un contrat, conclu avec le fournisseur d'accès américain Wayport, a permis l'installation de cet ensemble. C'est d'ailleurs Wayport qui est l'opérateur réel de l'extension Wi-Fi, puisque l'utilisateur, client ou non de l'hôtel, lui paye directement le coût de connexion en saisissant son numéro de carte bancaire sur la page d'accueil. Pour la direction du George-V, il n'y a pas d'autres solutions pour offrir un accès à Internet dans les lieux publics. « *Inutile de songer à installer dans le cadre prestigieux d'un palace des ordinateurs fixes, identiques aux bornes Internet publiques implantées sur les quais de RER* », ironise Hervé Philippoteaux.

SIMPLE COMME UN COUP DE FIL

« *La souplesse d'utilisation est réelle. La connexion entre un ordinateur équipé d'une carte Wi-Fi et les bornes dissimulées dans des pièces annexes ou le mobilier est totalement transparente pour l'utilisateur* », explique-t-il avec fierté. Bref, à l'en croire, tout cela est simple com-

me un coup de fil. Simple mais... illégal. Hervé Philippoteaux grimace. « *Hélas ! nous avons dû arrêter les bornes mais nous cherchons des solutions pour pouvoir les remettre en service rapidement* », assure-t-il. D'ailleurs, d'autres hôtels ne se privent pas de vanter ce type de service.

Le cas du cybercafé Orbital, face au jardin du Luxembourg à Paris, est encore plus problématique. Vendre de l'accès à Internet, c'est son fonds de commerce. Le réseau mis en place avec l'aide de Speka (groupe militant pour la création de réseaux sans fil libres) couvre l'intérieur du café et la terrasse, voire au-delà. Le directeur avoue n'avoir effectué aucune démarche juridique tant « *il [lui] semblait logique de pouvoir utiliser les technologies sans fil pour étendre [ses] prestations* » payantes. C'est même ce qui fait la réputation du lieu auprès des technophiles. « *La loi française est décidément surprenante* », conclut le directeur, perplexe.

qu'au stade de projets fédérés par l'organisation Wireless France qui rassemble quelque 900 particuliers volontaires et bénévoles répartis dans près de 300 villes.

Pourtant, la commercialisation de matériels Wi-Fi ou Bluetooth (bornes, cartes pour ordinateur ou PDA...) à des coûts de plus en plus faibles (moins de 150 euros) rendent techniquement possible l'exploitation de réseaux WLAN. C'est bien ce qui inquiète l'Autorité de régulation des télécommunications (ART). Faisant face à un nombre croissant de questions et à la naissance de réseaux sauvages, consciente que cette nouvelle « exception française » ne pourra résister longtemps, l'ART a déjà

conclu, en mai 2001, un accord avec le ministère de l'intérieur qui détient des bandes de fréquences concernées. Aujourd'hui partiellement libérée pour une utilisation privée et limitée, la partie du spectre comprise entre 2 400 MHz et 2 483,5 MHz le sera totalement sur l'intégralité du territoire au 1^{er} janvier 2004.

ÉVALUER EN GRANDEUR RÉELLE

Pour calmer les esprits, l'ART vient d'engager un processus d'assouplissement des conditions d'utilisation sur les hot spots qui devrait aboutir d'ici à la fin 2002. L'Autorité va présenter à la prochaine réunion de la Commission consultative des radiocommunications des projets de décisions autorisant l'implantation libre de bornes d'accès dans des hot spots. Néanmoins, n'étant

La guérilla des militants

En scrutant les toits de Paris, de Nantes ou de Lyon, on peut dénicher des antennes pas toujours cathodiques. Les membres des réseaux communautaires sans fil, une poignée d'initiés, militent contre les exploitations mercantiles des WLAN et s'inscrivent dans la mouvance du logiciel libre, défendant la gratuité, la participation de tous et le partage des ressources. Même gratuits et ouverts aux seuls membres inscrits, ces réseaux sont illégaux lorsqu'ils sont déployés sur la voie publique ou ne fonctionnent pas en circuit fermé. Les militants défient la loi et montent des opérations commando ou des démonstrations médiatiques. Certains parlent aujourd'hui de guérilla. « *Nous voulons simplement faire avancer la loi vers une démocratisation de l'accès à Internet* », argumente Marc Reval, membre fondateur de l'association Wireless France.

pas seule décisionnaire, l'Autorité doit d'abord recueillir l'avis de la Commission européenne et des États membres de l'Union européenne avant d'obtenir l'homologation du ministre chargé des télécommunications. Si tout va bien, à la fin de l'année, l'accès à Internet sans fil dans les lieux publics ne sera donc plus hors la loi.

Par ailleurs, l'ART publiera au cours de l'été des lignes directrices fixant les conditions d'expérimentations de réseau ouvert au public pour tester et évaluer en grandeur réelle les technologies WLAN, dans le but de faciliter l'accès haut débit à Internet dans des zones mal desservies par les réseaux existants. Le processus prendra ainsi plusieurs mois. Les plus impatients auront d'autant moins la sagesse d'attendre que leurs installations sont déjà opérationnelles.

K. P.

Karyn Poupée

Les opérateurs craignent que les WLAN concurrencent l'UMTS

LE DÉPLOIEMENT de WLAN concurrence, par une sorte de dumping technologique, le développement des réseaux de téléphonie cellulaire de type GPRS ou UMTS (système universel de télécommunications mobiles). En effet, dès lors que les lieux stratégiques en termes de trafic sont équipés de réseaux sans fil haut débit WLAN, l'intérêt de l'UMTS sur ces sites devient discutable. En effet, ce dernier n'offrirait qu'un débit de 2 Mbit/s à partager entre tous les utilisateurs connectés sur une même station de base contre 5 Mbit/s réels pour Wi-Fi et même jusqu'à 30 Mbit/s réels pour ses successeurs. De quoi faire douter les opérateurs et les investisseurs sur le devenir des coûteuses infrastructures UMTS.

De fait, les détenteurs actuels de licences UMTS (Orange, SFR en France) ou candidats (Bouygues Telecom) fourbissent leurs armes

et étudient de près les solutions WLAN en vue de compléter leurs réseaux GPRS ou UMTS. Ils feraient en effet d'une pierre deux coups. D'une part, ils éviteraient une trop forte concurrence d'opérateurs WLAN ne disposant pas de

Le WLAN pourrait représenter au final un quart des recettes Internet mobile

licences UMTS et, d'autre part, ils réaliseraient de substantielles économies de déploiement. De telles stratégies sont d'autant plus probables que les équipementiers (Nokia, Ericsson, Lucent) proposent des solutions techniques de passage

sans coupure (*handover*) entre infrastructure de téléphonie mobile GSM/GPRS/UMTS et réseaux WLAN. NTT Docomo, premier opérateur commercial d'un réseau de troisième génération (3G), vient lui aussi de lancer un test grandeur nature sur huit sites WLAN à Tokyo accessibles par 1 000 cobayes volontaires.

Dans sa consultation publique, l'Agence de régulation des télécommunications (ART) a posé clairement les termes du débat sur l'impact réel ou supposé des WLAN sur le développement et la rentabilité des infrastructures et services de téléphonie mobile 3G. Complémentarité ou concurrence ? Dans la synthèse de cette consultation, les réponses sur ce point sont logiques : complémentarité si un seul opérateur gère les deux types de structure, concurrence si l'un gère le réseau UMTS et un second un

réseau WLAN sur le même site. Il est vrai que, selon plusieurs études, les WLAN pourraient cannibaliser de 7 % à 10 % (voire 35 % sur le segment professionnel) des revenus générés par l'échange de données sur réseau mobile et représenter au final un quart des recettes Internet mobile. Pourtant, souligne l'ART, « *un nombre important de contributeurs mentionnent l'impact potentiellement positif des technologies de type WLAN sur la demande en services mobiles de données* ».

Les décisions de libéralisation progressive de l'usage des WLAN ou le maintien d'un cadre strict, voire la mise en place d'un régime d'attribution d'un nombre limité de licences, seront donc autant fondées sur des considérations politiques et économiques que purement techniques.

K. P.

La qualité sur le web.

DUBAI

Découvrez Dubai ! Peuple accueillant, magie du désert, culture millénaire, émirat futuriste, plage, soleil, shopping, hôtels de luxe, service impeccable, piscines (climatisées) somptueuses. Dubai : tous les charmes de l'Arabie heureuse à prix étonnants.

Offres spéciales été 2002

• TAJ PALACE 5* nuit sup : 62 €	690 ttc
• ROYAL MIRAGE 5* LUXE demi-pension incluse, nuit sup : 152 €	1224 ttc

Inclus : vol régulier + 6 nuits hôtel + transfert + taxes aéroport.

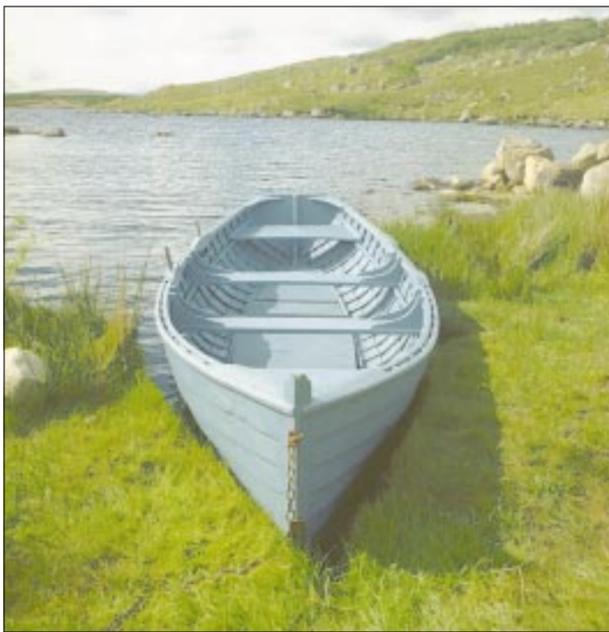
2 enfants gratuits* ! Prix du vol : 400 ttc.

* prix dégressif inclus. 50% réduction sur demi-pension.

www.directours.com

3615 Directours, 01.45.62.62.62

Agence ouverte 6/7 du 90, av. Champs Elysees - Paris 8^e



Pêcheurs d'Irlande

Le lac Corrib, au cœur du Connemara, est un paradis pour les amateurs de cannes à mouche et de truites gourmandes

GALWAY

de notre envoyé spécial

Tels des enfants attendant le père Noël, truites et pêcheurs guettent l'éclosion de la mouche de mai. Pondue dans le limon des eaux calmes, la larve de cet éphéméride libère sa nymphe quelques semaines entre mai et début juin. Leurs ailes dressées comme des voiles, elles émergent pour donner le signal d'un festin qui transformera à leur tour les poissons en cibles de choix pour les cannes à mouche. Durant la saison de la *may fly*, l'Irlande devient un peu plus le pays de cocagne des amateurs de salmonidés. A l'ouest de la verte Eirin, les lacs du Connemara se parsèment alors d'une nuée de barques en quête de belles gourmandes.

Les terres de la région ont mis à l'épreuve des générations de paysans, seuls les murs de pierres y poussent généreusement, mais le comté de Galway abrite depuis toujours une réserve halieutique d'exception. Certains privilégiés y ont cultivé un art de vivre. L'aristocratie anglaise, en particulier, et la grande bourgeoisie d'Irlande ont ainsi fait construire, au XIX^e siècle, nombre de résidences de chasse et de pêche idéalement situées au cœur de la lande et au

bord des lacs. Aujourd'hui transformées en infrastructures touristiques, beaucoup ont gardé leur vocation première.

A la hauteur du village clairsemé de Costelloe, sur la route côtière reliant Galway à Clifden, on finit par trouver – à condition de décrypter le gaélique – la direction de Fermoy Lodge. Au milieu des sombres paysages de tourbières et des blocs de granit posés sur le pelage roux de montagnes érodées, l'endroit fait l'effet d'une oasis. Sertie dans un écrin de rhododendrons, protégée du vent par des arbres centenaires, cette confortable demeure victorienne accueille des pêcheurs du monde entier.

En cuisine repose, raide comme une torpille d'aluminium, un saumon attrapé le matin même, dans le torrent tout proche, par le maître des lieux. Provençal marié à une Ecosaise, Jean-Pierre Maire a plaqué, en 1996, son entreprise de bureautique pour s'installer dans ce coin sauvage d'Irlande. Avec une poignée d'autres passionnés, il gère un bassin hydrologique de vingt-deux lacs, reliés à l'océan par une rivière, remontée principale de saumons et de truites de mer. Hôte convivial et fin cuisinier, il est, comme tout bon

pêcheur à la mouche, féru d'entomologie et vétérinaire légiste d'occasion. Disséquant l'estomac d'une *brown trout*, il constate avec plaisir qu'« elles se gavent en ce moment de mouches de mai ».

L'acidité des terres alentours ne permettant pas aux truites de se développer, le Français conseille de profiter de la saison dans l'imense bassin calcaire du lough Corrib, propice au spectaculaire épanouissement des poissons. Les brochets y abondent mais ce sont les truites qui ont fait sa réputation. Une dizaine de kilomètres plus au nord, direction Oughterard, village à l'activité tout entière tournée vers le tourisme

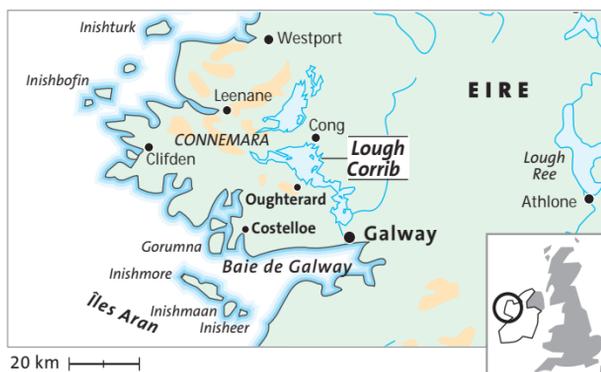
Les terres de la région ont mis à l'épreuve des générations de paysans, seuls les murs de pierres y poussent généreusement

me halieutique. Pas un pub, pas un hôtel qui n'exhibe son spécimen de truite *Ferox* naturalisée, ce mastodonte des profondeurs devenu poisson trophée. Dans l'air flotte l'odeur légèrement âcre et épicée des feux de tourbe.

Un peu comme les agriculteurs des Alpes se transforment l'hiver en moniteurs de ski, certains habitants suspendent deux mois leurs activités pour devenir *gillies*. On surnomme ainsi les guides qui accompagnent les pêcheurs novices sur l'immensité du Corrib. Avec autant d'îles que de jours dans l'année, ses baies multiples et ses 16 800 hectares de surface, ce lac est le plus grand de la République d'Irlande. Les conseils ne sont donc pas de trop pour y naviguer. D'autant que la communauté des *gillies* recèle son lot de personnages pittoresques.

On rencontre Pat Molloy sur une des grèves qui proposent la location de bateaux. Sa trogne gouailleuse de paysan-rugbyman semble surgir d'un film de John Ford (*L'Homme tranquille* a d'ailleurs été tourné près d'ici). Né au bord du lac dans une famille de dix enfants – dont six frères, tous *gillies* –, ce sympathique colosse maîtrise comme personne les secrets du Corrib. Ses anses, ses îles, ses fonds, mais aussi son rythme biologique, l'évolution des coins en fonction du temps, de l'exposition, de la température ou de la couleur de l'eau.

Avant de démarrer le moteur, on achète à une gamine deux douzaines de mouches de mai ramassées sous les orties qui poussent le long des berges. Deux techniques ont les faveurs des pêcheurs. Le *tapping*, dit en France « pêche à la trembleuse », consiste à enfi-



20 km

ler l'esche vivante sur un hameçon maintenu à fleur d'eau sous l'effet d'une ligne tendue par la prise au vent d'un bout de laine. A ce procédé – productif mais passif –, Pat Molloy préfère les coups de fouet de la mouche artificielle. Si une certaine aristocratie de la pêche n'a eu de cesse de rendre cette technique inaccessible à force de snobisme et de codifications, les Irlandais lui ont redonné une dimension bon enfant. Mouillé par les embruns, le *gillie* dirige l'embarcation vers un ballet de mouettes qui indiquent une possible éclosion d'insectes. La coque perpendiculaire au vent, une rame en guise de gouvernail, le bateau dérive vers l'objectif. On accroche deux *may flies* marbrées de jaune, imitées avec des plumes de coq ou de faisán, à une ligne projeté par l'aller-retour d'une canne à l'extrême souplesse.

Tout est dans le rythme de ce balancier qui demande une élégante légèreté. Les bourrasques emmèlent parfois les lancers. La soie posée est ramenée en espérant qu'un poisson se jette dans le sillage des mouches. Le gobeage survient en un éclair. Le temps de ferrer, une impressionnante for-

me brune jaillit, avant de s'enfoncer dans l'eau couleur Guinness. La lutte durera cinq bonnes minutes avant de contempler enfin la robe tachetée d'une superbe fario au fond de l'épuisette.

Quand le temps le permet, on peut déguster ce délicieux poisson, grillé au feu de bois sur une des îles arborées du lough. Emmiettés dans les cirés, on se contentera aujourd'hui d'un sandwich. Les charmantes résidences secondaires construites sur Rabbit ou Malachy Island font rêver d'une douce villégiature. Au cœur de la petite forêt de l'île d'Inchagoill, on découvre des ruines monastiques datant du VI^e siècle. Assis sur le trèfle, tasse de thé

Figure des « gillies » de Oughterard, Pat Molloy dirige sa barque sur le plus grand lac de la République d'Irlande. Tout juste sortie du lough, une jolie truite fario pêchée à la mouche artificielle (ci-dessus).

me brune jaillit, avant de s'enfoncer dans l'eau couleur Guinness. La lutte durera cinq bonnes minutes avant de contempler enfin la robe tachetée d'une superbe fario au fond de l'épuisette.

Quand le temps le permet, on peut déguster ce délicieux poisson, grillé au feu de bois sur une des îles arborées du lough. Emmiettés dans les cirés, on se contentera aujourd'hui d'un sandwich. Les charmantes résidences secondaires construites sur Rabbit ou Malachy Island font rêver d'une douce villégiature. Au cœur de la petite forêt de l'île d'Inchagoill, on découvre des ruines monastiques datant du VI^e siècle. Assis sur le trèfle, tasse de thé

Le rythme des trois éclosions

Si on pêche à la mouche de mars à septembre sur le lac Corrib, la haute saison se concentre durant neuf semaines rythmées par trois éclosions d'insectes et commençant aux environs de la Saint-Patrick. A l'orée du printemps jusqu'à la première quinzaine d'avril, ce sont les *duck flies*, des chironomides, qui provoquent la première montée en surface des truites farios. Localisées dans les zones de dépôt de sédiments, les larves de ces toutes petites mouches provoquent des rassemblements de poissons. A partir de la mi-avril, c'est au tour des olives, des éphémérides, d'être au menu des salmonidés, avant que les *may flies*, les fameuses mouches de mai – ou *Ephemera danica* –, facilitent la vie des pêcheurs jusqu'au début du mois de juin. De très belles pêches sont ensuite possibles, mais la plus grande variété des éclosions complique le choix des mouches artificielles.

VADE-MECUM

► **ACCÈS.** De Paris, vols quotidiens avec Aer Lingus vers Dublin. Puis, de Dublin à Galway, avec son partenaire Aer Arann. A partir de 251 €. Tél. : 01-55-38-38-55. Internet : www.aerlingus.com

► **FORFAITS.** Les voyageurs spécialistes, comme Celtictours, Gaeland ou Bentte, proposent des forfaits associant l'avion, la location de voiture et l'hébergement. Catalogues à consulter dans les agences.

► **ÉTAPES.** Retirée dans un des coins les plus sauvages – et poissonneux – du Connemara, Fermoy Lodge est une résidence de pêche profitant d'un cadre grandiose. Le confort de cette demeure victorienne est rendu encore plus voluptueux par l'excellente cuisine et la gentillesse des propriétaires, le Français Jean-Pierre Maire et sa femme écossaise, Nicola Stronach. Fermoy Lodge, Costelloe, Co. Galway. Ouvert du 1^{er} avril au 31 octobre. Six chambres. B & B : 60 € à 75 €. Dîner : 35 €. Tél. : 00353-91-786-111 ; Internet : www.fermoylelodge.com

Autre résidence aristocratique et chaleureuse, située au milieu d'un bois, au bord du lac Corrib : Currarevagh House, Oughterard, Co. Galway. 125 € à 140 €. Tél. : 00353-91-552-312.

Pour les budgets plus modestes : Lake Hotel, Oughterard, Co. Galway. 90 €. Tél. : 00353-91-552-275 ; fax : 00353-91-552-794. Fough East (B & B), Oughterard, Co. Galway. 46 €. Tél. : 00353-91-552-614.

► **RESTAURANTS.** Quelques restaurants pour requinquer les pêcheurs d'Oughterard : O'Fatharta, pour ses poissons et fruits de mer ; tél. : 00353-91-552-692. Le Blason, cuisine française ; tél. : 00353-91-557-111.

White Gable, ses solides spécialités irlandaises (Irish stew) ; tél. : 00353-91-555-744. Quelques pubs fréquentés par les *gillies* de la même ville : The Boat Inn, The Plough, Fahertys.

► **L'ADRESSE.** Centre nerveux de la ville d'Oughterard, le magasin d'articles de pêche de Tuck Thomas sert de quartier général aux guides locaux et aux pêcheurs qui trouvent là les mouches les plus efficaces du moment, les résultats journaliers des prises et des records, ainsi qu'une belle collection de poissons naturalisés et d'anecdotes. Tuck Thomas, Oughterard, Co. Galway.

► **GUIDE DE PÊCHE.** Connaissant l'immense lough Corrib mais aussi le lough Mask comme la poche de son ciré, Pat Molloy s'avère un précieux *gillie* pour les novices de la pêche en lac et un chaleureux

compagnon de barque comme de pub, 80 € à 100 € la journée. Pat Molloy, Rosscahill East Rosscahill, Co. Galway. Tél. : 00353-91-550-261 ; portable : 087-9828-438.

► **CROISIÈRES.** Corrib Ferries : excursion sur le lough Corrib et visite des ruines monastiques de l'île d'Inchagoill. Tous les jours d'avril à septembre. Lieu de départ : Oughterard. Island Ferries : à quelques kilomètres de Costelloe, au port de Rossaveil, on trouve un des points de départ des excursions vers les mythiques îles d'Aran. Trois ferries par jour, 23 €.

► **LECTURES.** Même si cette histoire ne se déroule pas en Irlande, mais dans le Montana (Etats-Unis), *La Rivière du sixième jour* (Norman Maclean...) reste le roman culte des pêcheurs à la mouche. Il a été adapté au cinéma par Robert Redford (*Au milieu coule une rivière*). Le Grand guide d'Irlande, Gallimard. Le Guide du routard consacré à l'Irlande est particulièrement soigné, en effet son rédacteur en chef, Pierre Josse, fait partie des amoureux de cette île.

► **INFORMATION.** Office de tourisme de l'île d'Irlande, 33, rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél. : 01-70-20-00-20. Internet : www.irlande-tourisme.fr

Ici les rues sont pavées d'or.

Les empereurs autrichiens ont légué à Vienne de vraies merveilles : des joyaux d'architecture tout le long de la Ringstrasse et des trésors de douceur tel que Demel, la confiserie de la Cour.

Vienne
vous attend

RÉSERVER DÈS MAINTENANT :
WIEN-HOTELS & INFO
TÉL. 0043-1-24 555
www.vienna.info



PHOTOS FRANK COURTES

On raconte que les innombrables couleurs des mouches fabriquées par les Irlandais s'expliquent par la diversité des luminosités propres à ce pays. Comme tout au long de la journée, l'infinie variété des ciels met la nature en scène. Au loin, le plomb des nuages assombrit les *Twelve Bens*, la chaîne des douze sommets les plus romantiques du Connemara, quand une percée du soleil fait tendrement reverdir les berges et allume d'or un lac labouré, il y a peu, par l'averse. Sur le chemin du retour, gentiment secoués par les vagues, on bénit l'Irlande, terre de communion des pêcheurs et des éléments.

Stéphane Davet

Sur les berges du lac Corrib, une jeune Irlandaise vend aux pêcheurs les mouches de mai qu'elle a attrapées au bord de l'eau.



Week-end « troglodytes » en Anjou

Viticulteurs ou sériciculteurs ont de nouveau investi ces lieux souterrains. Mais des bourgeois bohèmes et des esthètes y habitent désormais

« MOULES À GAUFRES ! Polygraphes ! Troglodytes ! » Le terme figure en bonne place dans les litanies du capitaine Haddock. Le héros d'Hergé n'avait pas prévu sa connotation nouvelle de compliment pour les chanceux ayant trouvé logis à leur convenance dans le tuffeau du Saumurois. Car les élus sont rares sur un marché étroit que se disputent bourgeois bohèmes, écologistes, esthètes et autres originaux. L'engouement pour cet habitat souterrain – exploité ici dès le Moyen Âge puis abandonné à la fin du XVIII^e siècle – n'est pas exempt aujourd'hui d'un certain snobisme.

D'autres, comme les viticulteurs, ont partie liée avec les quelque 1 000 km de galeries-caves qui offrent des conditions idéales de stockage et de bonification. Sous le vignoble se dissimule également le dédale des champignonnières. « Vous finirez champignonnistes ! », lançait-on autrefois aux cancre, allusion à un labeur pénible, accompli dans le faible éclairage des lampes à carbure. Le métier semble devenu moins rude avec les chambres de culture où la pousse est programmée par ordinateur.

Les vers à soie se plaisant eux aussi dans les caves, voici que renaît au Coudray la sériciculture, vieille tradition instaurée par Louis XI et tombée dans l'oubli jusqu'au milieu des années 1980. En passe d'être déposé, un nouveau type de fil, la soie d'Anjou, promet une production industrielle. Rendre visite, dans son atelier de filature, à Marie Foyer, initiatrice du projet, revient à découvrir l'art de vivre avec le monde souterrain. Ce



milieu confiné dispense en fait une sorte d'euphorie, une quiétude née du cadre minéral.

La région propose aussi un riche catalogue de curiosités. C'est, entre autres, le château de Brézé qui accueillit Colbert durant la Fronde et dont les douves, à 18 mètres sous terre, sont les plus profondes d'Europe. C'est, à Rochechouart, une ferme abandonnée en 1930 et ouverte au public en 1967 : sa basse-cour est un conservatoire de races oubliées, dont le curieux dindon noir de Sologne. On s'avise dans ce lieu que l'habitat troglodytique a engendré des habitudes de langage, comme ce « monter au jardin » pour cueillir les légumes. Si partout le point de vue a quelque chose d'insolite, c'est particulièrement vrai du zoo de Doué, sans doute le seul au monde où l'on puisse voir une girafe de haut !

De notre envoyée spéciale Mirèse Akar

« Logement à Saumur dans un « 3 étoiles » classé monument historique, l'Hôtel Anne-d'Anjou (tél. : 02-41-67-30-30). Repas de galipettes à la Champignonnière du Saut-aux-Loups (02-41-51-70-30) et de focaces aux Caves de la Genevraie (02-41-59-34-22). Visiter le parc miniature Pierre et lumière, les caves Langlois-château, les caves cathédrales Les Perrières. Lire *Pays de la Loire* (Guide du routard). Renseignements au Comité départemental du tourisme de l'Anjou (tél. : 02-41-23-51-51).

À TOUS PRIX

► **111 € : UN WEEK-END À AIX-LES-BAINS** pour le premier rassemblement européen de canots automobiles et à vapeur sur le lac du Bourget, du 29 août au 1^{er} septembre. Deux nuits et petits déjeuners, une balade en canot ancien sur le lac et un dîner croisière sont inclus dans ce prix. Maison de Savoie (tél. : 01-42-61-74-73).

► **115 € : UN WEEK-END DE JAZZ À VIENNE.** Cette année, le festival (du 29 juin au 13 juillet) propose, entre autres, Pat Metheny, Mc Coy Tyner ou Herbie Hancock. L'office du tourisme de Lyon s'associe à ce rendez-vous du jazz en organisant des week-ends où sont mêlés

découverte de Lyon et concert le soir dans le théâtre antique de Vienne (Isère). Le prix s'entend par personne (deux nuits en chambre double 2 étoiles), une entrée pour un concert et la carte Lyon city card, qui permet l'accès aux musées, des visites guidées et des croisières sur le Rhône et la Saône. Tél. : 04-72-77-72-50. Internet : www.lyon-france.com.

► **1 730 € : UN SÉJOUR À LA CARTE SUR LES RIVES DU SAINT-LAURENT.** Vacances Canada propose 14 jours et 12 nuits pour découvrir les régions de l'Ontario et du Québec. Ce prix (base double) comprend les vols réguliers Paris-Toronto-Montréal-Paris, la réservation de

douze hôtels 3 étoiles, la location de la voiture (kilométrage illimité). Renseignements dans les agences de voyages ou à Vacances Canada (tél. : 01-40-15-15-15 ; Internet : vacancescanada.com).

► **2463 € : UN ITINÉRAIRE DANS LES RÉSERVES DU KENYA.** STI Voyages propose 9 jours et 7 nuits dans la région de Mara pour suivre les migrations des animaux. Ce prix (base 4) comprend les vols A/R pour Nairobi, les déplacements en 4 x 4 privé avec chauffeur, les guides, les entrées dans les parcs et des nuits dans des lodges de « catégorie supérieure ». En vente dans les agences de voyages. Renseignements : 01-55-37-23-45.

EVASION

Publicités

HAUTES-ALPES

Votre Séjour en QUEYRAS dans des Logis de France
Plus haute commune 2040 m.
Site classé, chalets du XVIII^e
Piscine, tennis, bainé, jeux d'enfant
300 jours de soleil par AN
ST-VERAN
Hôtel BEAUREGARD**
04.92.45.86.86
Site : www.hotelbeauregard.fr
1/2 Pension à partir de 39 €

ARVIEUX en Queyras
Hôtel*** et Résidence dans ferme Traditionnelle et mobiliers anciens
Pied des pistes, Piscine, Hammam
La FERME de l'IZOARD***
A partir de 45 € en 1/2 Pens., 392 € en Résidence
04.92.46.89.00. Site : www.laferme.fr

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE EN CALVADOS

Week-end détente à Touques-Deauville



Le Domaine de l'Amirauté, établissement de grand confort, vous promet un week-end entre sport et détente : fitness, squash, tennis, sauna, jacuzzi, le tout aux abords de Deauville.

à partir de **90 €**

par personne en chambre double
2 jours / 1 nuit

RÉSERVATION

Domaine de l'Amirauté***. 14800 Touques - Deauville - Tél. : 02 31 81 82 83
Fax : 02 31 81 82 98 - E-mail : amiraute@mail.pod.fr Ref. GW06

GRATUIT, sur simple demande

Votre guide des week-ends et mini-séjours 2002
Tél. 02 31 27 90 30 - www.calvados-tourisme.com



LE CANADA À PIED, C'EST RISQUÉ !

DONT WALK

LOUEZ PLUTÔT UNE VOITURE CHEZ AVIS...
1 semaine au Canada pour 232 €, tout compris*

Réserver chez AVIS c'est facile et sans soucis : nos tarifs incluent le kilométrage illimité, le rachat de franchise (LDW) ainsi que toutes les taxes locales...
Réservez directement en précisant le code K913 400 sur www.avis.fr ou appelez le 0 820 05 05 05 (0,10 €/min) ou contactez votre agent de voyage.

AVIS

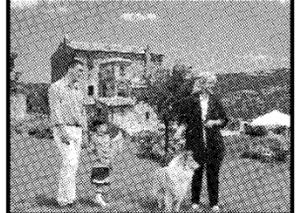
*Prix mentionné pour une CAT B en basse saison pour toute réservation effectuée avant le 15/07/02 et pour une location démarrée avant le 15/09/02. De 15/07 au 15/09 une surcharge de 40 € par semaine (5 € par jour) est applicable quelle que soit la catégorie.

EN VACANCES AVEC NOS AMIS LES BÊTES?

CUENDET vous propose des vacances en toute liberté : plus de 900 demeures en location où vos animaux seront les bienvenus.

Commandez les catalogues
ITALIE, FRANCE, ESPAGNE - PORTUGAL
Appel Gratuit: (0800) 907885
909222 - 907886 - 900381

Cuendet & Cie spa
LOCATION DEMEURES DE CHARME
Strada di Strove 17 - I 53035 Monteriggioni
info@cuendet.com - www.cuendet.com



SAVOIE

ETE 2002 RANDONNEES - TREKKING
Séjour à thème
Accueil / Confort / Qualité / Convivialité
Formule Tout compris :
à partir de 309 € (7 J. complets)
Ouvert à tous / choix très large
"La Bessannaise"
73480 - BESSANS / VANOISE
Tél. 04.79.05.95.15 - www.labessannaise.com

HAUTES-ALPES

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Village dans Parc Naturel Régional
Rando - Flore - Faune - Soleil
HÔTEL LE CHAMOIS**
Logis France 2 cheminées
1/2 pension : 51,07 €
Tél : 04.92.45.83.71 - Fax : 04.92.45.80.58
www.lechamois.fr

Chaque semaine retrouvez la rubrique "EVASION",
renseig. publicité :
01.42.17.39.63

*Prix à partir de. Offre valable jusqu'au 4/06/02 et à partir du 27/08/02 en fonction des disponibilités. Offre soumise à conditions : nous consulter.

7 jours à 4 pour 309 Euros*.
Partez avec votre voiture en Irlande et découvrez toutes ses richesses.

Il y a tellement à découvrir en Irlande que le meilleur moyen de le faire est de vous y rendre avec votre propre voiture. Pour 309 euros*, offrez-vous une croisière pour 4 personnes + 1 véhicule. Ainsi votre liberté vous guidera parmi les plus beaux sites, les activités les plus passionnantes pour des moments inoubliables... Quant aux Irlandais, ce sont eux qui viendront vers vous.



IRISH FERRIES E-mail : irishferries@bennett-voyages.fr - tél : 01 44 88 54 50

Ireland
Des instants pour toujours...

AUJOURD'HUI

Pluies et orages

JEUDI 20 JUIN
Lever du soleil à Paris : 5 h 49
Coucher du soleil à Paris : 21 h 56

La perturbation qui ondule sur le pays depuis quelques jours reprendra de l'activité. Il pleuvra sur de nombreuses régions. Sur la façade est des orages parfois violents éclateront. Seules les régions méditerranéennes et les plus à l'ouest resteront épargnées.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Sur la Basse-Normandie et les pays de Loire quelques pluies faibles le matin. L'après-midi, nuages et belles éclaircies sur l'ensemble des régions. Il fera entre 19 et 25 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Le ciel sera généralement très nuageux et parfois pluvieux. Les pluies prendront localement un caractère orageux. L'après-midi quelques rayons de soleil perceront la couche nuageuse en Haute-Normandie et sur l'extrême nord. Les températures ne dépasseront pas 20 ou 21 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Le ciel se chargera progressivement dans la matinée. L'après-midi, des orages parfois violents éclateront. Il fera entre 20 degrés en Champagne et 32 degrés en Alsace.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Sur les Charentes de belles éclaircies se développeront. Sur les autres régions les passages nuageux seront accompagnés de quelques pluies à caractère orageux, en particulier sur le relief pyrénéen. Il fera entre 20 à 24 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Le temps sera maussade. Des orages violents éclateront sur l'Auvergne. Les températures seront comprises entre 20 et 33 degrés d'ouest en est.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Malgré quelques nuages d'altitude la journée sera largement ensoleillée. L'après-midi, des orages ponctuels éclateront sur le relief corse. Les températures seront voisines de 30 degrés.

20 JUIN 2002 PRÉVISIONS

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE MÉTROPOLITAINE			
Ajaccio	18/29 S	Milan	24/33 P
Biarritz	14/19 P	Moscou	15/29 N
Bordeaux	15/23 P	Munich	19/30 S
Bourges	15/23 P	Naples	22/29 S
Brest	11/19 N	Oslo	11/20 S
Caen	11/17 P	Palma de M.	18/31 S
Cherbourg	11/19 P	Prague	18/30 S
Clermont-F.	19/23 P	Rome	20/29 S
Dijon	18/26 P	Séville	20/36 S
Grenoble	21/30 P	Sofia	14/25 S
Lille	12/19 P	St-Petersb.	16/23 S
Limoges	16/22 P	Stockholm	14/24 S
Lyon	20/31 P	Ténérife	19/25 S
Marseille	19/31 S	Varsovie	17/29 S
Nancy	17/27 P	Venise	23/29 S
Nantes	13/25 N	Vienne	20/31 S
Nice	22/27 S		
Paris	14/23 P		
Pau	13/22 P		
Perpignan	17/25 S		
Rennes	13/25 N		
St-Etienne	18/27 P		
Strasbourg	20/31 N		
Toulouse	16/23 P		
Tours	14/22 P		

AMÉRIQUES		
Brasilia	13/25 S	
Buenos Aires	8/17 S	
Caracas	25/29 P	
Chicago	22/31 S	
Lima	15/19 S	
Los Angeles	16/21 S	
Mexico	11/27 S	
Montréal	14/26 S	
New York	16/25 S	
San Francisco	12/21 S	
Santiago Ch.	5/15 S	
Toronto	13/25 S	
Washington DC	19/28 S	

FRANCE OUTRE-MER

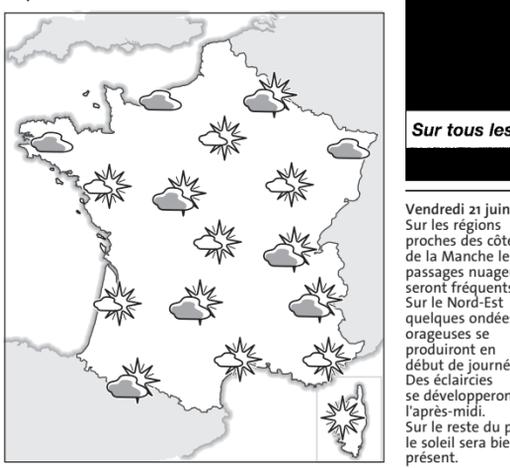
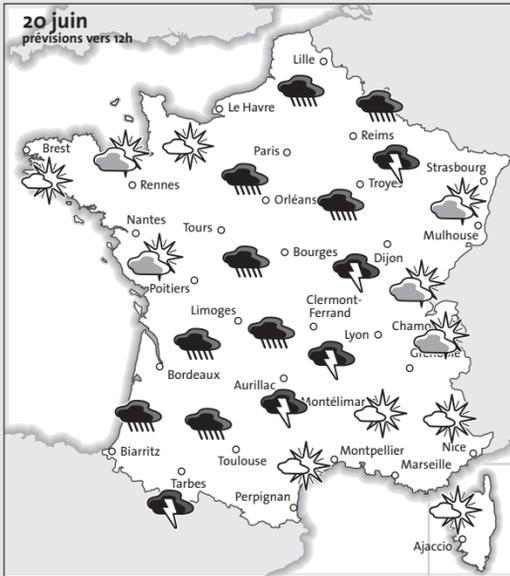
Cayenne	23/27 P	
Fort-de-Fr.	28/30 S	
Nouméa	19/21 P	
Papeete	23/27 P	
Pointe-à-P.	24/30 P	
St Denis Réu.	20/25 P	

AFRIQUE

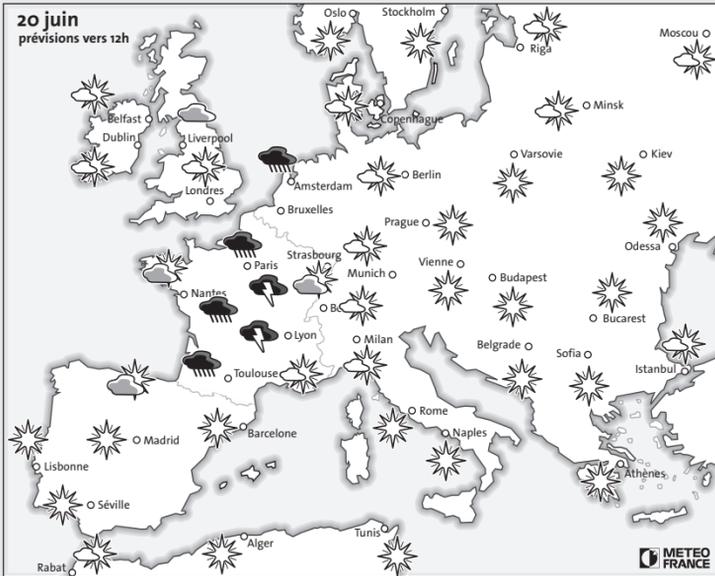
Alger	16/30 S
Dakar	23/28 S
Kinshasa	19/31 S
Le Caire	23/33 S
Nairobi	14/23 S
Pretoria	7/20 S
Rabat	16/24 N
Tunis	19/34 S

ASIE-Océanie

Bangkok	27/35 P
Beyrouth	23/27 S
Bombay	27/30 P
Djakarta	23/31 S
Dubaï	29/39 S
Hanoï	28/36 S
Hongkong	27/29 P
Jérusalem	16/28 S
New Delhi	28/37 P
Pékin	22/31 C
Séoul	21/23 P
Singapour	27/32 P
Sydney	8/16 S
Tokyo	20/26 C



PRÉVISIONS POUR LE 21 JUIN

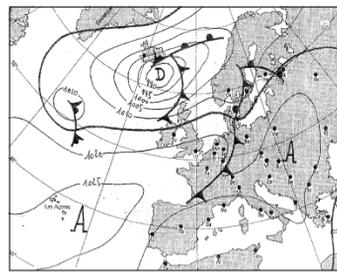


de -20% à -30%

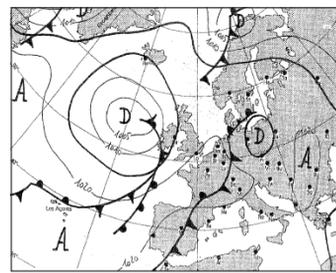
AIR FRANCE

Sur tous les vols domestiques avec la Carte d'abonnement.

Vendredi 21 juin
Sur les régions proches des côtes de la Manche les passages nuageux seront fréquents. Sur le Nord-Est quelques ondées orageuses se produiront en début de journée. Des éclaircies se développeront l'après-midi. Sur le reste du pays le soleil sera bien présent.



SITUATION LE 19 JUIN À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 21 JUIN À 0 HEURE TU

Eau, soleil, tout pousse, mais gare aux maladies !

JARDINAGE

Tous les mercredis datés jeudi, le guide des plantes

C'EST TOUT JUSTE si l'on ne voit pas les bambous et le bananier pousser à vue d'œil ! Une semaine de pluies diluviennes suivies d'une semaine de canicule ne sont pas pour déplaire au jardin.

Les premiers sont des graminées. Ce que peu de jardiniers devinent quand ils passent leur tondeuse à gazon sur la pelouse. Ils ont deux particularités assez captivantes. Les pousses qui sortent de terre au printemps atteignent leur taille adulte au cours de l'été. Que le bambou fasse 50 centimètres de hauteur ou 25 mètres. On considère qu'un bambou est adulte quand les nouvelles pousses cessent de dépasser celles de l'année précédente. Et tous les bambous d'une espèce donnée fleurissent en même temps partout dans le monde et

meurent généralement après ! Cela s'est vérifié plusieurs fois. Restent alors les graines qui permettent la survie des plantes.

Les seconds adorent l'eau et se développent à une vitesse tout aussi folle, même s'ils n'atteignent pas la hauteur des bambous géants. Et un peu moins le plein soleil qu'on peut l'imaginer. La mi-ombre et une plantation à l'abri des coups de vent sont recommandées, car les feuilles de cette plante se déchirent facilement.

Le seul bananier rustique sous nos latitudes vient du nord du Japon. *Musa basjoo* est assez rare dans le commerce et se transmet de jardinier en jardinier. Le nôtre est le petit-fils d'un pied mère rapporté du Sud-Ouest, en 1973, dans une 2 CV, capote ouverte, ficelé comme une momie pour qu'il ne souffre pas du vent. Le jardinier ne recule devant rien pour rapporter la plante dont il rêve ! Une bonne quinzaine de troncs au bout de cinq ans de culture. Et

déjà quelques pousses qui surgissent dans la pelouse. Des heureux en perspective...

En mars, il n'y avait que quelques moignons de tronc effondrés sur eux-mêmes sous l'effet du gel. L'été dernier, il a produit son premier régime de bananes ! Grosses comme le pouce et vides, elles ne sont pas comestibles, mais quelle fierté quand même ! Le vieux tronc est mort. Ainsi en va-t-il de ce bananier drageonnant, qui survit en émettant sans cesse des nouveaux pieds qui remplacent les vieux qui ont fructifié.

HUMIDITÉ ET CHALEUR

Eau plus soleil : tout pousse et les semis lèvent à grande vitesse. Mais le jardinier n'en est pas pour autant tranquille. Car l'humidité atmosphérique et la chaleur associées ont tendance à faire apparaître certaines maladies fongiques comme le mildiou, qui atteint vignes et tomates, et l'oïdium, qui s'acharne sur les lauriers tins et sur certains rosiers. Ces derniers

ne sont pas tranquilles. Plus tard en saison, la maladie des taches noires et la rouille viendront en défeuille certains. La première maladie est disgracieuse mais ne présente pas un danger réel pour la survie des rosiers atteints. La seconde en revanche peut les affaiblir considérablement, au point que certaines branches meurent, voire que le pied complet crève. Les rosiers Alba, cuisse de nymphe émue particulièrement, en sont régulièrement atteints.

Pour la première fois depuis quelques années, un vieux pied de Doroty Perkins rouge et de son clone rose Excelsa sont attaqués par l'oïdium. Ils ont été plantés dans des situations aérées, il y a quelques décennies. Le premier grimpe dans un vieux houx, le second court sur le sommet d'un mur à mi-ombre d'un pommier en espalier depuis longtemps libéré par l'absence de taille. Ce qui leur permet d'échapper, le plus souvent, à cette maladie facilement reconnaissable : feuilles, boutons

et tiges sont recouverts par un feutrage blanc qui contrarie leur épanouissement et leur développement. Auraient-ils été palissés contre un mur de pierre en plein soleil et auraient-ils dû aller chercher l'eau loin dans le sol qu'ils n'auraient pas atteint une si grande taille : près de 8 à 10 mètres chacun... et sans aucun engrais pour les doper. Pire, ils seraient aussi souffreteux et ravagés par l'oïdium que tous ceux que l'on voit pousser dans d'aussi mauvaises conditions.

Les rosiers grimpants aiment le soleil, certes, mais pas les expositions brûlantes dont les lauriers roses, les jasmins d'été, les bigones font mieux que s'accommoder puisque, dans les régions du nord de la France, ils l'exigent pour fleurir. Souvent un rosier malade ne le sera pas planté un peu plus loin, à une autre exposition. Faut-il les traiter ? Il faut s'y résoudre, sinon la floraison de ces deux vieilles variétés de rosiers grimpants à fleurs doubles

en bouquets, ces rosiers-pompons ne fleuriront pas bien. Et surtout les pousses de l'année qui portent les fleurs de la saison prochaine se développeront mal.

En une semaine, les ravages ont été tels, alors que l'on tempérait bêtement, qu'il faut s'y coller. Une bonne pulvérisation - et une seconde quinze jours plus tard - d'un produit de traitement systémique (absorbé par les feuilles, il est véhiculé par la sève, et son action dure plus longtemps car les pluies ne le délavent pas), faite un soir quand le soleil chauffe moins, devraient les en guérir. Les arrosages des plantes en bac ou en pot seront très suivis afin qu'elles ne cuisent pas et croissent normalement. Et surtout, de grâce, pas d'engrais sur une terre sèche ! Arroser d'abord à l'eau claire, et une demi-heure plus tard apporter l'engrais dilué aux doses recommandées. Sinon ? Les racines brûlent.

Alain Lompech

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 145

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

BRIDGE

N° 2000

UNE ATTAQUE HORS TOUR

Dans un tournoi joué à Londres, une attaque hors tour aurait pu faire perdre la première place aux Britanniques Rose et Silverstone.

♠	R V 5
♥	4 3
♦	A V 10 9 3
♣	A V 4
♠	10 9 8 4
♥	9 2
♦	2
♣	D 10 9 6 3 2
♠	A D 7 6 3
♥	A D V 8 7
♦	D 8 6
♣	-

Ann. : O. don. E.-O. vuln.

	Ouest	Nord	Est	Sud
1	SA	SA	SA	SA
2	SA	SA	SA	SA
3	SA	SA	SA	SA
4	SA	SA	SA	SA
5	SA	SA	SA	SA
6	SA	SA	SA	SA

Après l'entame hors tour, par Rose, du 2 de Carreau, Nord étala son jeu. Comment Sheehan, en Sud, a-t-il gagné ce PETIT CHELEM À PIQUE contre toute défense ?

Réponse
Quand Sheehan, en Sud, vit Nord devenir le mort, il pensa que cette

entame venant d'Ouest pouvait être mortelle si c'était un singleton.

Même quand on regarde les quatre jeux, on a du mal à trouver la douzième levée, car, avec la chicane à Trèfle en Sud, il n'y aura plus de rentrée au mort si Est refuse de prendre avec le Roi de Carreau.

Observez comment Sheehan trouva sa douzième levée : après avoir jeté la Dame de Carreau sur l'As de Carreau, il tira Roi et Valet de Pique et fit l'impasse au Roi de Cœur, puis il réalisa As et Dame de Pique (éliminant les deux derniers atouts d'Ouest). Ensuite, il joua le 8 de Carreau pris par le 9 qu'Est laissa passer (pour éviter d'affranchir la couleur). Alors Sud tira l'As de Trèfle (défaussant son dernier Carreau) et refit l'impasse au Roi de Cœur, puis il joua l'As de Cœur. Enfin, il donna un Cœur à Est (le seul pli de la défense) et il termina avec le dernier atout et le cinquième Cœur affranchi !

DUEL ASIATIQUE

Voici un duel de grande qualité qui fut exécuté par le champion pakistanais Mahmoud Zia. Il avait essayé de faire chuter l'Indien Salib dans cette donne jouée à New Delhi. Zia, en Ouest, ayant entamé le 2 de Cœur, comment Salib, en Sud, a-t-il gagné contre toute défense ce

PETIT CHELEM À SANS ATOUT, et de quelle façon Zia a-t-il essayé de l'en empêcher ?

♠	A 8 4 3
♥	R D V 7
♦	R 4
♣	D V 9
♠	9
♥	10 8 3 2
♦	V 8
♣	R 7 6 5 4 2
♠	V 10 7 5 2
♥	9 5
♦	D 10 9 3
♣	8 3
♠	R D 6
♥	A 6 4
♦	A 7 6 5 2
♣	A 10

Ann. S. don. Tous vuln.

	Sud	Ouest	Nord	Est
1	SA	SA	SA	SA
2	SA	SA	SA	SA
3	SA	SA	SA	SA
4	SA	SA	SA	SA
5	SA	SA	SA	SA

Note sur les enchères
L'enchère de « 3 Trèfles » sur la redemande de « 2 SA » (qui promettait au moins 18 points, donc trop pour l'ouverture de « 1 SA ») était une sorte de relais ; et « 3 Cœurs » montrait un soutien à Cœur. Sur le Blackwood à « 4 SA », la réponse de « 5 Trèfles » indiquait trois As.

Philippe Brugnion

HORIZONTELEMENT

I. Pour être bon au bon moment. - II. Garde la pogne au chaud. Ses coups ne finissent pas toujours à l'eau. - III. Tenue décontractée. Ne garde pas très longtemps ses secrets. - IV. Tendre avant de devenir ingrat. Loin des autres. - V. Ses brins finissent en bavardage. Font toute la lumière. - VI. Sujet pensant. A du mal à suivre. - VII. Dans la gam-

me. A fait sa tournée avant de partir en vacances. Affluent du Danube. - VIII. Retenus. Personnel. - IX. Apporte du nouveau. Nouveau à l'arrivée. Unité de transport. - X. Ne comptez pas sur lui pour faire la fête.

VERTICALEMENT

1. Facilite la reprise. - 2. Matériau de base pour monter la pièce. - 3. Maintient en place. Accroche-

CULTURE

PHOTOGRAPHIE

Le 5^e festival PhotoEspaña de Madrid est consacré à la représentation photographique du féminin. Au-delà des fantasmes illustrés par Newton, il montre, en trente expositions, des femmes qui maîtrisent leur corps

Les femmes en images sans clichés

MADRID

de notre envoyé spécial

Voilà un thème périlleux : la représentation photographique du féminin. Le sujet est large, un peu attendu, déjà vu. Le risque est de plonger dans le particularisme, du stéréotype sexy au slogan féministe. Ou de placer la femme sur un piédestal, ce qui est une autre façon de la minorer. Les trente expositions du festival PhotoEspaña de Madrid jouent tous ces registres dans une palette éclatée, avec deux stars, Helmut Newton et Nan Goldin. Mais elles vont surtout ailleurs. Prenons l'affiche officielle, reprise en couverture du guide des expositions, placardée sur des bus et dans les rues. Histoire de refroidir l'œil coquin, les organisateurs ont retenu le portrait en pied, sur fond blanc, d'une femme japonaise nue et quasi centenaire, qui ne cache rien des effets cruels du temps sur le corps décharné.

On peut trouver l'affiche détestable. Ou y voir la transgression d'un tabou par des modèles qui regardent la mort en face, travaillant de longue date avec le photographe, Manabu Yamanaka. Quel autre festival oserait placarder une telle image, voire exposer une série large comme ici dans le très officiel Circulo de Bellas Artes? Oliva Maria Rubio, directrice artistique de cette édition, tempère en affirmant que « le problème en Espagne n'est pas la censure mais l'absence de débat ».

Toujours est-il que la force de cette édition madrilène, au-delà des fantasmes masculins (Newton, Alex, Araki), ne privilégie pas les images sexy, mais choisit de montrer non pas des femmes victimes mais actives, qui agissent et réagissent, maîtrisent leur corps. « Dans l'histoire de l'art, la femme est souvent un rêve d'homme. Je veux montrer comment la photo a bousculé cet ordre au XX^e siècle », explique Oliva Maria Rubio. Elle situe le basculement dans les années 1960, quand des

artistes s'emparent d'un art corporel afin de confronter « le désir de l'homme à leur propre désir ». Elle expose notamment Marina Abramovic et Carolee Schneemann, cette dernière ayant poussé loin la performance autour de la sexualité.

« J'avais le droit d'être une image mais pas de créer ma propre image. » La formule célèbre de Carolee Schneemann, en 1974, aurait pu servir de sous-titre à ce cinquième PhotoEspaña. L'Américaine Susan Meseilas, qui expose deux sujets remarquables réalisés à vingt ans d'écart sur le travail de prostituées dans l'industrie du sexe (« Canal de Isabel II »), dit l'influence de Schneemann : « Dans les années 1970, alors que je me demandais si la femme ne servait qu'à satisfaire les hommes, je voyais trois issues. Montrer mon corps à Helmut Newton, le vendre aux hommes, l'utiliser pour une performance artistique. Carolee Schneemann a fait les trois à la fois ; elle finançait ses performances en tournant des films porno. Elle a été déterminante pour ma génération car elle a prouvé que l'on pouvait être dans le désir et l'autonomie à la fois. »

« On l'a beaucoup critiquée pour exhibitionnisme alors que, aujourd'hui, c'est devenu un lieu commun de l'art. De la même façon, quand j'ai photographié une baraque à sexe, en



1972, les féministes m'ont attaquée. Elles militaient pour la fermeture de ces maisons. Je voulais comprendre ces femmes - j'ai fait un strip-tease pour me mettre à leur place. Elles revendiquaient ce travail, affirmant qu'il était moins asservissant que celui en usine. »

Une exposition atypique et remarquable traduit le mieux la double facette d'un festival qui se veut entre le désir et la libération. Atypique car il s'agit de faire revivre l'histoire du magazine allemand *Twen*. Ce mensuel, qui n'a publié que 129 numéros entre 1959 et 1971, a joué un rôle déterminant dans la photographie et le graphisme, mais a aussi bousculé les carcans du féminin. *Twen* est oublié parce qu'il est allemand, qu'il a grandi dans un pays coupé en deux, culpabilisé, encore imprégné de la guerre et du nazisme, un pays « où tout était gris, les immeubles, les voitures, les mentalités », explique Hans-Michael Koetzle, le commissaire de l'exposition et auteur du livre *Twen, Revision einer Legende* (éd. Klinkhardt & Biermann, 1995).

C'est une abréviation de l'anglais « twenty », qui s'adresse donc aux vingt ans, à une jeunesse qui veut brûler la vie. Le premier numéro ? Six femmes parlent de leur relation au sexe. Scandale. *Twen* s'est battu pour l'esprit existentialiste, le jazz, la vie de bohème, la libération sexuelle, la contraception, l'avortement, les mères célibataires, la transsexualité, a mené une bataille contre la pénalisation de l'homosexualité - « Les Allemands ne prononçaient même pas le mot mais parlaient de gens qui "venaient de l'autre côté de la rivière" ». Le mensuel a essuyé de nombreux procès, a été trois fois interdit.

Le magazine « Twen », qui a bousculé les carcans du féminin en Allemagne entre 1959 et 1971, fait l'objet d'une exposition à Madrid.



« Epilogue » (1999), autoportrait mis en scène de la Finlandaise Elina Brotherus.

Avant d'autres, il a travaillé avec des mannequins noirs. La mode ? Pour vanter les mini-shorts de Courrèges. En 1968, le sujet de couverture était : « Trouvez votre partenaire par ordinateur. » Un grand dossier, en 1961, titrait : « Est-ce que les juifs peuvent vivre en Allemagne ? » Ce journal, affirme Koetzle, « a défendu des causes qui seront ensuite reprises par l'artiste Joseph Beuys et le cinéaste Fassbinder ».

Un magazine libertaire ne pouvait que prôner une photographie en liberté. La liste des auteurs est impressionnante : William Klein, Horvat, Van der Elsen, Bruce Davidson (qui publie ses « gangs »), Lartigue, Robert Lebeck... Des dessinateurs comme Ungerer et Hillmann. On retient surtout des photographes très proches du magazine qui ont sombré avec lui. Gundlach, Brüchmann, Baumann. Et Will McBride, un Américain élève de Rockwell, fan de Davidson : des étudiants s'embrassent, font l'amour, vivent la nuit. Il réalise un reportage sur sa femme enceinte qui

« Dans l'histoire de l'art, la femme est souvent un rêve d'homme. La photo a bousculé cet ordre au XX^e siècle »

Oliva Maria Rubio

pose le jeans ouvert sur le ventre. « Le sujet a fait scandale. Will McBride a visualisé la libération des femmes et de l'époque. »

Twen est aussi un « mélange très créatif entre la rigueur graphique du Bauhaus et une ouverture des mentalités », dit Koetzle, dont le projet montre bien comment la photographie a servi à libérer les femmes, plus pour l'esprit du temps que par militantisme féministe. Dans les dernières

années, ce journal de la provocation s'est banalisé, devenant un « féminin » parmi d'autres, ramenant la femme à son rôle de mère, d'épouse, de fantasme. Exposer un magazine est un casse-tête. Surtout quand les archives ont été jetées à la poubelle. Koetzle associe des tirages d'époque et modernes, des couvertures et doubles pages. Pour cela, il a mené une enquête de cinq ans, retrouvant tous les numéros, réalisant 300 entretiens, notamment avec les photographes allemands, tombés dans l'oubli et la misère. On savait que les années 1960 sont les plus noires et méconnues de la photographie. Aussi fragiles que « le genre féminin », qui, à Madrid, s'affirme, s'expose, convainc.

Michel Guerrin

PhotoEspaña, « Femininos ». Trente expositions, échelonnées pour la plupart en juillet. Rens. : La Fabrica, Alameda 9, 28014 Madrid. Tél. : 00-34-913-601-320. Guide des expositions, 286 p., 9 €. Catalogue, 176 p., 30 €.

Un des premiers festivals du monde

En cinq ans, le festival PhotoEspaña de Madrid s'est imposé comme un des tout premiers dans le monde. Avec un budget confortable de 3,1 millions d'euros (dont 65 % issus du privé), des lieux remarquables, une équipe solide de commissaires placés dans le giron de l'entreprise culturelle La Fabrica, le festival a concocté un beau programme sur le thème du « féminin » porté par de nombreux catalogues : des noms historiques (Sander, Woodman), des figures contemporaines (Newton, Goldin, Erwit, Abbas, Garcia-Alix, Meseilas), des jeunes qui montent (Brotherus, Moysés, Casas-Broda), des accrochages thématiques (*Twen*, le double chez les photographes femmes des années 1930). La taille de la ville est un atout en termes de moyens. C'est aussi un inconvénient : le festival est éclaté, plus proche d'une réunion d'expositions que d'un lieu festif de rencontres.

MADRID

de notre envoyé spécial

On a découvert Elina Brotherus en 1999, dans une exposition du Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg qui révélait des artistes finlandais. Cette photographie à la frange blonde et à la voix grave avait 27 ans et sortait d'une école d'art d'Helsinki. Elle a grandi vite, devenant une coqueluche occidentale comme la photo contemporaine aime en fabriquer rapidement. Elle passe l'hiver à Paris et l'été à Helsinki, et bénéficie d'une bourse de son pays. « Je ne suis pas obligée de faire n'importe quoi, de répondre à des commandes. Je lis, je regarde des films, je m'ennuie. C'est productif, l'ennui. »

Dans le bel espace du Jardin botanique de Madrid, elle a accroché un parcours rétrospectif. Le projet « féminin » de ce PhotoEspaña lui va comme un gant. Ses images où elle figure souvent dans le cadre et qui évoquent le journal intime vont à l'encontre des stéréotypes sur la femme maltraitée ou

objet de désir. Le militantisme n'est pas son truc. « On m'avait proposé de participer à une exposition de femmes photographes. J'avais décliné. » Mais elle nuance : « Il ne faut pas oublier les disparités sociales, notamment de salaires, entre hommes et femmes. De plus, en Finlande, les relations hommes-femmes sont naturelles. Dans les pays latins, boire un café avec un homme, c'est plus que boire un café. »

Elina Brotherus poursuit un genre de l'autoportrait largement exploré, depuis la comtesse de Castiglione, au XIX^e siècle, jusqu'à Cindy Sherman aujourd'hui. « Je viens d'un milieu scientifique, je ne connaissais pas cette tradition, ce qui m'a permis d'être libre. » Un de ses professeurs à l'école d'art d'Helsinki était Arno-Rafael Minkkinen, célèbre pour ses autoportraits nus dans la nature vierge, entre sculptures organiques et performances. « Il était un professeur merveilleux mais j'ai commencé mes autoportraits avant de le connaître. »

Les photos qui ont révélé Brotherus sont trois autoportraits où elle porte la robe de

mariée de sa mère, le costume de mariage de son père, les vêtements mis pour l'enterrement de sa mère. Les images accrochées en regard sont celles de son mariage et du divorce qui a vite suivi. On gardait le souvenir d'une artiste qui casse la norme de l'album de famille - « Je n'aime pas le sourire dans la photo » - et au moral vacillant. Les images récentes sont plus apaisées. « Ça vient avec l'âge et le bonheur. »

ENTRE NAN GOLDIN ET CINDY SHERMAN

L'exposition a surtout le mérite de donner une image plus riche de l'artiste, que l'on peut situer entre le journal autobiographique et cru de Nan Goldin et les autoportraits mis en scène de Cindy Sherman. De la première, elle retient le goût pour l'espace vrai, pour la saynète quotidienne, l'autoportrait comme baromètre de ses sentiments. « J'adore me faire surprendre par la réalité. Il faut photographier dans le moment. Quand il est passé, c'est trop tard. Je ne fais pas du théâtre, comme Sherman. » Avec Sherman, elle

partage le goût pour la mise en scène et la matière picturale, les couleurs harmonieuses et attractives. « La peinture renvoie à l'imaginaire, alors qu'une photo ne pourra jamais empêcher le spectateur d'y voir la réalité. Avec ma chambre photographique, j'utilise mes yeux comme un peintre. »

Le résultat est étrange. Un sentiment étouffant par le sujet et une sérénité douce, une incitation à la contemplation qui provient de l'harmonie formelle, des lumières et des couleurs. On ne sait finalement pas ce que ressent Brotherus quand elle pose dans son cadre. Elle ajoute à l'ambiguïté en parlant peu d'elle, préférant évoquer le « personnage qui est dans la photo ». Elle ajoute : « Je suis old fashion. » Pas à la mode. Ce n'est pas tout à fait vrai. Elle veut dire qu'elle n'a rien à voir avec toutes ces photos banales et quotidiennes qui inondent l'art contemporain. « La beauté n'est pas pour moi un concept douteux. »

M. G.

EXPOSITION • A Kassel, en Allemagne, la grand-messe de l'art contemporain convoque vidéos, documentaires et photographies pour une auscultation austère des plaies d'un monde globalisé

La Documenta ne rigole pas avec l'art, miroir des malheurs contemporains

KASSEL (Allemagne)
de notre envoyée spéciale

La Documenta, qui a lieu tous les quatre ou cinq ans à Kassel (Allemagne), est toujours marquée par la personnalité de son directeur. En 1997, la Française Catherine David, qui était la première femme à en avoir la responsabilité artistique, avait porté un coup à la structure classique de cette grand-messe de l'art contemporain, en invitant des intellectuels et des artistes à venir débattre in situ pendant les cent jours que durait la manifestation. Elle situait ainsi la production esthétique dans un contexte économique, social et culturel.

Le commissaire de cette nouvelle édition, Okwui Enwesor, New-Yorkais d'origine nigérienne, a dû s'en inspirer, comme il a pu s'inspirer de ce « Plateau de l'Humanité » que Harald Szeemann servait à la Biennale de Venise en 2001. Sa Documenta se veut plus que jamais multiculturelle et ouverte aux créateurs du monde entier, sans distinction d'âge et de niveau de reconnaissance, et plus que jamais lieu de débats politiques. Elle décloisonne un peu plus encore les arts plastiques en admettant toutes les formes d'images fixes et mobiles.

Documentaires et documents de créations, photoreportages (de guerres et de pauvreté) font le lit de l'exposition de Kassel. Celle-ci est donnée comme final d'une Documenta qui a commencé en 2001, sous forme de colloques à Vienne, New Delhi, Sainte-Lucie et Lagos, ce que peu de gens ont su. Des colloques nommés « plates-formes », tournant autour de grands problèmes qui se posent au monde pris dans la globalisation : la démocratie non réalisée, une justice de transition, la créolité et les métropoles africaines et leur rôle vital dans l'économie locale, alors qu'elles sont déstabilisées par les guerres, l'explosion de la population, le sida. L'exposition de Kassel serait en quelque sorte le fruit de ces rencontres : une exposition politiquement très correcte et fatalement austère. Avec Enwesor, on ne rigole pas.

Cette Documenta, distribuée dans plusieurs lieux anciens (le Musée Fridericianum) et nouveaux (une brasserie désaffectée aménagée pour l'exposition), a beaucoup d'aspects satisfaisants : on y croise des belles figu-



William Eggleston, « Untitled (Police Car, California) » (1999-2000).

Chantal Akerman
filme une chasse aux clandestins mexicains ;
Steve McQueen plonge sa caméra dans un puits de mine ;
Eija Liisa Ahtila montre le dérapage mental d'une jeune femme

res d'anciens comme Louise Bourgeois, Constant ou Frédéric Bruly Bouabré représentés par des ensembles importants dont on ne sait pas tout. Et des créateurs d'origines diverses, souvent émigrés, mais parfois aussi restés au pays, qui ne sont pas forcément célèbres. Beaucoup, environ 70 % d'entre eux, ont été invités à produire des œuvres spécifiques. Notamment dans le domaine de la vidéo.

Cette présence de la vidéo et celle, plus généralement, de films font qu'il faut un temps fou pour arpenter les lieux (au total, on assiste à près d'une centaine

d'heures de projections ici et là), heureusement dans de bonnes conditions : de vraies salles obscures avec des bancs, voire des gradins. On aura l'occasion de revenir sur les contenus des œuvres, réussites et ratages. Réussite de Chantal Akerman déployant sur de multiples moniteurs une chasse aux clandestins à la frontière du Mexique. Réussite de Steve McQueen plongeant sa caméra dans un puits de mines. Réussite d'Eija Liisa Ahtila montrant sur un triple écran le dérapage mental d'une jeune femme qui ne supporte plus le monde extérieur et s'enferme dans le noir. Ratages relatifs ou assez complets de James Coleman, Stan Douglas ou Pierre Huygues.

De fait, les peintres sont pratiquement absents de la démonstration de Kassel. Pour y figurer, il faut, comme Luc Tuymans, se demander quoi peindre à son retour des Etats-Unis, après le 11 septembre, et ne pas trouver d'autre réponse que de dresser un portrait fantomatique de la peinture en rassemblant de très classiques natures mortes, au sens littéral du terme. Ou bien se comporter comme Léon Golub, ce vétéran d'une figuration politiquement engagée qui peint guerres, massacres et tortures, à grands coups de brosse imprégnée de chaux ou de rouleau goudronneux, sur de la toile à sac.

Dans cette Documenta, les installations peuvent accuser une forte présence physique, qu'il s'agisse des « restes » de Dieter Roth, son fonds d'atelier où s'engluent vieux papiers, mégots, chiffons et pellicules, ou de la fable macabre d'Annette Messager dont les « Répliquants » de tissus bourrés pendouillent, s'agitent, obscènes défenestrés, au-dessus d'un enclos de vaches (fol-

les) mortes. Une vue sombre parmi bien d'autres, dans cette collection d'images touristiques à rebours, de rues bondées et de murs à la périphérie des villes. De ces « non-lieux » où la guerre et la misère ont sévi et autour desquels tournent beaucoup de photos et de films présentés à Kassel.

Geneviève Breerette

DOCUMENTA 11. Museum Fridericianum, Documenta-Halle, Orangerie/Karlsaue, Kultur-Banhof, Binding-Brauerie. Informations : Friedrichsplatz 18, 34117 Kassel, Allemagne. Tél. : 49-561-70-72-70. Tous les jours, de 10 heures à 20 heures. Entrée : 16 € (un jour), 24 € (deux jours), 80 € (pour l'été), 7 € après 17 heures. Jusqu'au 15 septembre. E-mail : info@documenta.de / Internet : www.documenta.de/

Ce chercheur devrait être nommé directeur d'une institution en pleine réorganisation

L'entomologiste Patrick Blandin, une nouvelle tête pour le Musée de l'Homme

C'EST un entomologiste, Patrick Blandin, qui devrait être nommé, le 1^{er} juillet, à la tête du Musée de l'Homme, une institution à la santé chancelante qui a connu ces dernières années de considérables remous. Mais si ce chercheur a consacré sa thèse à l'étude d'une population d'araignées dans la savane africaine, il a ensuite bifurqué vers l'écologie. Dès 1974, il est titulaire de la chaire Unesco du développement durable. Et en 1988, il dirige le laboratoire d'écologie générale du Muséum d'histoire naturelle. La même année, il ajoute une nouvelle corde à son arc en intégrant l'équipe chargée de réfléchir à la rénovation de la grande galerie de zoologie du Jardin des plantes. Quand celle-ci ouvre, en 1994, sous le nom de galerie de l'Evolution, il en devient le responsable. C'est ici qu'il découvre la muséographie, un métier à part entière et un véritable médium que les scientifiques méconnaissent souvent ; mais aussi les exigences d'un public non spécialisé.

Patrick Blandin, armé de cette expérience, aura fort à faire pour sortir le Musée de l'Homme de son ornière. Mais son arrivée est précédée d'une réorganisation du Muséum d'histoire naturelle, dont l'établissement de Chaillot fait partie. Cette réorganisation, qui devrait être achevée à l'automne, est menée par le nouveau directeur du Muséum, Bernard Chevassus-au-Louis. Le Muséum devrait désormais avoir des départements de deux types : ceux qui relèvent de la recherche et de l'enseignement et ceux qui relèvent de l'éducatif et de la culture. Le Musée de l'Homme ferait partie du deuxième ensemble, avec les parcs zoologique et botanique du Muséum, ainsi que ses grandes galeries publiques du Jardin des plantes.

Le nouveau Musée de l'Homme pourra, bien sûr, héberger des équipes de chercheurs, mais les trois départements qui constituent actuellement le Musée de l'Homme (éthnologie, préhistoire et anthropolo-

gie-biologie) devraient disparaître en tant que tels. Il faut maintenant donner une nouvelle orientation aux quelque 14 000 m² occupés par l'établissement créé en 1937 par Paul Rivet. Un « texte fondateur » devrait être prêt pour septembre. Un rapport avait réclamé un lieu où pourrait être présentée une « histoire naturelle de l'homme » – par opposition au futur musée du quai Branly, où se déroulerait son « histoire culturelle ».

MAISON À PACIFIER

Pour Patrick Blandin, « l'homme fait partie de la nature, mais il la domine et agit sur elle. Il en a, par ailleurs, une représentation. L'homme, enfin, est inséparable du biologique comme du culturel. Nous devons donc fonder notre démarche sur ces contradictions ». Le futur directeur du Musée de l'Homme sait que ce programme est difficile à mettre en œuvre. Son expérience de la galerie de l'Evolution lui a enseigné la force d'une scénographie puissante. Mais le discours scientifique ne doit pas être avalé par une forme, aussi séduisante soit-elle.

Il lui faudra aussi trouver le financement d'une telle entreprise. Une enveloppe de 50 millions d'euros semble être un minimum. Ses ministères de tutelle, éducation nationale et recherche, seront-ils suffisants ? Il lui faut aussi pacifier la maison, longtemps ravagée par les querelles internes et qui fait bloc aujourd'hui contre l'« ennemi commun », le futur musée du quai Branly, avec qui le Musée de l'Homme devra nécessairement apprendre à tisser des liens.

Patrick Blandin a eu comme condisciple à l'Ecole normale supérieure André Langaney, responsable de l'actuel laboratoire d'anthropologie-biologie, l'un des plus virulents partisans du vieux Musée de l'Homme. Il saura sans doute le convaincre de l'indispensable changement à mener sur la colline de Chaillot.

Emmanuel de Roux

OPÉRA-VIDÉO • Steve Reich et Beryl Korot décoivent avec « Three Tales »

Trois contes de la folie scientifique dans un mixage d'images et de sons

AMSTERDAM

de notre envoyée spéciale

Depuis une quinzaine d'années, le compositeur américain Steve Reich, connu pour ses pièces purement répétitives et minimalistes des années 1965 à 1988, a ouvert sa musique à des éléments exogènes, « impurs », et l'a soumise à une dramaturgie de plus en plus éloquente : en 1988, *Different Trains*, pour quatuor à cordes et échantillonneur, pose le premier jalon d'une série de compositions où la parole – son sens et sa matière – va intervenir de manière directe. Dans cette pièce, Reich évoque les trains de la mort à travers les propos enregistrés, séquencés et « rythmés » de survivants des camps nazis. La cadence et l'intonation de ces bribes de paroles enregistrées constituent la matière cellulaire de la composition.

Ce principe est repris et développé dans *City Life* (« Vie urbaine », 1994), créé à l'arsenal de Metz (*Le Monde* du 10 mars 1995), l'une des plus fascinantes compositions de Steve Reich : aux bribes de paroles s'ajoutent les clameurs et les atmosphères de la ville, dont la palette séquencée est déclenchée par un synthétiseur. Cette sorte de poème symphonique s'est d'emblée inscrite dans une tradition américaine de pièces « atmosphériques » (tels *Central Park in the Dark*, de Charles Ives, ou *Quiet City*, d'Aaron Copland), même si l'atmosphère trépidante et angoissée de *City Life* est le négatif sonore des pièces calmes de ses aînés. Depuis, Steve Reich a étendu ce procédé de « copié-collé » à des

pièces dramatiques intégrant à part entière le travail visuel de sa compagne, la vidéaste Beryl Korot, dans *The Cave* (1993), d'abord, puis dans les premiers états de ce qui constitue aujourd'hui le triptyque *Three Tales*. Aux bribes de paroles, de phrases, et de ce qui constitue la matière musicale à proprement parler (cinq chanteurs solistes, deux pianos, percussions, quatuor à cordes et dispositif électronique) correspond une phraséologie visuelle qui accompagne la musique par des images d'archives, des films de l'auteur et des motifs graphiques traités par ordinateur.

ZEPPELIN, ATOME ET CLONAGE

Three Tales est fondé sur trois aventures ou mésaventures technologiques du XX^e siècle, « le plus grand cimetièrre de l'histoire », selon l'un des savants filmés dans la troisième partie : l'accident du zeppelin allemand en 1937, les essais atomiques sur l'île de Bikini, de 1946 à 1952, et le clonage de la brebis Dolly en 1997. Le discours général et le message politique sont clairs. La justification artistique de cet accordement musical et visuel l'est nettement moins.

Pour la première fois, la musique de Steve Reich, d'ordinaire si riche et si envoûtante, semble régresser. Elle se répète et s'appauvrit en se clonant. Alors que le compositeur déclare, dans une interview récente, « *Prima la musica !* », on a, à l'inverse, la sensation d'une sujétion de la musique au texte (bavard et envahissant) et au langage visuel

ennuyeux de la vidéaste. Présenté comme un achèvement technologique sans précédent du rapport son/image, *Three Tales* consterne par la naïveté de ses synchronisations rythmiques sur des lettres, des mots ou des phrases s'affichant sur l'écran, par l'indigence de la musique d'accompagnement des propos des savants et intellectuels interrogés à propos du clonage.

La rythmique régulièrement asymétrique, soutenue par une batterie un peu lourde, les longs accords dissonants tenus par les voix sur des pédales harmoniques sans fin, ne renouvellent pas l'intérêt de l'écoute, si vif encore dans *The Cave*. Et puis, à l'heure où les jeunes DJ remixent ses premières pièces (*Reich Remixed*, 1 CD Nonesuch), les tentatives de séquençages en boucles rythmiques de Reich sonnent un peu comme les essais malhabiles d'un grand-père voulant se mettre au diapason de son petit-fils rappeur... Les images de Beryl Korot portent elles aussi leur âge. Celui de beaucoup de spectateurs très « babas cool » présents au Carré d'Amsterdam, qui, en 1968, avaient 20 ans.

Renaud Machart

THREE TALES, de Steve Reich et Beryl Korot, par Synergy Vocals et l'Ensemble Modern, Bradley Lubman (direction). Festival de Hollande, Carré d'Amsterdam, le 13 juin. Reprise au Festival Musica de Strasbourg, les 27 et 28 septembre, et au Festival d'automne à Paris, les 29 et 30 octobre.

Parcours d'un directeur voyageur

Okwui Enwesor est né en 1963 en Afrique, au Nigeria, pays qu'il a quitté par la suite, en 1982, afin de suivre des études en littérature ainsi qu'en sciences politiques dans la ville de New York. Il s'est d'abord occupé d'une revue universitaire, *Nka : Journal of Contemporary African Art*, et s'est intéressé à la photographie africaine pour une exposition du Musée Guggenheim, intitulée « Insight », qu'il cosignait en 1996. Parmi ses commissariats d'expositions les plus remarquables, il faut surtout citer la 2^e Biennale de Johannesburg en 1997, ainsi que « The Short Century : Independence and Liberation Movements in Africa 1945-1995 », qui a circulé en 2001 et 2002 de Munich à Berlin et de Chicago à New York. C'est en 1998 qu'Okwui Enwesor a été nommé directeur de la 11^e Documenta de Kassel.

Le Trou

de Jacques Becker

Suivi d'un débat
avec Romain Goupil

animé par
Jean-Michel Frodon (*Le Monde*)

JEUDI 20 JUIN
20 H 30

5,50€

LE CINÉMA DU PANTHÉON - 13, RUE VICTOR-COUSIN 75005 PARIS

Arts Les noirs d'encre de T'ang Haywen



PARIS L'encre peut avoir une multitude de couleurs, même quand elle est noire et vient de Chine, surtout quand elle vient de Chine. L'exposition organisée au Grand Palais en 1998 à partir des œuvres du musée de Taïpeh nous en avait montré toutes les nuances, tous les dégradés, en puisant dans les collections historiques de l'établissement. Le Musée Guimet nous le prouve encore une fois. Jean-Paul Desroches y présente un artiste contemporain, d'origine chinoise, T'ang Haywen (1927-1991), passeur de saveurs d'une Asie bien vivante. Son pinceau imbibé d'encre plus ou moins diluée laisse sur le papier toute une gamme irisée.

Le peintre est originaire du sud de la Chine. Très jeune, il est initié à la calligraphie par son grand-père, mais la guerre sino-japonaise pousse sa famille à se réfugier à Cholon, immense faubourg chinois de Saïgon. En 1948, T'ang Haywen est à Paris où il s'initie à la peinture. Ses premières années seront consacrées à une exploration en profondeur de la tradition occidentale. On peut voir à Guimet les résultats de ces visites express, avec des œuvres qui rendent tour à tour hommage à Monet, Gauguin, Cézanne, Van Dongen ou Turner. Après cet apprentissage qui va le mener jusqu'au début des années 1970, T'ang Haywen abandonne l'aquarelle, la gouache et l'acrylique pour se consacrer presque exclusivement à l'encre en retrouvant une structure calligraphique et les deux couleurs fondamentales de la Chine, le rouge et le noir. Ou plutôt les noirs, avec toutes sortes de dégradés. Du noir profond au lavis liquide presque transparent qui se diffuse, plus ou moins, par capillarité, dans le papier humidifié.

T'ang Haywen travaille essentiellement à des diptyques, dont les formats sont presque identiques : deux grandes feuilles de papier placées côte à côte. Ce qui lui suffit pour exprimer un univers très équilibré, à base de plein et de vide, d'ombre et de lumière, reflet de la philosophie taoïste qui l'imprègne. Ses deux grands thèmes, très chinois là encore, sont la nature et le signe. Une nature transfigurée, intériorisée ; des signes elliptiques. On peut voir dans ces lignes zébrées, dans ces hachures en dents de scie, dans l'éclaboussure de ces touches rapides des instantanés, des impressions fugitives, joncs brassés par le vent, herbes en touffes, cimes voilées de brumes, paysages sous-marins, ou encore des portées musicales, des punctuations, des calligraphies de rêve.

Toute anecdote est bannie de cette peinture qui opère par glissements plutôt que par rupture. T'ang Haywen est dans le droit fil d'une tradition chinoise qu'il n'a même pas besoin de revendiquer. C'est à Wang Wei (699-759), le vieux maître de « l'encre éclaboussée », que l'on attribue l'idée, cent fois reprise, qu'une peinture est un poème et un poème une peinture. S'il faut à tout prix trouver à T'ang Haywen des équivalences occidentales, il faut regarder du côté de Ponge, du côté de Michaux, bien sûr, de Soulages – celui des années 1950 –, de Dezeuze, voire de Twombly.

Indifférent à tout esprit d'avant-garde, T'ang Haywen fait pourtant figure de précurseur, quand, en 1973, il réalise, avec son ami Tom Tam, un film expérimental en utilisant ses œuvres. Il enregistre, avec une caméra 16 mm – aujourd'hui, il utiliserait sans doute une vidéo – une série de grands diptyques, alternant la vitesse et les rythmes, les plans fixes et les séries. Les images apparaissent par saccades, les traits se brouillent, se superposent sur notre rétine, les encres défilent, animées d'une vie propre, pour donner naissance à une œuvre nouvelle à la fois semblable et singulière – l'esprit du tao.

E. de R.

« T'ang Haywen », Musée Guimet, 6, place d'Iéna, Paris-16^e. Tél. : 01-56-52-53-45. Du mercredi au lundi, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 septembre. De 4 € à 5,5 €. T'ang Haywen, les chemins de l'encre, textes de Jean-François Jarrige, Jean-Paul Desroches et Philippe Koutouzis, Editions de la Pointe, 156 p., 38 €. Photo : Reliefs, diptyque, vers 1975. © D. R.

Sélection disques rock

THE SOUNDTRACK OF OUR LIVES Behind the Music



Aujourd'hui, l'écoute d'un album de rock, cadavre toujours remuant, s'apparente à une gigantesque partie de quiz. A charge pour l'auditeur de déceler emprunts et citations au patrimoine des glorieux aînés. Seuls ceux qui sont capables d'agencer intelligemment leurs références sans verser dans le plagiat méritent l'attention. A ce jeu, ce sextuor suédois, meilleur élève d'un royaume qui fait actuellement la nique à la Grande-Bretagne (Hives, International Conspiracy, Hellacopters), excelle. Ainsi de la chanson *Sister Surround*, greffant avec une redoutable efficacité le riff de *Street Fighting Man* (Rolling Stones) sur l'intro de *Fortunate Son* (Creedence Clearwater Revival). Avec sa pochette volée au *Byrdmaniax* des Byrds, *Behind the Music* réserve bien d'autres moments euphorisants, en alternant la fureur urbaine des Who et le psychédéisme bucolique de Syd Barrett. Talentueux faussaires, les Soundtrack of Our Lives font en outre œuvre éducative : leurs plus jeunes fans pourront être tentés de rechercher les sources. – B. Lt

1 CD Telegram Records Stockholm/Warner Music.

SONIC YOUTH

Murray Street

On pouvait s'intéresser aux derniers albums de Sonic Youth, rarement s'y

attacher. Le jeu anguleux des tensions, une aptitude aux expériences (comme cette collaboration dans le *Kekeland* de Brigitte Fontaine) continuaient d'en faire un groupe respecté, pas forcément aimé. Tout en conservant la blancheur rêche qui a fait la réputation du groupe, *Murray Street* éveille des sensations nouvelles. Guidés par des tempos nonchalants, la plupart des morceaux de ce nouvel album se laissent aller à des inflexions sentimentales et à des arpegges de guitare qui flirtent avec les mélodies touchantes du Velvet Underground (tendance *Femme fatale*). Ces touches de pastel bienvenues dans la grisaille new-yorkaise, on les doit aussi sans doute à leur complice producteur et co-compositeur Jim O'Rourke, l'un des personnalités les plus singuliers et inspirés du rock alternatif américain. – S. D.

1 CD Geffen Records/Universal.

RADAR BROTHERS

And the Surrounding Mountains

Symbole de l'art pompier il y a encore dix ans, le Pink Floyd période Roger Waters est devenu l'influence dominante de ce début du troisième millénaire (en commençant par Air et Archive), en écho à un air du temps que l'on qualifiera de néopsychédélique ou de dépressif. Parmi les innombrables adeptes du chant sous Tranxène et des guitares planantes, ce trio californien tire brillamment son épingle du jeu grâce à des mélodies certes enfumées, mais surtout bien ancrées dans le terroir

folk et country, ce qui lui permet d'éviter les dérives cosmiques. Oxygéné par l'ivresse des grands espaces, cultivant la mélancolie rurale de Neil Young, le troisième album des Radar Brothers offre des constructions faussement minimalistes, rehaussées de touches de piano ou d'orgue, sans jamais confondre lentement et monotonie. – B. Lt

1 CD Chemikal Underground/PIAS.

FAULTLINE

Your Love Means Everything

Comme nombre de ses confrères, l'électronicien David Kosten chemine vers la structuration de la chanson et de la pop. Qu'a-t-il à y gagner ? Une humanisation de sa musique ? Des mélodies plus accrocheuses ? Un format plus commercial ? Les concassages stylistiques de *Closer Colder*, son premier album sous le nom de Faultline, avaient pourtant proposé d'étonnantes chemins de traverse. Il a cette fois choisi de fournir des bandes-son à quelques belles voix du rock. On espère des voyages inédits, mais, comme lors d'expériences similaires (Unkle, David Holmes), le résultat déçoit. Rigides, limitées mélodiquement, inexplicablement conventionnelles, ces rencontres provoquent peu de magie. Le potentiel émotionnel de Chris Martin s'exprime mieux dans son propre groupe, Coldplay ; Michael Stipe de R.E.M. parresse dans une reprise folk. Seul le bucolisme psychédélique de Wayne Coyne, des Flaming Lips, parvient à tirer les machines vers une belle étrangeté. – S. D.

1 CD Blanco y Negro/Warner.

Spécial Fête de la musique

Vendredi 21 juin aura lieu dans toute la France la 21^e Fête de la musique. Nous vous proposons une sélection de manifestations organisées en régions.

Allier

VICHY

Ville d'eau et patrie de Valéry Larbaud, Vichy est aussi célèbre pour ses kiosques, et spécialement celui du parc des Sources. La ville a eu la très bonne idée d'y faire couler la musique qui s'y trouve le plus naturellement accueillie : le répertoire d'harmonie. Les sièges ne manqueront pas à l'entour pour y entendre, à la fraîche, l'orchestre à vents de l'Ecole nationale de musique de la ville.

De 18 h 30 à 22 heures.

Aquitaine

ROUFFIGNAC-SAINT-CERNIN-DE-REILHAC

Ce lieu-dit à rallonge propose des festivités simples mais, vu de Paris, où les flonflons vont se mêler difficilement aux bruits de la circulation, on en rêve : à 21 heures, devant le café de France, à 21 h 30,

devant le restaurant Montauriol, puis, à 22 heures, devant le restaurant Renaissance, le Chœur rouffignacois et l'harmonie L'Espérance se produiront en plein air.

Loiret

ORLÉANS

Campo Santo. Orchestres de Claude Bolling et Antoine Hervé. Organisé sur le site du festival Orléans Jazz, qui se termine le 30 juin, le rendez-vous orléanais de la Fête de la musique est de haute tenue. Il permettra d'entendre l'un des meilleurs big bands classiques en activité, celui dirigé par le pianiste Claude Bolling, issu de la tradition ellingtonienne avec pupitres saxophones, trompettes et trombones. Lui succédera la formation du pianiste Antoine Hervé, instrumentiste et compositeur brillant, pour lequel la complexité d'écriture sert toujours une expression généreuse et vive.

Bolling à 21 heures ; Hervé à 23 heures.

Lot

FIGEAC

A la salle François-Mitterrand, *Chants du monde*, création du saxophoniste Jean-Marc Padovani, accompagné de Jacob Maciucia (violon), Alain Bruel (accordéon),

Keyvan Chemirani (percussions) et Frédéric Monino (basse), qui inclut la participation de 250 enfants des écoles. Une fenêtre ouverte sur les musiques traditionnelles et les musiques du monde.

A partir de 18 h 30.

Nord

LILLE

La Fête de la musique est l'occasion, pour beaucoup d'élèves des conservatoires, de proposer un large public un état des lieux de leur apprentissage. Lorsque les enseignants sont des figures essentielles du jazz contemporain et des personnalités fortes comme le trompettiste Jean-François Canape, le guitariste Gérard Marais ou le contrebassiste Yves Torchinsky, le résultat ne peut être que de grande qualité.

Théâtre Sébastopol, Ateliers du département jazz du conservatoire. A 21 heures.

Puy-de-Dôme

CLERMONT-FERRAND

Le lieu de concert le plus actif d'Auvergne a programmé un bel échantillon de ce que le rock français peut produire aujourd'hui de plus drôle, expérimental et agité. Fort d'un excellent premier album (*Allez !*), Kaolin navigue

entre extase planante et puissance distordue ; Stupeflip fusionne rap et guitare en surréalistes iconoclastes ; Superbus donne dans la power pop rayonnante, quand Pleymo tente de s'imposer comme le leader du néo-metal à la française.

Brank Shme Bleu, Kaolin, Stupeflip, Superbus, Pleymo. La Coopérative de mai, rue Serge-Gainsbourg. Tél. : 04-73-14-48-08. A 20 h 30.

Pyrénées-Atlantiques

BAYONNE

Sylvain Luc et Jean-Marie Ecay, deux enfants du pays, tous deux guitaristes, sont inscrits au copieux programme de la Fête de la musique à Bayonne, l'une des villes où la nature de la manifestation est la plus conviviale et populaire. Sylvain Luc, qui s'est fait une spécialité du jeu acoustique, aime enchanter avec simplicité et jouer d'abondance en portant toutefois attention à une expression de grâce et de finesse. Jean-Marie Ecay, lui, se fait plus électrique, enfant du funk et du blues, adepte du solo tranchant et précis. Le premier débute la soirée du lycée Le Guichot, le second terminera celle de la place Pasteur.

Place Pasteur et lycée Le Guichot. A 20 heures et à 23 heures.

PAU

Une soirée aux ambitions festives avec une poignée de lycéens fans de ska-punk – Los Primos del Che –, de la chanson tentée par le travestissement et la dérision – Nino Noma –, et un collectif – Un air, deux familles – réunissant les groupes Les Hurllements d'Élé et Les Ogres de Barback, amoureux de java, de rock alternatif et de couleurs tziganes.

Port de Beaumont. Los Primos del Che, Nino Noma, Un air, deux familles. Chapiteau Latcho Drom à 21 h 30.

Rhône

VILLEURBANNE

Dès midi, les Villeurbannais sont conviés à des apéros musicaux dans le cadre des Invites de Villeurbanne, nouveau festival gratuit (les 21, 22 et 23), mélange de musique et de théâtre de rue. Concerts toute la journée dans toute la ville : Tinariwen, Ba Cissoko, Colorblind, les Gnawas de Marrakech, Guem et DJ Bagatelle, Frédéric Galliano and the African Divas, M. Scruff, La Tropa, Paris Combo...

De 19 heures à 21 heures, les Villeurbannais dîneront dans les quartiers au son de la musique : guinguette à Cusset, ambiance Afrique au Tonkin... Le collectif Sans arrêt Sans limites a imaginé cette journée.

Les Invites de Villeurbanne. De 12 heures à minuit.

Saône-et-Loire

TRIVY

Manifestation collective dans laquelle l'individu se faufile durant quelques mesures, le jazz dit « new-orleans » est celui des origines. Parmi les formations qui en perpétuent l'esprit fantasque et débridé, Les Haricots rouges occupent une place de choix en n'oubliant jamais l'exigence musicienne propre au vieux style. A la clarinette, Gérard Tarquin, dernier membre d'origine du groupe, excellent instrumentiste et leader de cette virée festive et intelligente dans le répertoire. Arrangements respectueux, sans être poussiéreux.

Place de l'église, Les Haricots rouges. A 20 h 30.

Vosges

GÉRARDMER

La population est conviée à la Maison de la culture et des loisirs où sera projeté le film de Tony Gatlif, *Swing*. Après la projection, café-débat en présence du réalisateur. On pourra poursuivre la soirée en déambulant de bar en bar pour écouter les différents groupes géromois dont Moolight, Green River Songs et Bayou Nadette.

Le 21 à 20 heures.

les pieds dans le plat

Façons de penser, façons de manger...

Deux sociologues, Jean-Pierre Corbeau et Jean-Pierre Poulain, explorent nos représentations, nos logiques, la construction de nos décisions.

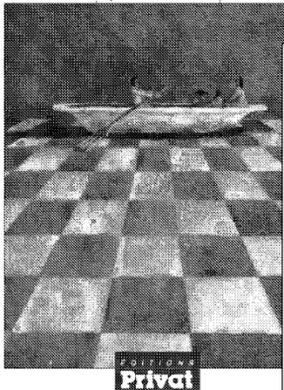
Des ouvrages essentiels et complémentaires pour comprendre les mangeurs, les modèles alimentaires et les mutations contemporaines.

Sommaires, introductions et conclusions en ligne sur le site de l'Ocha :

www.lemangeur-ocha.com

MANGER AUJOURD'HUI
Attitudes, normes et pratiques

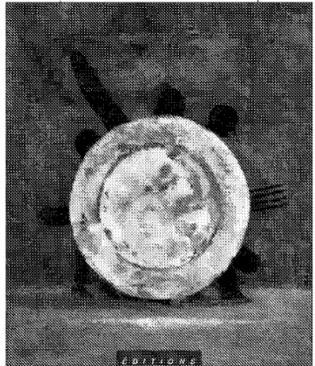
Jean-Pierre Poulain



ÉDITIONS Privat

PENSER L'ALIMENTATION
Entre imaginaire et rationalité

Jean-Pierre Corbeau et Jean-Pierre Poulain



ÉDITIONS Privat

Aux éditions Privat en partenariat avec l'Ocha, 20 € chez votre libraire ou par correspondance à l'Ocha

Marisa Paredes, le cinéma à l'aventure

Dans « Salvajes », de Carlos Molinero, la comédienne interprète une infirmière perdue, symbole des échecs de l'après-franquisme

PARMI LES SOUVENIRS que l'on garde de Marisa Paredes, il en est un profondément impressionnant qu'a laissé Huma Rojo, le personnage d'actrice-vampire qu'elle incarnait dans *Tout sur ma mère*. On est donc un peu intimidé à l'idée de faire la connaissance de ce monstre sacré. Mais la rencontre dissipe les craintes sans rien enlever des illusions.

« Se nourrir de la vie des autres, tout prendre autour de soi pour tout donner en jouant, c'est la condition de l'actrice, dit-elle en souriant, mais je n'ai pas cette brutalité. » On l'avait remarqué dès le début de l'entretien, dans un hôtel du Marais où elle est descendue à l'occasion de la sortie de *Salvajes*, film de Carlos Molinero, jeune cinéaste espagnol. Dans la conversation, en français, l'actrice découverte par le grand public international à l'occasion de la sortie de *Talons aiguilles*, parle doucement, simplement. De *Salvajes*, d'abord. Un film qui va à rebours des traditions espagnoles, un objet brutal et imparfait qui tente courageusement de regarder en face un pays en proie, comme les autres, à la violence sociale, à la confusion des valeurs.

« C'est pour ça que j'ai voulu le faire. C'était in-dis-pen-sable », dit Marisa Paredes en détachant les syllabes. Dans un entretien à *El País*, le jeune réalisateur a expliqué sa joie lorsque l'actrice et Imanol Arias, autre vedette confirmée du cinéma espagnol, ont accepté de jouer dans *Salvajes*. « On a demandé plus, et on l'a obtenu », disait Molinero. Pour Marisa Paredes, c'était à la fois s'en tenir à un principe qui a guidé ses choix depuis ses débuts au cinéma, alors que le général Franco était encore au pouvoir : « Je ne dirais pas préserver mon intégrité, mais ma cohérence, sans vouloir faire carrière », c'était aussi se lancer dans « l'aventure de tourner avec ces jeunes gens de l'équipe, d'apprendre à les connaître ». Connaître les jeunes gens, c'était aussi se soumettre aux contraintes techniques d'un tournage en plans-séquences très longs, parler avec son jeune partenaire qui interprète un skinhead et qui, dans la vie, est proche des supporters ultras du football espagnol.

Elle incarne une infirmière qui a élevé ses neveux sans grand succès : l'un est devenu néonazi, l'autre trafiquant de main-d'œuvre et la troisième toxicomane. Son personnage est un peu l'emblème de la génération qui a conduit l'Espagne à la démocratie. « C'est vrai, c'est une déception », reconnaît-elle au sujet des vingt-sept ans qui se sont écoulés depuis la fin du franquisme. Dans

BIOGRAPHIE

► 1946

Naissance à Madrid.

► 1960

Premier rôle au cinéma dans « *Policia al habla* ».

► 1991

Elle interprète *Becky del Paramo* dans « *Talons aiguilles* » de Pedro Almodovar.

► 2000

Elue présidente de l'Académie du cinéma espagnol.

Salvajes, la nièce est interprétée par Maria Isasi, la fille de Marisa Paredes. « Elle est née juste après la mort de Franco, et j'ai pleuré en pensant qu'elle ne connaîtrait jamais cette dictature, cet obscurantisme. Mais aujourd'hui nous vivons sous la dictature de l'économie. » Sur un registre plus léger, elle avoue s'être retenue d'intervenir dans le travail de sa fille : « Elle m'a dit : "Maman, je ne veux entendre qu'une voix, celle du metteur en scène." Et quand nous avons tourné la scène où je la frappe, elle a prétendu que je me rattrapais enfin de toutes les gifles que je ne lui avais pas données quand elle était petite. »

REFUS DE CHOISIR

Lorsque Marisa Paredes a commencé sa carrière d'actrice, à la fin des années 1960, la dictature avait un visage, celui du Caudillo, et l'avenir était incertain. « Mon père a essayé de me dissuader, et il n'était pas toujours facile de trouver du travail. On pouvait quand même faire des choses intéressantes au théâtre, ou même à la télévision. En ce temps, on n'hésitait pas à produire des adaptations de Dostoïevski, même si c'était la télévision d'Etat franquiste. »

Longtemps, elle a refusé de choisir entre théâtre et cinéma. « La première fois que

j'ai senti que le cinéma m'offrait de vraies possibilités de faire mon métier d'actrice, c'était dans un film qui s'appelait *Tras el cristal* [Derrière le miroir, sorti en 1986], d'Agustín Villaronga. » Pourtant, à ce moment, le chemin de Marisa Paredes avait déjà croisé celui de Pedro Almodovar, et elle avait joué une nonne dans *Dans les ténèbres*, le troisième film de l'enfant prodige. « Mais à ce moment, je posais plein de questions sur mes personnages et Pedro ne voulait pas donner d'explications, il était plus effervescent, pris dans la romance de son talent. Ensuite il m'a proposé de petites choses dans d'autres films, mais j'étais occupée ailleurs. Je jouais Beckett au théâtre quand il m'a fait le cadeau de *Becky del Paramo* », la chanteuse, mère et amante de *Talons aiguilles*.

Avec ce rôle, le reste du monde prend conscience du talent de Marisa Paredes. Elle tourne en France, en Italie (elle joue dans *La Vie est belle*, de Roberto Benigni), on la revoit à deux reprises dans des rôles magnifiques chez Almodovar, qui en fait une romancière dans *La Fleur de mon secret* et une actrice, donc, dans *Tout sur ma mère*. Elle passe brièvement dans *Parle avec elle*, où on l'aperçoit, assise à côté de Cecilia Roth, écoutant *Currucucu Paloma* que chante Caetano Veloso.

Cette notoriété n'est pas gaspillée. Marisa Paredes est aujourd'hui présidente de l'Académie des sciences et des techniques du cinéma espagnol. Les compétences de cette institution vont au-delà de celles dévolues à son homologue française. Certes, l'Académie organise la distribution annuelle des prix, nommés Goya de l'autre côté des Pyrénées, mais elle joue également un rôle de lobby, et le cinéma espagnol a bien besoin d'être défendu : « Le problème principal est celui de la distribution, explique l'actrice. Excepté quelques grandes productions, les films espagnols doivent se partager les quelques salles qui ne programment pas les grosses machines américaines distribuées par les majors. Il y a d'excellents films espagnols qu'on n'a pas le temps de voir passer. »

Cet été, à Rome, pendant quelques jours, on pourra aller entendre Marisa Paredes, Laura Morante et Maria de Medeiros qui liront des textes de Jose Saramago, le Prix Nobel de littérature portugais. Ensuite, Marisa Paredes retournera sur les plateaux, toujours guidée par le même principe : « Aller le plus loin possible, mais en moi-même. »

Thomas Sotinel



ANTONINE D'AGATA

LES GENS DU MONDE

■ **Alain Souchon** n'est plus ému par **Arlette Laguiller**. Dans un entretien au trimestriel *Chorus/ Les Cahiers de la chanson*, à paraître le 21 juin, le chanteur annonce qu'il n'interprétera plus **Arlette Laguiller**, la chanson qu'il avait écrite en 1993 en hommage à la candidate de Lutte ouvrière à l'élection présidentielle parce que celle-ci « est devenue quelqu'un de dur, de terrible ». Selon lui, « *Arlette Laguiller est un personnage infiniment sympathique si elle fait 2,5 %* ». Dans ce titre, Alain Souchon disait notamment : « *Quand Arlette chante, c'est du bleu de l'azur/ Sur les usines et leurs grands murs/ Les paroles, bien sûr, ont beaucoup d'usure/ Mais elle chante avec un air pur.* »

■ Après *Sketches (For My Sweetheart The Drunk)* et *Mystery White Boy*, la discographie posthume du chanteur américain **Jeff Buckley**, mort noyé en 1997 dans le Mississippi, va être augmentée d'un nouvel album, *Songs Before Grace*, qui sera publié le 17 septembre chez Recall/Discograph. Il rassemblera des titres, en concert ou en studio (dont une chanson inédite, *She is Free*), enregistrés avant l'unique album publié du vivant de Jeff Buckley, *Grace* (1994), généralement considéré comme un des meilleurs disques de rock de la dernière décennie. A l'automne, le cinquième anniversaire de la disparition du chanteur sera marqué par des concerts d'hommage à Londres, New York et Paris. **Bob Dylan** et son fils, **Jakob**, **Tom Waits**, **Patti Smith**, **P. J. Harvey**, **Bonnie Raitt**, **Bobo**, **Coldplay** et **Chris Cornell** (Soundgarden) devraient y participer.

■ **Dave Stewart**, duettiste du groupe Eurythmics, continue de diversifier ses activités. Le musicien, producteur, réalisateur et homme d'affaires, vient d'acquiescer la moitié des parts du Marquee, club de rock londonien qui a accueilli depuis son ouverture il y a cinquante ans le gratin du rock (Rolling Stones, Yardbirds, Who, Small Faces, David Bowie, Led Zeppelin, R.E.M...). Installée à l'origine à Wardour Street, au cœur de Soho, la salle a été reconstruite dans le quartier de Tottenham Court Road. Le 5 juin, Dave Stewart annonçait le lancement de sa maison de disques, Artist Network, dont le catalogue est inauguré par le vétéran jamaïcain **Jimmy Cliff**.

■ L'écrivain américain **Jerome Charyn** a été promu commandeur des Arts et des Lettres par le ministère de la culture. Agé de 65 ans, le créateur du commissaire Isaac Sidel (*Marilyn la Dingue*, *Kermesse à Manhattan*, etc., parus chez Gallimard) vit depuis une dizaine d'années à Paris, où il enseigne le cinéma et la littérature comparée à l'American University. En recevant cette distinction, il succède à ses compatriotes **Bob Dylan**, **Robert Redford**, **Susan Sontag** et **Meryl Streep**.

RADIO

JEUDE 20 JUIN

► Le monde change

13 h 10, RFI
Patrick Chompré et ses invités, Caroline Lachowsky et Hervé This, s'interrogent ensemble sur les « secrets chimiques et physiques [qui] se cachent dans nos casseroles et nos saucières ».

► Soirée John Williams

21 heures, Mezzo
John Williams et Julian Bream interprètent des œuvres pour guitare ou des transcriptions d'œuvres de Georg Philipp Telemann, Fernando Sor, Enrique Granados y Campina, Isaac Albeniz et Claude Debussy.

► Les voix d'un poète

Du 17 au 28 juin, France-Culture
Suite de la programmation dédiée à Louis Aragon. Pendant dix jours, « le fou d'Elsa » est à l'honneur avec notamment trois séries d'entretiens issus des archives radiophoniques de l'INA, où un Aragon vieillissant répond aux questions de Francis Crémieux, Jean Ristat et Robert Mallet. D'autres émissions, comme « Poésie sur parole », « Aragon et la musique » et « Un amour d'Aragon », ponctuent cet ensemble de touches plus vivantes.

DOMINIQUE DHOMBRES

Les meilleurs moments

ON SENT QUE L'ÉTÉ approche. Mireille Dumas présentait, mardi soir sur France 3, son dernier « Vie privée-vie publique » de la saison. Comme beaucoup d'autres réalisateurs de magazines, elle avait choisi à cette occasion de montrer les meilleurs moments de son émission en 2001-2002. Encore un peu, et on entrera dans la période des rediffusions pures et simples, lorsque les chaînes font des économies pendant que le chaland est aux bains de mer.

Cela commençait sur le mode comique, avec ces respectables commerçants lillois qui ont posé nus pour un calendrier dont la vente est destinée à des œuvres de charité, pour finir sur le registre de l'émotion, qui est le préféré de ce spécialiste des confessions intimes. Et, justement, cette séquence finale était probablement la plus marquante de toute la récolte 2001-2002. On y voit Philippe, comte Pozzo di Borgo, devenu tétraplégique à la suite d'un accident de parapente, et celui qui l'aide à vivre, un jeune beur qui était venu un jour, répondant à une petite annonce. Ce dernier ne croyait pas trouver un travail. Il était passé uniquement pour faire tamponner le document de l'ANPE attestant qu'il avait bien recherché un

emploi. Il avait jugé d'avance, au vu de l'hôtel particulier, qu'il n'avait aucune chance d'être embauché. Il est resté. Le dialogue entre le jeune homme, sorti de sa cité « *bac moins six* », comme il dit, et l'aristocrate jadis comblé par la fortune et désormais incapable d'accomplir seul les moindres gestes de la vie quotidienne, méritait incontestablement d'être écouté de nouveau. Cela ressemble à un conte philosophique.

On revoyait également avec plaisir ces grands enfants qui vivent toujours chez leurs parents, et même s'y incrustent, à l'image de Tanguy, le héros du film éponyme d'Etienne Chatiliez. L'un d'eux a cette réplique merveilleuse, seule nuance à son bonheur de demeurer dans le giron familial : « *Quand on a ses parents chez soi, on n'a pas la plus grande intimité.* » Un autre, revenu des Indes et devenu végétarien, suscite la perplexité, pour ne pas dire plus, de son géniteur.

Il n'était peut-être pas indispensable en revanche d'entendre à nouveau le bavardage mondain de Sylvana Lorenz, « portemanteau » de Pierre Cardin et personnage de la jet-set. Comme souvent avec Mireille Dumas, on passait alors sans transition de l'émotion à l'agacement.

TÉLÉVISION

La déroute de Jospin

Ce devait être le film de la victoire de Lionel Jospin à la présidentielle de 2002. Pour immortaliser ce moment d'histoire, le PS avait fait affaire avec Stéphane Meunier (*Les Yeux dans les Bleus*), Jérôme Caza et François Roche, réalisateurs et producteurs à 2P2L (Pourquoi Pas La Lune). Las, le projet élyséen du Parti socialiste s'est envolé dès le 21 avril, avec l'élimination surprise de Lionel Jospin à l'issue du premier tour. Restent les images de cette défaite, enregistrées au jour le jour par les petites caméras numériques de Jérôme Caza et Stéphane Meunier, seuls à avoir eu accès au quartier général du candidat PS pendant la campagne, au cinquième étage de l'Atelier de la rue Saint-Martin à Paris (lire *Le Monde* des 26 avril et 11 mai). Après une valse-hésitation, France 2 programme enfin dans « Envoyé spécial » ce document de 70 minutes, titré *Comme un coup de tonnerre*. Formidable témoignage sur l'échec d'une équipe et d'un homme qui, plusieurs scènes en témoignent, n'était pas réellement porté par le désir de gagner, ce film retrace « six semaines de descente aux enfers ». Espérons que, malgré une programmation décalée – *Comme un coup de tonnerre* aurait dû être diffusé le 25 avril –, les téléspectateurs prendront le temps de regarder ce film truffé de scènes tour à tour émouvantes, drôles, tragiques et pathétiques. Un document précieux pour le présent et l'avenir. — S. Ke.

« Envoyé spécial », jeudi 20 juin, 21 h 05, France 2.

JEUDE 20 JUIN

► L'École du crime

17 h 50, CineClassics
Les « Dead and Kids », comme ils ont été surnommés par la Warner, jouent au côté de Humphrey Bogart dans ce film qui n'a pas été diffusé depuis 1963. Les « Kids » incarnent une bande de petits délinquants envoyés en maison de correction à la suite d'un mauvais coup. Ils subissent alors la tyrannie du directeur

et de son gardien-chef. Mais Mark Braden, alias Humphrey Bogart, reprend la direction de ce bagne, applique de nouvelles méthodes et triomphe malgré toutes sortes d'embûches. La mise en scène, sans temps mort, est un sujet d'étonnement. ► **Le Procès du faucheur** 20 h 15, Arte
Dominique Châtain, petit exploitant agricole de la Drôme, souhaite orienter sa production vers l'agriculture biologique.

Mais l'existence de cultures expérimentales situées à 50 km de sa ferme lui a ôté toute chance d'obtenir le label. Il rejoint alors le mouvement anti-OGM et participe à un commando qui détruit une parcelle de maïs transgénique. Avec neuf autres militants, il est poursuivi pour « destruction de biens appartenant à autrui ». Ce reportage de Bernard Cauvin montre comment ces exploitants ont été confrontés à une absence de débat public concernant les expérimentations d'OGM.

► Peellaert : vérités et mensonges

22 h 30, Canal Jimmy
Ce film de Philippe Cornet met en lumière les influences et les inspirations de l'artiste belge Guy Peellaert, dont les œuvres semblent raconter l'histoire contemporaine. ► **Histoire d'une droite extrême** 0 h 15, France 3
Premier volet des deux épisodes consacrés à l'histoire de l'extrême droite. Depuis un demi-siècle, ce courant politique véhicule des idées telles que le nationalisme, le populisme, la hantise du complot, mais aussi la xénophobie, le racisme et le culte du chef. Ce film de William Karel confronte les héritages successifs et les filiations qui unissent les divers courants de la droite extrême.

RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 19 JUIN

TF1

16.25 Dingue de toi l'amour n'est pas un bain de roses ! Série **17.00** Melrose Place Obsessions. Série **17.50** 7 à la maison Dérapage. Série **18.45** Tous ensemble **19.55** Météo, Journal, Météo.



20.55 COMBIEN ÇA COÛTE ? Les meilleurs moments. Magazine présenté par Jean-Pierre Pernaut, avec la participation de David Gonner, Laurence Thariat, Stéphane Thébaut, Bianca Holst, Anne-Bérengrère Odin, Renaud Hetru. Invitée : Charlotte de Turckheim. 5562426

23.13 Tous ensemble Résumé.

23.15 PERRY MASON Nostalgie meurtrière. Série. Avec Raymond Burr, Tim Ryan, Barbara Hale, Yvette Mimieux, Ian McShane. 2532277

1.00 Très chasse La grande meute.

2.00 Confessions intimes Magazine **3.30** Reportages Les innocents du couloir de la mort **3.55** Histoires naturelles Sangliers sauvages **4.50** Musique **4.55** De Gaulle ou l'éternel défi [4/6]. Une Europe tricolore (60 min).

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

19.05 Les Diaboliques ■■■ Henri-Georges Clouzot. Avec Simone Signoret, Véra Clouzot, Paul Meurisse (France, 1954, N., 115 min) **Cinétoilette**
21.00 Barry Lyndon ■■■ Stanley Kubrick (GB, 1975, v.m., 180 min) **CineCinemas 3**
21.55 L'Auberge de la Jamaïque ■■ Alfred Hitchcock (GB, 1939, N., 95 min) **CineClassics**
22.30 Courage, fuyons ■■ Yves Robert (France, 1979, 135 min) **Cinétoilette**
22.30 La Désenchantée ■■ Benoît Jacquot (France, 1990, 80 min) **CineCinemas 1**
22.45 Spartacus ■■ Stanley Kubrick (Etats-Unis, 1960, v.m., 180 min) **CineCinemas 2**
22.55 Fight Club ■■ David Fincher (Etats-Unis, 1999, 135 min) **Cinéstar 1**
23.30 Le démon s'éveille la nuit ■■ Fritz Lang (Etats-Unis, 1951, N., 105 min) **CineClassics**
0.20 Les Tueurs de la lune de miel ■■ Leonard Kastle (Etats-Unis, 1969, N., 110 min) **Cinéfaz**
0.20 Dr. Socrates ■■ William Dieterle (Etats-Unis, 1935, N., 75 min). **TCM**
1.35 Space Cowboys ■■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 2000, v.m., 125 min) **Canal + Vert**
1.50 The War Zone ■■ Tim Roth (Grande-Bretagne, 1999, v.m., 100 min) **CineCinemas 1**

FRANCE 2

16.35 Un livre **16.40** Premier rendez-vous Magazine **17.20** La Famille Green Leçons d'histoire. Série **18.05** JAG Les démons du passé. Série **18.55** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille Série **20.00** Journal, Météo.



20.55 LA MORT EST ROUSSE Téléfilm. Christian Faure. Avec Bernard Giraudeau, Elsa Lunghini, Eva Darlan (Fr., 2001). 3914451 *Liée d'un amour fusionnel à son époux, une jeune femme décide de prendre ses distances à la découverte de son infidélité. Le soir même, il apprend qu'elle a été victime d'un accident mortel...*

22.45 ÇA SE DISCUTE Infirmières-patients : la relation va-t-elle au-delà des soins ? Magazine présenté par Jean-Luc Delarue. 829155

1.00 Journal de la nuit, Météo.

1.25 Des mots de minuit Magazine **2.55** Emissions religieuses **3.50** 24 heures d'info **4.12** Live for Love United **4.15** Aider l'oreille Documentaire **4.45** Portraits d'artistes contemporains Louis Cane, artiste peintre (25 min).

FRANCE 3

16.35 TO3 **17.35** A toi l'actu@ **17.50** C'est pas sorcier **18.15** Un livre, un jour **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.10** Tout le sport **20.20** C'est mon choix... ce soir.



20.55 COLUCHE, HOMME DE CŒUR Documentaire. André Flédéric. 4886161 *Le parcours, les défis et les sketches de celui qui fut et restera bien plus qu'un grand comique.*

22.40 Météo **22.45** Soir 3.

23.10 LE DIX-HUITIÈME ANGE Téléfilm. William Bindley. Avec Christopher McDonald, Rachael Leigh Cook, Stanley Tucci, Wendy Crewson, Maximilian Schell (Etats-Unis, 1997) **C**. 7434567

0.40 Ombre et lumière Invité : Claude Brasseur **1.10** Les Dossiers de l'Histoire Mai-juin 1940, l'impensable défaite **2.05** C'est mon choix... ce soir **2.30** Soir 3 **2.55** Vie privée, vie publique **4.50** Tous égaux (25 min).

CANAL+

18.00 Petits chiots pour grande famille Téléfilm. P. Schneider (EU, 2001) **P** *En clair jusqu'à 21.00* **19.25** + de cinéma **19.40** Journal **19.50** Le Zapping **19.55** Les Guignols **20.05** Burger Quiz **20.45** + de sport **20.55** Le Carnet d'Aimé.



21.00 HIGH FIDELITY ■ Film. Stephen Frears. Avec John Cusack, Iben Hjejle, Todd Louiso, Jack Black, Lisa Bonet. *Comédie sentimentale* (Etats-Unis, 2000) **O**. 3738722 *Le portrait d'un célibataire collectionneur de disques. Une adaptation sympathique d'un roman de Nick Hornby. Le cinéaste semble avoir un peu perdu de son ironie.*

22.50 UN ALLER SIMPLE Film. Laurent Heynemann. Avec Jacques Villaret, Barbara Schulz, Lorient Deutsch, Eva Ionesco, Nathalie Krebs. *Comédie* (France, 2000) **O**. 607426 **0.20** Midnight + Magazine **O**.

1.10 De l'amour ■■ Film. Jean-François Riche. Avec Virginie Ledoyen. *Drame* (Fr., 2001) **O** 6699001 **2.30** H Série **O** **2.55** Surprises **3.05** Basket NBA Play-offs. Finale (7^e match). En direct (175 min) 92707914.

FRANCE 5 / ARTE

17.35 100 % question **18.05** C dans l'air **19.00** Connaissance Les Tiques, des vampires à fleur de peau **19.45** De Séoul à Yokohama, c'est pour demain **19.50** Arte info, Météo **20.15** Reportage Stérilité masculine.



20.45 LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE Une Corse clandestine. Documentaire. Bernard Renucci. Magazine présenté par Alexandre Adler. 5273616 *De la naissance de FLNC, en 1976, à sa scission, au début des années 1990, les errements du mouvement nationaliste corse au travers des témoignages de quatre anciens militants.*

21.40 MUSICA - GÉRARD MORTIER, VOCATION OPÉRA Documentaire. Andy Sommer et Christian Leblé (Belgique - France, 2001). 9648708

22.40 La Dernière Finale ■ Film. Eran Riklis. *Guerre* (Israël, 1991, v.o.) 5798161 **0.25** Le Film préféré ■ Film. Nicole Garcia. *Drame* (Fr., 1994) **O** 8884643 **2.05** L'Aventure humaine - L'Enigme des Nazcas Documentaire (50 min).

M6

15.10 M6 Kid **17.10** Fan de Spécial L5 **17.35** Plus vite que la musique **18.05** Le Clown Ennemis de toujours. Série **19.00** ET **20.40** Loft Story **19.50** Caméra café Série **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** Notre belle famille Série.



20.50 RENDEZ-VOUS AVEC LA MORT Téléfilm. Christian François. Avec Natacha Lindinger, Thibault de Montalembert, Yvon Back, Philippe Lefebvre (Fr., 1999) **O**. 850426 *Après avoir reçu un courrier anonyme, une jeune commissaire de police revient dans sa ville natale pour enquêter sur le meurtre de sa meilleure amie survenu deux ans en arrière.*

22.30 ENQUÊTE EN HAUT LIEU Téléfilm. Kaspar Heidelbach. Avec Klaus J. Behrendt, Tim Bergmann, Dieter Mann, Jan Gregor Kemp, Denise Virieux (Allemagne, 1999) **O**. 9595884

0.15 Loft Story Divertissement 6246730 **0.59** Météo **1.00** M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale (360 min) 32799827.

RADIO

FRANCE-CULTURE

21.00 Mesures, démesures. **22.00** Journal. **22.10** Multipistes. **22.30** Surpris par la nuit. **0.05** Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUES

20.00 Concert. Par le Chœur d'hommes de Radio France et l'Orchestre philharmonique de Radio France, dir. Christopher Hogwood : Œuvres de Haydn, Brahms, Weill, Haydn. **22.00** En attendant la nuit. **23.00** Jazz suivez le thème. **0.00** Extérieur nuit.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Dussek, Krommer, Kraus. 20.40 Vif Festival de Pâques de Deauville. Par le Chœur des Musiciens du Louvre et la Philharmonie de Chambre, dir. Jérémie Rhoer. **22.05** Les Rendez-Vous du soir (suite). Le Pays. Opéra de Ropartz. Par l'Orchestre philharmonique du Luxembourg. **0.00** Les Nuits de Radio Classique.

JEUDI 20 JUIN

TF1

13.00 Journal **13.50** Météo **13.55** Les Feux de l'amour **14.45** L'Affaire Mary Kay Letourneau Téléfilm. Lloyd Kramer. Avec Penelope Ann Miller, Omar Anguiano (Etats-Unis, 2000) **16.25** Dingue de toi Jamie a un secret. Série **17.00** Melrose Place Querelles de voisinage. Série **17.50** 7 à la maison Education parentale. Série **18.45** Tous ensemble **19.55** Météo, Journal, Météo.



20.55 NAVARRO Secrets. Série. Avec Roger Hanin, Philippe Leroy-Beaulieu, Gabrielle Forest, Jacqueline Danno (Fr., 1998). 3810681 *La découverte, à Paris, des cadavres d'un président d'une société financière de la Côte d'Azur et de son chauffeur conduit Navarro à s'interroger sur les dernières rencontres faites par le défunt.*

22.45 COLUMBO Le Chant du cygne. Série. Avec Peter Falk, Ida Lupino, Johnny Cash, Bonnie Van Dyke, Janit Baldwin. 2374827 *Le lieutenant Columbo enquête sur la mort accidentelle d'une chanteuse évangéliste.*

0.35 Les Couloirs de l'économie Magazine **1.25** Le Droit de savoir Accidentés de la vie : la rage de vivre 81911860.

2.30 Reportages Mamies Miss, la France aussi 9357773 **3.00** Aimer vivre en France La passion de la mer **3.55** Histoires naturelles Vivre et pêcher à la Réunion **4.25** Musique **4.45** C'est quoi l'amour ? Magazine (70 min).

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

13.00 Marqué par la haine ■■ Robert Wise (Etats-Unis, 1956, N., v.m., 110 min). **TCM**
14.05 Capitaine Conan ■■ Bertrand Tavernier (France, 1996, 130 min) **C**
15.15 La vie est belle ■■ Frank Capra (Etats-Unis, 1946, N., 130 min) **O**
16.25 Wonderland ■■ Michael Winterbottom (GB, 1999, v.m., 110 min) **O**
17.45 La Rage de vivre ■■ Nancy Meckler (Grande-Bretagne, 1996, 100 min) **O**
18.40 Daisy Clover ■■ Robert Mulligan (Etats-Unis, v.m., 125 min). **TCM**
19.00 Peter et Elliott le dragon ■■ Don Chaffey (Etats-Unis, 1977, 120 min). **Disney Channel**
19.20 L'Atalante ■■ Jean Vigo (France, 1934, N., 100 min) **O**
20.45 Spartacus ■■ Stanley Kubrick (Etats-Unis, 1960, v.m., 180 min) **O**
21.05 Le Coup de sirocco ■■ Alexandre Arcady (France, 1978, 100 min) **O**
22.45 Albert souffre ■■ Bruno Nuytten (France, 1992, 110 min) **O**
23.55 Tornade ■■ William Dieterle (Etats-Unis, 1937, N., 85 min). **TCM**
0.20 La Nuit du défi ■■ Michael Ritchie (Etats-Unis, 1992, 95 min) **O**
0.35 The War Zone ■■ Tim Roth (Grande-Bretagne, 1999, v.m., 100 min) **O**

FRANCE 2

13.00 Journal, Météo **13.50** Inspecteur Derrick Pension de famille. Série **14.55** Un cas pour deux Mort d'un garde du corps. Série **16.00** Des chiffres et des lettres **16.35** En quête de preuves Electrochoc. Série **17.25** Qui est qui ? **18.05** JAG Les démons du passé. Série **18.55** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille Série **20.00** Journal **20.35** Elections 2002 Magazine **20.52** Météo.



21.00 ENVOYÉ SPÉCIAL Magazine présenté par Guillaume Chenu. Au sommaire : « Comme un coup de tonnerre ». Documentaire. Jérôme Caza et Stéphane Meunier. 3848952 *« Comme un coup de tonnerre », c'est ainsi que Lionel Jospin qualifiait le résultat du premier tour de l'élection présidentielle.*

23.15 COMME AU CINÉMA SPÉCIAL FÊTE DU CINÉMA. Magazine présenté par Frédéric Lopez, avec la participation d'Isabelle Motrot et Thierry Colby. Invités : Gad Elmaleh, Charlotte de Turckheim. Au sommaire : Faites du cinéma ; Culte : Le Petit Belmondou illustré ; Christian Bonaparte et Napoléon Clavier. 5623827

1.20 Journal de la nuit, Météo **1.45** Nikita l'absente. Série. Terry Ingram **O** **2.25** Y'a un début à tout Magazine **4.25** 24 heures d'info **4.45** Live for Love United **4.50** Pyra mide Jeu (30 min).

FRANCE 3

13.55 C'est mon choix **15.00** L'Ultime Procès Téléfilm. Eric Till et David Massar. Avec Brian Dennehy, JoBeth Williams (EU, 1993) **16.35** TO3 Cédric ; Titeuf ; La Double vie d'Eddy Mc Dowd **17.35** A toi l'actu@ **17.50** C'est pas sorcier **18.15** Un livre, un jour **18.20** Questions pour un champion **18.45** La Santé d'abord **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.15** Tout le sport **20.25** C'est mon choix... ce soir.



20.55 LA LIGNE ROUGE ■ Film. Philippe Terrence Malick. Avec Sean Penn, Adrien Brody, James Caviezel, Ben Chaplin, George Clooney. *Guerre* (EU, 1999) **O**. 54671407 *Description kaléidoscopique de quelques soldats américains durant les combats de la guerre du Pacifique en 1942.* **23.45** Météo **23.50** Soir 3.

0.15 HISTOIRE D'UNE DROITE EXTRÊME Documentaire. [1/2]. William Karel. 4305150 *Un montage d'images d'archives et de documents d'actualité qui brosse un tableau de la droite nationale en France, de Charles Maurras à Jean-Marie Le Pen.* **1.10** Espace francophone Le magazine de la francophonie fête ses vingt ans. 8584529.

1.40 Ombre et lumière **2.05** C'est mon choix... ce soir **2.30** Soir 3 **2.55** Ils l'ont tant aimée Documentaire **3.50** Les Dossiers de l'Histoire Mai-juin 1940, l'impensable défaite **4.45** Un jour en France Magazine (35 min).

CANAL+

14.00 L'Experte Téléfilm. G. Theakston. Avec Dervla Kirwan (GB, 2001) **O** **16.15** En aparté Spécial Jamel **17.00** Dans la nature avec Stéphane Peyron Marseille, le secret du vallon **18.00** X-Men ■■ Film. B. Singer. Avec Hugh Jackman. *Fantastique* (EU, 2000) **O** **P** *En clair jusqu'à 21.00* **19.40** Journal **19.50** Le Zapping **19.55** Les Guignols **20.05** Burger Quiz **20.45** + de sport **20.55** Le Carnet d'Aimé.



21.00 TROIS HUIT ■■ Film. Philippe Le Guay. Avec Gérard Laroche, Marc Barbé, Luce Mouchel, Bastien Le Roy, Bernard Ballet. *Drame* (Fr., 2000) **O**. 14372 *Un ouvrier est petit à petit l'objet de vexations de la part de ses collègues. Un duel psychologique âpre accentué par une justesse d'observation indiscutable.*

22.30 JEUDI BOXE Magazine présenté par Jean-Claude Bouttier et Christian Delcourt. 1611020 **0.05** Escrocs mais pas trop ■■ Film. Woody Allen. Avec Woody Allen, Tracey Ullman. *Comédie* (EU, 2000, v.o.) **O** 9419808 *Un couple de New-Yorkais tente un hold-up dont les conséquences ne seront pas celles attendues.* **1.35** Stick Les Positions de monsieur Lamour **O**.

1.40 Le Journal du hard **1.55** Max 2 Film. Fred Coppola. Avec Ian Scott. *Classé X* (Fr., 2001) **O** **3.35** Stick *Rythmixxx* **3.45** Little Nicky ■■ Film. Steven Brill. Avec Adam Sandler. *Comédie* (EU, 2000, v.o., 100 min) **O**.

FRANCE 5 / ARTE

13.45 Le Journal de la santé **14.05** Les Etoiles du cinéma Nicolas Cage **14.35** L'Esprit du roi lépreux **15.35** Bruce Willis **16.30** Des bateaux et des hommes Un volier, navire-croisière polonaise **17.35** 100 % question **18.05** C dans l'air **19.00** Voyages, voyages Le Pérou, de Lima à Cuzco **19.40** De Séoul à Yokohama, c'est pour demain **19.45** Arte info, Météo **20.15** Reportage Le Procès du faucheur.



20.40 PREMIÈRE SÉANCE : LA COUPE ■ Film. Khyentse Norbu. Avec Orgyen Tobgyal, Jamyang Lodro, Kunsang Nyima, Pema Tshundup, Neten Chokling. *Comédie* (Aust.- Bhout., 1999, v.o.) **O**. 491933 *De jeunes moines bouddhistes parviennent à faire entrer une télévision au monastère pour regarder la Coupe du monde de football.*

22.15 COMEDIA - LA PÂTE À MODÉLER (SOUS RÉSERVE) Pièce de Vassilii Sigariou. Mise en scène par Cyrill Serebrennikov. Enregistré à la Biennale de Bonn, en juin 2002. 7258662 *La vie quotidienne d'un jeune homme dans la Russie d'aujourd'hui.*

0.15 Cha cha cha Court-métrage. Philippe Blasband 8162773.

0.20 Diva ■■ Film. Jean-Jacques Beineix. Avec Frédéric Andréi. *Policier* (Fr., 1981) 9873808 **2.10** Mic Mac Magazine 6690599 **2.40** Spéciale Fête de la musique - Disco Court métrage. Henry Colomer (15 min) 92176112.

M6

13.35 La Femme Parfaite Téléfilm. Karola Hattop. Avec Susanne Uhlen (All., 2001) **15.15** Les Anges du bonheur L'amour d'une maman. Série **16.00** M6 Music **17.10** Cœur Caraïbes Série. Liaisons impossibles **18.05** Le Clown Ennemis de toujours. Série **19.00** ET **20.40** Loft Story **19.45** Caméra café Série **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** Notre belle famille Etrange veillée de Noël. Série.



20.50 LOFT STORY 2 En direct, un garçon sort du loft. Divertissement présenté par Benjamin Castaldi et Séverine Ferrer. 3191469 *David, Kame!, Thomas : l'un des trois garçons devra quitter le loft ce soir après le vote du public. Les deux rescapés, devenus finalistes, cohabiteront alors avec Angela et Karine.*

23.20 ALLY McBEAL Mariage à trois **O**. Série. Avec Calista Flockhart, Jane Krakowski, Greg Germann, Gill Bellows, Courtney Thorne-Smith. 475020 *Alors qu'Elaine organise sa veillée de Noël, Fishman s'interroge sur les avantages et les inconvénients d'un ménage à trois.*

0.05 L'Homme aux nerfs d'acier Film. Michele Lupo. Avec Lee van Cleef, Tony Lo Bianco. *Policier* (Fr. - It., 1973) **O** 2249179 **1.44** Météo **1.45** M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale (315 min) 63886808.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Fiction 30. Feuilleton. **21.00** Le Gai Savoir. Michel Boccard. **22.00** Journal. **22.10** Multipistes. **22.30** Surpris par la nuit. **0.05** Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUES

20.00 Concert. Donné salle Pleyel, à Paris, par l'Orchestre de Paris, dir. Christoph Eschenbach : œuvres de Webern, Lutoslawski, Tchaïkovski. **22.00** En attendant la nuit. **23.00** Jazz : suivez le thème. *Walkin*. **0.00** Extérieur nuit.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Dvorak, par l'Orchestre symphonique de Prague, dir. Charles Mackerras. *Le Silence des bois* op. 68 n°5 ; *Rondo* op. 94 ; Œuvres de Smetana, Suk. 20.40 Les Grands Interprètes à Lyon. A l'Opéra national de Lyon : œuvres de Beethoven, Janacek, Bach. **22.30** Les Rendez-Vous du soir (suite). *Une nuit à Grenade : ouverture*, de Kreutzer, dir. F. Merz ; œuvres de Brahms, R. Strauss. **0.00** Les Nuits de Radio Classique.

PIERRE GEORGES

Le bizut bleu

ON LISAIT ce matin, avec quelque gourmandise il faut bien le dire, la petite déclaration rapportée par *Le Figaro*, d'un tout nouveau tout beau député du Doubs, Marcel Bonnot. L'élue UMP de Montbéliard, quelque peu emporté par son élan victorieux et par son lyrisme novice, n'y alla point avec le dos de l'enthousiasme. Il faut, dit-il, « dans le sillon creusé par Raffarin, fait de modestie et de pragmatisme, (que) nous brisons les glaces de l'habitude. Plus de tièdeur ! Place à la vraie politique ! ».

Ah ! briser les glaces de l'habitude ! Chauffé Marcel ! Ce député de l'Est, presque un « pays » ne nous en voudra pas de sculpter ainsi dans le papier ce vertigineux projet. Mais quand même se prendre pour le sous-commandant Charcot du raffarinisme, modeste et pragmatique par autodéfinition, c'est risquer le naufrage verbal !

Ainsi va la victoire qu'elle peut envier les vainqueurs et les conduire droit sur l'iceberg de l'habitude ! Allons, cessons de moquer ce bizut bleu, espèce assez commune depuis le 16 juin au soir. Car ils ont été assez nombreux, tous ces députés nouveaux, tous ceux de la bande à Bonnot en somme, à faire leur rentrée des classes hier à l'Assemblée.

C'est un moment qu'on aime bien, une sorte de petit bonheur républicain, que ce jour où les nouveaux élus vont au Palais-Bourbon toucher leur paquette. On imagine leur émotion. Leur joie. Leur trac aussi. Député ! Député à l'Assemblée nationale, le bal des « dép » en costume des dimanches électifs.

Ils arrivent. Ils sont là. Ils s'émerveillent. Ils caressent les marbres autant que le pouvoir. Ils, elles, sont pris en main par un

personnel d'élite, rompu à tous les usages et rentrées parlementaires. Ils reçoivent un petit cours express sur leurs droits, devoirs et avantages, retraite, place dans l'hémicycle, plan des lieux, buvette, coiffeur. Enfin, bref, tout ce qui va être une partie de leur vie pendant cinq ans.

Et puis vient le moment de la remise des insignes et signes distinctifs de leur nouvelle fonction, le fameux « pack » républicain. C'est sans doute à ce moment-là que l'élection rêvée devient réalité et que, ne politisons pas ces grands petits bonheurs, Raffarin comme Jospin ne sont pas leurs cousins ! Ce moment précis où, dans une belle mallette en pur cuir de vache française, outre le règlement de l'Assemblée, leur sont distribuées la cocarde et l'écharpe tricolores.

Là oui, c'est fait. Vraiment fait. Ils sont députés, adoués par ces attributs plus encore que par leurs électeurs. Ils sont députés et encordés, et encharpés, comme conscripts de la V^e République. On imaginait ici, car on n'y fut point, n'ayant rien à y faire, que le désormais cher Marcel Bonnot en fut tout chose. Et que, derechef, avec la foi des prix d'excellence, encore plus décidé à faire de « la vraie politique ». Projet, soit dit en passant, assez logique pour un député !

On imagine aussi la rude journée, rude mais fière, vécue par le benjamin de la nouvelle Assemblée. Car il est de tradition, à chaque fois, de courser le benjamin autant que le doyen. Un peu comme au Tour de France électif, le maillot jaune autant que la lanterne rouge de l'âge. Le benjamin donc fut identifié : un vrai poupon bleu ! Edouard Courtial, 29 ans, aux cerises, bientôt, le 28 juin. Et déjà député, maman !

PYLA (Chypre)

de notre envoyé spécial

De son poste d'observation, le soldat slovaque embrasse d'un coup d'œil la place ensoleillée du village. Avec d'autres éléments de l'Unficyp (Force de maintien de la paix des Nations unies à Chypre), il passe ainsi ses journées, ou ses nuits, à guetter le moindre événement susceptible de remettre en cause le statu quo instauré par le cessez-le-feu de 1974. Mais c'est un désert des Tartares en miniature : il ne se passe jamais rien, ou si peu, depuis vingt-huit ans, à Pyla. Si tous les soldats du monde en faction s'ennuient, le soldat slovaque a, lui, des motifs de satisfaction : la vie de cette communauté de 1 337 âmes (850 Chypriotes grecs et 487 Chypriotes turcs) s'écoule dans un climat de quiétude villageoise.

Devant lui, à 30 mètres, le Pile Türk Kahvehanesi, le « café turc », avec le drapeau au croissant étoilé peint sur le fronton. En se tournant à peine vers la droite, le soldat slovaque aperçoit une scène identique : à la terrasse du « café grec », Moustapha Kemal (c'est son nom), jovial policier chypriote turc en retraite, plaisante avec ses deux amis grecs, qui lui offrent des cigarettes. « Eux sont barbus, moi pas, c'est la différence entre nous », rigole-t-il, en s'attirant une tape amicale sur l'épaule. Depuis l'intervention militaire de la Turquie, Pyla est situé dans la zone-tampon contrôlée par les Nations unies.

A grand renfort de dollars, l'ONU s'efforce de favoriser des projets bicommunautaires, pour prouver que la paix peut revenir dans l'île. A la fois laboratoire social et caricature, Pyla est devenu un village symbole, observé à la loupe par les dirigeants chypriotes grecs et turcs, ceux d'Athènes et d'Ankara, et surtout l'ONU. Plus encore aujourd'hui, alors que des pourparlers intercommunautaires visent à trouver, avant l'entrée prévue dans l'Union européenne, un règlement politique sur la division de l'île s'éternisent.

Si des incidents se produisent à Pyla, le risque est grand de voir la tension se propager au reste



Discussion dans un café turc de l'île, divisée depuis 28 ans.



de l'île. Dans Ce village sous tutelle qui fourmille d'espions, le factionnaire slovaque n'est pas seul. Lorsqu'il lève le regard, il aperçoit sur la colline un fortin d'observation de l'armée (chypriote) turque. Au sud, à une portée de fusil, les drapeaux chypriotes grecs signalent les premiers éléments armés grecs. Enfin, à 3 kilomètres, la discrète mais vaste base militaire britannique de Dhekelia « écoute » l'île. Mais ce voisinage très militarisé ne trouble pas la vie des habitants.

Sur la place du village, une camionnette livre successivement le pain et les œufs aux cafés turc et grec, qui ont été financés par l'ONU. Ahmet Sakalli, *mouktar* (maire) de la communauté chypriote turque, pense que la seule solution viable pour Chypre est la partition définitive

ve. Néanmoins, avec son homologue « grec », Christos Antoniou, il entretient des rapports assez fréquents, nécessité oblige.

Car Pyla est double : deux maires, deux écoles, deux équipes de football, deux salles de jeux, deux autorités pour gérer l'eau et l'électricité... Une duplication qui ne facilite pas la gestion communale. Chacun se connaît, les maisons s'entremêlent, un chœur et des groupes de femmes rassemblent de temps en temps « Grecs » et « Turcs », et Andrenikos Zapitis (25 ans), adjoint au *mouktar* Antoniou, affirme avoir des « amis » de l'autre bord. « Nous nous respectons, mais il y a des choses dont il vaut mieux ne pas parler », précise-t-il, avant de constater que

les aînés exercent des « pressions psychologiques » pour faire perdurer les souvenirs douloureux de la guerre.

Quel est l'avenir de la force onusienne, l'ignorer, mais il croit à sa mission consistant à « favoriser le retour à des conditions de vie normales ». Il en veut pour preuve ce projet-phare des Nations unies, dont il nous montre avec fierté les premiers coups de pioche : l'installation de ralentisseurs devant les deux écoles. Il a fallu deux ans à l'ONU pour faire aboutir ce micro-projet bicommunautaire. Deux ans pour vaincre la méfiance, et régler un autre problème : celui de l'électricité alimentant les panneaux lumineux précédant les ralentisseurs. Devait-elle être gérée par l'autorité électrique « grecque » ou « turque » ?

Les tractations s'éternisent, l'ONU a opté pour... des panneaux solaires. Il n'empêche : le succès est là, qu'il faut prolonger. Ainsi, lentement (vingt-huit ans !), la réconciliation chypriote pourrait-elle s'amorcer. Espoir ténu, que résume à sa façon l'Irlandais Declan Horan : « Ici, dans les esprits et les cœurs, c'est comme à Belfast. »

Laurent Zecchini

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

La justice et les psychiatres

LA COUR D'ASSISES de Seine-et-Oise a condamné à mort, hier mercredi 18 juin, Charles-Henri Sillon. Il avait tué sa fille Josiane, âgée de quatre ans. Pour se venger de sa femme, ajoutait en substance l'accusation, à qui il faut toujours un mobile, et de préférence un mobile simple. Les psychiatres sont les seuls peut-être à avoir entrevu les motifs de Sillon. Ils ont expliqué longuement qu'il s'agissait d'un homme

incapable de dominer une situation, d'un psychonévrosé. « Il simule, a dit le professeur Gouriou : il a simulé le suicide, puis en prison il a voulu se faire passer pour aveugle et muet. Mais sa simulation est inconsciente. On trouve cela surtout chez les femmes et les enfants. Et justement je ne considère pas l'acte de Sillon comme un acte masculin. C'est un individu qui n'est pas devenu mâle. » Ainsi les psychiatres concluaient à une res-

ponsabilité atténuée. On leur fit nettement comprendre qu'ils n'y connaissaient rien, que la psychologie n'est pas du domaine de l'expert, mais de la justice, et que (la phrase est de l'avocat général Faucher), « si nous devons parfois nous incliner devant les savants, c'est quand nous ne pouvons pas faire autrement ». Si bien qu'il ne restait plus qu'à condamner Sillon à mort.

(20 juin 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



■ **Philosophie.** Débattre en direct avec Michel Rotfus (Acireph) de la réforme du programme de philosophie, jeudi

19 juin, à 17 heures. <http://educ.lemonde.fr>

■ **Bel Canto.** Pour gagner 50 albums de la soprano américaine Renée Fleming, rendez-vous en « une » du monde.fr

■ **Suppléments.** Accédez directement aux suppléments du Monde : www.lemonde.fr/economie, www.lemonde.fr/emploi, www.lemonde.fr/livres ou www.lemonde.fr/argent.

CONTACTS

► RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F

► ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-44-97-54-54

Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>

Par courrier : bulletin p. 16

Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► INTERNET

Site d'information : www.lemonde.frSite finances : <http://finances.lemonde.fr>

Site nouvelles technologies :

<http://interactif.lemonde.fr>Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

Marché de l'emploi :

<http://emploi.lemonde.fr>Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>

Marché de l'immobilier :

<http://immobilier.lemonde.fr>

► TÉLÉMATIQUE

3615 lemonde

► DOCUMENTATION

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

► COLLECTION

Le Monde sur CD-ROM :

01-44-09-43-21

Le Monde sur microfilms

03-88-71-42-30

► LE MONDE 2

Abonnements : 01-44-97-54-54

En vente : « Sur la piste de Ben Laden ».

■ Tirage du Monde daté mercredi 19 juin 2002 : 525 223 exemplaires.

1-3 Nos abonnés Paris - Ile-de-France trouveront avec ce numéro le supplément « aden ».

Le Monde N° 19

SUR LA PISTE DE

BEN LADEN

Les commandos américains et anglais traquent Ben Laden et ses lieutenants au cœur du pays pachotane. Qui les protège, pourquoi et jusqu'à quand ? Cachemire et Afghanistan : le dossier. Jeu du Pakistan. Du Djihad à Karachi, l'agenda du terrorisme mondial.

ET AINSI... MONDIAL : ZIDANE ET L'ARGENT DU FOOT. TÉMOIGNAGE : J'AI ÊTE TOURISTE EN CORÉE DU NORD. REPORTAGE : AVEC UNE UNITÉ D'ÉLITE ISRAËLIENNE. PORTRAIT : BEN ALI OÙ A VIE SUR LA TURQUIE. DOSSIER : LE PAR DU MALINIS GENRE AU GENRE MAJEUR. PHOTO : MADRID AU FÉMININ PLURIEL. FUTUR : MAIS SUR TERRE.

3€

Le Monde

LIRE ET VOIR

MONDIAL ZIDANE ET L'ARGENT DU FOOT REPORTAGE AVEC UNE UNITÉ D'ÉLITE ISRAËLIENNE PHOTO MADRID AU FÉMININ PLURIEL

MAGAZINE MENSUEL 3€